



CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 135 • NUMÉRO 049 • 1^{ère} SESSION • 36^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le jeudi 11 décembre 1997

Présidence de l'honorable Gilbert Parent

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations
se trouve à la fin du présent numéro.)

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique «Parliamentary Internet Parlementaire» à l'adresse suivante:

<http://www.parl.gc.ca>

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 11 décembre 1997

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1000)

[Traduction]

LE BUREAU DE RÉGIE INTERNE

Le Président: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que le député suivant a été nommé au Bureau de régie interne, aux fins et en vertu des dispositions de la Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes, chapitre 32, Lois du Canada, 1997: le député de Kingston et les Îles.

* * *

[Français]

LES EXPORTATIONS DE BIENS MILITAIRES EN PROVENANCE DU CANADA

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je désire présenter à la Chambre des communes, dans les deux langues officielles, le Rapport annuel sur les exportations de biens militaires en provenance du Canada, pour l'année 1996.

[Traduction]

Il est important de faire remarquer qu'afin de veiller à ce que les informations fournies soient plus valables et plus transparentes, nous avons considérablement augmenté le nombre de renseignements sur les biens exportés.

Je pense que les députés trouveront ce rapport sur les exportations de biens militaires en provenance du Canada beaucoup plus complet.

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME

M. Walt Lastewka (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le rapport annuel de la Commission cana-

dienne du tourisme 1996-1997, intitulé *Pilotée par l'industrie. Propulsée par le marché.*

* * *

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

M. Peter Adams (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à 7 pétitions.

* * *

• (1005)

DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

Mme Carolyn Parrish (Mississauga-Centre, Lib.): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le deuxième rapport de l'Association parlementaire canadienne de l'OTAN, qui a représenté le Canada à la 43^e session annuelle de l'Assemblée de l'Atlantique Nord des parlementaires de l'OTAN, qui s'est tenue à Bucarest, en Roumanie, du 9 au 13 octobre 1997.

M. Bryon Wilfert (Oak Ridges, Lib.): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 34 du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le compte-rendu de la huitième rencontre annuelle du groupe interparlementaire Canada-Japon et de la ligue de l'amitié des parlementaires du Canada et du Japon.

La réunion et la visite se sont tenues du 8 au 16 novembre 1997. La délégation canadienne a eu l'honneur de recevoir le nombre le plus élevé de parlementaires de la Diète à avoir jamais participé à des discussions bilatérales.

L'économie, les institutions et la société japonaises subissent des changements dont les effets seront ressentis partout dans le monde. Nous ne devons pas oublier que le Japon est le second partenaire commercial en importance du Canada, après les États-Unis. Des rencontres et visites comme celles-ci permettent aux parlementaires de nos pays respectifs de se tenir au courant des changements qui surviennent.

Je remercie mes collègues de la délégation pour la qualité exceptionnelle des discussions bilatérales et le caractère très productif de leur visite. Je tiens également à souligner le dévouement et le professionnalisme du personnel de l'ambassade du Canada.

Affaires courantes

[Français]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

COMPTES PUBLICS

M. John Williams (St. Albert, Réf.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le troisième rapport du Comité permanent des comptes publiques.

[Traduction]

Il concerne Développement des ressources humaines Canada et s'intitule *Le virage décisif vers une gestion axée sur les résultats*. Il contient les recommandations du comité à ce sujet.

[Français]

Conformément à l'article 109 du Règlement de la Chambre des communes, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au présent rapport.

Monsieur le Président, j'ai aussi l'honneur de présenter le quatrième rapport du Comité permanent des comptes publics.

[Traduction]

Le rapport porte sur Transports Canada, la commercialisation du système de navigation aérienne, les problèmes que le comité a examinés relativement à la privatisation de NavCan et les recommandations du comité à ce sujet.

[Français]

Conformément à l'article 109 du Règlement de la Chambre des communes, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au présent rapport.

[Traduction]

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES

M. Reg Alcock (Winnipeg-Sud, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le premier rapport du Comité permanent du développement des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées, intitulé *Garantir l'accès—L'aide aux étudiants du niveau postsecondaire*.

[Français]

AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Guy St-Julien (Abitibi, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le deuxième rapport du Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord.

Le Comité a étudié le projet de loi C-6, Loi constituant certains offices en vue de la mise en place d'un système unifié de gestion des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie et modifiant certaines

lois en conséquence, et a convenu d'en faire rapport avec des amendements.

En terminant, c'est un honneur pour moi de remercier tous les témoins qui sont venus ici, à Ottawa, ou qui se sont rendus à Yellowknife ou à Inuvik pour les vidéoconférences. Mes remerciements s'adressent aussi à tous les membres du Comité pour leur travail ainsi qu'à notre excellente greffière, M^{me} Fisher, à nos recherchistes et à l'équipe de soutien.

[Traduction]

COMMERCE INTERNATIONAL, DIFFÉRENDS COMMERCIAUX ET INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk—Brant, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter aujourd'hui à la Chambre le rapport du Sous-comité du commerce, des différends commerciaux et des investissements internationaux, intitulé *Le Canada et l'Accord multilatéral sur l'investissement*.

Sachant l'importance de cet accord pour les Canadiens, le gouvernement a demandé à notre comité de tenir des audiences et d'inviter à Ottawa des Canadiens des quatre coins du pays pour qu'ils puissent exprimer leur point de vue sur l'Accord multilatéral sur l'investissement.

• (1010)

Notre comité s'est engagé à le faire. Un certain nombre de spécialistes de la question et de porte-parole d'organismes nationaux ont témoigné devant le comité pour lui faire connaître leur point de vue sur ce très important accord international.

Notre comité a pris connaissance des avantages et inconvénients que présente l'AMI. Les députés comprendront que le comité a entendu un large éventail de points de vue.

J'espère que tous les Canadiens liront ce rapport pour s'informer des enjeux que suppose l'AMI. Nous avons présenté quelques recommandations que le gouvernement étudiera en vue des négociations, qui doivent reprendre en janvier. Je suis sûr que le gouvernement tiendra compte des points de vue du Sous-comité du commerce international.

* * *

LA LOI SUR L'EXPROPRIATION

M. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-303, Loi modifiant la Loi sur l'expropriation (aliénation d'un bien-fonds exproprié).

—Monsieur le Président, ce projet de loi est assez simple. Il aurait pour effet de donner à l'ancien propriétaire de terres expropriées le droit de premier refus, au niveau de l'offre la plus élevée reçue par la Couronne, si celle-ci venait à aliéner le bien exproprié. C'est une pratique courante dans de nombreuses provinces.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la première fois et l'impression en est ordonnée.)

*Affaires courantes***LA LOI AYANT POUR OBJETS LA RECONNAISSANCE ET LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES**

M. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, Réf.) demande à présenter le projet de loi C-304, Loi modifiant la Loi ayant pour objets la reconnaissance et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la Loi constitutionnelle de 1867.

—Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de Lethbridge d'avoir accepté d'appuyer mon projet de loi qui garantirait à quiconque le droit de jouir de sa propriété en ce qui concerne toutes les lois fédérales.

Je voudrais remercier ma conseillère législative indépendante de son travail, de son dévouement et de ses conseils juridiques éclairés lors de la préparation de cette importante mesure législative soumise à la Chambre pour considération.

Mon projet de loi sur les droits de propriété modifierait la déclaration canadienne des droits et ajouterait deux articles à la Loi constitutionnelle de 1867, renforçant ainsi les droits de propriété dans le droit fédéral.

S'il était adopté, mon projet de loi garantirait que toute personne a, premièrement, le droit de jouir de sa propriété; deuxièmement, le droit de ne pas être privée de sa propriété sans audiences impartiales et sans une juste indemnité financière dans des délais raisonnables; et, troisièmement, le droit d'en appeler devant les tribunaux si ses droits à la propriété ont été violés. Les droits de quiconque à la propriété seraient garantis dans toutes les lois fédérales, à moins de mention contraire spécifique disant que la loi échappe aux prescriptions de la déclaration canadienne des droits, en vertu d'une déclaration d'exception adoptée par une majorité des deux tiers à la Chambre des communes.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la première fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LA CHARTE DES DROITS DES VICTIMES

M. Randy White (Langley—Abbotsford, Réf.): Monsieur le Président, je demande le consentement unanime de la Chambre pour présenter la motion suivante:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait renouveler son engagement à élaborer une déclaration des droits des victimes et à amorcer des consultations auprès des provinces dans les champs d'intérêt provincial afin d'établir une norme nationale pour la rédaction d'une déclaration des droits des victimes.

Le vice-président: Y a-t-il consentement unanime pour que cette motion soit présentée?

Des voix: Non.

Le vice-président: Il n'y a pas de consentement unanime.

• (1015)

LES FAMOUS FIVE

Mme Jean Augustine (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, je demande le consentement unanime pour présenter la motion suivante:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait prendre en considération la demande de la fondation Famous Five d'honorer la mémoire d'Emily Murphy, Nellie McClung, Irere Parlby, Louise McKinney et Henrietta Muir Edwards—la Famous Five—en permettant de commémorer celles-ci par l'installation d'un monument sur la colline du Parlement.

Le vice-président: La députée a-t-elle le consentement unanime de la Chambre pour présenter cette motion?

Des voix: Non.

Le vice-président: Il n'y a pas de consentement unanime.

M. John Nunziata (York-Sud—Weston, Ind.): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

La motion de la députée semble très valable et il conviendrait d'en débattre et d'en discuter à la Chambre je crois.

Le vice-président: Votre intervention ne constitue pas un recours au Règlement. La motion mérite peut-être un débat à la Chambre, mais si tel est le cas, la députée dispose de moyens pour présenter la motion. La Chambre n'a pas accordé son consentement unanime pour le moment et, par conséquent, il est impossible de procéder à un débat à cette étape.

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Monsieur le Président, si je comprends bien, on peut débattre de la motion uniquement si elle est présentée. En fait, le député a refusé d'accorder son consentement pour qu'elle soit présentée, alors. . .

Le vice-président: La députée dit ce que je viens de dire, je crois. Comme il n'y a pas de consentement pour que la motion soit mise aux voix, il ne peut y avoir débat.

* * *

LES RETRAITÉS BRITANNIQUES

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Douglas, NPD): Monsieur le Président, après avoir consulté tous les côtés de la Chambre, je puis dire qu'il y a consentement unanime pour proposer la motion suivante avec l'appui des députés du Parti libéral, du Parti réformiste, du Bloc québécois et du Parti conservateur. Je propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait renouveler son engagement envers les retraités britanniques vivant au Canada et s'employer activement à conclure un accord avec le gouvernement du Royaume-Uni afin qu'ils aient droit à des pensions pleinement indexées au coût de la vie.

Affaires courantes

Le vice-président: Le député a demandé s'il y a consentement unanime pour que cette motion soit mise aux voix. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Non.

Le vice-président: Il n'y a pas consentement unanime.

M. John Nunziata (York-Sud—Weston, Ind.): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Il y a à la Chambre une procédure établie à suivre à l'égard des affaires d'initiative parlementaire. Tous les députés doivent se conformer à une procédure adoptée par la Chambre. Or, cette motion semble de grande valeur et mérite de faire l'objet d'un débat à la Chambre. J'aimerais savoir pourquoi cette motion devrait avoir préséance sur toutes les autres initiatives parlementaires.

Le vice-président: La présidence a des problèmes. Il n'y a pas ici matière à rappel au Règlement. Cette motion n'a préséance sur aucune autre. Le député a demandé le consentement pour qu'elle soit mise aux voix et on le lui a refusé.

J'espère que le point de vue du secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre est différent.

M. Peter Adams (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous suivons la procédure établie qui veut que, même si un seul député élève une objection, il n'y a pas consentement unanime.

Dans les deux cas, un seul député a élevé une objection.

Le vice-président: La présidence ne tient pas compte du nombre de oui ou de non qui sont dits à la Chambre. Je ne pense pas que le rappel au Règlement que fait le député soit légitime. La présidence a posé la question juste, y a-t-il unanimité? Il n'y avait manifestement pas unanimité et, dans les circonstances, nous ne pouvons pas accepter les motions.

* * *

PÉTITIONS

LA FAMILLE

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, je suis heureux de présenter à la Chambre une pétition signée par un certain nombre de Canadiens, dont certains viennent de ma circonscription, Mississauga-Sud.

Les pétitionnaires attirent l'attention de la Chambre sur le fait que la gestion du foyer familial et les soins des enfants d'âge préscolaire constituent une occupation honorable qui n'est pas reconnue à sa juste valeur dans notre société.

Les pétitionnaires sont également en accord avec le rapport du Forum national sur la santé, qui souligne l'importance d'investir dans les enfants et, notamment, de poursuivre des initiatives fiscales pour aider les familles qui s'occupent elles-mêmes de leurs enfants d'âge préscolaire à la maison.

Les pétitionnaires prient donc humblement le Parlement de poursuivre des initiatives en vue de modifier la Loi de l'impôt sur le revenu, afin d'aider les familles qui s'occupent de leurs enfants d'âge préscolaire.

• (1020)

LE RÉGIME DE RETRAITE

Mme Judy Wasylycia-Leis (Winnipeg-Centre-Nord, NPD): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai le plaisir et l'honneur de présenter des pétitions signées par des habitants de ma circonscription, Winnipeg-Nord-Centre, et d'autres Manitobains qui sont très préoccupés au sujet de l'avenir du régime de retraite du Canada. Ils sont inquiets des changements au Régime de pensions du Canada qui ont été adoptés de force au Parlement. Ils sont très préoccupés par les modifications apportées à la prestation aux aînés. Ils demandent à la Chambre de procéder à un examen national du régime de revenu de retraite pour s'assurer que le régime de retraite du Canada soit satisfaisant aujourd'hui et dans l'avenir.

[Français]

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

M. Michel Guimond (Beauport—Montmorency—Orléans, BQ): Monsieur le Président, il me fait plaisir de déposer à la Chambre une pétition signée par 712 citoyens et citoyennes.

La pétition se lit comme suit: «Nous désirons que la société VIA Rail continue d'utiliser la gare intermodale de Lévis ainsi que le tronçon ferroviaire de la subdivision Montmagny, entre Harlaka et Saint-Romuald, afin de faire circuler les trains le *Chaleur* et l'*Océan*.»

Cette pétition s'ajoute aux 550 autres signatures et à celle présentées par mon collègue, le député de Lévis, en date du 10 décembre, soit hier. D'autres pétitions semblables sont en cours provenant de municipalités du Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario. Il y a, à ce jour, 1 263 signataires désirant sauvegarder les gares de Lévis ainsi que celle de Charny sur la subdivision Montmagny dans la province de Québec.

La Coalition pour le maintien et l'utilisation accrue du rail, région de Québec et de ses environs, terminera cette pétition dès le début de 1998 et la fera parvenir au greffier des pétitions afin d'obtenir le certificat de validité, conformément à l'article 36 de notre Règlement.

[Traduction]

L'UNITÉ NATIONALE

M. David Chatters (Athabasca, Réf.): Monsieur le Président, aujourd'hui je présente deux pétitions. La première est signée par des citoyens de Pointe-Claire et de Dorval, au Québec, et d'Oakville, en Ontario. Les pétitionnaires demandent au Parlement de déclarer et de confirmer immédiatement que le Canada est indivisible et que les frontières du Canada et de ses provinces, territoires et eaux territoriales ne peuvent être modifiées qu'à la suite d'un vote libre ouvert à tous les citoyens canadiens, tel que garanti par la Charte

canadienne des droits et libertés, et suivant le mode de révision prévu par la Constitution canadienne.

LES CRIMES VIOLENTS

M. David Chatters (Athabasca, Réf.): Monsieur le Président, la seconde pétition est signée par des habitants de la région d'Ottawa. Ils demandent au Parlement de reconnaître que les crimes violents contre les particuliers sont graves et odieux aux yeux de la société et de modifier le Code criminel du Canada, la Loi de 1972 sur la réforme du cautionnement et la Loi sur la libération conditionnelle afin qu'elles reflètent mieux les attitudes de la société.

L'ÉQUITÉ SALARIALE

Mme Elsie Wayne (Saint John, PC): Monsieur le Président, je prends la parole, conformément à l'article 36 du Règlement, pour présenter une pétition qui m'a été remise par les travailleurs du secteur public de la circonscription de Saint John, au Nouveau-Brunswick. Ils attendent impatiemment une décision dans le dossier de l'équité salariale. Les pétitionnaires demandent au Parlement d'exhorter le président du Conseil du Trésor à autoriser un paiement provisoire à tous les employés touchés, sur la base de ce qu'il a été convenu qui leur était dû.

LE CANADA RURAL

M. Peter Adams (Peterborough, Lib.): Monsieur le Président, j'ai une pétition à présenter au nom d'un grand nombre d'électeurs de Peterborough. Ils font remarquer que le Canada rural fait une contribution substantielle à l'économie nationale, que le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire se place au troisième rang des employeurs les plus importants au Canada, que le Canada rural a une foule de gens qui ont des idées neuves et débordent d'énergie pour les appliquer mais ont souvent du mal à obtenir le financement pour les concrétiser. Ces pétitionnaires demandent au Parlement de veiller à ce qu'on réponde aux besoins et aux préoccupations du Canada rural, à ce qu'on améliore l'accès aux programmes et services fédéraux pour les ruraux et à ce que le Canada rural ait les outils nécessaires non seulement pour survivre, mais aussi pour prospérer sur le marché mondial.

LE CODE CRIMINEL

M. Chuck Strahl (Fraser Valley, Réf.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter aujourd'hui une pétition au nom des 486 personnes qui l'ont signée pour demander au Parlement de modifier le Code criminel du Canada en portant de 14 à 16 ans l'âge du consentement à des activités sexuelles entre une jeune personne et un adulte. Ces pétitionnaires font écho aux préoccupations exprimées par le procureur général de notre province, Ujjal Dosanjh, qui, à la dernière réunion des ministres fédéral et provinciaux, a tenté de soulever cette question à cause de l'inquiétude de Canadiens de la Colombie-Britannique et de toutes les régions du Canada, qui craignent que des jeunes de seulement 14 ans ne soient exploités par des adultes prédateurs. J'appuie cette pétition de tout coeur.

[Français]

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

M. Antoine Dubé (Lévis, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais déposer une pétition signée par 564 personnes de la région de

Affaires courantes

Québec qui désirent que la société VIA Rail continue d'utiliser la gare intermodale de Lévis ainsi que le tronçon ferroviaire de la subdivision Montmagny, entre Harlaka et Saint-Romuald, afin de faire circuler les trains le *Chaleur* et l'*Océan*.

C'est la troisième pétition qui est déposée à la Chambre, et jusqu'à maintenant, 1 827 personnes ont signé.

• (1025)

[Traduction]

LES DROITS DE L'ENFANT

M. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, Réf.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter trois pétitions qui sont signées surtout par des Ontariens.

Les pétitionnaires craignent que, si nous ratifions et appliquons la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant, les bureaucrates du gouvernement et les tribunaux ne soient autorisés par la loi à décider à la place des parents ce qui est dans «l'intérêt supérieur de l'enfant». Ils craignent que le gouvernement du Canada ne crée une bureaucratie qui surveillera les parents et appliquera les lignes directrices d'une charte de l'ONU qui n'a jamais été approuvée. Ils redoutent que cela n'incite davantage les parents à abdiquer leurs responsabilités en faveur de l'État. Ils ont peur que les responsabilités parentales ne soient minées par la convention de l'ONU

Les pétitionnaires veulent que le Parlement appuie ma motion qui porte le numéro M-33, qui tend à ajouter à la Charte canadienne des droits et libertés la protection des droits et des responsabilités des parents.

LE CODE CRIMINEL

M. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, Réf.): Monsieur le Président, le deuxième groupe de pétitions que je veux présenter provient aussi de l'Ontario.

Les pétitionnaires sont favorables au maintien de l'article 43 du Code criminel qui stipule que:

Tout instituteur, père ou mère, ou toute personne qui remplace le père ou la mère, est fondé à employer la force pour corriger un élève ou un enfant, selon le cas, confié à ses soins, pourvu que la force ne dépasse pas la mesure raisonnable dans les circonstances.

Les pétitionnaires croient que l'abrogation de l'article 43 renforcerait le rôle des bureaucrates tout en affaiblissant le droit des parents de déterminer ce qui est dans le meilleur intérêt des enfants. Ils estiment que cela constituerait une ingérence majeure et injustifiée de l'État dans la sphère des droits et responsabilités des parents.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de réaffirmer le droit des parents d'élever leurs enfants selon leur conscience. Ils lui demandent de maintenir l'article 43 du Code criminel dans sa forme actuelle.

Initiatives ministérielles

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Peter Adams (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suggère que toutes les questions soient réservées.

Le vice-président: Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Français]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 10 décembre, de la motion.

Mme Alexa McDonough (Halifax, NPD): Monsieur le Président, je suis très heureuse aujourd'hui de participer à ce débat très important avant la présentation du budget fédéral. Il s'agit de savoir comment nous pouvons avancer et réaliser les rêves, les aspirations et les objectifs des Canadiens.

[Traduction]

Voilà en quoi consiste réellement un débat prébudgétaire. C'est une occasion de discuter de ce que devraient être nos priorités en tant que Canadiens et pour l'avenir de notre pays.

En dernière analyse, un budget traite des véritables priorités du gouvernement, pas d'assurances apaisantes, de discours vides ou de promesses insensées. Il traite des secteurs où le gouvernement engagera des dépenses et où il affectera ses ressources et, partant, de ses véritables priorités.

D'entrée de jeu, au nom de mes collègues du Nouveau Parti démocratique, permettez-moi de dire clairement que nous sommes fermement convaincus que la priorité économique numéro un du budget de 1998 doit être l'établissement d'objectifs visant à réduire le taux de chômage d'au moins 1 p. 100. Il faudrait absolument réduire le taux de chômage d'au moins 1 p. 100. Nous devons élaborer des stratégies particulières afin d'atteindre cet objectif.

Il est toutefois difficile de trouver les bonnes solutions quand on s'attaque constamment au mauvais problème. Or, c'est exactement ce que le gouvernement a fait depuis quatre ans. Il s'est employé à résoudre le mauvais problème.

● (1030)

Il s'est occupé exclusivement d'inflation sans fixer d'objectifs de réduction du chômage. En cours de route, il a tout simplement fait une croix sur des milliers d'emplois—environ 500 000 dont les Canadiens auraient pourtant désespérément besoin. Sur une période de cinq ans, la création de 100 000 emplois par année pourrait faire tomber le taux de chômage sous la barre des 5 p. 100.

Je sais que certains pessimistes diront qu'il est impossible de ramener le taux de chômage à 5 p. 100 au Canada. Ils feront remarquer qu'il y a peu de pays industrialisés qui ont un tel taux de chômage. En nous attachant à régler le problème, n'oublions pas que les États-Unis d'Amérique ont un taux de chômage inférieur à 5 p. 100. Il est de 4,7 p. 100, je crois. Au Royaume-Uni aussi, le taux de chômage est inférieur à 5 p. 100.

Voici la question que le gouvernement doit se poser et que tous les Canadiens se posent: pourquoi l'atteinte d'un taux de chômage inférieur à 5 p. 100 serait-elle moins une priorité pour le gouvernement du Canada, pour la population du Canada, que pour la population des États-Unis et celle du Royaume-Uni?

C'est la première priorité des Canadiens et cela restera la première priorité des Canadiens. Il est possible d'abaisser notre taux de chômage si le gouvernement en fait sa tâche prioritaire et décide de relever le défi. Malheureusement, plutôt que de s'engager à créer des emplois et à lutter contre le chômage, le gouvernement libéral a conçu sa politique de manière que le taux de chômage ne descende pas trop rapidement, ce qui est plutôt pervers compte tenu du nombre de personnes qui en souffrent.

La pire menace pour l'avenir, c'est la probabilité que le gouvernement en place gêne la poursuite de la croissance et étouffe toute velléité de reprise en haussant de nouveau les taux d'intérêt ou en contrecarrant le processus de croissance économique qui pointe enfin à l'horizon.

Les Canadiens savent que, lorsque le ministre des Finances est vraiment décidé et qu'il reconnaît une priorité, il établit des objectifs et dresse les échéanciers pour les atteindre. C'est exactement comme cela qu'il procède à l'égard du déficit depuis quatre ans. C'est aussi son attitude pour lutter contre l'inflation. Il fait clairement comprendre qu'il est sérieux et il établit ses échéanciers et ses objectifs. C'est ce qu'il entend faire maintenant face à la dette.

Les Canadiens savent que des objectifs supposent un engagement et que des échéanciers sont synonymes de résultats. Depuis quatre ans, le gouvernement libéral est obsédé par sa méthode pour réduire le déficit, qui se traduit par des coupes massives dans les programmes, un nombre de mises à pied sans précédent au Canada, le bradage de certains des éléments d'actif les plus précieux du pays et l'élimination de nombreux programmes de soutien pour les Canadiens démunis. En fait, il élimine beaucoup trop de programmes qui nous définissent comme Canadiens.

Poursuivant sa méthode, le gouvernement prétexte constamment qu'il n'existe vraiment pas d'autre solution, au point qu'on dit qu'il en fait une maladie. L'ironie tragique, c'est qu'il y avait et qu'il y a encore une autre solution qui aurait permis au gouvernement d'atteindre son objectif initial de réduire le déficit sans effectuer les

Initiatives ministérielles

coupes pénibles et désastreuses qui étaient censées être au coeur de sa stratégie.

Selon les témoignages présentés devant le Comité des finances, 60 p. 100 de l'amélioration des finances publiques réalisée entre 1995 et 1997 est attribuable à la croissance économique que favorisaient les taux d'intérêt peu élevés. M. Jim Stanford a présenté au Comité des finances les résultats de son analyse qui montrent que, si le gouvernement avait simplement gelé les dépenses aux niveaux de 1995 et s'il avait permis une croissance économique en maintenant des taux d'intérêt peu élevés, le ministre des Finances aurait pu battre son propre échéancier de réduction du déficit. Il aurait pu atteindre ses objectifs tout en réussissant à réduire le déficit du Canada au niveau le plus bas de tous les pays du G7.

• (1035)

Toujours selon cette étude, le fait d'appliquer une stratégie de croissance soutenue de 4 p. 100 en maintenant tout simplement les taux d'intérêt au niveau qu'ils atteignaient au début de 1997 ajouterait 70 milliards de dollars au bilan fédéral au cours des cinq prochaines années, de l'argent que nous pourrions consacrer aux importants programmes sur lesquels comptent les Canadiens, aux personnes âgées qui le méritent bien, aux enfants qui en ont désespérément besoin, à nos jeunes pour leur donner une lueur d'espoir à l'aube de nouvel millénaire. Cette somme nous fournirait en outre les ressources nécessaires pour appliquer des réductions d'impôts raisonnables là où elles seraient le plus utiles et pour rembourser notre dette.

Par contre, si la croissance réelle est freinée par la politique excessivement anti-inflationniste que pratique la banque centrale, l'excédent budgétaire pourrait disparaître à jamais. Ce serait une véritable tragédie.

Les Canadiens doivent donc se poser la question suivante. Sommes-nous disposés à dépenser 70 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour garder le taux d'inflation à zéro, pour faucher des emplois, pour abolir d'importants programmes sociaux et pour lutter contre le spectre imaginaire de l'inflation? Ou avon-nous d'autres priorités, comme le lutte contre le chômage, la restauration de notre régime de soins de santé et l'accès pour nos jeunes à des études et à des emplois décents?

Les libéraux disent former un parti qui recherche l'équilibre en matière économique. Le titre du rapport du Comité des finances, *Maintenir l'équilibre*, se veut une autre tentative pour embellir cette image. En fait, cela n'a absolument rien à voir avec ce que le gouvernement libéral a réellement accompli. La réalité, c'est que le Canada a éliminé son déficit financier en accumulant un énorme déficit social, que les Canadiens mettront des années à résorber.

La richesse réelle du pays est en déclin alors que nous sommes censés nous enrichir. La Bourse s'envole. Le PIB est en hausse, mais il reste que nous n'avons pas assez d'argent pour arracher nos enfants à la pauvreté, pour permettre à nos jeunes d'acquérir l'instruction dont ils ont besoin pour trouver un emploi convenable, pour assurer un salaire suffisant aux travailleurs, pour maintenir l'un des

meilleurs systèmes de santé du monde, un système de santé dans lequel les Canadiens ont investi et qui fait l'envie du monde.

Le gouvernement a tout simplement lancé la serviette à propos de la création d'emplois. On nous répète à satiété que les gouvernements ne peuvent pas créer des emplois et pourquoi devraient-ils vraiment tenter de le faire. L'essence de la solution libérale est de renvoyer la balle en se déchargeant de ses responsabilités et de la dette sur les provinces, les municipalités, les Canadiens moyens, les organismes de charité, les organismes non gouvernementaux et, ce qui est le plus cynique et le plus impardonnable, sur les pauvres. Ce faisant, le gouvernement a peut-être réussi à équilibrer son budget, mais l'économie en a beaucoup souffert.

En titrant «Les livres fédéraux vont bien, mais les Canadiens, eux, vont-ils bien?», le journal local de ma circonscription l'a bien résumé le jour où le ministre des Finances est venu sur la côte ouest pour comparaître devant le Comité des finances. Pour un trop grand nombre de Canadiens, la réponse est non, ils ne vont pas bien du tout.

• (1040)

Sur le plan international, il se peut que nous soyons le premier pays à équilibrer son budget. Le ministre fédéral des Finances ne manque jamais d'ailleurs de s'en féliciter. Pendant que les citoyens des autres pays industrialisés voyaient leur PIB par habitant croître de 9,1 p. 100 en moyenne, les citoyens assistaient à la baisse de leur niveau de vie. Voilà une statistique dont le gouvernement n'a pas de quoi se féliciter.

Il s'ensuit que nous nous classons au deuxième rang parmi les pays industrialisés pour la plus forte incidence de la pauvreté chez les enfants, pour le plus fort indice d'inégalité et pour la plus forte incidence de bas salaires versés aux travailleurs à plein temps. Le ministre des Finances a beau prétendre que le Canada est un chef de file au sein du G7 et qu'il est au bord d'une nouvelle ère économique, les indices socio-économiques montrent que le Canada entre du mauvais pied dans le nouveau millénaire.

Depuis 1989, le revenu de la famille moyenne a baissé d'environ 5 p. 100. Cinq cent trente-huit mille enfants de plus vivent dans la pauvreté au Canada. Le nombre de banques d'alimentation a triplé et la proportion de la population forcée d'avoir recours à ces banques a plus que doublé. Le nombre de Canadiens qui déclarent une faillite personnelle monte en flèche. C'est le signe non pas d'une économie équilibrée, non pas d'une économie de pointe, mais d'une économie qui se détériore.

Pour déterminer si une économie est équilibrée, il ne s'agit certainement pas de savoir si le gouvernement peut équilibrer son budget aux dépens de ses citoyens, mais plutôt de savoir s'il peut offrir le cadre économique dans lequel les Canadiens et les familles peuvent bien s'en sortir. Or, nous perdons du terrain à cet égard.

Une économie plus forte est la clé de la santé à long terme du bilan financier du gouvernement fédéral. Pour notre part, nous bâtissons une économie en pleine croissance fondée sur un taux d'emploi élevé, qui pourrait apporter un excédent budgétaire important, ainsi qu'un flot continu de revenus pour s'attaquer au déficit croissant sur le plan social. On doit certes donner la priorité à

Initiatives ministérielles

l'investissement social qui crée des emplois et répond aux besoins des enfants, des jeunes et des familles.

Permettez-moi de préciser clairement les priorités du NPD pour l'année à venir. Nous allons exercer des pressions pour que ces priorités figurent dans le prochain budget fédéral.

Il s'agit premièrement de faire du plein emploi le principal objectif du gouvernement en ayant pour but de réduire le taux de chômage de 1 p. 100 par année au minimum. On devrait préciser à la Banque du Canada que la croissance de l'emploi est la principale priorité.

Il faut deuxièmement fixer des objectifs pour l'élimination de la pauvreté chez les enfants et établir un calendrier pour la mise en oeuvre de mesures nécessaires à la réalisation de cet objectif.

En 1989, notre pays s'est fixé pour objectif un projet du millénaire. La Chambre des communes a adopté à l'unanimité une résolution venant de tous les partis dans laquelle on disait vouloir éliminer la pauvreté chez les enfants d'ici l'an 2000. Avant de rechercher beaucoup de nouveaux projets du millénaire, donnons suite à l'engagement adopté par la Chambre, par les députés de tous les côtés en 1989 et faisons de l'élimination de la pauvreté le véritable projet du millénaire.

Selon moi, rien ne pourrait avoir des effets plus durables et rassembler davantage les Canadiens que d'unir leurs efforts pour éliminer la pauvreté afin que nous puissions vraiment investir dans l'avenir de tous les Canadiens et de notre pays.

La troisième priorité sur laquelle nous allons insister consistera à effectuer des investissements stratégiques pour rebâtir notre infrastructure publique en bien mauvais état. Notre système de soins de santé, nos systèmes et réseaux d'enseignement et de formation, nos industries environnementales et culturelles, nos logements sociaux, nos garderies d'enfants et nos services aux personnes âgées, nos réseaux routiers et autres réseaux importants de communications, tout cela contribue à former un véritable pays.

• (1045)

Quatrièmement, maintenir un budget équilibré au cours des cinq prochaines années en visant à assurer une croissance du PIB de 4 p. 100 par année et un certain assouplissement des objectifs de réduction de l'inflation. Tandis que notre pays reste absolument obsédé par l'inflation, d'autres, comme les États-Unis, nos voisins du Sud, et le Royaume-Uni, reconnaissent que, même si l'inflation constitue effectivement un problème à maîtriser, il faut être prêt à faire de la création d'emplois et de la croissance économique nos véritables priorités. Cela exige un certain assouplissement des objectifs de réduction de l'inflation.

Ces pays ont laissé le taux d'inflation atteindre la plage de 3 p. 100. Tant que le Canada continuera d'insister pour éradiquer l'inflation de l'économie et pour la maintenir dans la plage de 1 p. 100, nous allons continuer d'empêcher la création des 500 000 emplois dont nous avons désespérément besoin.

Cinquièmement, maintenir les niveaux généraux d'imposition à court terme, mais rééquilibrer le système pour y instaurer une plus grande équité et pour poursuivre des objectifs de politique sociale plus vastes comme l'élimination de la pauvreté, une répartition plus équitable du fardeau fiscal et une aide aux étudiants et aux handicapés.

Enfin, la dernière priorité que je propose au moment où nous entrons dans ce processus budgétaire, c'est d'orienter les mesures d'allègement fiscal vers les plus démunis au moyen de crédits d'impôt remboursables comme pour la TPS et de soustraire les produits de première nécessité à la taxe de vente fédérale au lieu d'enrichir les subventions pour ceux qui gagnent plus de 75 000 \$ par année. Si les conditions le permettent, nous voulons réduire de deux points le taux général de la TPS afin de promouvoir la création d'emplois et de donner un répit aux consommateurs accablés.

Ce sont les mesures que les députés du NPD préconiseront. Déjà, à ce moment-ci de la session parlementaire d'automne, si les propositions concrètes et précises de création d'emplois que préconise le NPD avaient été mises en oeuvre par le gouvernement, plus de 175 000 emplois auraient pu être créés, ce qui aurait permis de faire tomber à 7,9 p. 100 le taux de chômage au Canada.

Nous avons hâte de participer à la poursuite du débat durant la phase préparatoire au budget. Plus important encore, nous avons hâte que le gouvernement finisse par se donner les priorités qui s'imposent et par investir dans un véritable avenir pour le Canada.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Don Boudria (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je sollicite le consentement unanime pour proposer la motion suivante sans débat. Je propose:

Que la Chambre ne siège pas le 12 décembre 1997 pourvu qu'aux fins de l'application de l'article 28 du Règlement, elle soit réputée avoir siégé et s'être ajournée ce jour-là.

Le vice-président: Le leader du gouvernement à la Chambre a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour proposer la motion?

Des voix: D'accord.

Le vice-président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion.

M. Mac Harb (Ottawa-Centre, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté ma collègue néo-démocrate parler d'une stratégie de plein emploi. La première chose qui m'est venue à l'esprit, c'est que, en général, le gouvernement ne crée pas vraiment des emplois. Il ne va pas lui-même engager tous

Initiatives ministérielles

les Canadiens pour qu'ils puissent figurer sur les listes de paye du gouvernement. Toutefois, le gouvernement crée un environnement propice à la création d'emplois, car le véritable moteur de la création d'emplois, c'est le secteur privé.

• (1050)

Franchement, la tête me tourne et je bouille en même temps. La députée veut que le gouvernement cesse de lutter contre le spectre mythique de l'inflation élevée et cesse d'être obsédé par l'inflation. Elle croit que le gouvernement devrait avoir une politique de plein emploi.

Si l'inflation excédait les 3 ou 4 p. 100 et si l'économie ralentissait dans deux ou trois ans et que nous commençons à avoir les mêmes problèmes que dans les années 80, soit un gros déficit, une grosse dette, une inflation et des taux d'intérêt élevés, la députée proposerait-elle que le gouvernement engage tous ces gens pour qu'ils figurent sur les listes de paye fédérales?

Je dirai aussi à ma collègue qu'il importe au plus haut point de mettre les choses en perspective. Tous les indicateurs économiques dont elle parle sont justes, mais, en tant que député, je désapprouve totalement certains indicateurs.

Par exemple, nous avons un déficit au Canada. Je tiens à féliciter le gouvernement pour avoir vaincu le déficit. Toutefois, nous avons employé des critères très différents de ceux qu'utilisent partout dans le monde les membres de l'OCDE.

Lorsque quelqu'un du bureau du vérificateur général dit que l'actif du Canada se situe à 50 milliards de dollars, je réplique qu'il excède en fait les 150 milliards de dollars si l'on tient compte des sociétés de la Couronne et de tout ce que le gouvernement possède au Canada.

Il faut mettre les choses en perspective lorsqu'on parle de la réduction de la richesse et des indicateurs économiques comparativement à d'autres pays du monde.

Si le secteur privé ne crée pas vraiment les emplois que ma collègue demande, si le secteur privé n'atteint pas l'objectif qu'elle fixe, propose-t-elle alors que le gouvernement engage tous les gens que le secteur privé n'embauche pas?

Mme Alexa McDonough: Monsieur le Président, je dois dire en toute honnêteté, et je ne veux pas manquer de respect envers le député d'en face, que c'est une déformation absurde de la position que le Nouveau Parti démocratique a présentée aujourd'hui en termes précis et concrets. Cela élimine toute possibilité de tenir un débat raisonnable et sensé sur la politique budgétaire, l'inflation, les taux d'intérêt et l'établissement d'objectifs et d'échéanciers pour la création d'emplois.

Je n'ai pas de leçon à apprendre du député d'en face sur l'importance du secteur privé dans la création d'emplois. Je dois retourner à mon bureau pour rencontrer des représentants de la chambre de commerce. Ces gens sont venus à Ottawa aujourd'hui parce qu'ils

comprennent l'importance du partenariat qui doit exister entre le gouvernement et le secteur privé.

Ces représentants de la chambre de commerce veulent nous parler, à moi et à mes collègues de la Nouvelle-Écosse, de l'irresponsabilité dont fait preuve le gouvernement fédéral en ne voyant pas à ce que nous ayons l'infrastructure nécessaire pour permettre au secteur privé de faire son travail, de créer des emplois et de favoriser la croissance économique.

Le secteur privé s'inquiète, et avec raison, du fait que le gouvernement du Canada s'est lancé tête première dans la privatisation de nos ports sans comprendre qu'il a une responsabilité à l'égard des ports et qu'il doit s'assurer que l'infrastructure est là.

Le secteur privé s'inquiète du fait que le gouvernement ne veut pas prendre d'engagement pour faire en sorte que l'aéroport régional de Halifax, qui sert d'aéroport international et est un élément important de notre infrastructure, soit en bon état. Le gouvernement retire graduellement sa participation financière, ce qui fait que tout le milieu des affaires de la Nouvelle-Écosse craint que l'aéroport international de Halifax ne reçoive pas du gouvernement le genre d'appui qu'il mérite et dont il a absolument besoin si l'on veut que le secteur privé soit capable de faire sa part sur le plan de la création d'emplois.

• (1055)

Pour répondre à la question du député, si le gouvernement fédéral estime qu'il ne peut rien faire pour l'emploi, pourquoi diable le Parti libéral du Canada n'a-t-il pas dit la vérité aux Canadiens? Il leur a dit qu'il avait l'intention de faire de l'emploi la priorité numéro un, mais ce n'est pas ce qu'il a fait.

C'est une question ridicule. C'est exactement ce genre de chose qui fait que les gens n'ont aucun respect pour le gouvernement, qu'ils n'ont aucun respect pour le Parlement. C'est absurde. Le député a demandé si on laisserait le taux d'inflation grimper à 3 ou 4 p. 100. Il n'écoutait manifestement pas quand j'ai dit qu'une politique d'inflation de 3 p. 100 ne semblait pas si désastreuse; après tout, c'est la politique des États-Unis et le taux de chômage y est inférieur à 5 p. 100. C'est la politique du Royaume-Uni et le taux de chômage y est de 5 p. 100. Les Canadiens ne méritent pas moins.

Cela explique pourquoi ce gouvernement ne veut pas joindre l'acte à la parole et s'engager à faire de l'emploi la priorité numéro un, ça explique pourquoi il y a eu des élections en 1993 et en 1997.

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais féliciter le chef du NPD d'avoir consacré une telle partie de son intervention à la pauvreté chez les enfants. Cette question est préoccupante et je suis sûr que tous les députés sont de cet avis.

Je pense cependant que la pauvreté chez les enfants est une façon politique de s'exprimer afin d'attirer la sympathie. Le réel problème, c'est la pauvreté des familles. La députée a précisé les raisons qui l'amenaient à penser que certains facteurs économiques contribuaient à ce grave problème.

Initiatives ministérielles

La députée ne convient-elle pas que 42 p. 100 des enfants qui vivent dans la pauvreté viennent de familles monoparentales et que l'augmentation du nombre de foyers brisés joue un rôle très important? Pourrait-elle dire à la Chambre quelle est la position de son Parti à l'égard de la consolidation des familles, mises à part les considérations d'ordre économique?

Mme Alexa McDonough: Monsieur le Président, la pauvreté s'explique, en définitive, par l'incapacité du gouvernement de mettre en place des politiques de renforcement de la famille.

Rien n'affaiblit autant une famille, peu importe qu'elle compte un ou cinq enfants ou qu'elle soit monoparentale ou biparentale, que le manque de ressources nécessaires pour nourrir ses enfants et leur assurer un bon départ dans la vie.

Encore une fois, nous devrions avoir comme projet du millénaire d'assurer un bon départ à nos enfants, car c'est ce qui compte le plus pour l'avenir de notre pays.

Pour réussir ce projet, nous devons nous doter d'une stratégie coordonnée et lancer une attaque tous azimuts contre la pauvreté, problème qui revêt de nombreuses facettes. Je suis tout à fait d'accord avec le député qui affirmait que le problème est la pauvreté en soi et que celle qui frappe les enfants ne peut être dissociée du problème général de la pauvreté.

Il faut bien voir qui a décidé d'isoler le problème de la pauvreté chez les enfants, comme s'il ne faisait pas partie de notre système économique qui a échoué. Le problème est essentiellement attribuable au fait que le gouvernement a refusé de reconnaître que la pauvreté est le résultat de politiques économiques que les gouvernements de droite, aussi bien fédéraux que provinciaux, appliquent depuis une décennie et demie.

• (1100)

M. Jim Jones (Markham, PC): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre part à ce débat sur un sujet aussi important. Au cours des deux ou trois prochains mois, on va longuement en débattre. Les orientations que l'on est en train de prendre vont vraisemblablement faire souvent l'objet de débats au cours des deux prochaines années.

Comme en témoignent les résultats des audiences du comité des finances, ce gouvernement Titanic a décidé de tracer une route qui mène les Canadiens tout droit vers l'iceberg. Son manque de vision a pour effet que la pointe de l'iceberg, c'est-à-dire le déficit, cache sa partie submergée, c'est-à-dire la dette qui fait courir un danger encore beaucoup plus grand puisqu'elle risque d'entraîner le naufrage de notre économie. Et comme l'histoire finit quelquefois par se répéter, chacun va sombrer avec le navire. Et le pire, c'est que ce n'est pas en déplaçant les chaises sur le pont que l'on va réussir à gagner du temps pour les Canadiens.

Le gouvernement ne comprend pas que les impôts trop lourds tuent l'emploi. Le gouvernement ne comprend pas que, dans le slogan «qui dit impôts élevés dit recettes élevées», l'argent dont il est question, c'est tout simplement de l'argent recyclé qui est emprunté, et non pas de l'argent neuf. Le gouvernement ne comprend pas que tout le monde sait pertinemment que cette cotisation

d'assurance-emploi démesurée n'est rien d'autre qu'un impôt que l'on inflige aux travailleurs.

Le gouvernement ne comprend pas que nous avons perdu la bataille que nous livrions aux États-Unis face à l'hémorragie des cerveaux. Le gouvernement ne comprend pas que le Canada doit à la fois éliminer les obstacles au commerce interprovincial et tenir compte du fait que l'économie canado-américaine constitue un immense marché de 330 millions de personnes. Le gouvernement ne comprend pas que le Canada doit être un leader mondial au moment où nous entrons dans le prochain millénaire.

Le gouvernement ne comprend pas que la petite et moyenne entreprise, qui est le moteur de l'économie, a à supporter le poids de charges sociales excessives et accuse un taux de faillites dramatique. Le gouvernement ne comprend pas que, dans le cadre du processus de consultation, on doit notamment écouter les Canadiens et respecter comme il se doit leurs intérêts et leurs recommandations. Le capitaine du gouvernement ne montre aucun désir d'évaluer les dangers de cette dette massive, de cette bombe à retardement sur le plan économique.

Au lieu de cela, le ministre des Finances est trop préoccupé à viser l'emploi du premier ministre. Soyons francs, les familles canadiennes de travailleurs doivent supporter le fardeau de la création de l'excédent budgétaire dont on parle. On les impose toujours plus et beaucoup trop. Dans le cas de l'excédent qui s'en vient, le gouvernement devrait se sentir obligé de leur rendre ce qui leur appartient. Il devrait alors réduire les impôts. Les Canadiens ont déjà payé assez longtemps pour la mauvaise gestion de la caisse d'assurance-emploi.

Les Canadiens ne sont plus disposés à laisser le gouvernement établir des stratégies sans mettre en oeuvre sérieusement les suggestions formulées durant la consultation. Les Canadiens ont fait part de leurs aspirations et des solutions qu'ils proposaient. Le gouvernement n'a pas écouté. Pourquoi avons-nous parcouru le pays et entendu plus de 400 témoins si nous n'avons pas l'intention de mettre en pratique leurs idées?

La proposition est claire. Le gouvernement ne veut pas vraiment créer le climat nécessaire à la réduction du chômage. Il ne songe pas sérieusement à réduire les impôts et à faciliter la croissance. Le gouvernement n'a pas écouté. Le rapport du Comité des finances ne représente pas les intérêts du Canada. Il vient simplement appuyer le ministre des Finances.

Les Canadiens sont les otages de la politique du Parti libéral. Les ministériels attendent que le premier ministre se retire et le premier en lice à sa succession est le ministre des Finances. Il n'est pas disposé à donner aux Canadiens quoi que ce soit de vraiment concret tant qu'il ne se présentera pas au poste de premier ministre ou ne sera pas premier ministre. C'est bien triste, mais c'est un fait. Il suffit de voir ses propres collègues du Cabinet pour savoir que c'est ce qui se produit. Entre-temps, les travailleurs canadiens s'appauvrissent, le chômage demeure une catastrophe nationale et les Canadiens deviennent moins compétitifs.

Dans l'indice mensuel de Jeff Rubin pour 1997, appelé «l'excédent budgétaire fédéral: Qui va dépenser cet argent?», M. Rubin signale que le Canada est le pays du G7 où les impôts sur le revenu des particuliers en proportion du PIB sont les plus élevés. Non seulement le taux d'imposition des particuliers n'est pas compétitif

Initiatives ministérielles

sur le plan international, mais on impose maintenant aux foyers canadiens le plus lourd fardeau fiscal de notre histoire.

Même si on réduit de 13 milliards de dollars l'impôt sur le revenu des particuliers au cours des quatre prochaines années, le ratio de l'impôt sur le revenu au PIB sera encore bien supérieur à son niveau de 1989. Après quelque sept années de baisse du revenu réel après impôt par habitant au Canada, une baisse de l'impôt des particuliers pourrait au moins commencer à rétablir le pouvoir d'achat des Canadiens.

• (1105)

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante nous a dit qu'une priorité très importante, qui est la pierre angulaire pour bâtir une vie meilleure pour les Canadiens, c'est une véritable création d'emplois. La FCEI l'a dit, et nous l'avons dit nous aussi.

Il faudrait donner la priorité à la réduction de la dette et des impôts, non à de nouvelles dépenses de programmes. Un récent sondage a révélé que 85 p. 100 des chefs de petite entreprise sont favorables à la réduction des dépenses. Le plan visant à affecter la moitié du prétendu excédent budgétaire à de nouvelles dépenses et l'autre moitié à la réduction de la dette et des impôts n'est pas bon. C'est une mauvaise recette, qui ne réussira qu'à créer des problèmes budgétaires plus tard.

Les petites entreprises demandent qu'on mette l'accent sur les stratégies favorables à la création d'emplois dans le secteur privé, ce qui fournira une base solide à l'avenir de l'économie canadienne, et sur la réduction de la dette, ce qui fera diminuer le coût du service de la dette et permettra de réduire les impôts.

Nous appuyons ces initiatives pour le bien de la petite entreprise canadienne. Nous ne pouvons plus laisser le gouvernement prendre les mauvaises décisions pour les Canadiens. Qui en souffre? Les Canadiens.

Le gouvernement perçoit des cotisations à l'assurance-emploi plus élevées que nécessaire pour financer la caisse pour les mauvais jours. Nous savons, bien sûr, que l'excédent de l'AE sert actuellement à réduire le déficit. Soixante-quatorze pour cent des chefs de petite entreprise interrogés ont dit que la caisse de l'AE devrait être gérée à part. La caisse du RPC a été privatisée; pourquoi pas aussi la caisse de l'AE?

Les petites entreprises et le Parti conservateur croient qu'une des grandes priorités devrait être de faire baisser substantiellement les cotisations à l'AE pour 1998. Cela fera une différence dans le porte-feuille des Canadiens, qui ont surcotisé de bonne foi à ce régime.

Il est temps que cela cesse. Les travailleurs canadiens méritent qu'on leur rende l'argent qu'ils ont durement gagné. La FCIE réclame un remboursement pour les Canadiens, et nous aussi. La hausse de 0,66 \$ par 100 \$ des cotisations au RPC prévue pour 1998 devrait être compensée par une diminution au moins équivalente, sinon supérieure, des cotisations à l'AE. C'est un objectif réalisable. Après tout, la caisse de l'AE affiche un excédent de près de 12 milliards de dollars.

Les Canadiens ont raison d'être révoltés à propos des impôts, qu'ils soient attribuables à une dette publique ou à des dépenses publiques exagérées. Il est temps que les Canadiens aient leur mot à dire concernant leur avenir économique. Nous allons lutter pour leur donner cette liberté.

Il est clair que le taux élevé de chômage est un des plus graves problèmes auxquels le pays soit confronté. Peut-on vraiment douter que les impôts élevés au Canada soient la cause principale de cet horrible problème? Je ne le pense pas.

Par exemple, comme nous le savons, la province où le taux d'impôt est le moins élevé, l'Alberta, est aussi celle qui connaît le taux de chômage le plus faible. C'est évident que le gouvernement de l'Alberta était déterminé à appliquer une stratégie et qu'il l'a fait. Le gouvernement fédéral ne peut-il pas faire la même chose?

Aux États-Unis, le taux de chômage est à son plus bas en 50 ans. Ce n'est pas dû à la chance. C'est le résultat d'impôts moins élevés, ce qui permet aux gens d'avoir plus d'argent à dépenser.

Nous trouvons que le débat sur ce qu'il faudrait faire avec les excédents est trop centré sur la question classique: «que devrait faire le gouvernement maintenant?» Ce n'est pas un point de départ acceptable. Encore une fois, nous sommes témoins d'une réaction massive à une occasion rare. Le gouvernement devrait plutôt se demander «que pourraient faire les Canadiens maintenant?»

Après tout, c'est grâce à l'argent qu'on aura pris aux familles qu'il y aura un excédent budgétaire. Les Canadiens ont compris. Nous n'accepterons plus de rester à rien faire devant l'injustice. Nous exigeons que le gouvernement utilise notre argent de façon responsable. Qu'il nous laisse prendre nous-mêmes les décisions sur la manière de dépenser notre argent.

L'excédent budgétaire projeté représente une chance pour le gouvernement de se redéfinir et de rajuster sa taille et son rôle face aux Canadiens. Les Canadiens ont mérité le droit de dépenser eux-mêmes leur argent. Il y a assez longtemps qu'ils endurent, qu'ils font des sacrifices pour aider à éliminer le déficit. Ils ont mérité le droit de dépenser eux-mêmes leur argent.

Toute hausse d'impôts serait malavisée. Il faut réduire les impôts. Nous entendons constamment les familles de travailleurs et les petites entreprises crier au secours. Les récentes hausses des cotisations au RPC n'ont pas été compensées par d'importantes réductions ailleurs.

En Ontario, notre gouvernement provincial a tenu parole. L'impôt sur le revenu des particuliers a été réduit, et les recettes du gouvernement ont considérablement augmenté. Au cours des huit derniers mois, l'Ontario a créé 216 000 emplois dans le secteur privé, soit environ 70 p. 100 de tous ceux qui ont été créés au pays. La morale de l'histoire est évidente: les impôts élevés nous font perdre des emplois.

Au milieu des années 90, le gouvernement fédéral a réduit de 6,8 milliards de dollars les paiements faits aux provinces en vertu du TCSPS. Le message des ministres provinciaux des Finances au gouvernement fédéral et à la population est clair. Tout excédent doit être transféré aux provinces, afin qu'elles puissent rétablir les services de santé et d'éducation ainsi que les programmes sociaux.

Initiatives ministérielles

• (1110)

Leurs souffrances ont assez duré. La réduction des paiements de transfert s'est traduite par de longues files d'attente à l'urgence, par la fermeture d'hôpitaux, par le manque de ressources dans les écoles, par l'insuffisance des soins à domicile pour les personnes âgées et par la fermeture des foyers communautaires pour les malades mentaux.

Nous sommes en train de perdre notre avenir au profit des États-Unis. Tous les jours, des talents canadiens s'échappent vers le sud à cause d'une fiscalité trop lourde et du manque de perspectives d'emplois au Canada. Nous ne sommes pas prêts à nous croiser les bras. Au Canada, le chômage est un problème chronique; le taux de chômage y est de 9 p. 100 contre 4,5 p.100 aux États-Unis. C'est totalement inacceptable.

Nous savons également que les impôts sont moins lourds aux États-Unis. Les perspectives d'emplois aux États-Unis y attirent nos concitoyens. La création d'emplois, c'est le nerf de la guerre. Les Canadiens veulent travailler. Les jeunes veulent mettre en pratique leur formation et leurs compétences. Si le gouvernement ne facilite pas maintenant la création d'emplois, nos talents vont continuer à partir ailleurs.

Comment pouvons-nous faire concurrence aux États-Unis alors que nos taux d'impôts sont beaucoup plus élevés? Réfléchissez-y. Aux États-Unis, si vous gagnez plus de 250 000 \$, le taux d'impôt est de 36 p. 100. Au Canada, si vous gagnez de 55 000 à 60 000 \$ ou plus, vous êtes vite imposé au maximum, soit 54 p. 100. Ça ne prend pas un génie pour comprendre dans quel pays vous gardez la plus grande partie de votre salaire.

Je n'accepte pas que le gouvernement surtaxe les Canadiens dans le seul but de pouvoir se vanter d'avoir produit ce qu'il a baptisé un excédent budgétaire. Je pense qu'il est important de rappeler que ce fameux excédent budgétaire est loin d'être une certitude. Si nous n'avions pas un excédent de 7 milliards de dollars dans la caisse de l'assurance-emploi, ce fameux excédent budgétaire apparaîtrait beaucoup plus tard qu'annoncé par le ministre des Finances.

Comprenons bien une chose. Le ministre a inclus l'excédent de la caisse de l'assurance-emploi dans l'excédent budgétaire et les cotisations à l'assurance-emploi n'avaient pas du tout été conçues à cette fin. C'est tout à fait contraire à l'éthique. Nous devons de toute urgence modifier la Loi sur l'assurance-emploi pour rendre illégal ce genre d'utilisation abusive des excédents de la caisse de l'assurance-emploi.

Récemment, le gouvernement a retiré du régime de retraite des employés une somme de 2,5 milliards de dollars qu'il a appliquée au déficit. Il faut que cette pratique cesse. Nous devons empêcher le gouvernement de considérer cette caisse comme une vache à lait. Nous avons privatisé la caisse du RPC récemment. Pourquoi ne pas songer aussi à privatiser la caisse du régime de retraite des employés?

Nous savons que les Canadiens veulent réduire la dette, mais le gouvernement s'apprête à dépenser sans programme précis. Un retour aux dépenses sans contrôle est un autre problème fondamental tout à fait contraire à la culture canadienne. Manquer aux promesses de réduction des dépenses est un thème qui semble

devenir récurrent de la part du gouvernement. Il a déjà raté par environ 43 p. 100, c'est-à-dire 5 milliards de dollars, la cible quant aux réductions de dépenses promises en 1995 pour l'exercice financier en cours. L'examen des programmes, dont le gouvernement s'est tant vanté, a perdu son efficacité. Le gouvernement semble n'avoir pas poursuivi cet exercice jusqu'au bout et avoir perdu de vue les avantages à long terme de cette initiative.

Certains pièges guettent le gouvernement, qui pourraient l'empêcher de réaliser un excédent. Par exemple, il pourrait dépenser sans contrôle, ne pas respecter ses promesses de réduction des dépenses et se fier sur les faibles taux d'intérêt et la faiblesse du dollar pour assurer la reprise. Nous devons accorder une attention immédiate à ces questions. N'en pas tenir compte ferait reculer notre économie davantage.

Quant à l'excédent qui s'annonce, il est impératif d'adopter immédiatement une loi exigeant un budget équilibré. Un engagement à adopter un projet de loi visant à équilibrer le budget prouverait aux Canadiens que le gouvernement non seulement prend son rôle au sérieux, mais favorise également la croissance de l'investissement pour l'avenir. Il faut établir des objectifs clairs et définis de réduction de la dette et mettre en oeuvre une loi en ce sens. Cette initiative prouverait que le gouvernement prend au sérieux ses engagements de réduire la taille de la dette.

La formule 50-50 du gouvernement est tellement vague qu'elle n'a pratiquement aucune signification, surtout s'il commence à dépenser et qu'il n'y a jamais d'excédent à partager à parts égales.

Le gouvernement doit cesser d'agir de façon paternaliste. Les Canadiens ont mérité le droit de choisir. Le Parti progressiste conservateur envisage ce débat-ci sous un angle différent. Notre point de vue est simple et efficace. Des impôts moins élevés signifient des dépenses gouvernementales moins élevées. Des dépenses gouvernementales moins élevées signifient une plus grande liberté pour les Canadiens de régler les problèmes comme ils le jugent bon. Cela veut dire que les familles qui travaillent assument la responsabilité de leurs dépenses, de leurs épargnes et de leurs placements dans l'avenir. Des Canadiens informés, autonomes et indépendants favorisent une société responsable. Nous savons ce que nous ferions.

Le gouvernement doit favoriser un climat propice à la création d'emplois pour les Canadiens, réduire les impôts sur leur revenu et permettre aux gens talentueux de faire concurrence avec les États-Unis. Le gouvernement a refusé d'établir des objectifs clairs et mesurables pour réduire la dette et le ratio de la dette au PIB.

• (1115)

Il s'agit là d'une réaction faible et imprévoyante qui fait fi des appels que le comité a entendus pour que des mesures soient prises d'urgence au sujet de la dette. En outre, elle va directement à l'encontre de l'opinion publique.

Récemment, un sondage Angus Reid a montré que 84 p. 100 des Canadiens veulent que le gouvernement fédéral s'emploie à réduire la dette accumulée et les impôts élevés. Nous estimons que le tiers de l'excédent devrait être consacré à la réduction de la dette et que cette mesure devrait être prise immédiatement. Le gouvernement doit réduire le ratio de la dette au PIB de 60 p. 100 d'ici la fin de ce mandat et de 50 p. 100 d'ici l'an 2005.

Initiatives ministérielles

Les niveaux d'imposition demeurent trop élevés au Canada. Ils freinent l'initiative. Ils diminuent l'investissement qui crée des emplois. Ils obligent à investir à l'étranger. Ils encouragent les Canadiens qui ont des qualités d'entrepreneur à rechercher un avenir dans des pays plus accueillants.

En dépit des nombreuses demandes de réduction d'impôts entendues au comité, il est clair que le gouvernement n'a pas l'intention de répondre à ce besoin dans un avenir rapproché. Nous estimons que les réductions d'impôts ne peuvent pas attendre que le gouvernement soit plus avancé dans son mandat. Le prochain budget fédéral doit dire clairement qu'un tiers de l'excédent budgétaire sera utilisé pour réduire le fardeau fiscal des Canadiens.

Le rôle du gouvernement doit changer. Avant de prendre une décision quelconque au sujet de l'excédent budgétaire, le gouvernement fédéral doit répondre à quelques questions beaucoup plus fondamentales. De quels domaines le gouvernement fédéral devrait-il se retirer? Quelles choses le gouvernement fédéral devrait-il faire entièrement différemment? Qu'est-ce que le gouvernement fédéral devrait faire qu'il ne fait pas maintenant?

La gravité de ces questions ne diminuera pas. Dans ses documents prébudgétaires, le gouvernement n'a pas fait ses preuves. Nous allons continuer à réclamer des impôts et des taxes moindres, une mesure législative imposant des budgets équilibrés, des objectifs de réduction de la dette dans le budget de février, et nous verrons si nous les aurons.

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Monsieur le Président, j'ai beau entendre un député conservateur accuser le gouvernement de ne pas tenir ses promesses, mais je n'en crois pas mes oreilles.

Contrairement au député, je siégeais à la Chambre lorsque les conservateurs ont déposé cinq budgets. Ils devaient réduire ceci, réduire cela, dans le but de résorber le déficit. J'ai vu le gouvernement conservateur accroître continuellement le déficit, sans jamais respecter une seule des promesses qu'il avait faites.

J'étais aussi à la Chambre lorsque les libéraux ont déposé quatre budgets. Je les ai vus atteindre et même dépasser leur objectif en matière de réduction du déficit et parvenir en moins de cinq ans à équilibrer le budget.

Le député nous a parlé des cotisations à l'assurance-chômage. Il ne le sait peut-être pas, mais il représente un parti qui a constamment accru les cotisations à l'assurance-chômage lorsqu'il était au pouvoir, parce qu'il n'avait pas prévu qu'un jour le taux de chômage pourrait grimper au-delà de 11 p. 100 sous un régime conservateur. Comment le député ose-t-il critiquer un gouvernement qui a constamment réduit les cotisations à l'assurance-chômage et allégé ainsi le fardeau tant des travailleurs que des employeurs?

Avant de se présenter à la Chambre en tant que représentant du Parti conservateur, peut-être que le député aurait intérêt à vérifier le bilan de son propre parti et de son chef sur les questions qu'il aborde. Il voudra peut-être décrire, en toute honnêteté, comment le

gouvernement s'y est pris pour respecter les engagements qu'il a pris envers les Canadiens en ce qui concerne la réduction du déficit, la baisse des cotisations à l'assurance-chômage et l'équilibre budgétaire. Il a atteint cet équilibre bien avant l'échéancier prévu et a redressé notre économie, qui ne reposait pas sur des bases solides.

Le député a mentionné la réduction des taxes et des impôts. Le député est-il conscient du fait que le parti qu'il représente a, pendant son règne, imposé plus de 33 augmentations de taxes et d'impôts? Cela comprenait notamment la surtaxe de 3 p. 100 sur le revenu, mesure que le Comité des finances nous recommande de réduire et même d'abolir par la suite.

M. Jim Jones: Monsieur le Président, je rappelle que, pendant la campagne électorale de 1993, le gouvernement libéral avait promis de déchirer l'Accord de libre-échange et d'éliminer la TPS. Deux de ces mesures sont probablement les raisons fondamentales qui expliquent que le Canada va si bien. Les recettes fiscales ont augmenté considérablement depuis quatre ans. Cela tient en grande partie à une croissance attribuable au libre-échange et non de la croissance de l'économie même.

• (1120)

Dans les années 1980, il y avait une récession à l'échelle mondiale et les taux d'intérêt étaient très élevés. La situation ne se limitait pas au Canada, mais sévissait dans bien des pays autour du globe. Un grand nombre de gouvernements, d'organisations et de sociétés ont mis de l'ordre dans leurs affaires. Il se rendent compte qu'ils ne peuvent dépenser plus d'argent qu'ils n'en ont. C'est ce qui explique la croissance dont nous bénéficions actuellement.

Cette croissance ne découle pas nécessairement des compressions que nous avons effectuées. Je tiens toutefois à féliciter sincèrement le gouvernement qui est le premier en 27 ans à équilibrer le budget. C'est une innovation. Nous devons maintenant nous attaquer à la dette et centrer nos efforts pour remettre les Canadiens au travail.

Nous devons reconnaître que notre voisin du Sud nous ouvre des possibilités. Nous devons aligner davantage notre politique sur la sienne, si nous voulons créer des emplois et être en mesure de livrer concurrence. Quelque 80 p. 100 de nos échanges s'effectuent avec notre voisin du Sud.

M. Jim Pankiw (Saskatoon—Humboldt, Réf.): Monsieur le Président, j'ai écouté avec un vif intérêt le discours du député de Markham. D'une façon générale, je suis d'accord avec ce qu'il a dit, en particulier avec la comparaison qu'il a faite en disant que le déficit n'est que la pointe de l'iceberg, la dette étant la partie submergée qui pourrait bien faire couler le pays, si jamais il y avait un ralentissement économique. Il a aussi dit que le gouvernement doit s'attaquer à ce problème de taille que représente la dette.

Comment le député explique-t-il que le gouvernement conservateur ait au pouvoir pendant neuf ans et que, au cours de cette période, la dette nationale ait augmenté de 300 milliards de dollars, soit la moitié de la dette nationale totale à laquelle nous sommes confrontés?

Initiatives ministérielles

M. Jim Jones: Monsieur le Président, je n'étais pas là durant cette période. Les circonstances étaient différentes à ce moment-là, non seulement au Canada, mais partout dans le monde. La mentalité n'était franchement pas la même. Nous n'étions pas le seul gouvernement au monde à dépenser plus d'argent qu'il n'en recevait. Beaucoup de gouvernements dans le monde entier faisaient la même chose.

Puis il y a eu un genre de choc culturel à la fin des années 80 ou au début des années 90, où les gens et les gouvernements ont commencé à se réveiller et à dire qu'ils ne pouvaient plus continuer de dépenser plus d'argent qu'ils n'en recevaient.

Bien des choses qui se sont produites entre 1984 et 1993 ont mené à l'excédent budgétaire d'aujourd'hui. Je me souviens que l'opposition à ce moment-là, qui est aujourd'hui le gouvernement, était totalement contre le libre-échange, pensant que cela détruirait le Canada. Pourtant, jamais une mesure n'a été aussi profitable pour notre pays.

Le libre-échange est la voie de l'avenir. Ce qui est arrivé dans le passé ne se reproduira jamais plus. Nous devons adopter des mesures législatives faisant de l'équilibre budgétaire une obligation et des mesures législatives établissant des objectifs fermes en matière de réduction de la dette pour faire en sorte que les gouvernements gèrent l'économie et les fonds qui leur sont confiés par la population au lieu de seulement distribuer de l'argent et créer des programmes.

M. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, Réf.): Monsieur le Président, je n'accepte pas l'argument selon lequel c'était la mentalité à l'époque et le gouvernement conservateur ne pouvait pas faire autrement.

● (1125)

En tant que leaders, n'avons-nous pas la responsabilité de bien connaître les enjeux, de nous informer des conséquences des décisions que nous prenons ici et de diriger le pays dans cette voie?

Si les Canadiens avaient été bien informés par leurs leaders des conséquences d'une lourde dette et des énormes paiements d'intérêt liés à la dette, ils auraient accepté n'importe quelle mesure de réduction des coûts que le gouvernement aurait voulu mettre en place. J'ai une grande confiance dans le bon sens des gens. S'ils avaient été bien informés, ils auraient été d'accord avec le gouvernement pour dire que nous ne pouvons pas nous permettre de faire des dépenses excessives.

J'ai consulté mes électeurs. Ils sont contre bien des programmes gouvernementaux que nous maintenons encore aujourd'hui: toutes les subventions et toutes les concessions fiscales aux groupes d'intérêts et aux sociétés, et tout l'argent dépensé pour établir une lourde bureaucratie, par exemple au ministère des Affaires indiennes, qui n'apporte rien aux autochtones dans les réserves. Lorsque nous parlons de cela aux Canadiens, ils sont prêts à appuyer toute initiative pour limiter ces dépenses.

Je n'accepte pas cet argument selon lequel c'était la mentalité à l'époque. Nous avons une responsabilité et nous ne devrions pas l'esquiver.

M. Jim Jones: Monsieur le Président, entre 1974 et 1984, les gouvernements ont décuplé la dette. Entre 1984 et 1993, la dette a doublé. Nous avons hérité de taux d'intérêt élevés et de la dette. Nous avons également hérité de budgets qui ne couvraient même pas les dépenses des programmes.

Des compressions ont été faites peu après la mise en oeuvre des programmes. Les gouvernements ont couvert les dépenses de programmes et ils ont commencé à réduire la dette et le service de la dette. Reconnaisant le problème, ils ont stimulé la croissance en adoptant l'ALE et en créant la TPS. Ils ont remplacé la taxe sur les fabricants par la TPS, une taxe qui nous a permis d'être plus concurrentiels dans le contexte du libre-échange. Les biens exportés ne sont plus assujettis à la taxe supplémentaire de 14 p. 100 et, compte tenu de la faiblesse du dollar, nous en voyons aujourd'hui les avantages pour notre économie.

M. John Bryden (Wentworth—Burlington, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée d'Ottawa-Ouest—Nepean.

Je suis très heureux d'avoir l'occasion de faire quelques suggestions relativement au prochain budget. Mais avant, je voudrais faire quelques observations sur le discours que le député de Calgary-Sud-Ouest, le chef de l'opposition, a prononcé hier.

Après ce discours, un autre député réformiste a invoqué le Règlement pour se plaindre du fait que seulement deux députés libéraux étaient présents pour écouter le discours du député de Calgary-Sud-Ouest. J'étais l'un de ces deux députés.

Je dois me porter à la défense de mes collègues parce que j'ai écouté ce discours de quarante minutes pendant lequel le chef de l'opposition n'a fait qu'une seule proposition, celle de créer un crédit d'impôt pour garde d'enfants dans le prochain budget. Je dois dire que beaucoup de députés de ce côté-ci appuient une telle initiative, particulièrement le député de Mississauga-Sud, qui s'est fait le champion de cette cause depuis très longtemps.

Le problème vient du fait que le député de Calgary-Sud-Ouest, dans son discours, a cité nombre de lettres reçues d'électeurs. Si on se donne la peine d'ouvrir le hansard d'hier, on peut voir, sur des colonnes entières, quatre lettres en petits caractères qu'a lues le chef de l'opposition officielle.

Il est très difficile pour un auditoire captif—dont je faisais partie—d'écouter quelqu'un lire un texte. Il est très difficile de maintenir son niveau d'attention lorsque l'orateur ne fait que lire sans lever la tête pour établir un contact visuel et qu'il n'aborde qu'un seul sujet très restreint en n'utilisant qu'une seule illustration. Peut-être que les autres députés sont facilement excusables si leur attention a fléchi mais, puisque je devais participer au débat, j'ai écouté très attentivement.

Initiatives ministérielles

• (1130)

Dans un débat prébudgétaire, le devoir des députés consiste à formuler de véritables suggestions. Si le chef de l'opposition officielle n'avait qu'une seule suggestion à proposer, j'en ai pour ma part plusieurs.

Depuis de nombreuses années, je m'intéresse au secteur des organismes de charité et des organismes sans but lucratif. Je ne cesse de m'étonner que le gouvernement ne surveille pas plus étroitement ce secteur, qui génère des revenus annuels d'environ 100 milliards de dollars. Je crains que beaucoup de l'argent que les contribuables donnent à ces organisations, que ce soit personnellement ou par l'intermédiaire du gouvernement, ne parvienne pas aux personnes dans le besoin. Je me suis déjà étendu plus longuement sur le sujet.

Récemment, j'ai soumis au Comité permanent des finances un second rapport dans lequel je propose des moyens pour le gouvernement de présenter un projet de loi qui résoudrait peut-être des problèmes de responsabilité et de transparence des organismes et des oeuvres de bienfaisance. Je vais exposer très brièvement ces moyens. Les personnes qui veulent les examiner à fond peuvent obtenir une copie du rapport à mon bureau. Je vais faire valoir trois points.

Il importe beaucoup que le gouvernement définisse au plus tôt le statut légal des oeuvres de bienfaisance. À l'heure actuelle, nous comptons sur une loi de 1601, donc de l'époque d'Élisabeth Ire, pour définir les oeuvres de bienfaisance. Il serait extrêmement utile de moderniser leur définition légale et de consulter les Canadiens.

La définition d'organisme de bienfaisance s'applique à un vaste ensemble d'organismes qui harcèlent constamment la population à propos de projets qui ont parfois très peu à voir avec la souffrance humaine et les problèmes des pauvres et des nécessiteux. La loi devrait à tout le moins limiter le statut d'organisme de bienfaisance aux organismes qui visent à aider les personnes dans le besoin et ne pas l'appliquer à ceux qui s'occupent de la promotion des arts, de la protection de l'environnement, etc. Les organismes de bienfaisance devraient vraiment avoir une composante humanitaire, s'occuper de soulager la souffrance humaine. Je voudrais que cela soit modifié.

Nous avons à l'heure actuelle des organismes sans but lucratif qui, contrairement aux organismes de bienfaisance, sont seulement des organismes qui peuvent donner des reçus d'impôt, mais qui ne paient pas d'impôt. Il existe quelque 30 000 de ces organismes et leur report d'impôt est de l'ordre de plusieurs milliards de dollars. Ces organismes englobent un large éventail d'objectifs et sont définis comme étant tout ce que ne sont pas les organismes de bienfaisance, donc des organismes sans but lucratif. Cela pose un problème énorme, car ces organismes ne rendent aucun compte à la collectivité. Revenu Canada ne se tient même pas au courant de leurs statistiques financières.

Ce que je propose ensuite, c'est que le gouvernement modifie la Loi sur les corporations canadiennes pour fixer des règles et des

normes aux organismes sans but lucratif. Il est possible à un organisme sans but lucratif constitué à l'échelon fédéral de ne pas produire d'états financiers, sinon pour ses membres. Un organisme sans but lucratif peut fort bien ne comprendre que deux membres.

Ces organismes n'ont pas à remettre des états financiers à Revenu Canada. Il n'y a donc aucune vérification, et le gouvernement ne surveille pas ces organismes, comme l'Association canadienne des automobilistes, le Bureau d'éthique commerciale et des associations d'industries et de fabricants divers. C'est déplorable, car lorsque le gouvernement n'exerce aucune surveillance, les simples citoyens ne peuvent pas le faire non plus. Malheureusement, cela donne lieu à toutes sortes de problèmes.

Je voudrais n'en donner qu'un exemple, très rapidement. Dans l'année écoulée depuis la publication mon premier rapport sur les organismes de charité, bien des gens m'ont écrit. L'une des choses qu'on m'a signalées, c'est que les organismes de charité et autres organismes sans but lucratif n'ont pas à lancer des appels d'offres pour acquérir des biens et services.

Lorsqu'il achète des biens et services, le gouvernement s'efforce toujours de procéder par appel d'offres ou de demander des soumissions d'une façon ou d'une autre. Lorsque nous confions des responsabilités à des organismes de charité ou sans but lucratif, ces organismes n'ont pas à lancer des appels d'offres, si bien que nous courons de grands risques d'abus. La situation est particulièrement grave dans le cas des organismes sans but lucratif, car ils n'ont aucun compte à rendre de façon cohérente et sérieuse au grand public.

• (1135)

Voilà le deuxième point, c'est-à-dire que la Loi sur les corporations canadiennes devrait comporter à l'égard des organismes sans but lucratif des dispositions qui les rendent au moins aussi transparentes et comptables que les entités à but lucratif.

Le dernier point que je veux faire valoir, c'est que je souhaiterais une modification législative qui, selon moi, permettrait d'économiser beaucoup d'argent et d'imposer une discipline beaucoup plus rigoureuse aux organismes de charité ou sans but lucratif. Il s'agit de modifier la Loi sur l'accès à l'information et la Loi de l'impôt sur le revenu pour que, lorsque des organismes de charité ou sans but lucratif font l'objet de vérifications de la part de Revenu Canada, ces vérifications soient du domaine public.

Actuellement, lorsque Revenu Canada mène une vérification auprès d'un organisme de bienfaisance, la vérification reste secrète. Le problème c'est que, lorsqu'on vérifie les états financiers d'un organisme de bienfaisance, on peut constater toute sorte de choses qui laissent à désirer. On sert alors une légère réprimande à cet organisme et, en l'absence de divulgation publique, celui-ci peut continuer d'agir exactement comme il le faisait auparavant.

L'une des principales motivations d'un organisme à se discipliner, qu'il s'agisse d'un organisme gouvernemental, quasi-gouvernemental ou d'une entreprise, c'est la crainte de voir sa mauvaise

Initiatives ministérielles

gestion divulguée publiquement. Au moment d'une vérification, si le vérificateur constate qu'il y a eu mauvaise gestion et que cela est divulgué publiquement, tous les autres organismes prendront le recul nécessaire et se livreront à une réflexion très sérieuse sur leurs pratiques de gestion.

Il n'est pas question de vérifier les activités de toutes les organisations. Il est question de faire frémir tous les organismes à l'idée qu'ils puissent faire l'objet d'une vérification publique. Si les organismes se comportent convenablement et qu'ils administrent bien leurs affaires, ils n'ont rien à craindre.

Si le gouvernement envisageait cette possibilité lorsque le ministre des Finances se penchera sur le budget, ce serait un énorme progrès.

Ce sont là mes trois suggestions. Elles sont très importantes, car les recettes des organismes de bienfaisance et sans but lucratif s'élèvent à environ 100 milliards de dollars. C'est un secteur très important. Il y a énormément d'organismes de bienfaisance qui font de l'excellent travail. Il est toutefois regrettable que, à cause du peu de surveillance exercée par le gouvernement et des rares critères énoncés dans la loi, on ne puisse distinguer les bonnes oeuvres de bienfaisance des mauvaises.

Je pense qu'il y a une majorité de bons organismes de bienfaisance et que, à cette période de l'année, il faut leur donner notre appui. Par conséquent, en parlant d'obligation de rendre compte et de transparence, nous voulons aider ces organismes de bienfaisance à venir en aide aux défavorisés.

M. John Nunziata (York-Sud—Weston, Ind.): Monsieur le Président, le député soulève des points très intéressants relativement aux organismes sans but lucratif et caritatifs et au traitement réservé à ce secteur d'activité au Canada.

Je crois que ses préoccupations sont très sérieuses et comme mon collègue est un vigoureux défenseur de ces organismes, j'aimerais qu'il me dise quels progrès le gouvernement a accomplis dans ce domaine depuis son entrée en fonctions il y a quatre ans?

J'aimerais également que le député nous dise ce qu'il pense du fait que des centaines de milliers de dollars, voire des millions échappent à l'impôt.

Le député ne croit-il pas qu'au lieu de s'en prendre aux organismes de charité, le gouvernement aurait davantage intérêt à supprimer les échappatoires importantes de la Loi de l'impôt sur le revenu, qui permettent à des familles de placer des milliards de dollars à l'étranger pour éviter de payer leur juste part d'impôt?

Le député croit-il que les échappatoires de la Loi de l'impôt sur le revenu qui permettent à des dizaines de milliers d'entreprises rentables de ne payer aucun impôt sont justes pour les pauvres travailleurs de la circonscription de York-Sud—Weston qui doivent envoyer chaque semaine un chèque à Revenu Canada? Ces personnes ont à peine de quoi payer leur hypothèque ou leur loyer et mettre de la nourriture sur la table.

Le député trouve-t-il cette situation juste et peut-il nous dire pourquoi le gouvernement ne s'est pas fixé comme priorité de

supprimer les énormes échappatoires de la Loi de l'impôt sur le revenu?

M. John Bryden: Monsieur le Président, le gouvernement a déjà pris des mesures pour résoudre certains des problèmes que j'ai soulevés relativement aux organismes de charité.

Revenu Canada, par exemple, a révisé la formule T-3010 de déclaration financière que les organismes de charité doivent remplir chaque année. Il l'a rendue beaucoup plus stricte, plus détaillée et plus claire.

• (1140)

Dans le dernier budget, le gouvernement a fermé une échappatoire importante dans les dons de charité qui permettait aux sociétés de donner de l'argent à des organismes de bienfaisance et à l'emprunter immédiatement. Le dernier budget a mis fin à cet abus du système.

Dans le dernier budget on donnait 35 millions de plus à la division de Revenu Canada qui s'occupe des organismes de bienfaisance pour qu'elle embauche plus de personnel pour des vérifications et autres choses du genre. Revenu Canada a pris des mesures fort positives.

Le problème des organismes de bienfaisance ou à but non lucratif est énorme parce qu'il n'y a pas de mesure législative adéquate. Il y a des limites à ce que l'on peut faire par règlements. Les lois sont inadéquates, surtout dans le cas des organismes à but non lucratif. La direction responsable des sociétés à Revenu Canada a beau émettre des directives, mais sans loi on peut passer outre à ces directives. Il est impossible d'envoyer les coupables en prison. Il est impossible de les condamner parce qu'il n'y a pas de loi. Je répète que la prochaine étape importante doit être l'adoption d'une loi, et j'espère que le gouvernement écoute.

Pour en venir au deuxième point du député au sujet des échappatoires, là encore les centres étaient vraiment des organismes de bienfaisance ou à but non lucratif. Il y a beaucoup d'abus dans la façon dont l'argent est versé aux organismes de bienfaisance ou à but non lucratif. C'est une méthode d'évasion fiscale et même de blanchiment d'argent dans certains cas.

Je n'aime pas dire cela, mais le contrôle est très lâche et j'ai eu connaissance de problèmes sérieux. Je ne les mentionnerai pas à la Chambre, car je ne pense pas que ce soit approprié. J'en ai parlé avec Revenu Canada qui fait enquête sur les organismes en cause. Je ne pense pas que nous devions en parler publiquement.

Certains utilisent des organismes de bienfaisance pour s'octroyer des avantages matériels. Cela aussi c'est un abus et c'est souvent le fait de personnes aisées. Cet abus prive les personnes dans le besoin d'une aide valable et il prive les organismes qui font de vraies bonnes oeuvres de l'appui dont elles ont besoin dans la collectivité.

Le gouvernement serait justifié d'enquêter sur les organismes à but non lucratif. Si vous n'avez jamais regardé dans les coins de votre maison, vous allez y trouver beaucoup de poussière.

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureuse d'avoir cette occasion de participer à ce débat prébudgétaire. C'est l'extension de l'une

des innovations de notre gouvernement dont je suis extrêmement fière, à savoir la tenue de consultations prébudgétaires. Des audiences ont lieu à l'échelle du pays pour recueillir les commentaires des Canadiens ordinaires, d'organismes, de groupes d'intérêts et d'associations de gens d'affaires sur ce qu'ils veulent voir dans le prochain budget fédéral. Comme le sait la Chambre, le Comité des finances a tout récemment déposé son rapport sur ces consultations.

Nous reconnaissons que les Canadiens, de toutes les couches de la société et à tous les niveaux, ont grandement contribué au succès financier du gouvernement de ces quatre dernières années et demie. Ils ont fait des sacrifices importants en ce qui concerne la qualité des soins de santé, l'accès à l'éducation postsecondaire et les services sociaux.

Dans de nombreux domaines, les Canadiens ont été les partenaires du gouvernement pour arriver à faire du budget de l'an prochain le premier budget équilibré depuis presque 30 ans. Il est important que nous écoutions ce que les Canadiens ont à dire sur l'avenir de ce pays et de la voie que devrait suivre ce gouvernement.

Les soins de santé constituent l'une des principales préoccupations de mes électeurs. Ils constatent que le système des soins de santé est soumis à des pressions intenses. Ils appuient l'idée d'aider les gens à subvenir à leurs besoins pharmaceutiques car c'est souvent une bonne solution de remplacement à l'hospitalisation. Ils sont très conscients du besoin d'un programme de soins à domicile, compte tenu du fait que notre population vieillit mais qu'elle est capable de rester chez elle, dans son milieu. J'encourage le gouvernement à aller de l'avant dans ces deux dossiers.

• (1145)

Les besoins des enfants et des jeunes constituent l'une des préoccupations majeures de mes électeurs. J'aimerais prendre une ou deux minutes pour en parler.

J'encourage certainement le gouvernement à aller de l'avant avec son programme national de garderies. Il est important que nous donnions les moyens de mesurer l'efficacité des mesures que nous adoptons. Il existe de nombreux programmes gouvernementaux. Nous négligeons d'examiner et de mettre en place les outils qui nous permettent de savoir si les programmes atteignent les objectifs visés.

Le nombre des jeunes enfants qui vivent dans la pauvreté est de plus en plus élevé au Canada. Ce n'est pas une situation acceptable de la part d'un des pays les plus riches au monde. Au moment de lancer un programme destiné à réduire le nombre des jeunes enfants qui ne mangent pas suffisamment, qui n'ont pas un logement décent—et qui, par le fait même, sont déjà défavorisés sur le plan scolaire—ou celui des enfants victimes d'abus de toutes sortes, il est très important, à mon avis, que nous nous assurions en permanence que le travail que nous accomplissons produit les résultats que nous escomptions et que nous sommes en mesure de changer de cap ou de réaffecter les ressources vers d'autres programmes plus efficaces.

Permettez-moi de toucher un mot sur les jeunes. Bien des enfants qui sont nés dans la pauvreté constituent des risques quand ils

Initiatives ministérielles

deviennent grands parce qu'ils n'ont pas eu droit aux avantages que la plupart d'entre nous tiennent pour acquis. Certes, nous avons un objectif: que tout enfant canadien soit bien nourri, bien logé, bien soigné, bien éduqué, où qu'il vive en ce grand pays. En grandissant, ces jeunes finissent par avoir beaucoup de mal à trouver un emploi ou à le garder, et se prendre en main pour le reste de leur vie. Voilà pourquoi je dis que le maintien et le renforcement de la Stratégie emploi jeunesse sont essentiels à ce pays.

Lors du salon d'information sur l'emploi des jeunes que j'ai organisée dans ma circonscription il y a tout juste quelques semaines, des jeunes et leurs parents et amis m'ont dit qu'ils ne connaissent pas suffisamment les programmes existants. Mais il y a plus: je constate que le système comporte des failles, et des failles dans lesquelles s'engouffrent ces mêmes jeunes que notre société devrait aider en priorité.

J'encourage le gouvernement, comme le comité des finances l'a fait dans son rapport, à accorder plus d'attention aux programmes communautaires pouvant permettre aux jeunes et à leurs familles de surmonter certains désavantages dont ils sont nombreux à avoir souffert au début de la vie et à les remettre sur la bonne voie de façon à ce qu'ils soient productifs, ceci dans leur intérêt et dans celui de nos collectivités.

J'ai parlé des enfants pauvres. Le fait est que dans la vaste majorité des cas, plus de 90 p. 100 des enfants sont pauvres parce que leurs mères sont pauvres. Je demande instamment au ministre des Finances qui se prépare à finaliser son budget et à le présenter à la Chambre au début de l'an prochain, de tenir compte des répercussions sur les femmes—qui ne sont pas les mêmes que les répercussions sur les hommes—des diverses mesures qu'il pourrait annoncer dans ce budget.

Il n'y a pas de doute que les femmes au Canada, et dans les autres pays du monde, continuent d'être économiquement défavorisées. Tant qu'il en sera ainsi, les femmes continueront d'être socialement et politiquement défavorisées.

Hier, on a demandé à la ministre responsable de la Situation de la femme comment elle allait aider le ministre des Finances à analyser le prochain budget dans l'optique de l'égalité des sexes.

• (1150)

Je demande instamment au ministre des Finances d'examiner soigneusement cette question et de tenir compte dans le budget qu'il doit déposer au Parlement des répercussions des mesures budgétaires sur les femmes et des millions d'enfants—qui ne sont pas les mêmes que les répercussions sur les hommes.

Par exemple, le comité des finances a recommandé de relever le plafond des cotisations à un REER. L'un des problèmes d'équité vient de l'énorme disparité économique qui existe entre les hommes et les femmes à la retraite. Au Canada, la plupart des personnes qui profitent des cotisations à des REER sont des hommes. Selon le ministre des Finances, un relèvement du plafond des cotisations à des REER contribue-t-il à réduire la disparité économique ou à l'augmenter? Je lui pose la question.

Initiatives ministérielles

Je l'engage aussi à réviser la grille des tranches d'imposition. Comme cette grille n'a pas été indexée depuis un certain temps, il y a de plus en plus de gens dont le revenu les place au bas de l'échelle, mais qui doivent maintenant payer de l'impôt alors qu'ils n'en payaient pas auparavant.

Encore une fois, c'est une question d'équité. La majorité des Canadiens qui sont au bas de l'échelle sont des femmes, et ce sont les enfants de ces femmes qui en subissent les conséquences. C'est directement relié au niveau de vie que ces femmes peuvent assurer à leurs enfants.

La santé de l'économie et la santé des Canadiens continueront à dépendre de notre vigueur économique dans différents domaines.

Je veux parler du secteur de la haute technologie. Ce secteur est extrêmement important pour la région de la capitale nationale, dont je fais partie. Ce secteur est aussi extrêmement important pour la croissance économique de tout le pays.

J'exhorte le ministre à examiner très attentivement les besoins en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale concernant les ressources humaines, afin que nous puissions rester l'un des pays les plus performants du monde dans le secteur de l'information et des télécommunications, plutôt que de perdre notre place et voir disparaître jusqu'à 600 000 emplois potentiels au cours des 10 ou 15 prochaines années. Il faudrait assurer un appui constant à la transition de la recherche à la technologie appliquée et aux produits commerciaux, dans ce secteur. J'exhorte le gouvernement à mettre en place un système beaucoup plus efficace pour mesurer les données propres à cette industrie, sa performance sur le marché international et ses besoins en ressources humaines. Un tel système garantirait le succès futur de ce secteur, ce qui assurerait aux Canadiens le maintien de bons emplois payants pour les années à venir.

M. Myron Thompson (Wild Rose, Réf.): Monsieur le Président, la députée a parlé des jeunes et des problèmes qu'ils ont à vivre au seuil de la pauvreté.

Je vais vous parler de trois jeunes familles de ma circonscription, deux ayant deux enfants et la troisième, un enfant. Ces gens gagnent entre 10 \$ et 12 \$ l'heure. Les seuls emplois qu'ils peuvent obtenir sont rémunérés ainsi. Ces trois familles m'ont signalé qu'elles avaient été expulsées de leur maison. Une famille essayait d'acheter sa maison et les deux autres louaient. On les a jetées dehors parce qu'elles ne pouvaient tout simplement pas effectuer leurs paiements.

Deux familles ont réussi à s'installer avec leurs parents, ce qui les consterne énormément. J'ignore au juste ce que l'autre famille a fait.

Je crois que si on vérifiait auprès de chaque député, on s'apercevrait que ce genre d'histoire n'est pas unique dans ma circonscription. Cela se produit dans tout le pays. Ces jeunes ont du mal à arriver.

• (1155)

Il ne faut pas se retrancher derrière l'affirmation selon laquelle les réformistes disent qu'on ne peut réduire les impôts tant qu'on n'aura pas équilibré le budget. Non, nous ne pouvons certainement pas avoir une réduction générale des impôts tant que nous n'aurons

pas équilibré le budget. Mais nous pouvons prendre des mesures qui vont répondre aux besoins de ces gens en décidant qu'ils ne paieront pas plus d'impôt sur le revenu, car 2 000 \$ ou 3 000 \$ supplémentaires auraient sauvé la maison de ces jeunes.

Dans un cas, ces jeunes ne peuvent même pas se payer une automobile. Ils utilisent des bicyclettes. Ils n'ont pas les moyens d'acheter de l'essence, de l'assurance, leur plaque d'immatriculation et tout le reste. C'est tout simplement trop pour eux. Ils n'ont pas les moyens avec un salaire de 10 \$ à 12 \$ l'heure. Les mères avec de jeunes enfants choisissent de rester à la maison avec les enfants, car il devient trop coûteux de les faire garder pour aller travailler.

Au lieu de dépenser 25 millions de dollars pour un programme des drapeaux, ne pourrait-on pas utiliser cet argent pour beaucoup de jeunes familles? Ce serait vraiment très utile. Au lieu de consacrer 116 000 \$ à un comité sur les personnes âgées et la sexualité, on pourrait se servir de cet argent pour aider beaucoup de jeunes familles. Je suis un aîné qui est en faveur de la sexualité chez les aînés, mais pas d'un comité sur la question. Pourquoi le gouvernement ne peut-il pas se pencher sur les dollars gaspillés dans certains domaines? C'est peut-être injuste d'appeler cela du gaspillage, mais on pourrait utiliser cet argent pour alléger immédiatement le fardeau fiscal de ces familles au lieu de le consacrer à des choses dont on peut se passer. Je vous en prie, faites-moi grâce des beaux discours selon lesquels on ne peut le faire tant qu'on n'aura pas équilibré le budget. Il n'est pas question de cela dans ce cas-ci.

Mme Marlene Catterall: Monsieur le Président, j'allais féliciter le député qui sait, pour m'avoir observée depuis un certain temps à la Chambre, que je me lance rarement dans de grandes envolées lyriques à moins qu'on me provoque. C'est ce que le député a évité de faire, sauf dans les derniers instants de son discours, où il m'a tendu la perche.

Le député a mentionné certaines questions que j'avais soulevées dans mon discours. Il faut absolument examiner les taux d'imposition qui obligent bien des contribuables, des jeunes comme des vieux, à verser désormais des impôts, eux qui n'étaient pas tenus de le faire auparavant, en raison de leur faible revenu. Cette question est extrêmement importante. Notre programme de crédit d'impôt pour enfants est, lui aussi, extrêmement important. Je défendrai également le programme de distribution de drapeaux, car, si jamais notre pays éclate, nous en souffrirons tous énormément sur le plan économique. Certains peuvent se demander si des mesures comme le programme de distribution de drapeaux peuvent favoriser l'unité nationale. Je crois que oui.

Dans mon discours, j'ai fait mention d'autres mesures que notre gouvernement a prises, qu'il prend ou que j'encourage, pour aider nos jeunes. Nous connaissons tous des familles où les jeunes reviennent à la maison. Les parents qui se croyaient grands-parents redeviennent soudainement des parents. Cela met beaucoup de pressions sur les épaules non seulement des jeunes qui veulent devenir indépendants, mais également des parents âgés.

J'espère avoir éclairci certaines de ces questions dans mon discours. Bon nombre des mesures que prend notre gouvernement devraient être bénéfiques. Il reste encore beaucoup à faire.

M. Jim Hart (Okanagan—Coquihalla, Réf.): Madame la Présidente, je partagerai mon temps avec le député de Calgary-Sud-Est.

Je me fais le porte-parole des habitants d'Okanagan—Coquihalla dans ce débat prébudgétaire pour exprimer leurs préoccupations au sujet de la propension du gouvernement libéral à prélever des impôts et à dépenser. Lorsque je retourne dans ma circonscription, je m'entretiens avec mes électeurs et je communique avec eux par divers moyens. Nous tenons des séances d'information publiques. Nous publions des éditoriaux hebdomadaires dans les journaux. Nous demandons une rétroaction. Nous obtenons cette rétroaction.

Un des messages que je reçois le plus souvent de mes électeurs, et que j'essaie de transmettre à la Chambre des communes, c'est que les gens ne cessent de répéter que les priorités du gouvernement en matière de dépenses sont incompatibles avec celles des Canadiens. À preuve, un récent sondage d'opinion publique a montré que les Canadiens n'ont pas confiance dans la façon dont le gouvernement dépense l'argent de leurs impôts.

Les Canadiens veulent un gouvernement qui s'occupera du budget d'une manière responsable et raisonnable.

• (1200)

Ils veulent un budget équilibré. Ils veulent des impôts moins élevés pour que des emplois puissent être créés dans le pays. En ce qui concerne la dette colossale qui s'est accumulée, plus de 600 milliards de dollars depuis les nombreuses années où des gouvernements libéral et conservateur sont au pouvoir, ils veulent s'assurer que nous commençons à régler cette hypothèque et à nous occuper de ce problème qu'est la dette.

Si nous pouvons nous attaquer au problème de la dette et réduire les impôts, nous pourrions préparer le terrain pour assurer un avenir prospère à notre pays, à nos enfants et à nos petits-enfants.

Pendant le temps qui m'est alloué aujourd'hui, j'aimerais parler un peu des priorités que j'ai mentionnées plus tôt et de quelques-uns des programmes. Je ne veux pas dire qu'il ne faudrait pas dépenser cet argent, mais le gouvernement le dépense parfois d'une façon qui cadre mal avec ce que le reste du pays voudrait qu'on fasse avec cet argent.

Par exemple, le Canada affecte 26,4 millions de dollars à un régime de libération conditionnelle qui a prouvé maintes fois qu'il n'était pas fiable. Je vais même donner un exemple précis à l'intention des députés et des Canadiens.

Dans ma circonscription, il y a eu un double meurtre le 7 septembre. Les victimes, Cecilia et Tammy Grono, ont été tuées par un certain Kevin Machell qui bénéficiait alors d'une semi-liberté à Calgary. Les règles des Services correctionnels Canada prescrivent très clairement qu'une personne qui se présente en retard à sa maison de transition ou qui ne s'y présente pas doit faire l'objet d'un signalement dans un délai de dix minutes à une heure.

Cette affaire est scandaleuse, parce qu'il a fallu 24 heures avant qu'un responsable donne le moindre avertissement que Kevin Machell ne s'était pas présenté. Pendant cette période de 24 heures, il s'est rendu à Summerland, la petite ville où j'habite, et il a tué

Initiatives ministérielles

Cecilia et Tammy Grono sous les yeux horrifiés des enfants de Tammy, âgés de deux et de quatre ans. C'est terrible. Trois mois plus tard, Kevin Machell est toujours en cavale. Il n'est peut-être même plus au Canada. Nous ignorons où il se trouve, mais il est toujours en cavale. Deux enfants d'âge préscolaire passeront Noël sous la protection de la police.

Où sont passés les 26,4 millions de dollars qui devaient servir à protéger la famille Grono et toutes les autres familles canadiennes? Il est affreux de penser que de telles choses puissent se produire. Cette tragédie a été traumatisante pour la famille et pour les habitants de ma circonscription de Okanagan—Coquihalla.

Le problème, ce n'est pas la dépense de 26,4 millions de dollars. Si notre régime était efficace, je serais d'accord pour qu'on y consacre 30 ou 40 millions de dollars. Mais notre régime de libération conditionnelle est tellement axé sur la réinsertion sociale du criminel qu'il traite peu de l'objet réel d'un tel régime. Il faut protéger les citoyens respectueux des lois. On néglige tout à fait la sécurité des Canadiens, et il faut que cela change.

Je voudrais également parler d'un autre problème qui a surgi dans ma circonscription et qui concerne le ministère des Affaires indiennes. Ce ministère nous coûte quelque 4 milliards de dollars. Le gouvernement doit, avec cet argent, atteindre certains objectifs et assumer certaines responsabilités. Mais il n'est pas là pour aider ceux qui louent des propriétés dans des réserves indiennes.

J'ai été scandalisé d'un incident survenu dans ma circonscription. Il existe un parc de maisons mobiles dans une réserve indienne. Il y a deux mois, les personnes qui y habitent ont reçu un avis d'éviction. On leur a dit de quitter les lieux juste avant Noël. Ce sont des familles à faible revenu. Les 4 milliards que nous coûte le ministère des Affaires indiennes ne nous permettent pas de les protéger, parce que nous n'avons aucune loi qui précise que ceux qui louent des biens dans une réserve indienne ont les mêmes droits que les autres.

Lorsqu'on loue une propriété située sur un terrain ordinaire appartenant à un simple citoyen, la législation provinciale qui régit les locations s'applique, mais pas si la propriété est située dans une réserve indienne.

Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour y changer quelque chose? Rien, rien du tout. Ces 4 milliards de dollars n'ont pas aidé les personnes qui habitent dans le Driftwood Mobile Home Park ni dans les trois autres parcs semblables d'où des locataires seront expulsés au beau milieu de l'hiver.

• (1205)

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas pris l'initiative de légiférer à l'échelon fédéral pour protéger ceux qui louent des terres dans des réserves indiennes? C'est inexcusable. À titre de simple député, je ne vais pas manquer de présenter au cours de la nouvelle année un projet de loi pour combler cette lacune.

J'ai peu de temps à ma disposition et il y a un certain nombre de choses dont nous pourrions parler aujourd'hui, à la veille du congé de Noël. Je songe à la manière dont le gouvernement dépense son argent et aux erreurs qu'il fait à cet égard. J'ai appris à connaître un

Initiatives ministérielles

grand nombre de députés libéraux, et aussi des néo-démocrates, des conservateurs, bref tous les députés. Ils arrivent à la Chambre avec de bonnes idées et ce sont de bien bonnes gens à beaucoup d'égards.

Cependant, ce que font les libéraux est inexcusable aux yeux des Canadiens. Les sondages d'opinion publique ont révélé maintes et maintes fois que les Canadiens ne font pas confiance au gouvernement actuel et ne sont pas prêts à lui faire confiance plus tard. Je ne dis pas que les libéraux fédéraux sont stupides ou méchants. Il y a seulement qu'ils font fausse route dans l'utilisation qu'ils font de l'argent que nous avons payé en impôts et que nous avons durement gagné.

J'évoquerai encore un autre exemple, soit le besoin d'acquérir des hélicoptères de recherche et de sauvetage. Ce débat dure depuis près de six ans, compte tenu du temps que les conservateurs y ont consacré eux aussi. Or, le gouvernement fédéral libéral ne se préoccupe pas de la sécurité des Canadiens dans le dossier des hélicoptères de recherche et de sauvetage. Non, le gouvernement et ses agents de relations publiques se réunissent à huis-clos pour tâcher de trouver, en sirotant des cappucinos, comment ils pourront expliquer le choix de l'hélicoptère qui aura été retenu.

C'est inacceptable. On l'a jugé inacceptable l'an dernier lors du débat prébudgétaire, et ça le reste aujourd'hui. Nos militaires ont besoin d'un matériel adéquat quand le gouvernement les envoie effectuer une mission. J'ai fait partie de l'armée; je sais que ce sont de bons militaires. Ils font de leur mieux avec le matériel dont ils disposent. Cependant, un gouvernement se montre irresponsable quand il ne leur donne pas les outils dont ils ont besoin.

Nous en avons vu un exemple il y a deux semaines. On n'avait pas fourni de casque à un jeune homme envoyé en mission de maintien de la paix en Croatie. Il est révoltant qu'on ne lui ait pas fourni de casque. Son véhicule de patrouille blindé, qui n'est pas blindé du tout, a roulé au bas d'une colline et s'est renversé sur lui. Il souffre maintenant de lésions cérébrales. Nous envoyons nos militaires en mission de maintien de la paix sans leur fournir l'équipement suffisant. C'est inexcusable de la part du gouvernement.

Je vois qu'il est maintenant temps de conclure très rapidement. Je tiens cependant à dire que les Canadiens en ont assez des positions extrêmement insensibles que prend le gouvernement. Il est temps d'adopter une approche équilibrée et raisonnable à l'égard des choses dont les Canadiens ont besoin et qu'ils veulent avoir. Que ce soit dans le domaine des programmes sociaux, dans celui de la justice pénale, dans le domaine de la défense ou de n'importe quel autre ministère, que le gouvernement prenne des décisions et surtout qu'il commence à dépenser notre argent sagement.

Les Canadiens peuvent en rire ou en pleurer, mais, pour l'amour de Dieu, ne nous cachons pas le problème. Tâchons d'entrer dans le XXI^e siècle du bon pied pour assurer l'avenir des Canadiens.

M. Allan Kerpan (Blackstrap, Réf.): Madame la Présidente, je suis perplexe. C'est le début de mon deuxième mandat à la Chambre et, au cours des quatre dernières années, je me suis souvent deman-

dé pourquoi les députés de ce côté-ci de la Chambre trouvent toujours des exemples qui arrachent le coeur comme le cas Machell ou encore comme ces trois jeunes familles dont le député de Wild Rose a parlé plus tôt, celles qui ne pouvaient pas payer leurs factures.

Pourquoi n'entendons-nous jamais rien de ce genre de la bouche des députés d'en face? Tout ce qu'ils disent, c'est que tout va bien et que nous n'avons aucune raison de nous en faire. C'est vraiment déroutant lorsqu'on entend ce genre de chose.

Mon collègue a donné certains exemples. Je voudrais donner un autre exemple au sujet des priorités en matière de dépenses. C'est quelque chose dont mon collègue a parlé. Il s'agit du système de libération conditionnelle, un domaine dans lequel je travaille. Je veux poser une question simple au député. Ne serait-il pas préférable que nous prenions ces 100 millions, 200 millions ou 300 millions de dollars que l'enregistrement des armes à feu coûtera aux contribuables et injecter cet argent dans de vrais programmes utiles comme l'élargissement des services de police? J'ai travaillé pour le service de police de Saskatoon, et il a dû fermer son poste de police communautaire faute d'argent. Ne serait-il pas préférable d'injecter ces fonds dans des secteurs où ils seraient beaucoup plus utiles?

• (1210)

M. Jim Hart: Madame la Présidente, je suis content qu'on me pose la question. C'est une question importante concernant les fonds mal employés. Tous à la Chambre, nous sommes préoccupés par le système canadien de justice criminelle. Pour l'amour du ciel, cela fait des années que nous avons le contrôle des armes à feu, mais cela n'a pas empêché que l'on commette des meurtres au Canada.

Lorsqu'on parle de programmes de réhabilitation et de dépistage précoce, les Canadiens croient franchement que, au lieu de harceler les chasseurs de canards et les citoyens respectueux de la loi avec l'enregistrement des armes, le gouvernement devrait voir à ce que le système de justice criminelle fonctionne. C'est ce qu'il faudrait faire. C'est ce que les Canadiens nous demandent clairement de faire en tant que législateurs.

Mon collègue a aussi rappelé l'horrible affaire Machell, dans laquelle une personne a profité d'une semi-liberté pour commettre un double homicide dans ma circonscription. Je ne crois pas l'avoir signalé dans mes observations mais, étant donné que le gouvernement ne se décide pas à réformer le régime canadien des libérations conditionnelles, j'ai présenté une motion d'initiative parlementaire visant précisément à assurer une politique de tolérance zéro à l'égard des gens qui ont tendance à être en retard, qui ne se montrent pas ou qui ne se rapportent pas lorsqu'ils sont en libération conditionnelle. La tolérance zéro veut dire que s'ils ne se présentent pas à la maison de transition à l'heure dite, un mandat pancanadien sera immédiatement émis à leur égard.

Je sens une hésitation de la part du gouvernement et de la Chambre à adopter une telle politique. Lorsque nous avons exposé les faits concernant les deux membres de la famille Grono qui ont

Initiatives ministérielles

été assassinés de sang-froid par une personne en libération conditionnelle, le gouvernement a dit qu'il ne croyait pas que notre régime de libération conditionnelle devait être organisé en fonction des Kevin Machell de ce monde. Il a pris la part de Kevin Machell contre les Grono. Ce n'est pas correct. Ce n'est tout simplement pas correct.

Si le gouvernement doit donner le bénéfice du doute à quelqu'un dans un cas de libération conditionnelle, il devrait le donner aux victimes et aux citoyens respectueux de la loi. Pourquoi le gouvernement insiste-t-il pour donner le bénéfice du doute aux criminels, aux Kevin Machell du Canada qui assassinent et violent à qui mieux mieux? Cela n'a pas de sens.

Je demande au gouvernement libéral de se décider, pour l'amour du ciel, à réorganiser ses priorités.

M. Jason Kenney (Calgary-Sud-Est, Réf.): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre part au débat sur la motion prébudgétaire portant sur le rapport du Comité permanent des finances.

J'ai déjà été membre du comité et j'ai assisté à un grand nombre de ses audiences. J'ai comparu devant lui à l'époque où j'étais porte-parole des contribuables. Je sais que les gens qui ont coutume de comparaître devant ce comité sont, en général, des représentants de groupes d'intérêts spéciaux, qui ont des points particuliers à faire connaître au gouvernement et au législateur. Ces personnes sont bien intentionnées, comme le sont tous les parlementaires.

Cependant, il me semble que, trop souvent, ces gens-là ne parlent pas des vraies difficultés économiques que connaissent tellement de Canadiens de façon tangible et très personnelle. De même, le rapport du Comité des finances ne traite pas des grands problèmes, de ces vraies difficultés. Il n'y est question que de dette, de priorités de dépenses du gouvernement et ainsi de suite.

• (1215)

En dernière analyse, ce document ainsi que, à mon avis, les politiques financières et budgétaires du gouvernement ne reflètent pas vraiment les véritables priorités des Canadiens.

J'ai pris la parole souvent à la Chambre, même si je n'en suis qu'à mon premier mandat, pour parler du rendement du gouvernement sur le plan économique, du taux de chômage, de la croissance et de la dette, des niveaux d'imposition élevés records dont font état les statistiques. Je pourrais le faire encore, mais plutôt que de me répéter, je voudrais parler de quelques cas absolument tragiques illustrant les effets des priorités budgétaires néfastes des gouvernements actuel et précédents sur nombre de familles canadiennes moyennes.

Je pense, par exemple, à des amis à moi, Bernice Lee, et son mari Philip. Ce sont des immigrants qui sont arrivés au Canada relativement récemment, en provenance de Hong Kong. Bernice et Philip ont quatre jeunes enfants et ils exploitent un petit commerce de

raccommodage et de nettoyage à sec au centre-ville d'Edmonton, dans un immeuble d'habitation où j'ai déjà vécu.

Le matin, Bernice arrive au travail avant 6 heures. À Edmonton et au nord de cette ville, il fait souvent sombre jusqu'à 9 heures les matins d'hiver, et le mercure peut descendre jusqu'à 40 degrés sous zéro. Bernice n'a pas de voiture. Elle emprunte les transports en commun pour aller ouvrir son commerce. À 7 heures, elle est déjà au travail. À 22 heures, lorsque le vent hivernal souffle dans la nuit, elle est toujours là, seule, à travailler. Parfois, ses enfants sont là jusqu'à tard en soirée; ils vont la rejoindre après l'école parce qu'il n'y a personne à la maison. Ni Bernice ni Philip ne peuvent se permettre de rester à la maison.

Philip, le mari de Bernice, travaille occasionnellement, pour un salaire d'environ 10 \$ l'heure, dans une usine d'ordinateurs d'Edmonton. Il doit travailler de nuit pour arrondir un peu le budget familial et pouvoir subsister.

Un jour, j'ai demandé à Bernice comme leur commerce allait. Ils l'avaient acheté l'année précédente. J'ai simplement remarqué qu'elle travaillait terriblement fort et qu'elle n'avait personne pour l'aider. Je lui ai demandé comment les choses allaient, et lorsqu'elle m'a regardé, elle en avait les larmes aux yeux. Je pense qu'elle ne s'était pas vraiment arrêtée à y penser avant cela. Elle m'a dit qu'ils réussissaient tout juste à tenir le coup et qu'elle était très déçue, parce qu'ils travaillaient énormément et qu'ils arrivaient à peine à maintenir leur commerce en opération.

Le drame, c'est que ce commerce représentait les espoirs, les rêves et les aspirations de cette famille à son arrivée au Canada. Le rêve canadien de Bernice et Philip, c'était qu'en faisant des sacrifices, en travaillant d'arrache-pied et en respectant les règles, ils pourraient gagner du terrain et assurer une meilleure existence à leurs enfants; Bernice m'a toutefois dit qu'elle ne comprenait pas pourquoi, dans la situation où elle se trouve, sa famille doit payer des impôts aussi lourds.

Elle m'a dit que si ce n'était des impôts qu'elle doit payer, non seulement l'impôt des petites entreprises et l'impôt sur le revenu, les taxes à la consommation ainsi que les taxes foncières locales et les impôts provinciaux, si ce n'était des milliers de dollars que doit payer sa minuscule entreprise qui compte une seule personne, elle pourrait embaucher quelqu'un pour l'aider à faire le travail manuel difficile. Au lieu de travailler de 6 heures à 21 heures et même plus tard, six jours par semaine, elle pourrait peut-être prendre une journée de congé ou rentrer à la maison à une heure raisonnable pour passer la soirée avec ses enfants et son mari. Mais elle ne le peut pas parce que son entreprise ne dégage pas un revenu disponible suffisant.

Il y a une raison à cela. Son chiffre d'affaire serait suffisant pour le lui permettre, mais elle ne peut pas garder l'argent qu'elle gagne à cause des priorités financières du gouvernement fédéral. C'est ce que l'on appelle une conséquence humaine. Les gens comme Bernice travaillent jusqu'à tard dans la nuit. Les familles qui, autrefois, pouvaient bien vivre avec un seul revenu ont maintenant besoin d'en avoir deux. Les enfants, qui, il y a 30 ans, rentraient à la maison où un de leurs parents les attendait après l'école rentrent maintenant

Initiatives ministérielles

dans une maison vide. Pourquoi? Les deux parents sont au travail pour tenter de faire fonctionner leur entreprise et de payer leurs impôts qui alimentent la caisse que le gouvernement estime essentielle pour payer tous ses programmes et son énorme bureaucratie.

• (1220)

Je voudrais poser à mon vis-à-vis une question philosophique. J'ai déjà été libéral. Les libéraux tirent une grande fierté de leur sens de la compassion.

Cette compassion libérale consiste à enlever son argent à Bernice Lee, à le faire transiter par la très coûteuse bureaucratie d'Ottawa pour le dépenser en folies comme les subventions de plus de cinq milliards de dollars aux grandes entreprises comme Bombardier, les subventions aux groupes de pression qui viennent à Ottawa réclamer toujours plus d'argent pour défendre leurs intérêts propres et les gigantesques programmes qui dissuadent de travailler, d'économiser et d'investir dans certaines régions du Canada. C'est à cela que sert l'argent de Bernice Lee.

La question que je pose est très simple, mais extrêmement importante. Les députés ministériels croient-ils vraiment qu'ils savent mieux que Bernice Lee comment dépenser l'argent qu'elle gagne? Croient-ils sincèrement que ce qu'ils peuvent faire du dollar supplémentaire qu'ils iront lui soutirer lui apportera plus en retombées que s'il restait dans ses poches?

Croient-ils que l'embauche d'un bureaucrate pour administrer un programme de plus à Ottawa apportera davantage à M^{me} Lee que la possibilité d'embaucher elle-même quelqu'un pour l'aider à faire fonctionner son entreprise? Croient-ils qu'un dollar de plus dans un nouveau programme de subvention fera plus pour l'économie et créera plus d'emplois que M^{me} Lee peut le faire dans sa propre entreprise? C'est sur cela que porte notre débat.

Nous pouvons parler de statistiques et de chiffres, du taux de chômage de 9 p. 100, de 16 p. 100 chez les jeunes, et des 100 milliards de dollars ajoutés à la dette, qui représente 73 p. 100 du PIB. Les libéraux, on le sait, sont très forts pour citer des statistiques et des chiffres. Toutefois, lorsqu'il s'agit des gens, des personnes en chair et en os et de leur vie quotidienne dans ce pays, pourquoi ne pouvons-nous pas nous permettre de modifier nos priorités et de laisser des gens comme M^{me} Lee conserver une plus grande part de ce qui leur appartient? Voilà en fin de compte sur quoi doit porter ce débat.

On veut savoir à qui appartient l'argent. Appartient-il au gouvernement? Appartient-il aux politiciens et aux bureaucrates qui pensent mieux savoir que les Canadiens qui le gagnent comment dépenser cet argent? Appartient-il aux gens qui font des sacrifices pour élever leur famille et pour donner à leurs enfants une vie meilleure qu'eux-mêmes ils ont connue?

Je tiens à dire dans ce débat, maintenant que nous nous préparons pour le budget de l'année prochaine, que j'espère que les membres du gouvernement commenceront à écouter les gens comme M^{me}

Lee et commenceront à s'occuper des vraies priorités en laissant les gens conserver une part un peu plus grande de leur propre argent. On donnerait ainsi aux gens comme M^{me} Lee l'espoir qu'il leur faut pour aider leur famille à s'en sortir.

M. Mac Harb (Ottawa-Centre, Lib.): Madame la Présidente, je ne sais pas sur quelle planète mon collègue habite. En fait, il semble avoir oublié que trois ans ont suffi à ce gouvernement pour gagner la bataille contre le déficit et pour équilibrer les livres. Nous nous remettons d'une récession catastrophique. Nous nous remettons d'une situation que nous ne maîtrisons plus.

Avant que nous ne décidions de prendre tout l'argent et de le distribuer sous la forme d'allègements fiscaux à ce qu'il appelle les Canadiens, je me demande s'il préconise que nous accordions un tel allègement, par exemple, à quelqu'un qui gagne 500 000 \$, ou si on devrait l'accorder à quelqu'un qui gagne 30 000 \$? Préconise-t-il vraiment un allègement fiscal général sans tenir compte de l'équilibre qu'il faut maintenir? Veut-il dire que si John Smith ou ABC Canada Inc. ou quiconque gagnent assez d'argent, ils n'ont pas droit à un allègement fiscal? Ce sont là des gens qui peuvent se débrouiller seuls.

Je ne parviens pas à comprendre comment il peut se lever ici sans rougir et demander des réductions d'impôt générales, lorsqu'en fait ce gouvernement cherche à offrir des mesures incitatives, des programmes adaptés, des dividendes raisonnables et de l'aide efficace aux gens qui ont besoin d'aide.

• (1225)

Il ne peut pas simplement affirmer que le gouvernement n'a rien fait pour des gens comme M^{me} Lee. À cause de cette politique gouvernementale, M^{me} Lee et de nombreuses autres personnes comme elle dans tout le pays sont parvenues à épargner. Par exemple, dans le cas d'une hypothèque de 100 000 \$, ils peuvent épargner jusqu'à 3 000 \$ par année. Cet excédent est le résultat des mesures prises par le gouvernement. Cette situation est le résultat des mesures que ce gouvernement a prises pour assurer la gestion financière efficace du pays dans son ensemble.

Je m'interroge parfois sur les propos fielleux de mes collègues d'en face lorsqu'ils parlent de programmes d'intérêt spécial. Je crois que leur but est de faire disparaître toutes les subventions qui sont accordées aux groupes d'intérêt spécial. M^{me} Lee, son époux et ses enfants font partie de ces groupes d'intérêt spécial. Ce sont ces groupes, ces organisations et ces particuliers qui bénéficient de ce qu'ils appellent des subventions spéciales ou des groupes d'intérêt spécial.

Ils veulent faire disparaître toutes les subventions pour tous les groupes d'intérêt spécial parce qu'ils appellent probablement les femmes un groupe d'intérêt spécial. Ils appellent les organismes de personnes handicapées des groupes d'intérêt spécial. Ils appellent les groupes qui sont des organisations multiculturelles des groupes d'intérêt spécial, et ils mettent tout le monde dans le même panier et veulent supprimer les subventions dans toutes les catégories.

Initiatives ministérielles

Mon collègue devrait se lever dans une trentaine de secondes et féliciter le gouvernement de l'excellent travail qu'il a fait pour parvenir à un équilibre entre la maîtrise du déficit, la réduction de la dette et les mesures à prendre pour s'assurer que les Canadiens jouissent d'un excédent net grâce à sa responsabilité financière louable. Peut-il se lever tout de suite pour féliciter le gouvernement?

M. Jason Kenney: Madame la Présidente, je ne vais pas féliciter le gouvernement qui perpétue une politique qui, depuis 15 ans, réduit le revenu après impôt de la famille moyenne. Le député dit que les taux d'intérêt ont baissé, mais les gens n'en ressentent pas les effets. Leur revenu après impôt est moins élevé qu'il y a 15 ans à cause du fardeau fiscal.

Le député parle d'équité fiscale mais vient d'un parti qui ne s'en soucie guère. Le premier ministre a assisté au repas de la Confédération, auquel participaient 2 300 invités, au coût de 500 \$ chacun. Il a parlé des richards du Parti réformiste à des gens qui avaient payé 500 \$ chacun. Le même gouvernement qui parle des richards oblige 7,7 millions de Canadiens qui gagnent moins de 30 000 \$ par année à payer de l'impôt. Il va chercher 11 milliards de dollars dans leur poche, soit 1 500 \$ en moyenne par contribuable.

Des personnes comme M^{me} Lee ne ressentent rien d'autre que le fardeau économique d'un appareil gouvernemental qui n'a cessé de grossir depuis 30 ans. Je suppose que le député se range parmi ceux qui croient savoir mieux dépenser cet argent que cette dame.

M. Alex Shepherd (Durham, Lib.): Madame la Présidente, je suis très heureux de prendre part au débat prébudgétaire. J'ai tenu dans ma circonscription, Durham, une assemblée publique qui a attiré un auditoire nombreux.

Les députés réformistes disent qu'ils veulent consulter leurs électeurs. Or, si on regarde à l'endos du rapport, on y trouve la liste des députés qui ont soumis des mémoires au comité des finances au nom de leurs électeurs. On y trouve les noms d'un bon nombre de mes propres collègues et de députés de l'opposition, mais aucun nom de député réformiste n'y figure. C'est dommage, car les réformistes ont raté une belle occasion de faire ce dont ils se vantent constamment à la Chambre, c'est-à-dire représenter leurs électeurs et leurs points de vue à Ottawa.

Je suis heureux de dire que les électeurs de Durham ont pu intervenir directement dans le processus. Nous avons eu une bonne et franche discussion. Près de 70 personnes ont participé à cette rencontre. Elles m'ont donné leur avis sur la façon d'utiliser l'excédent budgétaire le cas échéant. J'ai été très heureux d'assister à cette réunion.

• (1230)

J'ai une seule réserve quant au rapport du Comité des finances. L'une des recommandations formulées dans ce rapport vise à hausser le montant déductible en placements à l'étranger dans les régi-

mes enregistrés d'épargne-retraite. Dans leurs REER les gens peuvent consacrer jusqu'à 20 p. 100 de leur avoir à des placements, des actifs à l'étranger. Le Comité des finances a recommandé de hausser cette limite.

Cela est très important. Cette limite n'est pas appliquée uniquement aux REER, mais à tous les aspects du régime de pensions. Si j'ai bien compris, le nouvel Office d'investissement du régime de pensions du Canada adopterait le même seuil. Je m'oppose à cette recommandation.

On doit réfléchir sérieusement à ce que l'on fait lorsqu'on parle de REER donnant droit à des déductions d'impôt. Les REER servent à réduire les impôts. Le résultat d'une telle chose serait essentiellement de subventionner, et j'insiste sur le mot subventionner, les gens à revenu élevé pour qu'ils investissent à l'étranger.

Aucune loi canadienne n'interdit d'investir à l'extérieur du Canada. Les gens sont libres de le faire s'ils le désirent. Cependant, ils pourraient être forcés d'investir leurs revenus après impôt, c'est-à-dire leurs épargnes ordinaires, au lieu de recevoir une déduction fiscale, un incitatif si vous préférez, pour investir à l'étranger.

Voilà un petit point sur lequel je ne suis pas d'accord. Il serait déraisonnable et peu judicieux de choisir cette orientation.

Une bonne partie du débat sur les postes budgétaires porte sur les dépenses. Le Parti réformiste et les autres parlent sans cesse des dépenses gouvernementales. Lorsque nous abordons cette question, nous oublions de préciser que les dépenses sont parfois, et même souvent, des investissements.

Nous devrions tous savoir quelle est la différence entre dépenser et investir. Lorsqu'on investit, on espère obtenir un rendement. C'est pourquoi il importe de reconnaître, dans le prochain budget, que ce n'est pas du gaspillage que de dépenser dans certains secteurs de l'argent qui nous sera en fait remis. Autrement dit, cet argent n'a pas disparu. Il nous reviendra sous la forme d'intérêts de placement.

Les sciences et la technologie constituent un de ces secteurs d'investissement très importants. On reconnaît généralement qu'il faut aller de l'avant dans ce domaine et relever les défis de la science et de la technologie.

Le collègue Durham, dans ma circonscription, possède une faculté des sciences et de la technologie. On compte environ trois emplois pour chacun de ses diplômés. D'une part, on parle du chômage chez les jeunes, mais, d'autre part, il y a une énorme demande de personnel qualifié dans certains domaines.

Aujourd'hui, j'ai assisté à une séance du Comité de l'industrie et nous avons entendu les organismes subventionnaires. Des représentants du Conseil national de recherches ainsi que du CRSNG et du CNRC ont comparu devant nous. Ces témoins ont signalé que le Canada investissait moins en recherche et développement que pratiquement tout autre pays du monde occidental. En fait, je pense que le seul pays qui consacre moins d'argent aux travaux de recherche et

Initiatives ministérielles

développement, par rapport à son produit intérieur brut, c'est l'Italie. Nous devons investir davantage dans le domaine scientifique.

Récemment, le Conference Board du Canada a publié un excellent rapport sur l'économie canadienne. Ce rapport présente des constats remarquables. Par exemple, on y apprend que le Canada est l'un des pays qui dépense le plus pour l'éducation.

• (1235)

Madame la Présidente, j'aurais dû vous signaler que je partage mon temps de parole avec le député d'Oxford.

Le Conference Board du Canada fait un certain nombre d'observations, notamment, parmi les plus importantes, que le Canada est l'un des pays du monde qui consacre le plus d'argent aux études postsecondaires. Par contre, ses investissements dans le domaine des sciences et de la technologie se situent parmi les moins élevés. Nous devons mettre à jour certaines de nos institutions d'enseignement pour qu'elles donnent la bonne formation à nos concitoyens.

Par ailleurs, c'est intéressant de constater que notre gouvernement participe à un programme de partenariats technologiques. C'est un programme dont je suis très fier. En fait, notre vis-à-vis a déclaré qu'on donnait de l'argent à Bombardier. Cette entreprise profitait du Programme de partenariats technologiques. Cela vous montre simplement le manque de connaissances de nos vis-à-vis.

Dans le cadre de ce programme, on verse de l'argent à des entreprises en contrepartie des dépenses qu'elles effectuent dans le domaine de la recherche et du développement. On offre ainsi du capital de risque, mais c'est un investissement basé sur un système de droits. Ainsi, lorsque Bombardier vend davantage de Dash-7, le gouvernement récupère de l'argent.

Ce programme n'existe que depuis trois ans environ et tout récemment, nous avons reçu notre premier chèque de redevances revenant au gouvernement. Il est très clair qu'il s'agit d'apporter une aide financière aux entreprises. Il s'agit d'une sorte de capital de risque. C'est de l'argent qu'on verse en contrepartie des sommes investies par les entreprises en question. Nous avons établi un partenariat avec les petites et moyennes entreprises à cette fin.

Une entreprise située près de ma circonscription, Camateoid, profite également d'un prêt de capital de risque dans le cadre du Programme de partenariats technologiques. Il s'agit d'une entreprise très intéressante. Elle fabrique la peinture pour l'avion Challenger. Ses activités sont reliées de près à l'aérospatiale.

Ce sont certaines des façons dont nous pouvons utiliser les ressources gouvernementales pour obtenir d'autres formes de capitaux qui n'auraient peut-être pas été dépensés dans le domaine de la recherche et du développement. Cela a toutes sortes de répercussions sur notre économie.

Les jeunes diplômés de nos établissements d'enseignement de haute technologie ont ainsi un endroit où travailler au Canada. On parle souvent de la fuite des cerveaux et du fait que les gens sont forcés de quitter le pays faute de débouchés. Voici une façon très précise pour le gouvernement non pas de faire des dons, mais

d'investir dans certains secteurs d'une façon qui permet de s'assurer que les Canadiens vont récupérer cet argent.

J'espère que lorsque nous élaborerons notre budget, nous pourrions trouver une certaine marge de manoeuvre dans ces domaines. Comme l'ont dit les conseils subventionnaires et le Conference Board du Canada, le Canada a du retard à rattraper.

Une bonne partie de notre croissance économique est basée sur le secteur des exportations, qui représente près de 40 p. 100 maintenant. Si le cours du dollar canadien augmente par rapport au dollar américain, ce qui devrait se produire—certains prétendent que le dollar canadien vaut en fait 85 cents—nous allons être confrontés à beaucoup de chômage, car nous n'avons pas su relever les défis en matière de productivité qui feraient du Canada un grand pays.

Je répète qu'il est important que le gouvernement investisse davantage dans les conseils de recherches et dans les programmes technologiques qui vont renforcer notre pays.

[Français]

M. René Laurin (Joliette, BQ): Madame le Président, j'aimerais poser une question à mon honorable collègue. Il semble être à la recherche de fonds pour financer la recherche et le développement. Pourtant, il y a une source de revenu pour le gouvernement qui est très importante et qui n'est pas exploitée, et je pense que c'est fait de façon intentionnelle.

Les députés du Bloc québécois sont souvent intervenus, à la Chambre, sur le sujet des fiducies familiales, et non seulement des fiducies familiales, mais de toutes les fiducies en général. Or, il arrive que les fiducies sont exemptées de faire des versements d'impôt de façon provisoire, alors que toutes les autres compagnies, tous les autres travailleurs autonomes, eux, doivent verser des acomptes provisionnels sur leur rapport d'impôt, quatre fois par année.

• (1240)

Ces gens qui paient leurs impôts à l'avance, en réalité, permettent au gouvernement de disposer de fonds, d'obtenir des intérêts sur ces fonds qui sont très importants. Pourquoi le gouvernement persiste-t-il à exempter les fiducies où il y a des centaines et des centaines de millions de dollars d'investis, sans les obliger à faire des acomptes provisionnels sur leur rapport d'impôt, de telle sorte que ces montants d'argent pourraient profiter au gouvernement beaucoup plus longtemps à l'avance, au lieu de retirer, à la fin de l'année, l'impôt dû par ces fiducies?

Le gouvernement, actuellement, reçoit cet argent une fois seulement, lorsque l'année est terminée, lorsque les fiducies font leur déclaration d'impôt. Pourtant, on a besoin de fonds, on a besoin d'argent qui pourrait être consacré, selon nos priorités, pour soulager la misère des jeunes, pour soulager la pauvreté chez les enfants, pour investir davantage dans l'éducation, dans la santé, et aussi dans la recherche et le développement, comme mon collègue vient de le mentionner.

J'aimerais que mon honorable collègue, qui fait partie du parti au pouvoir, nous dise ce qu'il pense de cette façon d'agir et pourquoi le gouvernement n'imposerait pas cette obligation aux fiducies de

Initiatives ministérielles

payer, comme tout le monde, leur impôt quatre fois par année, comme c'est exigé pour tous les travailleurs autonomes.

[Traduction]

M. Alex Shepherd: Madame la Présidente, je ne peux pas répondre de façon précise, mais je suppose que c'est en partie dû à une question de prévisibilité des revenus. Les gens qui paient tous les trois mois ont besoin de savoir approximativement combien leur fiduciaire leur rapportera. Je suppose que c'est pour cela qu'il y a des fiduciaires qui sont tantôt actives tantôt inactives, selon les années. Il est très difficile de prévoir à combien s'élèveront leurs paiements trimestriels. Je dirais au député que cela ne représenterait pas une perte de recettes aussi importante qu'il le pense.

Il y a des domaines plus intéressants en ce qui concerne l'administration des recettes. Le député a parlé quelque peu du rapport du vérificateur général, je crois. On aura noté que les banques tardent à remettre au gouvernement les chèques couvrant la TPS et la taxe d'accise. Notre gouvernement s'emploie activement à trouver le moyen de rendre le processus de perception beaucoup plus efficace et rapide de façon à accroître encore là ses recettes.

La plupart d'entre nous sommes d'avis que des allègements fiscaux ne vont pas tarder et ceux-ci devraient profiter à certaines des personnes dont le député a parlé.

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à féliciter le député de Durham pour les observations qu'il a formulées. Il a toujours été un ardent partisan des initiatives de création d'emplois et de recherche et développement.

Je voudrais lui poser une question au sujet des partenariats technologiques comme celui conclu avec la société Pasteur Merrioux qui a été annoncé au cours de l'année écoulée. Pourrait-il toucher un mot sur l'impact que de telles initiatives pourraient avoir sur la création d'emplois et sur l'économie?

M. Alex Shepherd: Madame la Présidente, je suis très heureux de répondre au député de Mississauga-Sud qui, lui aussi, a été très actif dans ce domaine. Nous partageons un grand nombre de similitudes dans notre vocation et aussi notre désir de créer des emplois.

Toute la question des dépenses dans le cadre du programme de partenariats technologiques renvoie à la création d'emplois. Parfois nous oublions de pousser cela jusqu'au bout. C'est une question de création d'emplois. Il s'agit de créer des possibilités pour les petites et moyennes entreprises. Il s'agit aussi d'aider l'environnement. Les sociétés comme Ballard Power sont à la pointe de la recherche et du développement au Canada et elles créent de bons emplois, intéressants et rémunérateurs, pour les Canadiens.

• (1245)

M. John Finlay (Oxford, Lib.): Madame la Présidente, je voudrais remercier le député de Durham d'avoir accepté de partager son temps avec moi.

C'est grâce à son courage et à sa détermination de faire ce qu'il fallait que le gouvernement a réussi sur le front économique. Le premier ministre et le ministre des Finances se sont rendu compte

que l'on ne pouvait continuer à reporter le fardeau sur nos enfants en ayant des déficits constants et une montagne de dettes toujours plus grosse.

La dette nationale de 600 milliards est comme une pierre autour de notre cou. Il faut 35 cents de chaque dollar rien que pour payer les intérêts.

Lorsque le gouvernement libéral a été élu, en octobre 1993, il a hérité d'un déficit de 42 milliards. Pour le dernier exercice financier, le déficit sera de 8,9 milliards, soit presque 20 milliards de moins que pour l'exercice 1995-1996. C'est également la plus forte réduction annuelle du déficit dans toute l'histoire du Canada. À 1,1 p. 100 du PIB, au lieu de 6 p. 100 lorsque nous avons pris le pouvoir, c'est le plus petit déficit fédéral depuis plus de deux décennies.

C'est le plus grand des succès économiques, mais nous sommes en passe de faire mieux encore. Il semblerait bien que le gouvernement fédéral pourra équilibrer ou presque son budget dès cette année. Un fois le budget équilibré, les contribuables canadiens pourront espérer des excédents plutôt que des déficits annuels.

L'excédent budgétaire va forcer le gouvernement et, par extension, la population canadienne à faire des choix sur le genre de Canada que nous voulons construire pour nos enfants et nos petits-enfants.

Le Parti libéral s'est engagé, lors des dernières élections, à investir les excédents dans des mesures sociales, par exemple la santé, les initiatives d'emploi pour les jeunes et l'enseignement, ainsi que dans la réduction de la dette et des dégrèvements fiscaux. J'ai voulu m'assurer que mes électeurs comprenaient bien à quoi ils devaient s'attendre de la part d'un gouvernement libéral.

Il est clair que nous devons faire certains investissements stratégiques. Je citerai rapidement, à titre d'exemple, le relèvement à 12,5 milliards de dollars par an des crédits au titre du Transfert canadien pour la santé et les programmes sociaux et la Bourse du millénaire créée par le premier ministre pour venir en aide aux jeunes afin qu'ils puissent soutenir la concurrence sur le marché mondial. Ces investissements sont nécessaires pour renforcer la société actuelle et future.

Nous ne devons pas oublier cependant que la lutte contre le déficit n'est pas terminée. Alors que nous entrons dans une période d'excédent budgétaire, nous ne devons pas oublier qu'une dette considérable pèse sur nous. En l'ignorant, nous prenons des risques. J'en suis convaincu. Je crois que les habitants d'Oxford sont d'accord avec moi pour dire que nous devrions investir une partie aussi grande que possible de l'excédent dans la réduction de la dette.

Il est tentant de prescrire une réduction d'impôt à court terme. Toutefois, cela ne servira à rien si nous ne réduisons pas la dette nationale. L'excédent budgétaire ne peut être utilisé dans l'intérêt de cette génération seulement. Nous devons voir plus loin et prendre conscience du fait que dans des décennies, les Canadiens nous jugeront d'après les mesures que nous faisons aujourd'hui au sujet de la dette.

Initiatives ministérielles

Je ne veux pas dire à mes petits-enfants que, lorsque j'ai eu comme maintenant la possibilité d'influencer la politique gouvernementale, je n'ai rien fait pour les soulager du terrible fardeau d'avoir à payer chaque année, une année après l'autre, des intérêts sur une dette nationale de 600 milliards de dollars.

On parle beaucoup à la Chambre et dans les capitales provinciales de réduire les impôts. Cela fait quelques années que le chef du Parti réformiste demande au ministre des Finances quand les Canadiens peuvent s'attendre à une réduction générale d'impôt. En tant que député de l'Ontario, j'ai pu constater de mes propres yeux les effets des réductions d'impôts irréflechies de Mike Harris.

Étant donné que Mike Harris apparaît comme un super héros aux yeux des réformistes, nous ne pouvons que présumer qu'un gouvernement réformiste agirait essentiellement comme les conservateurs ontariens. Mike Harris et les conservateurs ontariens ont commis une erreur cruciale en accordant un allègement fiscal. En réduisant les impôts avant d'avoir réussi à équilibrer le budget, Mike Harris a été obligé d'appliquer des compressions draconiennes à certains services essentiels en Ontario.

Les députés de l'opposition officielle n'aiment peut-être pas la façon dont j'utilise l'adjectif «draconien». À mon avis, des réductions supplémentaires de 700 millions de dollars dans le budget de l'éducation, suivies d'une perte de 700 millions de dollars en recettes fiscales provinciales attribuable à la dernière série de réductions d'impôts, représentent des mesures draconiennes. Personnellement, je crois que le faible montant que j'épargne grâce à la réduction d'impôt que m'accorde Mike Harris ne vaut pas les répercussions que cela a sur le système d'éducation en Ontario.

• (1250)

Si le Parti réformiste gouvernait le pays, il suivrait l'exemple de Mike Harris. Le Parti réformiste peut-il nous dire le montant qu'il faudra retrancher des budgets de l'éducation, des soins de santé et de l'environnement pour compenser les réductions d'impôts? De plus, les réformistes ajouteraient 600 millions de dollars à notre dette avec leur super REER qui remplacerait la RPC. Comment pouvons-nous faire confiance à un parti qui refuse même de reconnaître que le passif non capitalisé dans la RPC doit être remboursé, que les gens cotisent ou non au régime?

Nous voulons tous des réductions d'impôts, mais les députés de ce côté-ci de la Chambre estiment qu'elles ne devraient pas être accordées si elles ne peuvent être maintenues. Nous ne pouvons réduire les impôts une année pour finir par les augmenter l'année suivante. Ou pis encore, nous ne pouvons abolir un programme essentiel, parce que nous avons accordé une réduction d'impôt générale avant d'être convaincus de pouvoir la maintenir.

À court terme, les réductions d'impôts devraient s'appliquer à ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire aux étudiants, aux personnes handicapées et aux enfants de parents qui travaillent et qui touchent un faible revenu. En toute vérité, ce sont là des réductions qui figurent dans le dernier budget fédéral de notre gouvernement.

Il nous faut maintenir étendre les réductions à d'autres domaines, comme les initiatives environnementales, le développement agrico-

le et agroalimentaire, la recherche technologique et biologique, et songer à abolir la taxe de luxe imposée sur les bijoux. Ces réductions pourraient redonner à notre économie l'élan dont elle a besoin et aider certains secteurs à demeurer concurrentiels.

À la suite de la conférence de Kyoto, il serait bon que les entreprises se spécialisant dans les technologies environnementales reçoivent une certaine aide financière pour effectuer des travaux de recherche et de développement. Cela permettrait au Canada et à la communauté internationale d'atteindre leurs objectifs. Le Canada est déjà un chef de file en matière d'écotechnologie. Faisons un pas de plus pour souligner l'engagement du Canada à l'égard de l'environnement et du développement durable.

En outre, nous devons récompenser la recherche et le développement de nouveaux produits agricoles. Les mesures fiscales prises par le ministre des Finances ont déjà contribué à aider une industrie nationale de l'éthanol en expansion. Les programmes comme le Programme de recyclage des producteurs de tabac encouragent les agriculteurs, avec succès, à diversifier leurs cultures. Le sud-ouest de l'Ontario joue un rôle important dans la mise au point d'un chanvre industriel destiné à l'exportation sous forme de fibre à destination des États-Unis. Cette industrie créera des emplois dans les régions rurales du Canada et l'aide du gouvernement permettra qu'elle démarre rapidement et qu'elle connaisse le succès.

J'aimerais également parler rapidement de la taxe d'accise sur les bijoux. Le rapport du Comité des finances que nous sommes en train de débattre suggère que le ministre des Finances envisage de supprimer cette taxe de luxe. Cette taxe de 10 p. 100 est injuste d'autant plus qu'elle ne s'applique pas à d'autres articles de luxe comme les manteaux de fourrure, les bateaux de course et les voitures sport. Le débat est ouvert sur la corrélation entre la taxe de luxe sur les bijoux et l'économie souterraine et je demande au ministre des Finances de faire ce qui est équitable et de supprimer cette taxe injuste.

Avant de terminer, j'aimerais parler du recouvrement des coûts dans le secteur agricole. C'est une question dont j'ai beaucoup parlé avec les producteurs de maïs de ma circonscription à l'occasion du débat qui a entouré la création de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire.

Bien que les agriculteurs soient prêts à assumer une partie des coûts de ces programmes et, pour la plupart, ne voient pas d'inconvénient au système de recouvrement des coûts, nous devons nous assurer qu'il est juste. Nous ne pouvons pas demander aux agriculteurs de prendre en charge un système qui est très hiérarchisé et qui profite à d'autres groupes. Il est injuste que les agriculteurs financent entièrement ce programme alors que l'industrie et les consommateurs en profitent également.

J'espère sincèrement que le gouvernement a tiré des enseignements du débat sur l'ARLA, qui s'est tenu l'hiver dernier et ce printemps. Je félicite le comité d'avoir étudié cette question pendant ses séances.

Il y a cinq ans, nous n'aurions jamais pu avoir un débat comme celui d'aujourd'hui. Le comité des finances et les députés ne pouvaient exprimer leurs points de vue sur le budget au cours d'un débat comme celui-ci. Les consultations se faisaient dans les salles

de conférence des banques auprès uniquement de l'élite du pays. L'homme de la rue n'était pas invité.

Je remercie le ministre des Finances de donner voix au chapitre aux Canadiens. Ses budgets précédents témoignent du fait qu'il écoute les députés, le comité et les Canadiens moyens.

• (1255)

Je vous remercie, monsieur le Président, et je remercie aussi le ministre des Finances de m'avoir donné l'occasion de vous faire part de mon point de vue au cours de cet important débat.

M. Reed Elley (Nanaïmo—Cowichan, Réf.): Monsieur le Président, j'estime que les Canadiens ne devraient pas s'y tromper. Les gouvernements conservateurs et libéraux qui se sont succédé depuis 25 ans sont responsables du terrible endettement du pays. Les libéraux devraient écouter leurs électeurs, comme nous, les députés réformistes, le faisons.

Quand je retourne dans ma circonscription, Nanaïmo—Cowichan, les gens me demandent pourquoi les contribuables canadiens doivent payer toujours plus d'impôts du fait de la mauvaise gestion et des erreurs flagrantes de nos gouvernements.

Le député a beau dire que le gouvernement a supprimé la taxe sur les bijoux. J'ai un fils qui ne pouvait jamais se permettre d'acheter le genre de bijoux dont parle le député.

Quels véritables allègements fiscaux le gouvernement peut-il offrir aux Canadiens pour que ceux-ci puissent vivre normalement?

Mon fils a une famille. Il a 23 ans, il a une femme, un enfant, et sa femme en attend un deuxième. Le taux de chômage moyen dans ce groupe d'âge à Nanaïmo est de 16,5 p. 100, l'un des plus élevés du pays. Récemment, mon fils a dû quitter la Colombie-Britannique pour l'Alberta où l'économie est en plein essor grâce à la solide gestion financière du gouvernement Klein. Il occupe maintenant un emploi à plein temps qui lui permet enfin de nourrir sa famille.

Quel genre d'espoir le gouvernement offre-t-il à mon fils et à sa jeune famille sous forme d'allègement fiscal non seulement maintenant, mais aussi dans l'avenir? Le député peut-il leur donner un peu d'espoir?

M. John Finlay: Monsieur le Président, je remercie le député de ses observations et de sa question.

Les gouvernements libéraux et progressistes conservateurs qui se sont succédé ont accumulé la dette. C'est bien vrai. Cependant, nous avons élu ces gouvernements. Il n'y a qu'un contribuable et nous allons devoir rembourser la dette tôt ou tard.

Il vaut mieux la rembourser en utilisant un système équilibré qui essaie de tenir compte de tous les besoins, à commencer par les plus importants, comme la santé, les prestations aux aînés et l'aide aux personnes handicapées, que d'avoir un gouvernement qui remettrait

Initiatives ministérielles

tout l'argent, sous une forme quelconque de réduction d'impôts, à tous les Canadiens, qu'ils en aient besoin ou non.

Je suis très heureux que le fils du député remporte du succès dans son travail en Alberta. Il y a peut-être une leçon à en tirer. Il n'y a personne d'autre pour payer la dette ou pour équilibrer le budget. Les Canadiens se chargeront de le faire, comme nous avons commencé à le faire.

Notre pays est toujours considéré comme le meilleur au monde où vivre. Il y a toujours des gens qui veulent venir s'installer au Canada. Il doit bien y avoir quelque chose que nous faisons bien. Le gouvernement a bien fait les choses cette fois-ci et il continuera en ce sens jusqu'à ce que le budget soit équilibré.

[Français]

Mme Pauline Picard (Drummond, BQ): Monsieur le Président, il me fait plaisir de prendre la parole aujourd'hui sur les consultations prébudgétaires. Les consultations prébudgétaires sont l'occasion, pour la population, de conseiller le gouvernement lorsque celui-ci prépare son budget pour l'année à venir.

Cette année, le fait que les consultations se soient tenues d'un océan à l'autre a, pour un temps, donné une impression d'ouverture et d'écoute du gouvernement à l'endroit de la population. Mais la surprise s'arrêtait là. La réalité, on l'a retrouvée dans le rapport du comité dont il est question aujourd'hui.

L'exercice, sous des couverts de tambours et de trompettes, a été très simple: prendre le livre rouge II des libéraux, enlever la page couverture et en mettre une autre sur laquelle on inscrit «Rapport du Comité permanent des finances».

• (1300)

C'est exactement ce qu'on y retrouve: les mêmes raisonnements, les mêmes promesses, les mêmes dépenses et les mêmes projets d'empiétement. Bref, tout l'exercice de consultation ne fut en fait qu'une supercherie, puisque tout ce qu'on y retrouve est en fait une répétition de la plateforme électorale des libéraux lors de la dernière élection.

Ainsi donc, pour remettre les pendules à l'heure, j'aimerais rappeler au gouvernement ce que la population du Québec et du Canada souhaite voir dans le prochain budget du ministre des Finances. Nous, du Bloc, nous avons déposé un rapport dissident au rapport du Comité permanent des finances. Je voudrais vous donner un aperçu des exigences qu'on aimerait voir dans le prochain budget.

On exige du ministre des Finances qu'il adopte sept mesures spécifiques. Ces mesures constituent autant de consensus véhiculés lors des consultations prébudgétaires par les intervenants du Québec.

Premièrement, le gouvernement doit s'abstenir d'intervenir dans des champs de compétence provinciale, tels que la santé, l'éducation, la sécurité sociale. Il doit reculer devant la perspective de création de nouveaux programmes dans des champs de juridiction

Initiatives ministérielles

qui ne feraient que multiplier les structures bureaucratiques, et surtout augmenter les coûts pour les contribuables.

Le ministre des Finances doit, au contraire, utiliser une partie de la marge de manoeuvre qu'il dégagera au cours des prochaines années pour rembourser en partie ce qu'il a dérobé aux provinces pour le financement de l'éducation postsecondaire, pour la santé et l'aide sociale.

Deuxièmement, le gouvernement fédéral doit réformer le système actuel d'assurance-emploi, afin de mettre fin aux iniquités qu'engendre ce programme, et ainsi mieux protéger les travailleurs et travailleuses québécois et canadiens, notamment pour les emplois saisonniers.

Le Bloc exige aussi du ministre des Finances qu'il procède à une réduction substantielle des taux de cotisation à l'assurance-emploi conditionnelle à la performance des entreprises en matière de création d'emplois. Cette réduction du taux de cotisation pourrait représenter 40¢ du 100 \$ de masse salariale assurable.

Le ministre des Finances doit aussi créer un fonds d'assurance-emploi distinct du Fonds consolidé du gouvernement fédéral, tel que proposé par le vérificateur général du Canada, afin d'éviter que l'argent des travailleurs et des employeurs ne serve à réduire artificiellement le déficit.

Troisièmement, le gouvernement fédéral doit stimuler la création d'emplois et mener une lutte acharnée contre la pauvreté. Le Bloc québécois de même que de nombreux intervenants québécois réclament une réforme en profondeur de la fiscalité des particuliers et des entreprises qui pourrait constituer un outil privilégié pour atteindre de tels objectifs, tout en offrant une réduction ciblée des impôts et des taxes pour les particuliers et les PME.

Monsieur le Président, j'aimerais vous aviser, je ne l'ai pas fait au début, que je partagerai mon temps de parole avec le député de Kamouraska—Rivière-du-Loup—Témiscouata—Les Basques.

Quatrièmement, le gouvernement fédéral doit rétablir l'indexation des tables d'impôt. L'absence de cette indexation constitue une augmentation déguisée de l'impôt des particuliers.

Cinquièmement, le ministre des Finances doit adopter une loi anti-déficit, à l'image de celle adoptée par l'Assemblée nationale du Québec.

Dans le dossier de la TPS, le ministre des Finances doit d'abord accepter la proposition d'arbitrage faite par le Bloc québécois, afin de trancher la question, et, le cas échéant, doit accorder au gouvernement du Québec la compensation de deux milliards réclamée dans le cadre de l'harmonisation avec la TVQ.

Septièmement, le ministre des Finances doit restaurer les sommes destinées à l'aide internationale. Depuis 1993, soit depuis l'arrivée des libéraux au pouvoir, les sommes destinées à l'aide internationale ont été réduites de façon draconienne, mettant ainsi de côté la tradition humaniste du Canada.

Les récentes consultations auront permis de confirmer qu'il existe plus que jamais deux visions tout à fait opposées quant au rôle que doit jouer le gouvernement fédéral, alors que le Québec revendique des pouvoirs accrus pour les provinces et une plus grande

autonomie. Les neuf autres provinces canadiennes réclament une présence plus forte à Ottawa dans leurs champs de compétence. C'est vrai en ce qui a trait à la santé, à l'éducation et aux mesures anti-pauvreté. Au Québec, on dénonce l'intrusion du fédéral dans ces champs de compétence du gouvernement du Québec.

• (1305)

C'est pourtant clair, c'est inscrit dans la Constitution. C'est le deuxième mandat qu'on le répète. Le gouvernement fédéral est encore en train de se mettre les pieds dans la porte pour entrer encore dans d'autres champs de compétence. Alors, on lui demande de respecter la Constitution de 1867.

On demande aussi de rembourser les sommes dérobées par le ministre des Finances à cet égard, alors que dans le reste du Canada, on réclame des programmes pancanadiens et des normes nationales applicables d'un océan à l'autre. Ces deux visions, diamétralement opposées, sont irréconciliables et laissent présager non seulement des conflits de juridiction, mais également des frictions inutiles et coûteuses entre le Québec et le reste du Canada.

On sait que la Conférence des premiers ministres de chaque province se tient actuellement, ici à Ottawa, et j'aimerais citer ce que M. Bouchard a dit, hier, en conférence de presse, en dénonçant les activités du gouvernement fédéral dans des champs de compétence qui ne lui sont pas propres. Alors, M. Bouchard a dit ceci: «Au lieu de saupoudrer des fonds avec de nouveaux programmes dans les champs de compétence des provinces, le gouvernement Chrétien ferait mieux de réduire ses impôts pour les contribuables et d'adoucir les compressions qu'il pratique depuis des années sur ses transferts aux provinces. Les surplus dégagés dans les coffres du ministre des Finances, on parle de quatre à six milliards de dollars pour 1998-1999, devraient être aiguillés en priorité vers une baisse des impôts et des taxes. Les Québécois et les Canadiens croulent sous le poids des taxes. Rien n'aurait un impact plus positif sur nos familles et nos économies qu'un soulagement rapide du poids de l'impôt fédéral.»

Selon lui, le fardeau fiscal canadien est un boulet pour le Canada sur le plan de la compétitivité: 75 p. 100 des surplus devraient aller en baisses d'impôt, une diminution d'environ 100 \$ par année par contribuable; le quart des surplus restants devraient aller en dépenses sociales, ce que vise Ottawa d'ailleurs, mais par la voie de transferts aux provinces, une cession de points d'impôt au lieu d'une série de programmes nouveaux qui ont comme dénominateur commun de se retrouver dans les champs de compétence provinciale.

À Ottawa, les premiers ministres de chaque province voudront faire accepter l'idée d'un encadrement au pouvoir fédéral de dépenser, un mécanisme par lequel les nouvelles initiatives d'Ottawa devraient être approuvées par un comité des gouvernements provinciaux.

Alors, on crée des fonds de transition pour les sciences et la santé, un programme national d'assurance-médicaments, des bourses du Millénaire, une Fondation canadienne de l'innovation, et on saupoudre un peu ici et là des fonds pour créer de nouveaux programmes, alors qu'on vient de couper dans les soins de santé et que les provinces viennent de subir des compressions majeures.

On voulait couper jusqu'à 48 milliards de dollars, et là, on nous redonne un petit six milliards. Au lieu de transférer cela aux contribuables qui en ont besoin, on essaie de créer de nouveaux programmes. Qui pensez-vous va se retrouver avec ces nouveaux programmes dans quelques années? Le gouvernement fédéral, ce qu'il fait ensuite, c'est qu'il se retire de ces programmes et laisse aux provinces le poids de les gérer, alors qu'il les a lui-même créés ainsi que les besoins. Il retire ensuite son financement. C'est inacceptable.

Je souhaite que ce gouvernement comprenne le bon sens et enlève ce fardeau fiscal qu'il impose partout. Ce qui m'inquiète le plus, et ce que je dis souvent à la population, c'est que ce ne sont pas des cadeaux que le gouvernement fait. Ce sont nos taxes et nos impôts qu'on vous paie ici. Alors, qu'il arrête de distribuer cela pour nous fermer les yeux et qu'il cesse de faire du saupoudrage. Les gens ont faim et les gens voudraient voir diminuer leur poids fiscal.

M. Yvon Charbonneau (Anjou—Rivière-des-Prairies, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté avec soin l'exposé de notre collègue du Bloc québécois. À un moment de son exposé, elle a dit que son parti avait déposé une opinion dissidente au rapport qu'elle a commenté.

• (1310)

Le vice-président: Le député sait qu'il ne doit pas montrer des accessoires à la Chambre. J'espère qu'il suivra le Règlement à cet égard.

M. Yvon Charbonneau: Monsieur le Président, vous voulez dire qu'il n'est pas décent de montrer un document gouvernemental, que ce n'est pas permis?

Mme Francine Lalonde: C'est ça.

M. René Laurin: Ce n'est pas indécent, mais ce n'est pas permis.

M. Yvon Charbonneau: Monsieur le Président, mettez cela au compte de ma période d'apprentissage parlementaire. Je ne pouvais pas soupçonner qu'il n'était pas convenable de montrer un document gouvernemental en le citant. C'était impossible de le deviner.

Dans sa présentation, la députée a mentionné que son parti avait présenté une opinion dissidente. Dans son intervention, elle a cité quelques éléments de ce rapport dissident.

Cependant, elle a omis de citer un passage important de cette opinion où il est dit clairement que pour ce parti politique, la seule solution pour le Québec, «c'est soit de se laisser écraser par le rouleau compresseur fédéral, soit de sortir du Canada à la suite d'un référendum portant sur la souveraineté».

Si c'est cela l'analyse définitive du Bloc québécois face au débat qui nous anime actuellement, celui des finances publiques, celui du prochain budget, celui des choix à faire, comment peut-on invoquer une dissidence basée sur l'idée qu'il faut se séparer du Canada et, en

Initiatives ministérielles

même temps, entendre les porte-parole éminents du gouvernement du Québec, le ministre des Finances, même le premier ministre du Québec, dire qu'il ne faut pas laisser le gouvernement fédéral détruire la Constitution canadienne?

Lequel des deux visages est le vrai? Laquelle des deux intentions est la véritable? Ces gens veulent-ils contribuer à reconstituer le Canada sur des bases plus saines ou s'ils veulent se détacher du Canada, comme c'est écrit dans leur rapport dissident?

Mme Pauline Picard: Monsieur le Président, je pense que je suis professionnelle dans ce que je fais, parce que mon intervention serait peut-être un petit peu plus difficile pour le député d'Anjou—Rivière-des-Prairies qui vient de citer ces paroles.

C'est justement pourquoi on veut se retirer, parce que cela fait 40 ans qu'on vit des empiétements. Cela fait 40 ans que le gouvernement fédéral empiète dans nos champs de juridiction. Cela fait 40 ans qu'on veut que ce gouvernement respecte la Constitution qui faisait du Québec un peuple distinct du reste du Canada.

Je pense que ce n'est pas vraiment une primeur pour personne que de dire que nous voulons sortir du Canada, parce que nous sommes tannés de ces empiétements. Le député devrait être au courant qu'il y a eu plusieurs ministres provinciaux qui ont crié au loup au fédéral. On peut prendre M. Duplessis, lorsqu'il disait au fédéral: «Redonnez-nous notre butin.» Jean Lesage a dit: «Maîtres chez nous.»

Alors, on n'est pas les premiers intervenants à dénoncer le fait que le gouvernement fédéral veut centraliser le Québec, veut en faire un peuple canadien, alors que nous, on se dit un peuple différent, un peuple distinct. On veut se séparer, on veut avoir notre souveraineté, mais on veut aussi le faire en harmonie avec le reste du Canada.

Le vice-président: Nous reprenons le débat avec le député de Kamouraska—Rivière-du-Loup—Témiscouata—Les Basques.

M. Paul Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup—Témiscouata—Les Basques, BQ): Monsieur le Président, je vous félicite pour la façon dont vous avez nommé mon comté qui représente très bien les quatre municipalités régionales de comté qu'il couvre.

On est dans le débat sur les consultations prébudgétaires où le gouvernement demande à la Chambre de lui fournir des avis sur le rapport soumis par le comité parlementaire. Au départ, j'aimerais insister sur les consultations que j'ai menées chez nous, qui ont été transmises au comité et qui font partie du rapport.

Entre autres, je vais citer des gens qui ont participé au débat. Ce sont des gens qui vivent au quotidien des choses et qui sont en contact avec la population.

• (1315)

Par exemple, M^{me} Bilocq, de la Corporation de développement économique de KRTB, a dit: «Le danger, c'est qu'après avoir connu une période de resserrement économique, le gouvernement se paie du bon temps pour faire plaisir à l'électorat.» Je pense qu'on a très

Initiatives ministérielles

bien vu que le gouvernement fédéral n'est pas capable de sortir des ornières et que, du moment où il y a des sous de disponibles, il faut qu'il recommence à les saupoudrer dans des programmes par souci électoraliste.

C'est vrai qu'il est assez triste, le système fédéral canadien. Le gouvernement fédéral aurait peut-être moins de visibilité qu'il le souhaite s'il s'en tenaient aux responsabilités qui lui sont confiées dans la Constitution, mais cela représenterait la réalité pertinente. C'est de ce côté qu'il devrait aller en s'assurant qu'il n'investira pas dans des domaines où les provinces ont déjà des compétences, où elles ont développé des programmes, et ce qu'elles veulent surtout, c'est que l'argent leur revienne pour qu'elles puissent en mettre plus dans leurs programmes existants, dans les stratégies qu'elles développent présentement.

On peut toujours dire que ce sont les méchants séparatistes qui disent ça, mais cette semaine, à l'unanimité, les ministres des Finances provinciaux ont prévenu le ministre Martin: «Ottawa doit résister à la tentation de se lancer dans des programmes à la pièce en intervenant ponctuellement dans des domaines de compétence provinciale, comme les services de garde à domicile et l'assurance-médicaments, à titre d'exemple.»

Le message ne vient donc pas des souverainistes, il vient de tous les ministres des Finances du Canada qui s'en souviennent. S'ils ne l'ont pas vécu personnellement, ils se rappellent du résultat obtenu dans les années 1970, dans les années Trudeau. Le gouvernement fédéral s'était mis à dépenser tous azimuts, un peu partout, pour donner de la visibilité à ses députés, pour se donner de la visibilité en tant que gouvernement, et on a abouti à la situation financière de 1993.

Là, on a réussi à résorber cette situation, beaucoup sur le dos des gens qui paient de l'assurance-emploi, autant les employeurs que les employés, beaucoup aussi sur le dos des provinces par des coupures dans des paiements de transfert, mais il ne faudrait pas retomber dans les mêmes ornières. S'il fallait qu'en l'an 2000, 2001, 2002, on recommence à se dire que le fédéral n'aurait pas dû ajouter de l'argent dans ce programme, qu'il nous a remis dans le rouge encore, on n'aurait pas tiré de leçon du passé, ce qu'il faut s'assurer de faire.

Je lis une autre citation faite lors de la consultation, celle-ci vient de M. Benoît Aubut, un représentant de groupes de chômeurs. Il disait: «Nous demandons que le montant et la durée des prestations d'assurance-emploi ne dépendent plus des besoins financiers du gouvernement, mais bien de celui des travailleurs qui se paient une assurance en cas de perte d'emploi.»

Cette semaine, le Bloc québécois a fait une proposition très constructive. Il a déposé à la Chambre six projets de loi, proposés par six députés différents, montrant bien ce qui devrait être corrigé dans la Loi sur l'assurance-emploi. On a même eu la chance d'obtenir l'appui du NPD. Là encore, il s'agit d'un dossier au sujet duquel les méchants séparatistes auraient pu faire des propositions qui ne soient pas bonnes pour le Canada, mais comme par hasard, un autre

parti à côté a jugé que c'était intéressant aussi, parce qu'ils ont été élus, et je parle des nouveaux députés du NPD, justement pour donner une leçon au gouvernement, pour lui dire: «La façon dont vous avez changé le régime d'assurance-emploi, il y a un an ou deux, est inacceptable. Nous autres, dans les régions à haut taux de chômage, on ne peut pas vivre selon ces conditions, parce qu'on n'assure plus un revenu suffisant aux gens entre deux emplois.»

C'était une autre citation très concrète au sujet d'un problème très concret que le gouvernement devrait aborder le plus tôt possible.

Quand il a diminué les cotisations à l'assurance-emploi de façon équivalente à la hausse des cotisations au Régime de pensions du Canada, le gouvernement a donné suite à une recommandation du Bloc. Je pense qu'on peut applaudir cela. On l'avait présentée en comité parlementaire avant tous les autres partis, et le gouvernement a suivi. Sauf qu'il y a encore place à amélioration dans le régime d'assurance-emploi.

L'actuaire en chef de la réforme du régime d'assurance-emploi dit que le système peut s'autosuffire avec des cotisations de 2 \$ par 100 \$ de gain, alors qu'au 1^{er} janvier 1998, les cotisations seront de 2,70 \$. Il y a donc 70¢ de marge de manoeuvre. Les conservateurs voudraient que toute la marge de manoeuvre fasse l'objet d'une diminution des cotisations.

Nous, on dit plutôt qu'il faut diminuer encore les cotisations d'environ 35¢ ou de la moitié de la marge de manoeuvre, et l'autre partie, mettons-la dans l'enrichissement du système, afin de redonner à l'assurance-emploi sa fonction de stabilisation des économies dans les régions où il y a des hauts taux de chômage, afin d'en faire un outil réel de lutte à la pauvreté. On entend juste ça, des débats sur la lutte à la pauvreté présentement, la pauvreté des enfants. Le gouvernement fédéral veut absolument avoir un chèque avec le drapeau du Canada dans le coin, alors qu'il existe une vraie façon de faire, avec des outils qu'il maîtrise complètement, dont il aurait pleine juridiction, dont on pourrait parler cet après-midi et demain matin si on le désire.

• (1320)

On pourrait modifier le régime d'assurance-emploi pour lui redonner un visage humain, pour en faire quelque chose qui éliminera, par exemple, ce qu'on appelle le trou du printemps. Avec la nouvelle réforme, il y a très peu de travailleurs saisonniers qui sont capables d'avoir un revenu d'appoint par l'assurance-emploi pendant toute la période où ils sont en chômage avant leur retour à un emploi l'année suivante. On voudrait que cela soit corrigé.

On veut que soit enlevée aussi la règle d'intensité qui diminuera le taux de cotisation de 1 p. 100 à chaque utilisation de 20 semaines d'assurance-emploi. Cela faisait partie du principe de l'ancien ministre du Développement des ressources humaines qui a reçu le message, et très sérieusement, le 2 juin 1997, alors que les gens de sa circonscription ont dit que non, ils ne pouvaient pas vivre avec une telle chose, que cela niait leur dignité et qu'ils ne voulaient plus de ministre de ce type-là avec un tel comportement.

Le gouvernement, qui fera un bilan législatif dans les prochains jours, n'aurait-il pas dû s'attaquer au problème réel? Le premier message qu'il a eu de l'élection fédérale du 2 juin, c'est l'insatisfaction flagrante des régions où il y a un haut taux de chômage par rapport au régime d'assurance-emploi qu'on leur a imposé. Il y aura des choix budgétaires à faire. Nous sommes dans le débat de consultations prébudgétaires et j'espère que le gouvernement pourra écouter ce qui a été dit à ce moment-là.

Les gens qui sont venus témoigner en comité, le 12 novembre 1997, ont aussi dit qu'il serait important que ceux qui profiteront des surplus soient ceux qui ont contribué le plus à combattre le déficit. Là encore, on parle des cotisations à l'assurance-emploi, mais on parle aussi des provinces qui ont dû opérer les coupures dans les paiements de transfert. Ce ne sont pas elles qui l'ont décidé, mais ce sont elles qui vivent avec cela, qui subissent les conséquences, dans les hôpitaux, dans les CLSC, dans les services à domicile. Il y a plein de décisions qui ont été prises qui sont dues à ces coupures de façon importante.

Donc, beaucoup d'intervenants sociaux n'ont pas fait des demandes démesurées. Ils veulent que l'argent soit consacré aux programmes existants. On nous dit, par exemple, d'utiliser les sommes pour la consolidation des organisations qui existent déjà et résister à la tentation électoraliste de création de programmes.

Encore hier, cela a été démontré en caucus. On a reçu les groupes de femmes du Canada et ces femmes sont venues nous dire qu'elles ne veulent pas d'argent pour doubler des programmes des provinces, mais un financement satisfaisant pour les groupes de femmes au Canada. Le gouvernement actuel devrait être sensibilisé à cette demande, parce que c'est une façon de combattre la pauvreté aussi. Si on dit que les enfants sont pauvres, c'est aussi parce que beaucoup de femmes aussi sont pauvres au Canada. Il faut qu'elles aient les outils pour se sortir de cette pauvreté et pour être représentées et avoir de la dignité dans ce qu'elles font et vivent.

Chez moi, les gens me disent aussi de ne pas augmenter l'intervention du gouvernement fédéral dans les champs de juridiction des provinces, ceci créant nécessairement la confusion et du marchandage chez les citoyens. Il faut dire que le gros bon sens des citoyens est très significatif. Ils ont très bien compris ce qui s'est passé depuis 25 ou 30 ans. Je vais conclure là-dessus. Ils ont très bien vu qu'entre les deux niveaux de gouvernement, pendant des années, il y avait de la compétition et ils ne veulent plus de ce régime. Ils veulent que chacun des gouvernements demeure dans ses champs de juridiction en attendant qu'on puisse n'avoir qu'un gouvernement. De plus, lorsqu'on élit des représentants, ils veulent pouvoir savoir exactement qui est responsable et que si on a choisi un gouvernement, on peut le réélire ou le défaire, en sachant qu'on est pleinement responsable de ses choix.

C'est une des raisons fondamentales pourquoi on veut sortir de la maison de fous. Le système fédéral canadien a créé au niveau de tout le Canada un imbroglio terrible qui fait que les électeurs ne sont pas capables de faire des choix logiques.

En conclusion, suivons donc les conseils des citoyens. Soyons responsables, et que le gouvernement fédéral se mêle donc de ses affaires.

Initiatives ministérielles

[Traduction]

Le vice-président: La députée d'Etobicoke—Lakeshore invoque le Règlement.

Mme Jean Augustine (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, je demande le consentement unanime de la Chambre pour présenter une motion. Je propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait prendre en considération la demande de la fondation Famous Five d'honorer la mémoire d'Emily Murphy, Nellie McClung, Irene Parlby, Louise McKinney et Henrietta Muir Edwards, les «Famous Five», en permettant de commémorer celles-ci par l'installation d'une statue sur la colline parlementaire.

• (1325)

Le vice-président: La députée d'Etobicoke—Lakeshore a-t-elle le consentement unanime de la Chambre pour proposer cette motion?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

Le vice-président: Il n'y a pas consentement unanime.

M. Garry Breitkreuz: J'invoque le Règlement.

Le vice-président: Je ne sais pas si cela peut donner lieu à un rappel au Règlement, mais j'entendrai le député de Yorkton—Melville.

M. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, Réf.): Monsieur le Président, il me semble que cette même question a été soulevée au début de la journée. Je voudrais savoir s'il est permis à la députée de continuer de soulever cette question alors que nous savons bien que ce n'est pas tout le monde à la Chambre qui appuie cette proposition. Si les députés veulent aller. . .

Une voix: Vous devriez avoir honte!

Le vice-président: À l'ordre. Les députés interviennent de temps à autre à la Chambre pour demander le consentement unanime afin de faire diverses choses. Le fait qu'on a pu poser la même question plus tôt n'a aucun rapport. La question qui se pose, c'est de savoir s'il y a consentement maintenant.

La députée a demandé ce consentement. Il n'y avait pas consentement. Il n'y a toujours pas consentement.

Passons aux questions et observations.

[Français]

M. André Harvey (Chicoutimi, PC): Monsieur le Président, je vous remercie. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Au-delà de toute partisanerie, j'aimerais peut-être faire quelques commentaires et poser une question à mon collègue de Kamouraska—Rivière-du-Loup—Témiscouata—Les Basques.

Dans ce débat sur des considérations qui permettront peut-être au gouvernement de mettre en place un budget qui sera plus rationnel et qui répondra davantage aux besoins de nos concitoyens, mon

Initiatives ministérielles

collègue a dit à plusieurs reprises: «Les gens me disent ceci, les gens me disent cela.»

Dans les derniers sondages, étant donné que nos collègues du Bloc constitutionnalisent toujours les dossiers ici, à la Chambre des communes, et étant donné que les citoyens québécois, à un taux de 86 p. 100, nous disent qu'ils ont leur voyage des éternels débats constitutionnels, est-ce que, dans le fond, ce qu'on appelle l'ambivalence du Québec ne fait pas allusion au fait que ce que nous avons proposé durant la dernière campagne électorale, ce qu'on appelait le pacte canadien, où la définition des objectifs est de répondre aux réels besoins des citoyens, cette ambivalence ne nous demande pas plutôt, au lieu de dire qu'on «scrappe» un gouvernement puis qu'on améliore l'autre, est-ce que la population ne décèle pas, dans cette approche, dans son ambivalence qui n'en est probablement pas une, le fait que, lorsqu'elle ne réussit pas à trouver son intérêt auprès d'un des deux gouvernements, il y a toujours au moins moyen pour la population, via ses représentants, de définir, avec un gouvernement ou l'autre, ce qu'elle considère comme important, comme prioritaire et de demander à ce moment-là un consensus entre les deux paliers de gouvernement pour intervenir dans des dossiers qu'elle juge importants, que ce soit sur le plan industriel, sur le plan touristique, sur le plan des infrastructures routières où on a des dossiers qui sont assez criants?

Le gros bon sens de la population du Québec nous demande de trouver un équilibre entre les deux paliers de gouvernement. Quand 86 p. 100 des Québécois nous disent qu'ils ont leur ultime convoi de tout constitutionnaliser jour après jour, je pense qu'ils nous demandent, en tant qu'élus, d'essayer de faire preuve de rationalité, de définir conjointement nos priorités entre les deux paliers de gouvernement et, de grâce, de mettre les ressources disponibles pour l'atteinte d'objectifs qui leur tiennent à coeur.

C'est beau de toujours faire semblant. En 1993, les bloquistes ont été élus en nous disant qu'ils allaient avoir le vrai pouvoir. C'est intéressant. Le vrai pouvoir, c'est quoi? Qu'il nous publie les deux colonnes.

Mme Pauline Picard: Vous l'avez, vous autres, avec cinq députés au Québec!

Une voix: Les conservateurs, eux?

M. André Harvey (Chicoutimi, PC): Les conservateurs, oui. Avant notre arrivée au pouvoir, de 1974 à 1984, le bilan des conservateurs, je n'en ai pas honte. Si j'ai été élu dans Chicoutimi c'est parce que le bilan n'était pas mauvais. C'est ça, la réalité.

Je demanderais à mon collègue si ce qui est important ce n'est pas d'essayer de détruire un gouvernement ou l'autre mais d'essayer de définir ensemble des priorités importantes pour être en mesure de les atteindre.

M. Paul Crête: Monsieur le Président, ça semble drôle, mais c'est triste, parce que le discours que je viens d'entendre est le même que celui que mon père me racontait dans les années 1960. La sauce conservatrice, la nouvelle sauce de la cogestion, c'est le même maudit système qu'avant où le fédéral mène la patente.

• (1330)

C'est le même discours que le ministre du Développement des ressources humaines sur l'union sociale canadienne. Cela prouve une fois de plus que conservateurs ou libéraux fédéraux, c'est du pareil au même.

Quand on nous dit que 80 p. 100 des Québécois sont fatigués des débats constitutionnels, je fais partie de ces gens-là. Cela fait longtemps qu'on veut sortir des débats constitutionnels. On est fatigués des débats constitutionnels, mais on veut que cela se fasse démocratiquement avec le choix des Québécois. On s'est rendu à 49,4 p. 100 la dernière fois, et on reprend la bataille démocratique. Il y a de plus en plus de Québécois qui comprennent que le système fédéral ne fonctionne pas.

On aura une conférence fédérale-provinciale de deux jours encore, où le pouvoir centralisateur du fédéral, du moment qu'il a des sous de disponibles, se remet à vouloir les mettre en place et c'est exactement la même formule que celle des conservateurs. La cogestion des conservateurs, dans leur programme de dernière élection, à ce que je sache, ce ne fut pas le choix de la majorité des Québécois. Ils ont cinq députés au Québec et le Bloc québécois en a 44. C'est cela, le résultat quantifiable, le résultat officiel.

Monsieur le Président, je suis d'accord avec vous qu'il faut que je termine ma réponse, mais le commentaire a pris beaucoup de temps. Je peux vous dire que le plus grand service que les Québécois et que les Canadiens pourraient se rendre, c'est de décider de régler le débat constitutionnel pour qu'à l'avenir, on débâte de choix sociaux et économiques et qu'on n'ait plus besoin de s'occuper de la question de l'architecture du pays.

[Traduction]

Mme Paddy Torsney (Burlington, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole cet après-midi avec la députée de Kitchener-Centre.

Je suis heureuse de pouvoir prendre la parole aujourd'hui à la Chambre à propos du rapport du Comité des finances, aux travaux duquel j'ai participé activement.

Je commencerai par dire que je suis très fière d'être la vice-présidente du Comité des finances. Sous la direction du député de Vaughan—King—Aurora, le comité a travaillé avec la collaboration de Canadiens de tous les coins du pays à faire en sorte que le ministre des Finances bénéficie d'un exposé bien clair des priorités et des valeurs des Canadiens de même que de leurs attentes à l'égard du prochain budget.

Cette consultation prébudgétaire prouve une fois de plus que le gouvernement libéral tient sa promesse et donne aux Canadiens un bon gouvernement. Ce bon gouvernement est celui qui écoute puis qui agit et qui invite la participation des Canadiens, pour que ceux qui sont visés par les politiques gouvernementales soient présents dès l'étape d'élaboration, pour qu'ils choisissent les nouvelles priorités qui doivent devenir des objectifs économiques et pour qu'ils formulent des recommandations sur la façon de réaliser ces objectifs. La participation de tous les Canadiens au processus décisionnel garantit que nous bénéficions de leurs connaissances et de

leurs compétences, et que nous obtenions les meilleurs résultats possible.

Contrairement aux années précédentes, cette année, les consultations prébudgétaires ont été centrées sur le fait que les Canadiens, pour la première fois depuis plusieurs décennies, ne seront pas confrontés à un déficit. Le 15 octobre, le ministre des Finances a annoncé que, dès l'exercice 1998-1999, nous entrerons dans cette nouvelle ère où les Canadiens feront de nouveaux choix et relèveront de nouveaux défis. Le pays entier a applaudi. Le dialogue a eu lieu dans toutes les provinces et l'optimisme s'est manifesté.

Au cours de toutes nos réunions, tant dans les capitales provinciales qu'ici, à Ottawa, j'ai été encouragée de constater l'optimisme accru des Canadiens face à leur avenir et à celui de leurs enfants et de leurs petits-enfants.

Par suite de nos réalisations à l'échelle internationale, les Canadiens envisagent positivement notre avenir en tant que pays et leader mondial. Cet optimisme est sans aucun doute le fruit des mesures que le gouvernement libéral a prises pour tracer une nouvelle voie au Canada, éliminer le déficit et remettre de l'ordre dans les finances nationales. Cet optimisme vient du fait que les Canadiens savent qu'ils ont finalement un gouvernement qui s'intéresse à leurs priorités et qui travaille en collaboration pour améliorer la qualité de vie de tous les Canadiens.

Comme le comité l'a entendu à maintes reprises, les Canadiens approuvent l'orientation qu'a adoptée le gouvernement et ils comprennent les décisions qu'il a prises. Ils ont consenti des sacrifices et composé avec les efforts que le gouvernement centre depuis quatre ans sur l'élimination du déficit, le rétablissement de finances saines et, en même temps, la prise de mesures positives bien ciblées pour améliorer la qualité de vie de la population. Ils savent que cette nouvelle orientation donnera à la génération actuelle et à celles qui suivront une marge de manoeuvre pour réagir aux situations qui se présenteront.

• (1335)

Le Canada a été bâti sur des valeurs de partage, de compassion, de justice et d'équité. Ce sont les paramètres qui ont encadré notre débat. Avant de rédiger son rapport, le Comité des finances a entendu plus de 500 témoins et pris connaissance de 450 mémoires. Ces comparutions et ces mémoires, alliés aux assemblées publiques que nombre de mes collègues ont organisées, font de ces consultations prébudgétaires les plus importantes jamais tenues.

Dans ma circonscription, celle de Burlington, en Ontario, plus de 60 personnes se sont jointes à moi pour une bonne soirée de discussion sur ces questions. J'ai été renversée de voir l'enthousiasme et la créativité avec lesquels ils ont abordé ce débat.

Le plus intéressant pour moi, sans doute, c'est la réaffirmation de cet équilibre que les Canadiens ont atteint et veulent préserver. Les participants de Burlington et des quatre coins du Canada ont insisté sur la réduction de la dette, ce qui garantira notre sécurité et notre stabilité financières, mais ils veulent aussi que nous investissions davantage dans nos ressources humaines, notre bien le plus précieux. Ils veulent que le Canada investisse dans la recherche pour

Initiatives ministérielles

que les Canadiens soient prêts à profiter de l'économie nouvelle. Ils veulent qu'on investisse dans les soins de santé et qu'on s'occupe des enfants. Les enfants méritent d'avoir toutes les chances de réussir au Canada.

Le Comité des finances a entendu le point de vue des Canadiens sur le moyen de parvenir à cet équilibre et de protéger les Canadiens d'aujourd'hui et ceux de demain. En formulant leurs recommandations, les membres du Comité des finances ont tenu compte des trois grandes possibilités qui s'offraient à eux: utiliser l'excédent pour réduire la dette; offrir une importante réduction d'impôt, comme cela s'est fait en Ontario, avec des résultats mitigés; et accroître les dépenses au titre des programmes sociaux.

Les députés tiennent certainement à apprendre que les Canadiens restent très attachés aux programmes sur lesquels ils ont appris à compter, mais que, le plus souvent, et dans une très grande mesure, les Canadiens appuient la réduction de la dette en priorité.

Dans ma circonscription, 87 p. 100 de ceux qui ont assisté à l'assemblée préféreraient la réduction de la dette, ce qui ne laisse qu'un faible pourcentage en faveur d'une réduction générale d'impôt. Après avoir discuté plus en profondeur de ces idées, nous avons toutefois constaté que les Canadiens semblent en faveur de cet investissement et d'un appui au chapitre des programmes sociaux, dans les secteurs de la santé et de l'éducation, pour aider leurs concitoyens dans le besoin et par souci d'équité pour les personnes âgées et ceux qui sont handicapés.

C'est là ce qui nous distingue en tant que Canadiens. Les Canadiens ont appuyé nos initiatives axées sur la création d'emplois, les efforts que nous avons déployés ces dernières années pour établir un climat propice à la création d'emplois, pour créer des perspectives d'emploi pour les jeunes et pour permettre la réalisation du programme d'infrastructures. Ils espèrent que nous poursuivrons nos efforts sur le plan de la création d'emplois parce qu'il y a encore un trop grand nombre de Canadiens qui sont dans l'incapacité d'assurer la subsistance de leur famille et de contribuer à notre économie.

Quatre années d'une administration responsable ont donné des résultats positifs. Nous savons tous que plus de 1 012 000 emplois ont été créés. Nous maintenons notre engagement à faire en sorte que tous les Canadiens qui veulent travailler puissent le faire.

En général, les recommandations du Comité des finances nous encouragent à rester prudents sur le plan budgétaire tout en investissant dans des programmes qui répondent aux besoins économiques et sociaux des Canadiens, notamment la poursuite de la réduction de la dette, le maintien d'allègements fiscaux ciblés, l'accroissement des investissements dans le domaine des sciences et de la technologie et au chapitre des soins de santé, ainsi que des mesures visant à réduire de toute urgence la pauvreté chez les enfants et le chômage chez les jeunes.

Il y a bien trop de Canadiens à très faible revenu qui paient des impôts au Canada. Nous avons prévu des allègements fiscaux ciblés et amélioré le supplément du revenu gagné, mais nous devons continuer dans la même veine pour éliminer cette pression. Une des recommandations concerne la surtaxe. Certaines personnes qui ont fait des reportages à ce sujet ont peut-être mal compris cette ques-

Initiatives ministérielles

tion; cette surtaxe était imposée d'une manière générale, et nous devons commencer à offrir un allègement à cet égard.

De nombreux journalistes ont parlé de l'exode des cerveaux et du peu de possibilités qui s'offre aux jeunes Canadiens, chez eux, dans le secteur de la recherche.

• (1340)

Ils ont aussi parlé de la position précaire dans laquelle nous plaçons notre économie face à d'autres pays, car nous n'investissons pas suffisamment en prévision de l'avenir dans les entreprises de haute technologie qui ouvrent de nouveaux horizons aux Canadiens. Le fonds d'innovation a fait beaucoup de bonnes choses, mais nous devons stimuler le goût de l'investissement et de la recherche.

Tous les Canadiens ont fait des sacrifices pour rétablir la santé et l'indépendance financières du Canada. Je les en remercie. Je remercie tous les gens qui ont participé au processus de consultation prébudgétaire: mes collègues à la Chambre des communes, les membres du Comité des finances, le personnel de ce comité, en particulier notre greffier et nos chercheurs, mais surtout notre président, le député de Vaughan—King—Aurora. Son personnel mérite toutes nos félicitations pour avoir assuré la coordination du rapport et veillé à tous les détails.

Je remercie les Canadiens qui ont participé aux audiences du comité dans les villes où j'ai eu le plaisir de présider des réunions, soit Regina, Winnipeg, Montréal, Fredericton et Charlottetown, sans oublier, bien sûr, Burlington. Les témoins nous ont fait part de leur expérience personnelle et nous ont fait profiter de leur incroyable expertise.

Mes collègues de tous les partis ont écouté avec beaucoup d'attention et ont posé des questions réfléchies. Le rythme de nos travaux a été assez effréné, mais un esprit de coopération et une volonté d'atteindre les mêmes objectifs animait tout les participants. Les résultats des travaux du comité sont éloquentes. Une chance unique est maintenant à la portée des Canadiens. Ils en sont conscients et ils nous ont dit en termes très clairs quelles étaient leurs priorités et leurs valeurs. Nous invitons le ministre à tenir compte du rapport et à adopter les suggestions qu'il contient.

M. Myron Thompson (Wild Rose, Réf.): Monsieur le Président, j'ai une brève question à poser à la députée au nom de certains des électeurs à qui j'ai parlé. J'aurais besoin d'un peu d'aide pour une question de mathématiques. J'ai enseigné les mathématiques, mais il y a quelque chose que j'ai de la difficulté à comprendre ici.

En 1993, il y avait 1,5 million de chômeurs. En 1997, il y en avait environ 1,3 million. Il semble que nous ayons eu une augmentation nette d'environ 200 000. Nous entendons constamment le gouvernement se vanter d'avoir créé plus d'un million d'emplois. La députée pourrait-elle m'expliquer comment il se fait que nous ayons encore environ le même nombre de chômeurs aujourd'hui qu'en 1993?

Mme Paddy Torsney: Monsieur le Président, je ne suis pas certaine de comprendre la question du député. C'est peut-être à

cause de la façon dont j'ai interprété ses calculs. Je crois qu'il a dit qu'il y avait 1,5 million de chômeurs en 1993 et 1,3 million maintenant. Il a ensuite parlé d'une augmentation. Pourrait-il éclaircir ce point?

M. Myron Thompson: Monsieur le Président, il y avait 1,5 million de chômeurs en 1993 et 1,3 million en 1997. Cela veut dire que 200 000 emplois ont été créés. Le nombre d'emplois a augmenté de 200 000, et non de plus d'un million. Le nombre de chômeurs est donc passé de 1,5 million à 1,3 million.

Mme Paddy Torsney: Monsieur le Président, je suis heureuse que le député ait éclairci ce point. Il avait laissé entendre plus tôt que le chômage avait augmenté et non diminué. Il doit reconnaître que l'économie est en pleine croissance, qu'il y a plus de Canadiens sur le marché du travail, car nous avons de plus en plus de jeunes qui sortent de l'université et de plus en plus de citoyens.

Les chiffres sont éloquentes. Plus d'un million d'emplois ont été créés au Canada, et le taux de chômage a diminué de façon générale. À Burlington, le taux de chômage se situe autour de 7 p. 100 ou moins. Il y a des possibilités ici et à l'étranger. Les habitants de Burlington et beaucoup de Canadiens d'un bout à l'autre du pays sont optimistes et prêts à exploiter de nouveaux marchés et de nouvelles possibilités, comme en témoignent les sensationnelles missions d'Équipe Canada dirigées par le premier ministre et l'accent que nous mettons sur l'accroissement des possibilités dans un marché international où la concurrence est forte. Ces missions ont prouvé que les Canadiens peuvent être compétitifs et continueront de l'être.

J'encourage le député à regarder les chiffres encore une fois et à faire les bons calculs.

[Français]

Mme Francine Lalonde (Mercier, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais dire à ma collègue qu'elle ne vit certainement pas dans le même pays que moi et que nous.

• (1345)

Dans le rapport qui a été obtenu, dont on a fait état dans le *Citizen* dimanche et dans *Le Devoir* hier, on dit que le gouvernement aussi sait que le Canada est loin d'être le meilleur pays du monde pour ce qui est de la croissance et du développement.

Alors que la recherche, d'une part, et l'éducation supérieure, d'autre part, sont extrêmement importantes, montrées comme telles dans ce rapport pour assurer le développement de l'avenir, comment la députée explique-t-elle que ce gouvernement ait coupé dans l'éducation et dans les budgets de recherche et d'innovation? Eux ne recommandent que d'augmenter graduellement alors que les besoins sont criants.

Ce qu'on apprend dans cette étude commandée en très haut lieu par le gouvernement, c'est que le Canada, même s'il a une croissance qui apparaît élevée, a une croissance qui apporte un faible niveau d'accroissement de la productivité. Même le Canada baisse dans la productivité relative, de sorte que le niveau de vie se détériore. Si on

Initiatives ministérielles

ne fait pas des changements majeurs et radicaux, le Canada va se retrouver dans une situation extrêmement difficile.

Le vice-président: Le temps alloué pour la période des questions et commentaires est presque expiré. La parole est à la députée de Burlington.

[Traduction]

Mme Paddy Torsney: Monsieur le Président, j'apprécie les commentaires de la députée.

La recherche est certainement un domaine où il faut davantage de crédits. Le Canada doit travailler davantage à favoriser cette économie novatrice. C'est ce que l'on a dit à Montréal, à Toronto et dans toutes les régions du pays. J'en suis convaincue moi aussi. Beaucoup de gens de ma circonscription dépendent sur de tels travaux de recherche. C'est par leur intermédiaire que le pays exécute ses obligations en matière de recherche. Ils encouragent le pays à aller encore plus loin.

Nous avons dû prendre des décisions difficiles au cours des dernières années, mais nous sommes parvenus quand même à conserver le meilleur pays pour tous les Canadiens. Nous allons. . .

Le vice-président: Je dois malheureusement interrompre les deux députées, le temps des questions et des observations est écoulé.

Mme Karen Redman (Kitchener-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse, à titre de représentante fédérale des habitants de Kitchener-Centre et de membre du Comité permanent des finances de la Chambre des communes, de participer au débat prébudgétaire.

Le 13 novembre, j'ai tenu une assemblée publique locale à Kitchener pour recueillir les observations de mes électeurs. Pendant octobre et novembre, le Comité des finances a tenu 42 réunions, totalisant 101 heures. Il a entendu 514 témoins et reçu 463 mémoires sur la question.

En réponse au défi lancé par le président aux 301 députés du Parlement de tenir des consultations publiques, 35 assemblées publiques locales ont été tenues, outre celle que j'ai organisée à Kitchener-Centre. De plus, nous avons reçu des observations personnelles au moyen du site Web du ministre des Finances, ainsi que plusieurs appels téléphoniques et de nombreuses lettres.

Je tiens à remercier mes collègues des deux côtés de la Chambre pour leur grand travail, pour les séances utiles que nous avons eues afin d'entendre les témoins et pour la participation sérieuse et dévouée de tous les membres du Comité des finances.

Le message a été transmis clairement aussi bien à mon assemblée publique locale que durant les réunions du comité que nous avons tenues dans toutes les régions du pays. Nous avons entendu bien des choses de Vancouver à St. John's. Certains thèmes se sont dégagés clairement. Nous avons entendu un vaste éventail d'intervenants qui ne partageaient pas tous les mêmes préoccupations. Nous avons entendu des économistes qui nous ont dit que nous devions envisager la réduction du déficit. En Alberta, nous avons entendu une

femme handicapée qui était obligée de choisir entre manger et acheter des médicaments.

«Maintenir l'équilibre» résume un peu ce que nous avons entendu. Ce gouvernement tient absolument à maintenir l'équilibre entre le bien commun et la liberté, tout en veillant aux besoins des nécessiteux. Ce gouvernement a fait preuve de leadership dans sa consultation auprès des Canadiens. Les prévisions prudentes du ministre des Finances ont recueilli un appui général. Les Canadiens préfèrent pécher par excès de prudence que de se retrouver dans une situation comme celle qui existait en 1993.

• (1350)

Toutefois, maintenant que nous avons réduit notre déficit économique, nous sommes en mesure de nous pencher sur l'extraordinaire déficit humain.

Comme le ministre des Finances l'a dit au cours de son exposé devant le comité, il ne s'agit pas seulement ici de la taille des budgets. Il s'agit aussi de savoir ce que fait le gouvernement et comment il le fait.

Le débat devrait porter sur les priorités nationales, sur la façon de bâtir une économie forte et d'édifier une société forte qui soit à la fois prometteuse et sûre. Certains ne voient là-dedans qu'un débat financier et ils ont tort. C'est aussi un débat sur les valeurs.

Beaucoup de recommandations qui ont été faites au comité se retrouvent dans le rapport intitulé «Maintenir l'équilibre».

Une corrélation intéressante s'est établie entre les observations que le ministre a présentées à Vancouver et les observations et les préoccupations qui ont trouvé un écho à notre comité au cours des audiences que nous avons tenues dans tout le Canada, des observations qui sont aussi très similaires à celles dont m'ont fait part des électeurs de Kitchener-Centre, ma circonscription. Je voudrais examiner ici quelques-unes de ces questions. Certains de ces thèmes sont revenus maintes et maintes fois au cours de nos délibérations.

Le Canada est réputé au plan international pour son régime de soins de santé et pour l'intégrité avec laquelle il applique les cinq principes de la Loi canadienne sur la santé. Notre précieux régime de soins de santé a été créé pour répondre à des besoins. Les Canadiens nous disent que ces besoins ont grandi par suite, notamment, du vieillissement de la population. Pour répondre à ces besoins, le gouvernement devrait établir, en collaboration avec les provinces, des fournisseurs de soins de santé dans les diverses localités et de nouvelles façons de dispenser les soins de santé telles que le régime national de soins à domicile.

Notre gouvernement a beaucoup fait pour répondre aux besoins des personnes handicapées, mais il reste encore beaucoup à faire. Nous devons continuer à collaborer avec des groupes qui représentent les personnes handicapées afin de nous assurer que les mesures annoncées récemment sont efficaces et de trouver d'autres moyens d'aider les Canadiens handicapés.

On a exigé que nous fassions quelque chose pour réduire la pauvreté chez les enfants afin que les enfants canadiens ne souffrent pas de la faim. Notre gouvernement a mis en place un certain nombre de garanties, mais il y a encore des enfants qui ont faim.

Initiatives ministérielles

En partenariat avec les collectivités, les parents, les gouvernements provinciaux, les sociétés privées, le secteur agroalimentaire et des organismes bénévoles tels que la Canadian Living Foundation, nous pouvons créer un programme national de nutrition à l'école. Un partenariat de ce genre peut s'appliquer aussi à d'autres organisations et initiatives.

Dans les collectivités de tout le Canada, on s'inquiète pour nos jeunes. En 1996, le groupe de travail ministériel sur la jeunesse a fait des recommandations que les Canadiens voudraient voir endossées. Le comité en a pris connaissance et nous sommes heureux de recommander que des fonds additionnels soient affectés à Services jeunesse Canada et au programme de création d'emplois pour étudiants, qui donnent aux jeunes la chance d'entrer sur le marché du travail et d'acquérir une expérience professionnelle précieuse.

Soucieux d'assurer un avenir meilleur aux jeunes, nous avons recommandé une formule de paiement différé applicable aux régimes enregistrés d'épargne-études qui permettrait aux étudiants bénéficiaires d'obtenir une subvention fédérale dont le montant serait proportionnel aux contributions totales au REEE. Cette subvention, qui serait répartie en montants égaux pour chaque année du programme d'études postsecondaires, encouragerait les parents à planifier l'éducation de leurs enfants.

De nombreux étudiants diplômés d'établissements postsecondaires se retrouvent avec une dette énorme qu'ils mettent parfois des années à rembourser et qui peut même les empêcher de se trouver un emploi. C'est pourquoi j'appuie la recommandation aux gouvernements fédéral et provinciaux de proposer aux étudiants un calendrier de paiement de la dette échelonné en fonction de leur revenu et qui comprendrait des allègements de l'intérêt, des paiements différés et des remises de dette. Ces mesures allégeraient considérablement le fardeau financier des jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

Très peu de gens parmi ceux que nous avons consultés ont demandé une réduction des impôts dans l'immédiat. Leur priorité était plutôt la stabilisation de l'économie. Certains ont cependant recommandé d'augmenter le crédit d'impôt personnel de base non remboursable, l'exemption pour conjoint et l'équivalent de l'exemption de personne mariée pour l'année d'imposition 1998. J'appuie cette recommandation et je recommande fermement de rétablir l'indexation lorsque la situation financière se sera améliorée.

Partout où nous sommes allés, les Canadiens ont demandé une réduction des cotisations de l'assurance-emploi pour faire contre-poids à la hausse des cotisations du RPC et réduire le fardeau financier des petites entreprises. C'est une recommandation à laquelle le ministre des Finances a déjà donné suite.

• (1355)

Le 21 octobre, en collaboration avec le ministre du Développement des ressources humaines, le ministre des Finances a annoncé la deuxième plus forte baisse des cotisations d'assurance-emploi en

20 ans. Elles sont tombées alors à 2,70 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables pour 1998, soit une baisse de 20¢. par rapport au taux de 1997, ce qui représentait une économie de 1,4 milliard de dollars pour les employeurs et les employés. On a également promis des taux encore plus bas lorsque le climat économique le permettrait et on s'est engagé à prendre des mesures pour veiller à ce que les cotisations d'assurance-emploi n'augmentent pas en cas de ralentissement économique. Cela offrira aux Canadiens une plus grande stabilité.

Les chefs de petite entreprise ont également demandé qu'on réexamine la déduction offerte aux petites entreprises et l'opportunité d'un seuil de 200 000 \$. Cela fait suite à l'intention du gouvernement d'offrir un allègement ciblé du fardeau fiscal. Je crois qu'il est important de tenir compte de ce besoin pour permettre aux petites entreprises de grandir et de prospérer à l'avenir.

La dernière mais certainement pas la moindre des recommandations que je voudrais aborder aujourd'hui réside dans la nécessité d'investir dans l'avenir de notre secteur de la recherche et du développement. Dans mon esprit, cela comprend la recherche médicale, les progrès technologiques, le développement universitaire et culturel. Il y a tant de facettes de notre tissu social qui exigent l'appui d'un développement continu.

Grâce à l'appui apporté par le gouvernement fédéral et aux partenariats qu'il a établis, je m'attends à voir nos engagements en matière de recherche et de développement prendre encore plus d'ampleur. C'est grâce à ces engagements que nous garderons au Canada nos industries basées sur la connaissance. Notre société y gagnera sur le plan socio-économique.

En conclusion, je n'ai fait qu'effleurer les résultats des consultations. Cependant, une chose est claire: les Canadiens sont fiers de l'exemple donné par le gouvernement et des décisions difficiles qu'il prend. Ils sont soulagés en général qu'on ait réussi à juguler le déficit. Les Canadiens nous ont dit qu'ils sont prêts à accepter des investissements stratégiques réfléchis dans des domaines où cela est rentable. Le gouvernement entend le faire grâce à son plan consistant à consacrer 50 p. 100 de son excédent à des investissements et 50 p. 100 à une réduction de la dette.

Beaucoup de nos recommandations portent sur une collaboration et des partenariats accrus entre les ordres de gouvernement, le secteur privé et le secteur du bénévolat. Je crois énormément dans les partenariats. Notre gouvernement attache beaucoup d'importance et consacre beaucoup d'énergie à l'établissement et au maintien de solides partenariats qui permettent de faire de ces visions une réalité.

Le gouvernement entend bien rétablir et maintenir l'équilibre et ce document est un pas en ce sens.

Le vice-président: Lorsque le débat reprendra, il restera cinq minutes de questions et commentaires après l'intervention du député.

Nous passons maintenant aux déclarations de députés.

Article 31 du Règlement

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1400)

[Français]

[Traduction]

VOEUX DU TEMPS DES FÊTES

M. Larry McCormick (Hastings—Frontenac—Lennox and Addington, Lib.): Monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir accordé la possibilité d'adresser mes voeux du temps des Fêtes à mes collègues des deux côtés de la Chambre.

La circonscription de Hastings—Frontenac—Lennox and Addington est une circonscription rurale. Les Fêtes sont importantes pour nous tous car elles sont une occasion de se retrouver pour les célébrer. À la campagne, où les gens vivent isolés, elles sont un événement communautaire.

Dans mon petit village, Camden East, nous avons construit une crèche près de la rivière. À cette époque de l'année, les fermiers viennent avec le bétail et tous ensemble, voisins, amis et visiteurs, nous rejouons la scène du premier Noël et chantons des cantiques de Noël.

Je voudrais remercier les innombrables bénévoles de la circonscription de Hastings—Frontenac—Lennox and Addington et en fait du pays tout entier qui ont rendu de telles célébrations possibles grâce à leur inspiration, leur leadership et leur sens de l'organisation.

* * *

WESTAIM

M. Ken Epp (Elk Island, Réf.): Monsieur le Président, la société Westaim est une société prospère qui a une importante usine dans ma circonscription. Cela fait trente ans qu'elle fournit le Canada et de nombreux autres pays en matériaux de haute qualité servant à frapper la monnaie.

Elle entretient d'excellentes relations avec l'hôtel des monnaies à laquelle elle fournit les flans destinés à la plupart des pièces canadiennes, y compris les pièces de 1 \$ et de 2 \$. Cependant, l'hôtel des monnaies a maintenant été autorisé à dépenser 30 millions de dollars pour la construction d'une usine à Winnipeg afin de faire concurrence à la société Westaim.

Les économies que le gouvernement prétend que cela va permettre de réaliser sont grandement exagérées. En outre, on nous dit que cela va créer entre 100 et 130 emplois à Winnipeg, mais on ne nous dit pas combien d'emplois pourraient être perdus dans ma circonscription.

C'est un mystère. Pourquoi le gouvernement risque-t-il 30 millions de dollars dans une entreprise dans un secteur déjà saturé, une entreprise qui pourrait bien entraîner la perte d'une centaine d'emplois dans ma circonscription?

HOMMAGE À L'ABBÉ GÉRALD MAUZEROLL

M. Mark Assad (Gatineau, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais rendre hommage à l'abbé Gérald Mauzeroll, un citoyen de Masson-Angers dans le comté de Gatineau, qui oeuvre comme missionnaire au Brésil depuis plusieurs années et qui recevra demain le prix du Conseil de la défense des droits de la personne de l'État de Sao Paulo.

Son dévouement auprès des personnes déshéritées du Brésil et les responsabilités au niveau de la pastorale auprès des prisonnières et des prisonniers ont fait de lui une personne qui a su aider à promouvoir la cause de la dignité humaine.

L'abbé Mauzeroll a aussi travaillé d'une façon particulière dans la paroisse de la Vila Fatima, où il a collaboré à la création du Centre des droits humains. Il est appuyé au Brésil par une équipe de prêtres des diocèses d'Ottawa, Mont-Laurier et Gatineau—Hull.

Nos félicitations à Gérald Mauzeroll et nos meilleurs voeux.

* * *

LES PATRIOTES DE SAINT-EUSTACHE

M. Gilles-A. Perron (Saint-Eustache—Sainte-Thérèse, BQ): Monsieur le Président, taillée à même les terres de la seigneurie des Mille Isles, la circonscription de Saint-Eustache—Sainte-Thérèse est un haut lieu de notre histoire nationale.

En effet, le 14 décembre 1837, 2 000 soldats anglais, commandés par Colborne, livrent bataille à une centaine de jeunes hommes de chez nous. En réponse aux troupes de la reine Victoria, le docteur Jean-Olivier Chénier et ses compagnons engagent une résistance héroïque. Avec des armes dérisoires, cette poignée d'hommes, barricadés dans l'église, combattent courageusement pendant quelques heures et 70 patriotes y laissent leur vie.

Le peuple québécois se souvient de vous, Jean-Olivier Chénier, Jean-Baptiste Lauzé, François Dubé, Nazaire Fillion, Joseph Guittard, Séraphin Doré, Joseph Bouvret, Jean-Baptiste Toupin, Alexis Lachance, Pierre Dubeau, Joseph Paquet, et les autres.

* * *

[Traduction]

LES CRIMES DE GUERRE

Mme Elinor Caplan (Thornhill, Lib.): Monsieur le Président, je ne crois pas tout ce que je lis dans les journaux. Toutefois, j'espère que ce que le *Toronto Star* a publié lundi est exact, à savoir que demain, le 12 décembre, la ministre de la Justice annoncera que M. Neal Sher sera engagé comme conseiller spécial auprès du Groupe des enquêtes sur les crimes de guerre du ministère de la Justice.

Article 31 du Règlement

Si c'est vrai, les électeurs de Thornhill, ma circonscription, en seront ravis. M. Sher aidera beaucoup le gouvernement canadien à traîner les criminels de guerre devant les tribunaux au Canada. En tant que chef du bureau des enquêtes spéciales du département américain de la Justice, il a réussi de façon impressionnante à expulser des États-Unis des personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes de guerre.

Le Canada ne doit pas être ni ne doit avoir l'air d'être un refuge pour les criminels de guerre et je suis fière de pouvoir dire que le gouvernement dont je fais partie prend des mesures pour résoudre un problème qui dure depuis trop longtemps. Je tiens à souhaiter à M. Sher la bienvenue au Canada et tout le succès possible dans ses efforts pour débarrasser notre pays des gens qui ont commis des crimes indescriptibles contre l'humanité.

* * *

[Français]

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

M. Guy St-Julien (Abitibi, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, et les députés du Parti québécois du Saguenay—Lac Saint-Jean et de l'Abitibi—Témiscamingue imposent des nouvelles modifications au règlement sur la charge des véhicules lourds, ceci par des trains routiers de 25 mètres de long, et par l'augmentation de charge de plusieurs milliers de kilos.

On estime à 400 le nombre supplémentaire de camions qui pourraient circuler sur les routes secondaires au Saguenay—Lac Saint-Jean, ceci tous les jours. La population craint les camions. Le ministère des Transports du Québec est le premier à reconnaître que certaines routes posent des dangers spécifiques au Saguenay—Lac Saint-Jean.

Aujourd'hui, par leur silence, Lucien Bouchard, du Lac Saint-Jean, et les députés du Parti québécois veulent la disparition éventuelle du réseau ferroviaire de ces régions rurales, soit le CFIL du nord du Québec. Nous devons faire un débat public. Seule la population québécoise peut choisir.

* * *

[Traduction]

C'ÉTAIT LA VEILLE DE NOËL

M. Myron Thompson (Wild Rose, Réf.): Monsieur le Président,

C'était la veille de Noël et tout Sundre dormait,
Rassuré de savoir qu'en bon réformiste, je veillais.
Moi en Stetson, et Art aux commandes,
Préparions un Sea King pour un long vol de nuit.

Il met les gaz et fait tourner les pales,
Convaincu de devoir consulter Preston, et vite.
L'hélico vibre et grince tout au long du voyage,
Jusqu'au 24 Sussex, où Art pose son bagage.

Il saute de l'hélico, file au nez des gardiens ébahis,
Se retrouve à la porte, une vraie p'tite souris.

Voilà le PM, le vrai chapelier toqué,
Sculptures en main, prêt à cogner.

Myron et Art, s'exclame-t-il, enchanté.
Entrez, entrez, ne restez pas là à geler.
Vous connaissez Herb et Paul et Sheila,
Nous préparions un autre livre rouge que voilà.

Nos idées sont rares, floues et légères comme mousse.
Appelez donc Preston, qu'il vienne à la rescousse.
Pensez-vous qu'est Noël, dit Art, sourire aux lèvres,
Tandis que je compose, un vrai p'tit lièvre.

Preston? Ici Myron, avec le PM.
Il devient réformiste. Herb dit qu'il nous aime.
En entendant cela, Paul se met à hurler:
Nos coffres sont à sec; ça va nous coûter.

Le pays se porte mal; à moi, les réformistes!
Si vous n'aimez pas notre rengaine,
Eh bien, allez bouffer du renne!

* * *

• (1405)

LA LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS

M. Carmen Provenzano (Sault Ste. Marie, Lib.): Monsieur le Président, quel est ce phénomène relativement nouveau de la criminalité commise par des groupes d'adolescents qui se rendent coupables d'agressions, de pillage et de vandalisme dans les centres commerciaux?

Quelle est cette activité déviante qui est à l'origine du meurtre brutal d'une adolescente, pas plus tard qu'il y a deux semaines? Quelles sont ces pulsions anti-sociales qui ont incité des douzaines de jeunes à regarder sans réagir pendant que la pauvre fille se faisait battre à mort?

Ce genre de comportement de plus en plus violent se répète à une fréquence alarmante et ne se limite plus aux jungles d'asphalte des mégapoles d'Amérique du Nord. Ce genre de comportement défie toute compréhension et laisse croire que les jeunes sont profondément insensibles et totalement indifférents aux conséquences des actes criminels.

Cette forme de criminalité de groupe dépasse la portée de la Loi sur les jeunes contrevenants. Il faut se pencher rapidement sur ce problème et le traiter hors du contexte de la loi pour assurer la sécurité et le bien-être futurs des Canadiens.

* * *

[Français]

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES AUTOCHTONES

Mme Jocelyne Girard-Bujold (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, la violence dans les communautés autochtones est omniprésente au Canada. Elle est une menace constante à la sécurité et à l'épanouissement des femmes et des enfants autochtones.

Lors des audiences de la Commission royale d'enquête des femmes des Premières Nations, des Inuit et des Métisses ont dit souhaiter de meilleurs services de soutien, ainsi que des programmes plus efficaces en matière d'alcoolisme et de toxicomanie adaptés à leur réalité.

Article 31 du Règlement

J'exhorte le gouvernement libéral à s'inspirer de la recommandation de la Commission en instaurant des projets communautaires et un système de santé et de guérison autochtone dans lesquels les femmes joueront un rôle décisionnel.

Conscientes des ravages causés par la violence dans leurs collectivités, ces femmes veulent être partie prenante de cette nouvelle réalité pour qu'elles et leurs enfants soient enfin respectés dans leur intégrité physique et psychologique. Dans ce domaine, le gouvernement fédéral doit agir immédiatement.

* * *

HOMMAGE À SOEUR LORETTE GALLANT

Mme Claudette Bradshaw (Moncton, Lib.): Monsieur le Président, il me fait plaisir aujourd'hui de rendre hommage à Soeur Lorette Gallant.

Cela fait déjà 40 ans que Soeur Lorette dirige les Jeunes Chanteurs de l'Acadie, une chorale qui regroupe des jeunes de la région du Grand Moncton. Soeur Lorette a commencé cette chorale en 1957, à l'école Beauséjour.

Au cours des années, la chorale est devenue une affaire plus communautaire. Les Jeunes Chanteurs de l'Acadie ont gagné plusieurs prix au niveau provincial, national et international. La chorale a permis à beaucoup de jeunes de voyager partout au Canada, ainsi qu'à l'étranger.

En 1996, Soeur Lorette a reçu l'Ordre du Canada en reconnaissance de son dévouement aux jeunes et à sa communauté.

[Traduction]

Soeur Lorette est une personne remarquable qui se consacre aux enfants de sa collectivité. Au fil des ans, elle a aidé beaucoup d'enfants à acquérir le sens du respect et de l'engagement. Nous lui en sommes tous très reconnaissants. Elle est notre idole.

* * *

C'ÉTAIT LA NUIT APRÈS KYOTO

M. Chuck Strahl (Fraser Valley, Réf.):

C'était la nuit après Kyoto et dans tout le pays,
Pas âme qui sache la position de ces libéraux haïs.
C'était le temps où l'on accroche les bas aux cheminées.
Pas de flammes, plus de cheminées, les libéraux voulurent
dominer.

Puis, aux Canadiens, ils demandèrent leur confiance,
Mais des dindons de leur farce, ils n'obtinrent que méfiance.
Pensez à Pearson, cet aéroport perdu,
Mais aussi aux hélicoptères, le contrat rompu.

Pensez à la Somalie, à tout ce sang contaminé.
Mais comprenez-vous la population déprimée?
Pensez au référendum séparatiste, aux Airbus de Mulroney.
Mais les manifestants devant l'APEC, cela, ne se peut tolérer.

Pensez aux scandales, aux dons contre subventions.
Mais c'était bien libéral cela. . .
Jusqu'aux dénonciations.
Pensez aux droits des victimes passés sous le boisseau.
Mais ils ont promis, chers libéraux, de mieux protéger les
animaux.

Pensez à la grève des postes, qui nous a coûté ô combien?
Mais, chante le chœur des libéraux, le système marche bien.
Ah! quel est tout ce vacarme dans les campagnes?
Y aurait-il du gaz dans le champagne?

Pourtant, côté favoritisme, tout va très bien merci.
Les postes ils les distribuent bien sûr à leurs amis.
On sait par ici que libéral n'est pas libéralité.
Ce sont toujours dindons qui dégorgent leur farce.

Ô se pourrait-il que dans ses chaumières
Le bon peuple commence à percevoir la lumière?

* * *

[Français]

LES PROGRAMMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

M. Yvon Charbonneau (Anjou—Rivière-des-Prairies, Lib.): Monsieur le Président, à quelques heures de la Conférence des premiers ministres du Canada, le gouvernement péquiste a décidé de jouer le tout pour le tout en demandant au gouvernement fédéral de geler ses dépenses des divers programmes économiques et sociaux.

• (1410)

Les intentions politiques du Parti québécois sont claires: faire dérailler toute possibilité de coopération fédérale-provinciale importante pour l'avenir du Canada.

Le Parti québécois continue son combat référendaire irresponsable. Il invite le gouvernement canadien à abandonner ses responsabilités à l'égard des Canadiennes et des Canadiens, ce que refuse évidemment notre gouvernement.

Nous avons pris un engagement vital auprès de la population canadienne lors de la dernière campagne électorale: celui d'améliorer la qualité de vie des Canadiens et des Canadiennes. Pas question de céder aux menaces d'un gouvernement provincial souverainiste qui a pour seul but de briser le pays.

Si le Parti québécois veut vraiment sortir le Québec du Canada et refuse de jouer les règles du jeu de la discussion franche et ouverte, qu'il déclenche des élections au Québec en expliquant à la population à quoi ressembleront les lendemains d'une séparation.

* * *

[Traduction]

CAPE TORMENTINE

Mme Angela Vautour (Beauséjour—Petitcodiac, NPD): Monsieur le Président, le gouvernement fédéral a abandonné la localité autrefois prospère de Cape Tormentine.

Une fois le pont terminé, le service de traversiers entre Cape Tormentine et l'Île-du-Prince-Édouard a cessé. En perdant ce service, le village a perdu sa prospérité.

Questions orales

On a vu renaître un peu d'espoir avec l'annonce du programme de redéveloppement de Cape Tormentine. Le gouvernement fédéral s'engageait à verser 1,8 millions en compensation de la fermeture du terminus de Marine Atlantique.

Le programme n'a été rien d'autres qu'une série de promesses non tenues. Pourquoi? Peut-être parce que le gouvernement provincial avait déjà utilisé la moitié des fonds affectés au programme.

Le gouvernement subventionne la campagne des Libéraux provinciaux, pour l'élection partielle, en utilisant les fonds de l'APE-CA pour financer des projets du ministère de l'Agriculture et du ministère du Développement économique et du Tourisme.

Je demande au ministre de faire en sorte que l'argent qui était destiné à la région de Cape Tormentine aille effectivement aux gens qui en ont besoin. Il y a assez longtemps qu'ils souffrent.

* * *

«DÉPENSONS»

Mme Elsie Wayne (Saint John, PC): Monsieur le Président,

Les taux de chômage sont effrayants
Mais les libéraux demeurent confiants
Ils mettent fin aux compressions

Des voix: Dépensons, dépensons, dépensons

Mme Elsie Wayne:

Les libéraux disent qu'il faut racheter des votes
Et récompenser les nôtres
Les chômeurs attendront donc

Des voix: Dépensons, dépensons, dépensons

Mme Elsie Wayne:

Les libéraux disent qu'une fois le bilan dressé
On pourra encore le falsifier
Et si les Canadiens se font prier
Leurs impôts nous saurons hausser

La voie nous ont ouvert les Bleus
Le libre-échange n'est pas si miteux
Le mérite nous nous arrogeons

Des voix: Dépensons, dépensons, dépensons

* * *

[Français]

LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS EN MAURICIE

M. Yves Rocheleau (Trois-Rivières, BQ): Monsieur le Président, la Mauricie doit encore une fois se remobiliser contre ce gouvernement.

Le Grand Trois-Rivières dénonce l'inertie des libéraux qui ont obligé les compagnies de tabac à retirer leur support aux événements culturels et sportifs dès l'automne prochain, ce qui met en danger la survie même du Grand Prix de Trois-Rivières.

Pourtant, à la veille des dernières élections, M. Dingwall, alors ministre de la Santé dans ce même gouvernement, annonçait son intention de présenter des amendements. Dans une lettre adressée aux organisateurs de courses automobiles il écrivait, et je cite: «Je veux que vous compreniez bien qu'avant la fin de 1997 nous allons avoir le temps de présenter des amendements au Parlement.»

Ce gouvernement a abusé de la confiance des citoyens du Québec et de la Mauricie.

Le Grand Prix de Trois-Rivières, c'est 10 millions en retombées économiques, mais surtout une occasion de fierté et de ralliement de notre population derrière une activité qui permet à celle-ci d'être connue et reconnue internationalement. C'est un événement que nous voulons voir non seulement survivre mais aussi progresser. C'est pourquoi nous exigeons de ce gouvernement qu'il respecte l'engagement pris avant les dernières élections.

* * *

[Traduction]

L'ATELIER DU PRÉSIDENT

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Monsieur le Président, au nom de tous les députés, je tiens à remercier les petits lutins du Parlement qui, à nos pieds, vont au devant de nos moindres désirs.

Je tiens aussi à remercier les rennes qui, avec leur petit traîneau vert, nous promènent sur la colline du Parlement.

[Français]

J'aimerais aussi remercier les anges, qui, postés à chaque porte et dans tous les couloirs, veillent sur notre sécurité, et les castors, qui, dans les moindres recoins de ces grands édifices, nous aident à faire notre travail.

[Traduction]

Et je tiens à vous remercier, monsieur le Président, pardon, Père Noël, qui, dans votre grand fauteuil, vous assurez avec bienveillance ce que nous sommes tous très sages.

Enfin, à tous les Canadiens à qui nous devons d'avoir l'honneur de servir notre pays et son histoire, nos meilleurs voeux du temps des Fêtes.

Heureuse année 1998 et merci à tous!

QUESTIONS ORALES

• (1415)

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

M. Preston Manning (chef de l'opposition, Réf.): Monsieur le Président, hier, la ministre de l'Environnement a signé l'accord de Kyoto. Cela veut dire que le Canada s'est engagé à réduire de beaucoup son activité économique.

Les Canadiens veulent maintenant savoir combien cela leur coûtera en pertes d'emplois et en hausses d'impôts, mais le gouver-

Questions orales

nement refuse de répondre. Il se contente de dire qu'il ne le sait pas mais qu'il voudrait bien connaître notre position, ou encore, la pire des énormités, qu'il ne le sait pas mais que c'est probablement moins cher de signer que de ne pas signer.

Ce soir, lorsque le premier ministre rencontrera ses homologues provinciaux et qu'ils lui demanderont combien coûtera l'accord de Kyoto, le gouvernement croit-il vraiment qu'ils avaleront ces énormités?

L'hon. Herb Gray (vice-premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les réformistes ne se sont pas encore fait une idée à savoir si les changements climatiques sont un problème réel ou non. Tant qu'ils ne se seront pas fait une idée, ils n'ont aucune crédibilité auprès des Canadiens. Ils devraient simplement rentrer chez eux pour les fêtes et essayer de décider ce qu'ils veulent faire.

M. Preston Manning (chef de l'opposition, Réf.): Monsieur le Président, les réformistes veulent une approche équilibrée dans ce dossier, mais le gouvernement ne veut pas fournir les données pertinentes du point de vue économique.

Les premiers ministres provinciaux savent que l'accord de Kyoto pourrait faire perdre des milliers d'emplois aux Canadiens et même entraîner une hausse de 35 cents le litre à la pompe. Le premier ministre a perdu l'appui de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Saskatchewan avant même d'aller à Kyoto, et c'est maintenant l'Ontario qui ne veut plus collaborer.

Comment le gouvernement peut-il s'attendre à pouvoir mettre en oeuvre cet accord et le faire accepter par les premiers ministres provinciaux lorsqu'il s'est déjà aliéné quatre d'entre eux?

L'hon. Herb Gray (vice-premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous croyons que nous avons conclu un accord qui sera bon pour les Canadiens tant du point de vue environnemental que du point de vue économique, et nous croyons que, lorsque nous discuterons de la question avec les premiers ministres provinciaux, ceux-ci se joindront au plan pour voir non seulement à ce que notre économie ne soit pas affaiblie par l'accord de Kyoto, mais aussi à ce qu'elle en bénéficie.

Contrairement au Parti réformiste, nous avons confiance dans la capacité des Canadiens de développer et d'appliquer de nouvelles technologies non seulement pour régler le problème du réchauffement de la planète, mais aussi pour faire croître notre économie et pour améliorer la situation à l'échelle mondiale.

M. Preston Manning (chef de l'opposition, Réf.): Cela ne veut rien dire, monsieur le Président.

Il y a un mois, le gouvernement fédéral et les provinces se sont entendus sur une position commune pour Kyoto. Depuis ce temps, le premier ministre a changé unilatéralement sa position deux fois, et l'accord qui a été signé à Kyoto représente encore une fois une position différente.

Pourquoi les autres pays devraient-ils croire que le premier ministre tiendra les promesses faites à Kyoto lorsqu'il ne tient même pas celles qu'il a faites aux premiers ministres provinciaux?

L'hon. Herb Gray (vice-premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre a tenu compte des opinions des

premiers ministres provinciaux. Les ministres provinciaux ont participé aux négociations.

Pourquoi les Canadiens devraient-ils croire le chef du Parti réformiste lorsqu'il ne peut même pas énoncer sa position et dire ce qu'il faudrait faire au sujet du réchauffement de la planète?

Mme Deborah Grey (Edmonton-Nord, Réf.): Monsieur le Président, les Canadiens se sont réveillés ce matin en se demandant ce que renfermait l'accord de Kyoto. Nous savons maintenant ce que c'est. Une occasion de se faire prendre en photo et de faire les manchettes.

En fait, l'accord de Kyoto ne vaut même pas le papier recyclé sur lequel il est imprimé. Le premier ministre a tellement tergiversé dans ce dossier que les provinces refusent de mettre l'accord en oeuvre.

Le gouvernement peut-il prouver aujourd'hui que l'accord de Kyoto n'est pas un autre Rio?

L'hon. Herb Gray (vice-premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous n'avons pas le droit de dire qui est présent à la Chambre, mais d'après ce que je vois du leader du Parti réformiste à la Chambre, je dirai qu'il est nettement mieux coiffé et que le chef du Parti réformiste devrait aller chez le même coiffeur.

Mme Deborah Grey (Edmonton-Nord, Réf.): Monsieur le Président, nous ne parlerons pas de cheveux, mais plutôt de l'accord de Kyoto.

Les premiers ministres provinciaux ont dit que l'accord était mort-né et qu'il ne menait nulle part. Ils savent qu'il risque de coûter des milliers d'emplois et de faire augmenter l'essence de 35 cents.

En bout de ligne, l'environnement ne se portera pas mieux, l'économie non plus, et nous n'aurons fait aucun progrès.

Permettez-moi de demander ceci au gouvernement, à qui voudra bien répondre à ma question sur Kyoto.

● (1420)

Pourquoi le gouvernement s'est-il laissé convaincre d'accepter cet équivalent environnemental du lac Meech?

L'hon. Herb Gray (vice-premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous pensons que le Canada a négocié un bon accord avec les autres pays. C'est un accord qui est bon pour le monde entier. Mais par dessus tout, il est bon pour le Canada car il établit un équilibre entre nos intérêts économiques et nos intérêts environnementaux.

Si la députée pense que ce n'était qu'une occasion de prendre des photos, pourquoi s'inquiète-t-elle des effets de cet accord sur les Canadiens?

* * *

[Français]

LES SURPLUS BUDGÉTAIRES

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, les premiers ministres provinciaux sont unanimes et souhaitent que le gouvernement fédéral cesse de se lancer dans de nouvelles dépenses dans les champs de compétence des provinces.

Questions orales

À en juger par la panique des ministres fédéraux des Finances et des Affaires intergouvernementales, hier, on dirait que le Québec et les provinces ont touché une corde sensible.

Le ministre des Finances admet-il que l'attitude arrogante et bornée du gouvernement est en train de l'isoler alors que c'est lui, le gouvernement fédéral, qui devrait faire le plus grand bout de chemin pour se rapprocher de la position des provinces?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, le chef du Bloc québécois devrait simplement regarder les domaines dans lesquels nous avons investi. La première chose que le gouvernement a fait, c'est un investissement de 1,5 milliard de dollars dans le Transfert social canadien, justement à la demande des provinces. On a fait un investissement de 850 millions de dollars, avec une deuxième étape du même montant, selon le ministre du Développement des ressources humaines, à la demande des provinces. Nous avons investi dans les infrastructures à la demande des provinces.

Lorsqu'on regarde ce que le gouvernement canadien a fait. . .

Le Président: La parole est maintenant à l'honorable député de Laurier—Sainte-Marie.

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, le ministre des Finances nous dit encore une fois qu'il a investi six milliards de dollars en quelques années alors qu'au lieu d'en couper 48, il en coupe 42. C'est une façon de calculer.

Ce qui me surprend, c'est comment se fait-il que le gouvernement fédéral prétend être toujours le seul à pouvoir interpréter ce que pense la population et que, face à la position unanime des provinces, c'est encore une fois le fédéral qui seul aurait raison pour savoir quoi faire avec les surplus?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, le député parle de l'unanimité. Lorsqu'on regarde l'initiative du ministre du Développement des ressources humaines dans la question de la prestation nationale pour enfants, les provinces étaient certainement en faveur de cela. Lorsqu'on regarde le programme d'infrastructures, c'est à la demande des provinces.

Alors, si le député veut parler d'unanimité, il aurait dû assister avec moi à la rencontre des ministres des Finances. Il aurait trouvé que les priorités du gouvernement canadien, les priorités des provinces et les priorités des Canadiens et des Canadiennes sont les mêmes: la pauvreté des enfants, la santé, la formation, les ressources humaines, la recherche et développement. C'est bâtir l'avenir.

M. Pierre Brien (Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. De toute évidence, le gouvernement fédéral est incapable de résister à la tentation de saupoudrer à gauche et à droite les surplus budgétaires qui s'annoncent, et ce, malgré le consensus des provinces.

Si le fédéral a tant de difficultés à se contenir, est-ce que ce n'est pas parce qu'il cherche constamment à justifier son existence et qu'une façon facile pour lui de le faire, c'est en passant par-dessus la tête des provinces pour livrer lui-même les services directement à la population?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, le rôle du gouvernement canadien est de protéger l'intérêt national, et nous avons l'intention de le faire.

M. Pierre Brien (Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, des réponses du ministre, on comprend que les dés sont pipés d'avance, que les décisions sont déjà prises, et que si les provinces ne se soumettent pas au point de vue du gouvernement fédéral, la conférence sera un échec.

Dans ce cas, qu'est-ce que les premiers ministres provinciaux viennent faire à Ottawa?

L'hon. Stéphane Dion (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, le Canada est l'une des fédérations les plus décentralisées au monde.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Stéphane Dion: Le gouvernement canadien prend ses responsabilités et le fera de concert avec les provinces dans le domaine social, car il faut agir ensemble. Nous avons l'un des systèmes sociaux les plus généreux au monde aussi, et si nous y parvenons, c'est que nous travaillons avec elles. C'est pourquoi elles sont venues aujourd'hui, pour renforcer notre concertation avec elles.

* * *

[Traduction]

L'ÉDUCATION

Mme Alexa McDonough (Halifax, NPD): Monsieur le Président, l'étudiant moyen qui sort actuellement d'une université canadienne arrive sur le marché du travail rempli d'espoir et criblé de dettes.

Hier, le premier ministre a dit qu'il était disposé à réinvestir dans les jeunes du Canada. Cela veut-il dire qu'il est disposé à abolir la peine de mort imposée aux étudiants en ce qui concerne leurs dettes d'études? Réinvestira-t-il les 1,4 milliard de dollars pour réduire les frais d'études et veillera-t-il à mettre sur pied un programme d'aide aux étudiants qui leur offrira des subventions en fonction de leurs besoins financiers?

• (1425)

L'hon. Pierre S. Pettigrew (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes bien conscients de la situation difficile avec laquelle sont aux prises un nombre croissant d'étudiants. Nous avons commencé à nous attaquer à cette situation dans le budget de l'année dernière. Le ministre des Finances aide les parents à épargner pour payer les études de leurs enfants. Il a prolongé la période d'exemption des intérêts sur les prêts aux étudiants.

Il y a quelques semaines, j'ai tenu à Ottawa la toute première conférence d'intervenants sur cette même question. De nombreuses propositions excellentes nous ont été faites.

Questions orales

Mme Alexa McDonough (Halifax, NPD): Monsieur le Président, beaucoup de parents n'ont pas d'argent à épargner. Les compressions du gouvernement ont forcé bien des étudiants d'université à jouer à la roue chanceuse en ce qui concerne leurs frais de scolarité. Ils espèrent que la roue s'arrêtera sur un montant qu'ils peuvent payer. La chance ne devrait jamais être le facteur déterminant dans la possibilité de faire des études.

Le premier ministre est-il disposé à mettre fin au jeu de la roue chanceuse? Va-t-il collaborer avec les premiers ministres des provinces pour qu'ils bloquent les frais de scolarité jusqu'à ce que l'accessibilité devienne une norme nationale?

L'hon. Pierre S. Pettigrew (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, nous avons un système permettant d'accorder des subventions directes aux étudiants dans le besoin et nous continuerons de le perfectionner. Le chef du NPD nous demande de fixer des frais de scolarité, ce qui relève de la compétence des provinces, et nous respectons cette compétence.

* * *

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

L'hon. Jean J. Charest (Sherbrooke, PC): Monsieur le Président, dans les années précédant la présente conférence des premiers ministres, les gouvernements provinciaux ont dit que, au lieu de se plier aux décisions unilatérales que prend Ottawa dans les secteurs de compétence partagée, ils préféreraient appliquer des normes nationales qu'elles auraient approuvées. Au lieu des compressions unilatérales imposées par Ottawa, il devrait y avoir un accord commun de financement. Au lieu des sanctions unilatérales qu'applique Ottawa, il devrait y avoir des mécanismes communs de règlement des différends.

Le ministre ou le gouvernement reconnaîtra-t-il aujourd'hui que le temps est venu de négocier une nouvelle entente, d'adopter une nouvelle ligne de conduite, de conclure un pacte national entre les provinces et le gouvernement fédéral?

L'hon. Herb Gray (vice-premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous voulons travailler en partenariat avec les provinces dans l'intérêt de tous les Canadiens. À cette fin, nous devons non seulement créer un partenariat, mais aussi faire preuve de leadership au niveau national.

L'hon. Jean J. Charest (Sherbrooke, PC): Monsieur le Président, nous espérons que le gouvernement fera preuve de leadership dans tous les domaines. Prenons l'exemple de l'emploi chez les jeunes. À mon avis, ce n'est pas faire preuve de leadership que de réserver, pendant la conférence des premiers ministres, une maigre demi-heure à la question de l'emploi des jeunes.

Le gouvernement a depuis avoué qu'il était à court d'idées, à court de projets. Nous pourrions peut-être réitérer la demande des syndicats, de tous les groupes d'entreprises du pays et maintenant des provinces, qui veulent que le gouvernement ramène les cotisations à l'assurance-emploi à 2 \$, afin de redonner du travail aux jeunes Canadiens. Faites preuve de leadership.

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous avons déjà réduit les cotisations à l'assurance-emploi de 1,4 milliard de dollars. Permettez-moi simplement de rappeler au député que, pendant les dix années de règne du gouvernement

conservateur, les provinces ont réclamé une formule de coopération en vue de l'administration du régime fiscal. Bon an mal an, les conservateurs ont fait savoir qu'ils ne voulaient pas collaborer.

Mon collègue, le ministre du Revenu national, et moi-même avons rencontré les provinces et préparons une nouvelle ère. Le ministre albertain des Finances a déclaré devant l'assemblée législative de l'Alberta qu'il était ravi de la façon dont le gouvernement fédéral travaillait avec les provinces.

* * *

LA RECHERCHE ET LE SAUVETAGE

M. Art Hanger (Calgary-Nord-Est, Réf.): Monsieur le Président, nous pouvons tous tirer des leçons du terrible écrasement d'avions survenu au Manitoba. La population et les députés ne voient que trop bien qu'il nous faut des hélicoptères de recherche et de sauvetage aujourd'hui. Pourquoi ne les avons-nous pas? C'est parce que le ministère de la Défense nationale se chamaille avec le Cabinet à propos de ce dossier.

Voici ma question au premier ministre: Pendant combien de temps va-t-il laisser les chamailleries du Cabinet compromettre la sécurité des Canadiens?

L'hon. Arthur C. Eggleton (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, cela est tout à fait inexact. Nous devrions d'abord déplorer la tragédie qui s'est produite à Little Grand Rapids, au Manitoba. Nous devrions exprimer notre sympathie aux familles qui ont perdu des êtres chers. Nous devrions féliciter les habitants de la collectivité qui ont déployé des efforts considérables pour aider les victimes. Enfin, nous devrions remercier les responsables des opérations de recherche et de sauvetage qui ont extirpé 13 survivants des épaves.

• (1430)

Cette tragédie n'a rien à voir avec l'acquisition de nouveaux hélicoptères. Oui, il nous faut de nouveaux hélicoptères, mais nos services de recherche et de sauvetage ont fait leur travail.

M. Art Hanger (Calgary-Nord-Est, Réf.): Monsieur le Président, cette tragédie a tout à voir avec les hélicoptères de recherche et de sauvetage, que les militaires peuvent utiliser pour s'acquitter de leurs responsabilités.

Nous savons tous pourquoi le Cabinet est en émoi concernant ce dossier. Il y a consacré quatre années. Il a dépensé un demi-milliard de dollars et mis en péril la vie des militaires et des habitants du Canada. Les spécialistes des forces armées leur ont dit depuis longtemps quel hélicoptère était le meilleur. Les ministres veulent simplement sauver les apparences.

Le premier ministre est-il prêt à mettre de côté ses préoccupations d'ordre politique pour faire ce que la sécurité publique commande et à annoncer la décision aujourd'hui?

L'hon. Arthur C. Eggleton (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, tout cela est insensé. Le gouvernement s'est engagé à obtenir le type d'hélicoptère qui répond le mieux à nos besoins opérationnels et qui servira l'intérêt des contribuables canadiens, et il tiendra son engagement dès qu'il le pourra.

Nous avons une grave décision à prendre, parce que nous devons obtenir le type d'hélicoptère qu'il faut pour rechercher et sauver des Canadiens. Nous voulons absolument prendre la bonne décision et nous la prendrons dès que nous le pourrons.

Questions orales

[Français]

LES SURPLUS BUDGÉTAIRES

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, le ministre des Finances cette semaine a déclaré à plusieurs reprises que les surplus budgétaires du fédéral n'appartenaient à aucun gouvernement, qu'ils appartenaient aux Canadiens.

S'il est vrai que les surplus appartiennent à l'ensemble des Canadiens et à aucun gouvernement, pourquoi se comporte-t-il comme s'il était le seul à pouvoir décider de leur utilisation?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous avons tenu des consultations prébudgétaires dans chaque province du pays. Mon collègue le ministre des Affaires intergouvernementales a dit qu'il y a eu une élection au cours de laquelle on a certainement discuté des surplus anticipés. Il faut dire que lorsque j'ai rencontré mes homologues des Finances cette semaine, on a discuté de l'utilisation de ces surplus.

Il fait dire que nous travaillons en parfaite collaboration avec les provinces.

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, une des raisons de l'énorme déficit qu'a connu le gouvernement fédéral, c'est justement qu'il a dépensé beaucoup d'argent dans les champs de juridiction des provinces.

À regarder agir le gouvernement libéral présentement, ne doit-on pas tirer la conclusion qu'il n'a rien compris, que maintenant qu'un surplus pointe à l'horizon, il s'apprête à faire exactement la même erreur, à retomber exactement dans le même travers? On pourrait dire: chassez le libéral et il revient au galop.

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous avons exprimé très clairement notre intention d'utiliser les surplus pour diminuer la dette nationale et les impôts et investir dans les secteurs où les Canadiens en ont le plus besoin.

* * *

[Traduction]

LA FISCALITÉ

M. Monte Solberg (Medicine Hat, Réf.): Monsieur le Président, le premier ministre séparatiste du Québec a demandé hier que les trois quarts de l'excédent budgétaire soient consacrés à réduire l'impôt fédéral sur le revenu.

[Français]

Finalement, nous avons trouvé un sujet qui peut unir les Canadiens d'un océan à l'autre.

[Traduction]

Nous savons que réduire les impôts est la chose équitable et humaine à faire. Nous savons que cela contribuera à unir le pays. Pourquoi le ministre des Finances s'oppose-t-il à venir en aide aux Canadiens en faisant baisser les impôts? Pourquoi ne le fait-il pas?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre du Québec a soutenu hier qu'on devrait consacrer la totalité de l'excédent budgétaire à réduire les

impôts et non à réduire la dette. Nous savons que le Parti réformiste a soutenu qu'on devrait utiliser 35 p. 100 de l'excédent pour réduire la dette. Selon la position que j'ai exposée hier, une partie de l'excédent devrait servir à réduire la dette.

La véritable question qui se pose, c'est de savoir pourquoi le Parti réformiste s'est engagé dans de la politocaille mesquine, a laissé tomber ses principes et a dit hier soir qu'on ne devrait plus utiliser l'excédent pour réduire la dette. Pourquoi le Parti réformiste a-t-il abandonné ses principes?

M. Monte Solberg (Medicine Hat, Réf.): Monsieur le Président, comme d'habitude, le ministre des Finances nage en pleine confusion à propos de la position que le Parti réformiste a adoptée auprès des Canadiens et à propos de sa décision de donner la priorité absolue au remboursement de la dette. Nous voulons rembourser une plus grande partie de la dette.

Les Canadiens de l'une ou l'autre langue officielle, les fédéralistes aussi bien que les séparatistes, veulent qu'on s'attaque à la question des impôts. C'est ça que le ministre des Finances ne saisit pas. Les Canadiens ont des hypothèques à payer. Ils doivent payer pour les articles d'épicerie qu'ils achètent. Ils veulent garder plus d'argent dans leurs poches.

• (1435)

Pourquoi le ministre des Finances pense-t-il qu'il peut dépenser l'argent des Canadiens mieux qu'ils peuvent le faire eux-mêmes?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, la vraie question consiste à savoir pourquoi le porte-parole du Parti réformiste en matière de finances peut dire une chose hier soir et autre chose aujourd'hui. Il a laissé tomber ses principes pour des raisons de politocaille mesquine.

Je vais vous dire bien clairement sur quel point nous divergeons d'opinion avec le Parti réformiste. Le gouvernement libéral se soucie de l'intérêt national. Nous défendons l'intérêt national et l'intérêt des Canadiens, c'est-à-dire que nous investirons là où ils l'exigent. Nous réduirons les impôts et rembourserons la dette, mais nous ne renoncerons pas à nos principes pour un plat de lentilles un beau soir à cause d'une chose qu'un premier ministre séparatiste a pu dire.

* * *

[Français]

LE PONT VICTORIA

M. Michel Guimond (Beauport—Montmorency—Orléans, BQ): Monsieur le Président, à cause d'une chicane entre le gouvernement fédéral et le Canadien National, le pont Victoria, à Montréal, risque de fermer bientôt.

Ce qui est en cause, c'est le partage de la facture des rénovations entre le fédéral et le CN, et on apprend que le CN refuse de soumettre son litige à l'arbitrage commercial.

Ma question s'adresse au ministre des Transports. Le ministre réalise-t-il qu'il y a des dizaines de milliers d'automobilistes de la région métropolitaine de Montréal qui sont pris en otage parce que le gouvernement fédéral ne peut pas s'entendre avec le CN?

Questions orales

L'hon. David M. Collette (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, Transports Canada a su pour la première fois en 1994 que le CN avait l'intention de réparer le pont Victoria, au lieu de construire un nouveau pont.

Le CN avait signifié que les réparations de la partie routière ne commenceraient pas avant l'année prochaine. La fermeture du pont n'a jamais fait partie de nos discussions avec CN, relativement au financement de ce projet, dans un effort pour trouver une solution avant le début des travaux.

M. Michel Guimond (Beauport—Montmorency—Orléans, BQ): Monsieur le Président, je rappellerai au ministre que ça fait six ans que le pont Victoria doit être rénové et que, plus on attend, plus la facture augmente.

Le ministre a-t-il l'intention d'utiliser les pouvoirs dont il dispose en vertu de la loi, afin de restaurer le pont pour y permettre en toute sécurité la circulation automobile?

[Traduction]

L'hon. David M. Collette (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, il est malheureux que le CN ait communiqué avec nous il y a seulement trois semaines pour nous dire que nous devrions payer les réparations. Sinon le pont serait fermé à toute circulation le 1^{er} mars. C'est pourquoi nous avons répondu en disant que nous offririons l'arbitrage commercial.

Nous espérons que le CN acceptera cette proposition, afin que des fonds soient débloqués pour les réparations. Entre temps, pour ne pas incommoder tous les usagers de Montréal dont nous nous préoccupons, les réparations commenceraient. J'ai demandé au CN d'accepter un arbitre commercial.

* * *

LA FISCALITÉ

M. Gerry Ritz (Battlefords—Lloydminster, Réf.): Monsieur le Président, si nous pouvions trouver le moyen de taxer les discours creux du ministre des Finances, nous épongerions la dette d'ici le 1^{er} janvier 1998.

Les familles canadiennes ont vu leur revenu après impôts diminuer de plus de 3 000 \$ depuis 1993. Franchement, les Canadiens en ont assez. Quatre-vingt-deux pour cent d'entre eux ont dit sans équivoque qu'ils dépenseraient de façon plus intelligente que le gouvernement.

Pourquoi le ministre des Finances pense-t-il toujours pouvoir dépenser les deniers publics de façon plus intelligente que les contribuables?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, le député croit-il que le moyen de défendre l'intérêt national au Parlement du pays consiste à tenir un discours outrageusement partisan? Croit-il qu'il a été élu pour parler d'intérêts sectoriels étroits ou pour monter une région du pays contre une autre?

Pour ma part, je vais défendre tous ceux qui ont besoin que les mêmes règles du jeu s'appliquent à tous. Je vais parler au nom des Canadiens qui ont besoin d'aide et qui veulent investir dans l'avenir parce que c'est pour ça que nous avons été élus.

M. Gerry Ritz (Battlefords—Lloydminster, Réf.): Monsieur le Président, le fait est que le ministre obéit aux directives du Cabinet et de groupes d'intérêts spéciaux et non à celles des contribuables canadiens.

Les Canadiens consacrent une plus grande proportion de leur budget aux impôts qu'ils ne le font à la nourriture, au logement et à l'habillement réunis. La famille moyenne paie 21 000 \$ en impôts et seulement 17 000 \$ pour se nourrir, se loger et s'habiller, soit 4 000 \$ de moins.

Et le ministre des Finances et le gouvernement parlent d'équilibre. Peut-on parler d'équilibre quand on oblige les Canadiens à payer davantage pour les impôts que pour la nourriture, le logement et l'habillement?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, examinons donc ces groupes d'intérêts spéciaux que nous défendons.

Ce sont les pauvres, les jeunes familles, les autochtones, ceux qui investissent dans la R-D pour renforcer l'économie, les habitants de la région de l'Atlantique, ceux qui ne veulent pas que leurs paiements de péréquation diminuent, les personnes âgées qui ne veulent pas que leurs pensions diminuent et ceux qui croient dans le régime d'assurance-maladie universel. Si le député pense que ces Canadiens font partie de groupes d'intérêts spéciaux, eh bien, oui nous parlons au nom de ces groupes-là.

* * *

● (1440)

[Français]

LA PLATE-FORME SPIRIT OF COLUMBUS

M. Antoine Dubé (Lévis, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce international. Il y a plus d'un an maintenant que les Industries Davie Inc. de Lévis attendent une réponse de la Société pour l'expansion des exportations afin de garantir le financement de la plate-forme Spirit of Columbus.

Compte tenu que les travaux de réfection de la plate-forme Spirit of Columbus sont entrepris déjà depuis quatre mois, quand le fédéral va-t-il répondre à la demande des Industries Davie? Quand?

L'hon. Sergio Marchi (ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, j'ai parlé avec M. Landry il y a quelques mois. J'ai donné des directives à la EDC de parler avec la SDI du Québec. Ils ont eu des réunions. J'ai rencontré le président du syndicat de la MIL-Davie.

Le gouvernement fédéral considère que cet événement est très important. Maintenant, je respecte les recommandations faites par la EDC et la SDI au gouvernement du Québec ainsi qu'au gouvernement canadien.

Questions orales

[Traduction]

LE SOMMET DE L'APEC

M. Grant McNally (Dewdney—Alouette, Réf.): Monsieur le Président, lors de la réunion au sommet de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique, l'APEC, qui s'est tenue à Vancouver, un étudiant, Craig Jones, se tenait sur les pelouses de sa résidence universitaire, arborant paisiblement une pancarte sur laquelle on pouvait lire les mots «Free Speech». Pour cela, il a été terrassé par la police et détenu pendant 14 heures.

Nous savons tous que ça ne dérange pas le moindre monde l'équipe de Sergeant Pepper, mais j'aurais une question à adresser au gouvernement. Dans quelle mesure le bureau du premier ministre a-t-il participé à la conduite des opérations de sécurité de la GRC à la conférence de l'APEC?

L'hon. Andy Scott (solliciteur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir informer la Chambre que la commission des plaintes du public mène actuellement une enquête sur cette affaire. Nous espérons que les résultats de cette enquête sauront satisfaire tous les Canadiens.

* * *

LES RÉFUGIÉS

M. Deepak Ohrai (Calgary-Est, Réf.): Monsieur le Président, la semaine dernière, le vérificateur général a dit déplorer le fait qu'il fallait en moyenne plus de deux ans et demi pour traiter une demande de statut de réfugié. Aujourd'hui, quelque 38 000 réfugiés attendent anxieusement que leur cause soit entendue.

Ça fait dix ans que le vérificateur général réclame une réforme en profondeur du ministère que dirige la ministre. Une autre promesse vient d'être faite.

Est-ce que la ministre s'engage aujourd'hui à donner suite, de toute urgence, à la recommandation du vérificateur général?

[Français]

L'hon. Lucienne Robillard (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lib.): Monsieur le Président, j'ai dit que j'accueillais favorablement la conclusion du vérificateur général à l'effet qu'une révision en profondeur du processus de détermination du statut de réfugié était nécessaire, et c'est ce que nous allons entreprendre.

* * *

[Traduction]

LES ANCIENS COMBATTANTS

Mme Karen Redman (Kitchener-Centre, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Anciens combattants.

Des anciens combattants de ma circonscription qui ont droit à une pension m'ont dit qu'ils doivent attendre des mois, voire des années, avant de recevoir ces pensions.

Le ministre peut-il dire à la Chambre si son ministère peut réduire les tracasseries administratives, comme le prévoyait, en 1995, le projet de loi sur la réforme des pensions?

L'hon. Fred Mifflin (ministre des Anciens combattants et secrétaire d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique), Lib.): Monsieur le Président, en réponse à la question de la députée, le gouvernement s'est engagé, il y a deux ans, à réduire considérablement les délais.

Je suis heureux d'annoncer à la Chambre que, à la suite de l'adoption du projet de loi sur la réforme des pensions, de progrès technologiques et d'énormes efforts déployés par le personnel du ministère et par des groupes d'anciens combattants, nous avons fait des progrès considérables en deux ans. En fait, nous avons réduit de moitié le temps d'attente.

Voilà un autre exemple concret du travail que le gouvernement accomplit au nom des anciens combattants de notre pays.

* * *

LE SOMMET DE L'APEC

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Douglas, NPD): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires étrangères et elle concerne le sommet de l'APEC qui a récemment eu lieu à Vancouver.

Aujourd'hui, nous avons appris que le Cabinet du premier ministre est intervenu pour que la UBC et la GRC éloignent les manifestants, de manière à ce que les dirigeants de l'APEC ne puissent ni les voir ni les entendre.

● (1445)

Compte tenu des tactiques dignes d'un État policier que le CPM a utilisées en muselant des orateurs qui voulaient parler des droits des autochtones, en vaporisant du poivre de Cayenne sur les manifestants et en renversant les accords conclus entre la UBC et la GRC, le gouvernement ordonnera-t-il maintenant la tenue d'une enquête indépendante exhaustive, non pas sur la GRC, mais sur le rôle que le CPM a joué dans ces tactiques qui s'apparentent davantage à celles employées par un dictateur brutal du tiers monde?

Le Président: Le ton monte un peu. Je vais donner au solliciteur général la possibilité de répondre s'il le désire.

L'hon. Andy Scott (solliciteur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà expliqué à la Chambre, la Commission des plaintes du public a annoncé hier qu'elle se pencherait sur cet incident. Je pense qu'il est dans l'intérêt de tous les Canadiens de tirer les choses au clair. J'attends avec impatience les conclusions de l'étude.

* * *

LA RECHERCHE ET LE SAUVETAGE

Mme Bev Desjarlais (Churchill, NPD): Monsieur le Président, le chef du Parti réformiste a manipulé cyniquement une tragédie aérienne en établissant un lien entre celle-ci et le besoin de nouveaux hélicoptères.

En fait, si les victimes ont dû attendre 24 heures, c'est à cause d'une mauvaise décision des services de recherche et de sauvetage.

Un pilote d'un hélicoptère nolisé a affirmé qu'il s'est conformé aux directives de Transports Canada lorsqu'il atterri sur les lieux de l'écrasement.

Le ministre de la Défense peut-il nous dire pourquoi son ministère n'a pas fait appel à des hélicoptères disponibles sur place pour procéder au sauvetage, comme il l'a fait dans le cas de l'inondation de la rivière Rouge?

L'hon. Arthur C. Eggleton (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, les appareils des Forces canadiennes se sont rendus sur les lieux dès qu'ils ont pu. Les conditions atmosphériques étaient très mauvaises. C'est vrai qu'un hélicoptère a réussi à atterrir environ une heure et demie avant l'arrivée de nos Hercules, mais le pilote n'y est parvenu qu'à grand risque en manoeuvrant sous les nuages.

Je n'ai pas dit que quelqu'un avait enfreint les règles. C'est le Bureau de la sécurité des transports qui aura à se prononcer là-dessus après son enquête. Chose certaine, on a pris des risques considérables.

Nos gens se sont rendus sur les lieux le plus rapidement possible et ce sont eux en fait qui ont procédé au sauvetage.

M. Gilles Bernier (Tobique—Mactaquac, PC): Monsieur le Président, nous avons appris que le Cabinet principal s'est réuni jeudi dernier et qu'il avait arrêté son choix sur l'hélicoptère EH-101. Les autres soumissionnaires en auraient eu vent avant que cette décision ne soit annoncée au Cabinet plénier.

On nous a dit que lorsque le premier ministre a appris cela, il est sorti de ses gonds. Il a même demandé aux fonctionnaires de quitter la salle du Cabinet, et il a suspendu tout le processus jusqu'à nouvel ordre. Le ministre de la Défense peut-il confirmer cela?

L'hon. Arthur C. Eggleton (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, nous procédons le plus rapidement possible à l'acquisition des hélicoptères de recherche et de sauvetage dont nous avons besoin.

M. Gilles Bernier (Tobique—Mactaquac, PC): Monsieur le Président, chose certaine, ce ministre a entaché tout le processus à cause de ses tergiversations. Eh bien, l'heure est arrivée. Dans 25 jours, les quatre soumissions pour l'achat de ces hélicoptères viendront à échéance. À ce moment-là, le ministre de la Défense devra redémarrer le processus à nouveau et cela coûtera des millions de dollars.

Qu'est-ce que le ministre va faire? Va-t-il essayer d'annoncer cela aux Canadiens en sourdine la veille de Noël, ou devra-t-il revenir à la case départ et recommencer tout le processus?

L'hon. Arthur C. Eggleton (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, c'est là une question hypothétique. Nous nous occupons de ce dossier avec toute la diligence possible.

Nous sommes conscients du fait qu'il faut de nouveaux hélicoptères pour la recherche et le sauvetage. Le matériel que nous avons maintenant fait l'affaire. Les gens qui s'en servent font un excellent travail. Il est évident qu'il va nous falloir de nouveaux hélicoptères, et nous en aurons besoin bientôt.

Questions orales

L'INDUSTRIELAITIÈRE

M. Alex Shepherd (Durham, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

La Commission canadienne du lait est sur le point d'augmenter le prix du lait industriel. Le ministre peut-il dire à la Chambre comment fonctionne le régime d'établissement des prix? J'ai une deuxième question, plus importante: le ministre peut-il nous assurer que l'industrie laitière canadienne restera compétitive et demeurera un secteur productif de l'économie canadienne?

L'hon. Lyle Vanclief (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, à n'en pas douter, l'industrie laitière du Canada est l'une des plus efficaces, productives et innovatrices du monde.

Pour ce qui est des prix des produits laitiers de transformation, depuis 1990, la Commission canadienne du lait, en accord avec les producteurs, les transformateurs et l'industrie de l'alimentation, a fixé un prix plancher pour le lait écrémé en poudre et le beurre. Ainsi, les producteurs de lait industriel obtiennent un bénéfice équitable en échange de leur production, et les consommateurs de produits laitiers jouissent d'un prix inférieur à l'indice des prix à la consommation.

* * *

LA MONNAIE

M. Ken Epp (Elk Island, Réf.): Monsieur le Président, je voulais savoir pourquoi le gouvernement utilisait l'argent des contribuables pour faire concurrence à l'entreprise privée.

Le gouvernement a autorisé la construction d'une usine de production de flans de monnaie d'une valeur de 30 millions de dollars à Winnipeg. Cette usine sera en concurrence directe avec Westaim Corporation, une entreprise de ma circonscription qui fabrique depuis 30 ans des produits de grande qualité.

• (1450)

Pourquoi le gouvernement prend-il le risque d'utiliser 30 millions de dollars de l'argent des contribuables pour construire une usine qui sera directement en concurrence avec une entreprise privée rentable?

L'hon. Alfonso Gagliano (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.): Monsieur le Président, je me permets d'abord de signaler aux députés que les contribuables canadiens ne paieront pas un sou. Ce projet sera entièrement financé par la Monnaie royale canadienne. Nous en tirerons des bénéfices puisque nous serons en mesure de payer des dividendes.

Surtout, ce que le député ne sait pas, c'est que cette décision a été prise pour que la Monnaie royale canadienne puisse être approvisionnée régulièrement. En janvier 1997, le fournisseur a annoncé qu'il cessera de produire des flans dans quatre ans, laissant la Monnaie royale sans fournisseur.

Questions orales

[Français]

LES RETRAITÉS DE LA SINGER

M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, les ex-travailleurs de la Singer, dont la moyenne d'âge est de plus de 82 ans, viennent de marquer une première victoire.

On apprend que la Cour fédérale vient de débouter le ministre du Développement des ressources humaines en l'obligeant à reconnaître la représentativité du groupe de retraités et de leurs porte-parole.

Le ministre va-t-il enfin cesser de se comporter en technocrate arrogant et permettre que ce litige soit réglé par médiation, par respect pour les ex-travailleurs qui ont déjà patienté trop longtemps?

L'hon. Pierre S. Pettigrew (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.): Monsieur le Président, le député devrait savoir qu'il y a déjà quelques semaines que la Cour fédérale a reconnu, comme elle le fait à chaque fois, que la partie pouvait être représentative. Ce n'est pas une nouvelle récente et le gouvernement n'a pas été débouté, absolument pas. C'est la cour elle-même qui voulait clarifier la représentativité.

Pour ce qui est du reste de l'affaire, elle est devant les tribunaux et nous devons attendre cette décision extrêmement importante.

* * *

[Traduction]

LA PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS

M. Nelson Riis (Kamloops, NPD): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Quand le temps des Fêtes approche, nous savons que les banquiers canadiens, comme Scrooge, n'ont jamais été aussi joyeux. Et pourtant il y a des millions de Canadiens pour qui le conte de Noël de Charles Dickens est plus qu'une histoire datant des années 1800. À l'heure actuelle, 1,4 million d'enfants vivent dans la pauvreté au Canada.

Le ministre des Finances va-t-il sauver les enfants vivant au Canada d'une situation rappelant les années 1800? Le Canada a besoin d'un ministre des Finances aussi généreux que le père Noël, et n'a que faire d'un ministre qui se comporte à la façon de Scrooge.

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes très préoccupés par la situation des enfants au Canada, et c'est pourquoi mes collègues ont tant fait et continueront de plus belle. C'est également la raison pour laquelle nous disons aux provinces d'investir dans l'avenir de nos enfants. Le député a soulevé là une question très importante.

Le député a fait allusion à Scrooge. J'ai entendu le discours que le leader de l'opposition a prononcé hier. Je dois dire que, lorsqu'on prend connaissance de ce que le Parti réformiste ferait s'il avait les coudées franches, il y a de quoi faire peur au Dickens qui sommeille en vous. Le fait est que le Parti réformiste détruirait les grandes espérances du Canada et nous léguerait un conte de deux cités

inégal. Si jamais les réformistes accédaient au pouvoir, la Chambre serait lugubre.

* * *

LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

M. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC): Monsieur le Président, cette semaine, le Comité permanent de la justice a terminé son rapport concernant la réglementation sur les armes à feu. Bon nombre de témoins ont affirmé que les règlements ne contribueront pas à la prévention du crime et à la sécurité, comme on nous l'avait promis, mais s'en prennent surtout aux citoyens respectueux des lois et seront un véritable cauchemar sur le plan logistique.

Le Parti conservateur souscrit à des mesures de contrôle des armes à feu qui sont efficaces, tel le projet de loi C-17, alors que cette lourde réglementation n'est rien d'autre qu'une mauvaise plaisanterie.

La ministre de la Justice peut-elle confirmer que les prévisions du ministère, soit 85 millions de dollars, sont plus que prudentes et que la mise en oeuvre de ces règlements coûtera plutôt près de 500 millions de dollars? Contrairement à son prédécesseur, peut-elle nous fournir les chiffres réels?

L'hon. Anne McLellan (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, je renverrais le député aux avis des chefs de police, de l'Association canadienne des policiers et des groupes de défense des victimes de partout au pays. Ils estiment que cette loi se révélera une mesure de contrôle des armes à feu très efficace et qu'elle rendra nos collectivités plus sûres.

Je suggérerais au député de tenir compte de ces avis.

* * *

[Français]

L'IMMIGRATION

Mme Raymonde Folco (Laval-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés indique que de fortes augmentations dans le nombre de personnes déplacées ont amené les pays riches, comme les pays pauvres, à ne plus vouloir accueillir les réfugiés.

Je pose ma question à la ministre de l'Immigration. Peut-elle garantir à la Chambre que le Canada continuera d'accueillir des réfugiés authentiques qui risquent d'être persécutés?

• (1455)

L'hon. Lucienne Robillard (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lib.): Oui, monsieur le Président, le Canada va continuer d'accueillir des réfugiés authentiques qui ont peur de la persécution. La réputation du Canada à l'échelle internationale n'est plus à faire dans ce domaine, et nous sommes très heureux que la contribution du Canada ait été reconnue par le Haut-Commissariat des Nations unies. J'ajoute que la révision de la législation canadienne aura certainement comme objectif d'améliorer la protection des réfugiés authentiques.

[Traduction]

VOEUX DE JOYEUSES FÊTES

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, j'ai encore une question pour le vice-premier ministre.

En dépit du fait que le gouvernement a complètement raté l'affaire de Kyoto, en dépit du fait qu'il a mécontenté la moitié des premiers ministres des provinces et en dépit du fait qu'il continue de taxer à mort les Canadiens, est-ce que le vice-premier ministre voudrait transmettre au premier ministre, à madame Chrétien et à ses collègues les voeux de joyeuses fêtes de l'Opposition officielle?

L'hon. Herb Gray (vice-premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, même si je n'accepte pas le préambule de la question du chef de l'Opposition officielle, même s'il ne sait pas de quoi il parle lorsqu'il s'agit d'évolution climatique et d'impôts, sauf lorsqu'il s'agit d'aide vague aux Canadiens, je voudrais, au nom du premier ministre et de tous les députés de ce côté, lui souhaiter ainsi qu'à ses collègues et à tous les Canadiens, un joyeux Noël et une nouvelle année de bonheur, de santé et de prospérité.

[Français]

De bonnes Fêtes à tous, une bonne et heureuse année, et le paradis à la fin de vos jours.

Des voix: Bravo!

[Traduction]

Le Président: Je ne sais si je devrais arrêter pendant qu'il est encore temps. Je pense que oui.

Chers collègues, la Chambre avait adopté un ordre pour aujourd'hui. Nous allons nous séparer bientôt. Comme il est d'usage à cette période de l'année, j'offrirai une réception pour tous les députés. Celle-ci se tiendra à la pièce 216N et je vous y invite pour deux raisons.

La première c'est pour signer une bannière souhaitant beaucoup de succès à nos athlètes aux Jeux olympiques d'hiver de 1998 qui se tiendront à Nagano. La deuxième c'est simplement pour avoir l'occasion de se souhaiter personnellement de bons voeux pour Noël et la prochaine année. Je pense que nous sommes tous dans cet état d'esprit et j'espère que le reste du pays l'est également.

Je vous remercie et vous souhaite de bonnes fêtes.

• (1500)

À l'ordre. Bon, cette partie de la journée est terminée, mais nous avons encore d'autres choses à faire. Nous allons rendre hommage à un collègue avec lequel beaucoup d'entre nous ont travaillé et qui est décédé il y a peu, M. Tony Yanakis. Nous allons commencer les hommages. Le premier à prendre la parole sera le vice-premier ministre.

[Français]

HOMMAGE AU REGRETTÉ ANTONIO YANAKIS

L'hon. Herb Gray (vice-premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage à un de nos anciens collègues, le regretté Antonio Yanakis.

Ancien député libéral de la circonscription de Berthier—Maskinongé—Lanaudière, au Québec, il a représenté ses électeurs très activement qui lui ont renouvelé leur confiance à chaque élection sur une période de presque 20 ans.

Il a toujours été près de sa famille, qui s'est jointe à nous aujourd'hui. C'est donc à regret que nous disons au revoir aujourd'hui à Antonio Yanakis, un homme qui s'est dévoué auprès de ses commettants, qui les a représentés en cette Chambre, un homme que ses collègues ont apprécié tout au long de sa carrière en cette Chambre.

Au nom du gouvernement du Canada, j'offre mes plus sincères condoléances à ses enfants et à sa famille.

• (1505)

[Traduction]

M. Randy White (Langley—Abbotsford, Réf.): Monsieur le Président, j'aimerais à mon tour exprimer mes condoléances à l'occasion du décès de M. Antonio Yanakis. M. Yanakis est né le 6 juillet 1922 à Montréal. Il a fait son baccalauréat en commerce à l'Université McGill. Il a été très actif en politique pendant plus de 20 ans. Il a été maire de Ville Saint-Gabriel de 1961 à 1963 et élu à la Chambre des communes en 1965.

Il a participé activement aux travaux de divers comités de la Chambre, notamment ceux de l'agriculture, des forêts et des sociétés d'État. Il était Chevalier de Colomb et membre de divers clubs philanthropiques de sa collectivité.

Nous regrettons tous le décès d'Antonio Yanakis et nous désirons offrir nos sincères condoléances à sa famille et à ses amis.

[Français]

M. Lorne Nystrom (Qu'Appelle, NPD): Monsieur le Président, je voudrais offrir mes condoléances en mon nom et au nom du Nouveau Parti démocratique à la famille de M. Antonio Yanakis qui est décédé il y a quelques jours.

M. Yanakis a été élu en 1965 et réélu cinq fois. Je me souviens très bien, quand j'ai été élu en 1968, que M. Yanakis était ici, parce qu'il avait été réélu à ce moment. Il a été réélu en 1972, 1974, 1979 et 1980. Si je me souviens bien, il a été le secrétaire parlementaire au ministre du Travail. Il a été un bon politicien qui a très bien représenté ses électeurs et ses électrices pendant 15 ans.

Je voudrais, encore une fois, offrir les condoléances de notre parti à sa famille.

Privilège

M. André Harvey (Chicoutimi, PC): Monsieur le Président, je n'ai pas connu personnellement M. Yanakis. J'ai fait mon entrée à la Chambre des communes en 1984. Comme on l'a rappelé plus tôt, M. Yanakis a été député fédéral de 1965 à 1984. Il a été élu à l'âge de 43 ans.

Par contre, j'ai pris le temps de lire son premier discours à la Chambre des communes. Personne ne sera surpris d'apprendre qu'il aimait son comté de Berthier—Maskinongé—Lanaudière, qu'il décrivait en ces termes: «cette région de magnifiques montagnes, de forêts immenses; des centaines de lacs recouvrent ce territoire, afin de permettre aux estivants de se recréer et de se reposer dans une atmosphère enchanteresse».

Il disait également, et je cite: «Comme vous le savez probablement, il se trouve que je suis le premier Canadien d'origine grecque élu au Parlement du Canada, et cela dans une circonscription presque entièrement canadienne-française. Cela semble indiquer que nous sommes loin au Québec de ce fanatisme dont on nous a accusés».

M. Yanakis soulignait le dynamisme du Québec. Il disait: «Le Québec d'aujourd'hui, nouveau et dynamique, veut jouer un rôle de premier plan en vue du progrès d'un Canada nouveau et fier. C'est dans le respect intégral des droits des deux groupes officiels, anglophones et francophones, que les Canadiens nous demandent de parler au nom du Canada nouveau.»

Au nom du Parti progressiste-conservateur du Canada et en mon nom personnel, nous offrons à tous ceux qui connaissaient M. Yanakis, ses parents et ses amis, nos plus sincères condoléances.

Le Président: Mes chers collègues, je me permets quelques mots moi-même parce que j'ai connu M. Antonio Yanakis. Sa famille est ici avec nous aujourd'hui.

Quoiqu'il ait été élu neuf ans avant moi, nous nous sommes rencontrés pour la première fois en 1974. Nous avons travaillé ensemble jusqu'en 1984. En ce temps-là, je ne sais pas trop s'il a pris sa retraite ou s'il a été défait. En tout cas, nous étions soldats ensemble.

[Traduction]

À une époque, j'étais président du caucus libéral et Tony Yanakis en était le trésorier. Il devait trouver l'argent pour que les travaux se poursuivent au caucus. J'ai alors eu l'occasion de constater qu'il était chaleureux et digne de confiance.

• (1510)

Je ne faisais pas partie de ses plus proches amis, mais j'étais fier de le compter parmi mes connaissances. Je l'ai accompagné à Genève où il représentait le Canada. Je faisais alors mes premiers pas sur la scène internationale, ce qui n'était pas son cas.

Tony Yanakis dégageait une chaleur humaine qui a conquis tous ceux qui ont siégé en même temps que lui à la Chambre. Il est juste de dire qu'il a si bien servi son pays, sa province et sa municipalité

pendant tant d'années, qu'il mérite que tous les députés à la Chambre le saluent aujourd'hui.

Il était un des nôtres. C'était un parlementaire canadien et vous, ses enfants et amis qui êtes ici aujourd'hui, avez raison d'être fiers de votre père, de votre beau-père ou de votre ami, comme nous avons été fiers de lui en sa qualité de parlementaire.

Ceux qui l'ont bien connu le regrettent déjà immensément; nous leur offrons nos plus sincères condoléances. Nous souhaitons aussi la bienvenue à ses proches qui sont ici à la Chambre où il a servi les Canadiens pendant deux décennies. Je vous remercie au nom du Parlement.

Des voix: Bravo!

Le Président: Je crois qu'il s'agit d'une question de privilège. Je l'entendrai.

* * *

PRIVILÈGE

LE MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL

M. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC): Monsieur le Président, je m'en remets à votre sagesse pour savoir si la question de privilège dont j'ai donné avis aujourd'hui est justifiée.

Le 8 décembre, le ministère du Revenu a mis à jour son site web concernant les retenues à la source et a publié de nouveaux tableaux qui tiennent compte des changements proposés dans le projet de loi C-2 comme s'il avait déjà force de loi.

On peut trouver ces données à l'adresse suivante: WWW.RC.GC.ca./menu/emenuHSA.HTML. La Chambre des communes a adopté le projet de loi C-2, qui modifie le Régime de pensions du Canada et l'a renvoyé au Sénat.

Le Sénat ne nous a encore fait parvenir aucun message nous informant qu'il avait adopté le projet de loi. Le Sénat peut protéger son propre privilège dans ce cas, mais la Chambre est également aux prises avec le problème puisque le contenu du projet de loi ne sera pas définitivement fixé tant que les deux Chambres ne se seront pas entendues à ce sujet et que le projet de loi n'aura pas reçu la sanction royale.

Le Sénat peut encore renvoyer le projet de loi à la Chambre des communes pour qu'elle examine des amendements, dont la modification des tableaux que le gouvernement a publiés comme si le projet de loi avait déjà force de loi.

En publiant ces tableaux avant l'adoption du projet de loi C-2 au Sénat, le gouvernement cherche à nous empêcher d'examiner les amendements que le Sénat pourrait y apporter dans le cadre de ses délibérations. Cela pourrait constituer un outrage au Parlement du Canada.

Je me permets de renvoyer le Président à la page 231 de l'ouvrage de Maingot, *Le privilège parlementaire au Canada*, qui stipule:

Les privilèges ne peuvent être codifiés: l'outrage n'a pas de limite.

On peut donc dire que les «privilèges» de la Chambre ne peuvent pas être codifiés de façon exhaustive; il existe un grand nombre d'actes ou d'omissions potentiels que la Chambre serait amenée à qualifier d'outrages, alors même qu'ils ne lèsent aucun de ses droits et immunités explicites.

Plus loin, à la même page, on dit ce qui suit:

Le Président déclarait récemment: «... le mépris de l'autorité du Parlement a une telle étendue que rien n'empêchera la Chambre de constater la violation des privilèges des députés, ou de la Chambre. C'est précisément pour cette raison que, bien que nos privilèges soient définis, la violation de privilège n'est pas circonscrite.

On aura beau inventer de nouvelles façons de s'immiscer dans nos délibérations, la Chambre pourra toujours conclure, dans les cas pertinents, qu'il y a eu violation de privilège.»

Monsieur le Président, vous voudrez également vous référer à la décision que le Président Fraser a rendue le 10 octobre 1989. Ce jour-là, le Président a prévenu le gouvernement qu'il ne considérerait pas des situations semblables à la légère.

Monsieur le Président, vous avez vous-même rendu une décision analogue au moins deux fois au cours de la présente session.

• (1515)

Monsieur le Président, je soutiens que le temps est venu pour la présidence de faire sienne la doctrine énoncée à la page 231 de l'ouvrage de Maingot, où l'on dit:

Enfinement, en cas d'incertitude, le Président se pose la question suivante: L'acte en question constitue-t-il à première vue une atteinte au privilège... autrement dit, la plainte du député est-elle fondée? Si le Président a le moindre doute, il devra... laisser à la Chambre le soin de trancher la question.

Monsieur le Président, je n'abuserai pas du temps de la Chambre. Les précédents sont là et vous les connaissez et, en fait, vous avez examiné cette question au cours de la présente législature. Votre décision à cet égard mettait en garde les fonctionnaires du ministère des Finances. J'estime que le mal s'est maintenant répandu jusqu'au ministère du Revenu. De toute évidence, votre réprimande a eu peu d'effet sur le gouvernement et sur les fonctionnaires intéressés par la publication électronique de ce tableau sur le site web que je vous ai mentionné.

Cette question devrait être soumise à la Chambre, par votre entremise, monsieur le Président, et considérée comme une atteinte du gouvernement à l'endroit du Parlement.

L'hon. Herb Gray (vice-premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, l'honorable leader parlementaire du Parti conservateur a soulevé une question intéressante. Cependant, je vous demande de prendre cette question en délibéré jusqu'à ce que vous ayez pu entendre le ministre en question ou son secrétaire parlementaire. Ils ne sont pas à la Chambre présentement.

De plus, je pourrais faire remarquer que le projet de loi C-2 découle d'une entente entre le gouvernement fédéral et au moins huit provinces, qu'on a rendu publique avant de présenter le projet de loi à la Chambre. Je ne pense pas que qui que ce soit ait jamais laissé entendre que dans ces circonstances le fait que de l'information découlant d'une entente entre le gouvernement fédéral et les provinces connue du public soit dévoilée avant que la loi de mise en

Privilège

oeuvre ait été adoptée par les deux Chambres du Parlement constitue une violation de privilège.

En outre, je tiens à dire que si, dans sa sagesse, l'autre endroit décide d'amender le projet de loi C-2, en toute franchise le député n'a pas présenté d'arguments montrant que le site Web en question empêchera en quoi que ce soit l'autre endroit d'amender le projet de loi et de nous le renvoyer aux fins d'étude.

Enfin, monsieur le Président, quel que soit le poids des arguments du député, je vous invite à déterminer si vous pouvez intervenir en la matière étant donné qu'il n'a pas, si j'ai bien entendu, terminé son intervention en offrant de proposer ou en proposant, en fait, la motion pertinente.

Le Président: Je remercie le député de Pictou—Antigonish—Guysborough et le vice-premier ministre de leur point de vue sur cette question de privilège.

Le député de Pictou—Antigonish—Guysborough soulève des questions qui ont déjà été soulevées à la Chambre plus tôt cette année. J'ai rendu des décisions sur des questions semblables. Cependant, je veux prendre l'avis du vice-premier ministre à cet égard. Je voudrais entendre le point de vue du ministre touché par cette question de privilège. Je vais prendre la question en délibéré jusqu'à ce que j'obtienne plus de renseignements.

Quoi qu'il en soit, à ma connaissance, c'est notre dernière journée de séance et je pense même que c'est officiel maintenant. J'examinerai tous les renseignements que je peux réunir d'ici la reprise de nos travaux. À ce moment-là, au besoin, je ferai part à la Chambre de ma décision après avoir glané suffisamment d'information à ce sujet.

M. Peter Adams (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais demander le consentement unanime pour présenter deux motions concernant les déplacements.

Le Président: Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre?

Des voix: Non.

Le Président: La réponse est non.

M. Peter Adams (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme c'est la dernière journée, je voudrais demander le consentement unanime pour que la députée de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine propose la motion.

• (1520)

M. John Nunziata (York Sud—Weston, Ind.): Monsieur le Président, le député essaie de proposer à la Chambre des motions dont les députés n'ont pas copie et dont ils ne savent pas en quoi elles consistent. Nous pouvons difficilement donner notre consentement unanime sans savoir ce à quoi nous consentons unanimement.

Le Président: Le député de York Sud—Weston a raison. Pour ce qui est de la requête du secrétaire parlementaire, ce n'est pas nécessaire. Si la députée de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine veut

Affaires courantes

demander le consentement unanime pour quoi que ce soit, c'est son droit. Je lui cède la parole.

[Français]

Mme Marlene Jennings: Monsieur le Président, je propose la motion suivante: «Attendu que l'article 15 de la Charte canadienne des droits. . .»

[Traduction]

Le Président: Premièrement, vous devez obtenir la permission. Demandez-vous à la Chambre son consentement unanime?

Mme Marlene Jennings: Monsieur le Président, je demande à la Chambre son consentement unanime pour proposer une motion aujourd'hui.

Le Président: La députée a-t-elle le consentement unanime de la Chambre pour présenter une motion?

Des voix: Non.

Le Président: La réponse est non.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

DÉFENSE NATIONALE ET AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.) propose:

Que, relativement à son étude des problèmes socio-économiques auxquels font face les membres des Forces canadiennes, le Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants soit autorisé à se rendre dans l'ouest du Canada du 25 au 31 janvier 1998, et que le personnel nécessaire accompagne le Comité.

Le Président: Je suppose que le député demande le consentement unanime pour proposer la motion. Est-ce que le député a le consentement unanime de la Chambre pour proposer la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, dans l'esprit de Noël, je demande le consentement unanime pour présenter une motion très similaire à celle que je viens juste de présenter.

Le Président: Est-ce que le député a le consentement unanime de la Chambre pour proposer une autre motion?

Une voix: Non.

Le Président: Tout ce que nous demandons pour le moment c'est le consentement unanime pour proposer la motion. Ensuite, nous entendrons le texte même de la motion.

Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour proposer la motion?

Des voix: D'accord.

M. John Nunziata (York-Sud—Weston, Ind.): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. D'après ce que je comprends du Règlement, une fois que la motion est proposée, elle fait l'objet d'un débat.

Il me semble que le gouvernement a tellement mal géré le calendrier qu'il est maintenant en train d'essayer d'obtenir le consentement unanime pour faire adopter à toute vapeur, le dernier jour où la Chambre siège, un certain nombre de mesures pour lesquelles il a besoin du consentement unanime. Le gouvernement pourrait au moins avoir la courtoisie d'aviser les députés de l'opposition du contenu de ces motions.

Je ne vois aucun problème à donner mon consentement à l'adoption de ces motions. Toutefois, j'aimerais au moins savoir à l'avance sur quoi je vais me prononcer.

Le Président: Pour faciliter les choses, je vais autoriser le député à demander la permission de présenter la motion, non d'en proposer l'adoption. Le député aurait-il l'obligeance de lire la motion qu'il veut que la Chambre examine? Nous verrons le reste ensuite.

• (1525)

PÊCHES ET OCÉANS

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je vous remercie. Je crois que c'est un judicieux conseil. Je demande donc le consentement unanime pour présenter la motion suivante. Je propose:

Que dix membres du Comité permanent des pêches et des océans soient autorisés à voyager à Prince Rupert, Vancouver, Sechelt, Saanich, Ucluelet, Sointula, Alert Bay, Port Hardy et Campbell River durant la semaine du 18 au 26 janvier 1998, et que les membres du Comité soient accompagnés du personnel nécessaire.

(La motion est adoptée.)

Mme Carolyn Parrish: Monsieur le Président, je demande la permission de la Chambre pour présenter un rapport d'une délégation interparlementaire que j'ai oublié de présenter ce matin.

Le Président: Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

* * *

LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

Mme Carolyn Parrish (Mississauga-Centre, Lib.): Monsieur le Président, aux termes du paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter dans les deux langues officielles le premier rapport de l'Association parlementaire canadienne de l'OTAN qui a représenté le Canada à la session du printemps 1997 des parlementaires de l'OTAN de l'Assemblée de l'Atlantique Nord qui a eu lieu à Luxembourg du 28 mai au 1^{er} juin 1997.

[Français]

M. Denis Coderre: Monsieur le Président, j'aimerais comprendre. Tantôt ma collègue de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine n'a même pas pu lire sa motion. On n'a pas pu l'entendre. J'aimerais

qu'on soit cohérents, que si nos collègues ont des présentations, si c'est la règle de la Présidence, qu'à ce moment-là les députés. . .

[Traduction]

Le Président: Le député a raison. Je pensais nous sortir d'une impasse. La Chambre a effectivement des règles à suivre. J'ai cru percevoir que la Chambre était disposée à entendre cette motion, et je l'ai donc proposée.

Lorsque la députée de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine a demandé la permission de présenter la motion, j'ai transmis sa demande, et elle a été rejetée.

Vous avez raison. J'ai sans doute dérogé aux règles. J'espère que la Chambre me donnera un peu de latitude à cet égard. Je crois qu'elle est raisonnablement satisfaite de la décision que, collectivement, elle a prise. Je remercie le député de son intervention.

M. Peter MacKay: Madame la Présidente, je demande le consentement unanime pour déposer un pétition très courte que je n'ai pas déposée ce matin.

La présidente suppléante (Mme Thibeault): Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

* * *

PÉTITIONS

LES TAXES

M. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC): Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, je désire présenter une pétition venant d'habitants de ma circonscription et d'ailleurs en Nouvelle-Écosse. Les pétitionnaires demandent qu'on supprime la TPS sur les livres, les magazines et les journaux.

• (1530)

La pétition exhorte le gouvernement fédéral à donner suite à cette recommandation, et je la dépose tout de suite.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion.

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Madame la Présidente, avant la période des questions, la députée de Kitchener-Centre est intervenue dans le débat prébudgétaire. Au cours du débat, deux députés de l'opposition ont dit que le rapport du Comité permanent des finances sur les consultations prébudgétaires était en quelque

Initiatives ministérielles

sorte un stratagème et exprimait simplement la position du gouvernement.

La députée de Kitchener-Centre fait partie du comité, elle a voyagé avec le comité et elle a participé activement au processus. Il serait utile pour les Canadiens de comprendre exactement la genèse de ce rapport.

Mme Karen Redman: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Nous avons été à l'écoute de tous les secteurs de la société lorsque nous avons voyagé de Vancouver à Edmonton, Toronto, Halifax et St. John's ainsi que dans ma propre circonscription de Kitchener-Centre. J'ai entendu des gens qui étaient des marginaux des rues. J'ai entendu des gens qui, je le sais, partagent l'idéologie de certains des députés d'en face.

Ces gens ont apprécié le fait que nous avons remboursé le déficit. Ils attendaient du leadership de la part du gouvernement, et nous en avons fourni de façon retentissante en réussissant à établir un équilibre dans le rapport du Comité permanent des finances auquel tous les membres ont participé.

J'ai également entendu de leur part qu'ils souhaitaient très peu avoir des réductions d'impôt générales. Les gens souhaitent des investissements stratégiques. Le député trouvera ces recommandations dans le rapport du Comité des finances.

M. Ken Epp (Elk Island, Réf.): Madame la Présidente, je voudrais faire une observation, à laquelle la députée pourra répliquer si elle le veut.

La députée a repris une expression que ses collègues libéraux utilisent fréquemment, mais qui décrit mal la situation. Elle a parlé de rembourser le déficit. C'est une impossibilité, on ne rembourse pas un déficit, on le réduit ou on l'élimine. Il est vrai toutefois que, du fait que le gouvernement libéral emprunte moins, il réduit ou élimine le déficit.

Ainsi, le gouvernement emprunte moins, de sorte qu'il réduit le déficit. Mais je demande à la députée de reconnaître que, du fait qu'il continue d'emprunter, la dette augmente, quoique à un rythme plus lent.

Mme Karen Redman: Madame la Présidente, je remercie mon vis-à-vis pour avoir souligné qu'il y a un déficit et une dette.

On peut toujours contester les termes utilisés, il reste que le gouvernement a allégé le lourd fardeau dont nous allions charger nos enfants et nos petits-enfants en maintenant un équilibre budgétaire, afin que nous puissions aller de l'avant et réinvestir de façon stratégique dans notre grand pays.

Mme Angela Vautour (Beauséjour—Petitcodiac, NPD): Madame la Présidente, si le Parti réformiste s'inquiétait autant de la pauvreté au Canada que de la définition du déficit et de la dette, il réussirait peut-être à réduire la pauvreté au pays.

La députée d'en face a dit que les Canadiens sont fiers.

Initiatives ministérielles

• (1535)

Cette fierté dépend de l'endroit où l'on vit. À l'heure actuelle, dans les provinces Atlantiques, les Canadiens ne sont certainement pas fiers du gouvernement libéral. Les Canadiens de la région Atlantique sont très pauvres, parce qu'ils ont subi une longue série de coupes et de mauvais traitements.

Qu'est-ce que la députée pense vraiment des mesures que le gouvernement a prises? Accepte-t-elle la pauvreté que son gouvernement cause depuis quelques années?

Mme Karen Redman: Madame la Présidente, je remercie la députée pour sa question. Parcourir le pays pour entendre des gens de Saint John nous raconter comment ils vivent en recevant seulement 89 \$ en aide sociale fut, pour moi, une expérience incroyable.

Je partage l'avis de la députée, le taux de pauvreté est trop élevé et les dettes des étudiants sont trop élevées. Nos décisions ont effectivement eu des coûts humains, comme on n'a pas cessé de nous le dire pendant les travaux du comité. Toutefois, je tiens à souligner que si nous n'avions pas pris ces décisions difficiles, si nous n'avions pas réalisé cet équilibre, nous ne serions pas en mesure aujourd'hui de régler ces problèmes.

Nous pouvons aujourd'hui sérieusement songer à réinvestir.

M. Nelson Riis (Kamloops, NPD): Madame la Présidente, j'ai écouté très attentivement la députée, qui a insisté sur le fait que le Comité des finances a beaucoup voyagé. Il a rencontré de très nombreux Canadiens.

Après avoir lu le rapport attentivement, je me demande si le comité a vraiment écouté les gens qu'il a rencontrés. J'ai recueilli auprès des gens de toutes les régions du pays bon nombre de propos qui ne figurent pas dans le rapport. Je n'irais pas jusqu'à dire que rien de ce qu'ils ont dit n'y figure. Ce serait ridicule. Sauf erreur, le rapport s'intitule *Maintenir l'équilibre*.

On nous a dit que le pays était en plein déséquilibre, que tout était de travers. Pour certains Canadiens, les choses vont incroyablement bien. Je sais que ma collègue prend son travail très au sérieux et qu'elle conviendra avec moi que, pour bien des Canadiens, les choses ne pourraient aller mieux.

Pour les banquiers et ceux qui détiennent des actions du secteur bancaire, ma foi, la vie n'a jamais été aussi belle. La valeur des actions boursières grimpe en flèche. Bien des gens disent que nos exportations sont en hausse et que notre performance n'a jamais été meilleure. Il est vrai que de nombreux Canadiens vont passer des fêtes extraordinaires. Les bouchons de champagne vont sauter dans Bay Street et dans les grandes artères de notre pays où les institutions financières ont pignon sur rue.

Les banques à charte de notre pays sont en pleine expansion et réalisent des bénéfices sans précédent dans l'histoire. Il y a un autre groupe de banques dont les activités sont florissantes, les quelque 1 000 banques d'alimentation d'un océan à l'autre. Nous devrions avoir honte de prendre la parole à la Chambre des communes cet après-midi, alors que nous savons qu'il y a près de 1 000 banques d'alimentation. Elles éprouvent de sérieuses difficultés parce qu'il n'y a pas suffisamment de nourriture pour les affamés.

Il y a 1,4 million d'enfants qui vivent dans la pauvreté. Un seul pays industrialisé affiche un bilan pire que le nôtre, les États-Unis. Nous nous classons à l'avant-dernier rang pour ce qui est d'accepter la réalité des enfants pauvres dans notre pays.

Une voix: Nous nous classons derrière l'Albanie.

M. Nelson Riis: Le député dit que nous nous classons derrière l'Albanie. Je pense que nous ne devrions pas établir de comparaison avec l'Albanie. Parmi les pays industrialisés du monde occidental, nous nous classons à l'avant-dernier rang. Nous occupons cette place depuis de nombreuses années.

Que fait le gouvernement à ce sujet? La situation s'est-elle améliorée depuis un an? S'est-elle améliorée depuis deux ou trois ans? Elle s'est détériorée avec le temps. Depuis 1989, plus d'un demi-million de jeunes sont venus grossir les rangs des enfants pauvres. C'est presque immoral. C'est tout simplement inacceptable.

Certains députés diront sûrement que c'est inévitable lorsqu'on essaie de mettre de l'ordre dans les éléments de base. C'est ce qu'on nous dit régulièrement. Voici un élément de base qui n'est pas en ordre. Un pays où 1,4 million d'enfants vivent dans la pauvreté et où le nombre d'enfants démunis aura augmenté après la fin de semaine n'est pas un pays dont tous les éléments fondamentaux sont en ordre.

• (1540)

Je sais que le gouvernement dira qu'il a équilibré les livres. Nous saurons que les livres ont été bien équilibrés lorsque tous les Canadiens pourront eux-mêmes équilibrer leurs propres budgets, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

Nous ne pourrions pas dormir en paix tant que nous n'aurons pas fait quelque chose pour tous ces jeunes qui vivent dans la pauvreté. Il n'est pas nécessaire que les choses soient ainsi. Il y a des pays où il n'y a pas d'enfants pauvres. Il y a des pays occidentaux où il n'y a pas un seul enfant pauvre. Il n'y a pas d'enfants vivant dans la pauvreté parce qu'il n'y a pas de parents pauvres.

Une voix: Où ça?

M. Nelson Riis: En Norvège et au Danemark. Il n'y a pas d'enfants pauvres au Danemark aujourd'hui, pas un seul.

Une voix: Vous vous trompez.

M. Nelson Riis: Je défie le député libéral qui ne me croit pas. Qu'il paraisse au compte rendu que mon ami libéral dit que je me trompe, qu'il y a des enfants pauvres qui vivent au Danemark. Il n'y en a pas.

Il manque des renseignements aux libéraux. Ils ne connaissent pas les faits. Ils disent qu'il y a des enfants pauvres dans tous les pays. Mais il n'y en a pas partout.

Je me souviens du lancement de nos audiences avec mes honorables amis. Ce sont bel et bien d'honorables amis; ils prennent leur travail très au sérieux. Ils ont travaillé fort et ont rencontré toutes sortes de gens. Cependant, je me demande s'ils ont écouté. Le ministre des Finances a inauguré les audiences en déclarant que le Canada avait détruit ses cartes de crédit.

Initiatives ministérielles

Il est facile de régler un problème de déficit lorsque l'on se contente d'en faire porter le poids par les autres, lorsqu'on le refile aux étudiants. Actuellement, l'endettement moyen des étudiants dépasse les 25 000 \$. C'est facile de se débarrasser d'un problème de déficit quand on demande aux autres de prendre quatre ou cinq cartes de crédit supplémentaires.

Le gouvernement se décharge sur les provinces, qui doivent faire d'importantes compressions dans la santé, l'éducation, les programmes sociaux, et les organismes subventionnaires chargés de la recherche dans tout le pays. Pour alléger le fardeau de sa dette, il force les provinces à s'endetter davantage.

Mais il y a plus cynique encore. S'il n'y a plus de déficit, c'est, notamment, parce que le gouvernement est allé puiser dans le fonds de l'AE. Le gouvernement force tous les travailleurs et les employeurs à contribuer à l'AE et puise dans le fonds de l'AE pour éponger le déficit. Il éponge le déficit avec l'argent des travailleurs. C'est facile de le faire, mais est-ce que le gouvernement règle vraiment le problème du déficit et de la dette du pays?

Une voix: Oui.

M. Nelson Riis: Le député dit que oui. Le gouvernement ne fait que refiler le problème aux gouvernements provinciaux et aux citoyens qui éprouvent déjà des difficultés.

Nous avons entendu que la guerre contre le déficit a été, pour l'essentiel, gagnée. Reconnaissons qui sont les vrais héros de cette guerre contre le déficit. Est-ce que c'est le ministre des Finances?

Une voix: Non.

M. Nelson Riis: En fait, je le soupçonne d'être plus riche qu'il y a cinq ans. Est-ce que ce sont les ministres libéraux?

Une voix: non.

M. Nelson Riis: Est-ce que ce sont les députés libéraux?

Une voix: Non.

M. Nelson Riis: Les vrais héros, ceux qui ont gagné la guerre contre le déficit pour le ministre des Finances, ce sont. . .

Une voix: Les conservateurs.

M. Nelson Riis: Quelqu'un a eu l'audace de dire les conservateurs. Absolument pas. Je me souviens de cette époque où les taux d'intérêt étaient à 20 p. 100, où les déficits augmentaient à chaque seconde, où la dette montait en flèche, et ainsi de suite. Non, ce n'est pas la bonne réponse.

Disons qui sont les vrais héros de cette guerre contre le déficit. Ce sont les étudiants, les milliers d'étudiants qui sortent des universités et des collèges avec des dettes massives. Voilà les vrais héros. Il y a aussi les hommes, les femmes et les enfants qui attendent de pouvoir entrer à l'hôpital pour subir une intervention chirurgicale critique. Ils sont sur une liste d'attente à cause des réductions dans les soins de santé. Ce sont là les vrais héros.

Les 1,4 million d'enfants qui vivent dans la pauvreté aujourd'hui, leurs mères et leurs pères, voilà les vrais héros de la guerre contre le déficit. Les milliers de gens qui déclarent faillite chaque mois sont les vrais héros. Ce ne sont pas des centaines, mais bien des milliers et des milliers de gens qui déclarent faillite mois après mois. Le nombre de faillites personnelles n'a jamais été aussi élevé dans l'histoire du Canada. Il en va de même pour les faillites commerciales.

• (1545)

Je dis simplement que ce sont ces gens qui se sont sacrifiés pour permettre au gouvernement de dire qu'il a gagné la guerre contre le déficit. Si ce sont ces gens qui ont lutté pour gagner cette guerre, n'est-ce pas eux qui devraient être récompensés maintenant que la guerre est finie? Non. Vont-ils être récompensés? Non.

Le gouvernement a dit qu'une réduction générale des impôts était hors de question. Mes collègues du Parti réformiste préconisent une telle réduction générale. Il est juste de dire que, pour mes collègues du Comité des finances, il était clair que les Canadiens ne voulaient pas d'une telle réduction générale. Ce n'est simplement pas ce dont nous avons besoin ni même ce que nous demandons dans le moment. Certaines réductions d'impôts, oui.

Le gouvernement a décidé que les gens qui avaient besoin d'un allègement fiscal sont les gens qui versent le montant maximal autorisé dans des REER. C'est ainsi qu'il veut relever le plafond des REER, pour que ces gens qui disposent de 13 000 \$ ou 14 000 \$ à la fin de l'année puissent verser davantage. Est-ce là une priorité pour notre pays?

Madame la Présidente, combien y a-t-il de contribuables qui versent en fait le montant maximal autorisé dans des REER? Un pour cent? Ne dites pas 2 p. 100, parce que ce chiffre est trop élevé. Aujourd'hui, moins de 2 p. 100 des Canadiens versent le montant maximal autorisé dans un REER. Cependant, le gouvernement dit que relever ce montant pour aider ce 1 p. 100 des contribuables était une mesure fiscale prioritaire. C'est choquant et c'est de la folie. Faut-il s'étonner que les citoyens nous regardent et disent «Qui sont ces gens? Que diable sont-ils en train de faire? Qu'est-ce qu'ils ont fumé? D'où viennent-ils? Qui écoutent-ils?»

J'aimerais proposer un allègement fiscal qui serait utile pour tout le monde, qui aiderait immédiatement chaque citoyen de ce pays. Un allègement qui mettrait de l'argent dans les poches de chaque personne, surtout celles qui ont souffert le plus pendant cette période difficile que traverse notre économie. C'est une mesure qui aiderait chaque personne qui est en affaires, chaque consommateur, chaque travailleur, chaque personne qui dépend des services sociaux. Il s'agirait de commencer tout de suite à éliminer graduellement la TPS.

Pourquoi le gouvernement ne déciderait-il pas de commencer à éliminer graduellement la TPS? Après tout, nous nous souvenons tous d'avoir entendu dire qu'il nous fallait la TPS pour résorber le déficit. Le déficit a été résorbé. Donc il conviendrait que nous commencions à éliminer la TPS. Que l'on songe au message que l'on enverrait si le ministre des Finances prenait la parole le jour du budget et affirmait «Nous avons réussi maintenant à maîtriser le

Initiatives ministérielles

déficit. Nous avons dit qu'il nous fallait la TPS pour y arriver. Nous y sommes arrivés et maintenant nous allons repayer les gens. Nous allons commencer à éliminer graduellement la TPS en la ramenant de 7 p. 100 à 5 p. 100 la première année.»

M. John Nunziata: Nelson aux Finances.

M. Nelson Riis: Merci. C'est là une proposition. Ce n'est pas une proposition draconienne. Beaucoup de gens l'ont formulée. Pendant nos travaux, plusieurs gens nous ont dit que c'est ce qu'il convenait de faire.

Certains membres du Comité des finances sont ici aujourd'hui. Combien de gens nous ont demandé de relever le montant maximal que l'on est autorisé à verser dans un REER? Il y en a eu peut-être trois ou quatre. Combien de gens nous ont demandé, au nom du ciel, d'éliminer cette TPS le plus tôt possible? La plupart des gens. Qui avons-nous écoutés? Nous les avons tous entendus, mais lesquels avons-nous écoutés?

Nous reconnaissons tous dans cette Chambre que la TPS est l'une des taxes les plus régressives qui aient été mises en oeuvre ici depuis longtemps. C'est une taxe régressive que les conservateurs ont introduite. Ils étaient fort mal disposés à l'époque. Ils se sont dit qu'ils allaient mettre le grappin sur ces Canadiens. Les libéraux se sont opposés à cette mesure. Je me souviens d'avoir vu le ministre actuel des Finances se lever dans cette Chambre et frapper son bureau du poing en disant que cette mesure était régressive parce qu'elle touchait surtout les plus démunis. Voici l'occasion de changer cela.

Nous avons entendu ce que les Canadiens nous ont dit, certains thèmes se dégagent très clairement. Il s'agissait notamment d'augmenter les crédits pour les soins de santé. Les soins de santé sont ce qui distingue notre pays de la plupart des autres. C'est un domaine que les Canadiens ont à coeur et qui fait qu'ils se sentent différents des autres. C'est presque un symbole canadien. Les Canadiens d'une mer à l'autre et au moins 80 p. 100 des gens qui sont venus témoigner devant le Comité des finances voulaient que l'on prenne des mesures pour renforcer les services de santé.

• (1550)

Certains nous ont dit de le faire même si cela devait signifier une augmentation d'impôt. Ils tenaient trop à la possibilité d'avoir accès à un système de soins de santé de qualité à classe unique, quel que soit l'endroit où ils vivent et quel que soit leur revenu, et ont demandé que ce soit une recommandation prioritaire.

Ils n'ont pas dit de maintenir le financement à 12,5 milliards de dollars. Ce sont les libéraux au Comité des finances qui l'ont dit, pas eux. C'est nettement insuffisant. Une chose est claire, dans toutes les provinces et les territoires, notre système de soins de santé est en crise.

Comme beaucoup d'autres, je ne crois pas que donner plus d'argent soit la solution. C'est seulement partie de la solution. Même avec quelques milliards de dollars de plus, nous serions bien

au-dessous du coût des soins de santé aux États-Unis. Il me semble que ça devrait être une priorité.

La deuxième chose dont je veux parler, c'est l'éducation. Est-accorder la priorité à l'éducation de faire porter aux étudiants d'énormes dettes, comme nous le faisons aujourd'hui? D'autres pays qui attachent vraiment une très grande importance à l'enseignement supérieur vont jusqu'au bout, ils ne mettent aucun obstacle aux études et ont éliminé les frais de scolarité. Que ce soit en 10^e, 12, 15 ou 17^e année, l'enseignement est gratuit.

Ces pays partent du principe que s'ils investissent dans leurs citoyens, s'ils leurs permettent de faire les études qu'ils désirent dans les domaines où ils peuvent réussir, ils en feront des citoyens qui feront tout le reste de leur vie une contribution à leur pays qui, de ce fait, sera repayé plusieurs fois de ses efforts.

C'est une chose que nous pourrions réussir à faire si nous étions suffisamment déterminés. Ou bien, nous pourrions au moins faire plus que ces mesures mineures pour dire aux gens qu'il doit bien y avoir d'autres moyens de réduire la dette et de donner de meilleures bourses aux étudiants qui en ont particulièrement besoin. Mais nous ne le faisons pas. Nous devrions penser à une autre solution au sujet du régime fiscal. Nous pourrions nous inspirer de certains pays.

L'Irlande, par exemple, dit vouloir soutenir son industrie culturelle, ses créateurs, compositeurs et écrivains. En Irlande, les compositeurs, écrivains ou artistes de ce genre ne paient aucun impôt sur le revenu. Ce pays reconnaît la valeur de ses créateurs, il reconnaît la valeur des membres de sa société qui écrivent ou composent. Ces gens-là ne paient pas du tout d'impôt sur le revenu. Est-ce que cela a mis l'Irlande en faillite? Non, pas du tout. Cela a-t-il encouragé l'industrie culturelle de l'Irlande? Oui, absolument.

Ce sont des choses que font les pays qui savent prendre les moyens. Ils veulent faire savoir clairement aux gens qu'ils sont sérieux sur l'idée d'encourager un certain investissement.

Reconnaissons qu'il existe une nouvelle tendance dans notre pays dont notre régime fiscal ne tient aucun compte. La grande majorité des emplois créés au Canada au cours des trois dernières années l'ont été par des travailleurs autonomes, des particuliers qui ont, ni plus ni moins, créé leur propre entreprise. En fait, 87 p. 100 des nouveaux emplois sont attribuables à des travailleurs autonomes au cours des trois dernières années. Le reste est attribuable presque exclusivement au secteur de la petite entreprise. Je parle d'entreprises comptant trois, quatre ou cinq employés. Notre régime fiscal répond-il aux besoins de ces nouveaux vecteurs de l'économie? Non, absolument pas.

Je dis simplement, en reconnaissant les changements qui se produisent, que notre régime fiscal a besoin d'une révision majeure pour refléter la réalité de notre économie et encourager et appuyer ceux qui créent la richesse, les emplois et les possibilités.

Je voudrais mentionner un bon point dans le rapport. En fait, il y a un certain nombre de bons points. On y dit que si l'on ne pousse pas la recherche et le développement jusqu'à la production, le Canada va continuer à reculer dans une économie toujours plus compétitive.

Initiatives ministérielles

Les conseils subventionnaires nous ont dit que nous devons rétablir le financement dans ces domaines pour faire savoir aux éléments les plus créatifs de notre économie que, de fait, nous apprécions la recherche et le développement. Nous apprécions la recherche scientifique, aussi bien la recherche pure que la recherche appliquée. Nous avons fait un petit pas dans cette direction en suggérant au ministre des Finances d'accroître le financement dans certains de ces domaines critiques. C'est donc un petit progrès dans la bonne direction.

• (1555)

Il est faux de dire que les bases de notre économie sont saines, j'insiste là-dessus. Le revenu moyen des familles a baissé de 5 p. 100 depuis 1989. Dans tous les autres pays industrialisés, le revenu a augmenté, mais le nôtre a baissé. Il y a 530 000 enfants de plus qu'en 1989 qui vivent dans la pauvreté. Le nombre de banques alimentaires a triplé et la proportion de la population qui en dépend a doublé. Le nombre de Canadiens déclarant faillite personnelle est à son niveau le plus élevé de notre histoire. Je pourrais continuer longtemps comme cela.

Lorsqu'on parle de l'économie canadienne, on peut parler en réalité de deux économies, une qui fonctionne pour un nombre toujours plus petit de personnes et une autre qui reflète le déficit social, une économie où les gens continuent à avoir du mal à survivre. Plus d'un million de personnes sont en chômage. Parmi les jeunes, 70 p. 100 sont sans emploi. Parmi ceux qui travaillent, beaucoup ont trois ou quatre emplois à temps partiel au salaire minimum. Ils survivent tout juste. Ils se joignent aux rangs des travailleurs indigents.

Nous avons beaucoup à faire. Il est temps que le gouvernement cesse d'écouter les banquiers de ce pays et commence à écouter les citoyens ordinaires, ceux des régions rurales, des petites villes, des banlieues et des centres-villes pour savoir ce dont ils ont besoin.

En terminant, je voudrais vous souhaiter, madame la Présidente, à vous et à tous mes collègues de la Chambre des communes, un joyeux Noël.

M. Murray Calder (Dufferin—Peel—Wellington—Grey, Lib.): Madame la Présidente, c'est toujours un plaisir d'écouter un politicien aguerrri commenter un dossier dont la Chambre est saisie, je dois admettre cependant que certaines des idées qu'il a présentées sont mal mûries.

Nos taux d'intérêts n'ont jamais été aussi bas que ces 24 derniers mois. Il a toutefois fallu 18 mois pour que cela fasse redémarrer l'économie.

Le député a parlé d'alléger les impôts. C'est une mesure qui aurait toute suite des répercussions sur le gouvernement. Quand les impôts diminuent, le gouvernement perd des recettes. Il faut bien les remplacer d'une manière ou d'une autre. Qui plus est, il a parlé d'augmenter les dépenses. Ça fait des sorties supplémentaires.

De combien le gouvernement devrait-il accroître le déficit, selon le député, pour mettre en oeuvre les idées mal mûries qu'il propose? De combien aimerait-il augmenter la dette publique?

M. Nelson Riis: Madame la Présidente, par où devrais-je commencer?

Tout d'abord, j'aimerais faire remarquer que, dans son dernier budget, le gouvernement de la Saskatchewan a réduit sa taxe de vente provinciale. C'est le premier gouvernement provincial à avoir équilibré son budget. C'est le gouvernement le plus efficace du Canada. Mes collègues rient. Je leur demanderai de citer une province où le nombre de fonctionnaires provinciaux par rapport à la population est plus bas.

Alors que le gouvernement fédéral amputait les programmes sociaux pour combattre le déficit, et que d'autres gouvernements provinciaux lui emboîtaient le pas, une province a fait exception. Une province a décidé de ne pas amputer les programmes sociaux et a, en fait, mis plus d'argent dans les programmes hospitaliers et les soins de santé. Cette province a été la première à équilibrer son budget.

Il existe dans ce pays une solution nettement différente de celle que tous les autres gouvernements provinciaux ont décidé d'adopter.

La question de mon collègue est légitime. Quand on fait une proposition, on doit avoir les moyens de la financer. Permettez-moi de vous donner un exemple.

• (1600)

Nous avons proposé que les fabricants de produits du tabac se retirent du financement des événements culturels et sportifs. Les intervenants de ce domaine affirment que, sans ces commandites, ils n'auront pas le financement nécessaire et ne pourront plus continuer.

Si l'on ajoutait moins d'un cent à la taxe sur chaque paquet de cigarettes, ils obtiendraient plus que toutes les sommes dépensées à l'heure actuelle. Il suffirait d'ajouter un cent à chaque paquet de cigarettes.

Pour faire disparaître les commandites de tabac de tous les événements sportifs et culturels, il faudrait hausser d'un cent la taxe sur chaque paquet de cigarettes. Voilà quelle serait la source du financement. Il est facile pour mon collègue de demander d'où viendra l'argent. J'ajouterai ceci, qu'il ne sait probablement pas.

Durant les audiences—et je sais que certains de mes collègues au Comité des finances le confirmeront—M. Jim Stanford a démontré au comité que si le gouvernement avait simplement bloqué les dépenses aux niveaux de 1995, et attendu que la reprise économique et la baisse des taux d'intérêt produisent leur effet, le ministre des Finances aurait devancé son propre échéancier et aurait quand même ramené le déficit du Canada au niveau le plus bas de tous ceux des pays du G7.

Autrement dit, les compressions effectuées n'étaient pas nécessaires pour atteindre les objectifs du ministre des Finances quant à la réduction du déficit. Il importe de le souligner. J'ajoute en réponse à la question de mon collègue, que, si le gouvernement fixe des objectifs pour la réduction de la dette, ce qui est tout à fait bien,

Initiatives ministérielles

il devrait aussi fixer des objectifs pour la réduction du chômage au pays.

M. Jim Pankiw (Saskatoon—Humboldt, Réf.): Madame la Présidente, le député de Dufferin—Peel—Wellington—Grey a dit une demi-vérité. Il a affirmé que les idées du député de Kamloops étaient mal mûries. En fait, je pense qu'elles sont mûres pour la poubelle.

À moins que j'aie mal compris, je ne peux imaginer qu'il ait proposé que des artistes soient exemptés d'impôts, qu'ils n'aient pas à verser d'impôts. Tout ce que je peux dire, c'est que si c'est le genre de logique qu'on prône à la Chambre des communes, il n'est pas surprenant alors que notre pays ait une dette de 600 milliards de dollars et que le Régime de pensions du Canada ait un passif de 560 milliards de dollars. C'est pourquoi les Canadiens croulent sous les impôts.

Est-ce le type de logique qui mène la Chambre depuis 20 ou 30 ans? Est-ce ainsi que nous en sommes arrivés là? C'est ma question et je la pose à tous ceux qui siègent ici depuis un mandat ou deux peut-être. Est-ce ce qui s'est passé ici? Je suis vraiment curieux.

M. Nelson Riis: Madame la Présidente, je n'ai pas l'habitude de questions de ce genre, qui témoignent d'une telle profondeur d'esprit. Cependant, je vais faire de mon mieux pour répondre à mon honorable collègue.

Il a relevé un point plutôt essentiel. En effet, depuis un certain nombre d'années, les gouvernements, qu'ils soient conservateurs ou libéraux, ont jugé bon d'avoir un régime fiscal permettant année après année à des dizaines de milliers d'entreprises rentables de ne pas payer d'impôts.

Cela fait maintenant presque cinq ans que j'écoute mes collègues réformistes et je n'en ai jamais entendu un proposer de modifier cet aspect du régime fiscal.

Mon collègue est peut-être extraordinaire. Il l'est à bien des égards, selon moi, et il a peut-être ce point de vue progressiste. Je n'ai pas encore entendu un seul député réformiste s'élever contre le fait que notre système fiscal permet en fin de compte à 62 000 entreprises rentables de ne pas payer un sou d'impôt sur le revenu.

M. Andrew Telegdi (Kitchener—Waterloo, Lib.): Madame la Présidente, je dois dire que c'est toujours un plaisir pour moi quand le député de Kamloops intervient à la Chambre. Il a accumulé tellement d'années d'expérience qu'il peut nous parler aussi bien des problèmes de l'heure que de ceux d'il y a 10 ou 20 ans.

Quand les néo-démocrates sont dans l'opposition, comme ce fut le cas en Colombie-Britannique, et même quand ils forment le gouvernement de cette province, ils se disent partisans d'un budget équilibré.

Bien entendu, après les élections, adieu le budget équilibré. C'était une aberration! Des procès vont avoir lieu d'ailleurs, si je ne m'abuse, à propos de certaines révocations.

• (1605)

Quand les néo-démocrates gouvernaient l'Ontario, ils faisaient toutes sortes de déclarations. Leur programme «Plan d'action pour les gens», ils se sont empressés de le jeter au rebut, après les élections, de peur qu'on ne les prenne au sérieux. Et bien entendu, au bout d'un mandat, ils étaient relégués à la place traditionnelle qui est la leur.

Mon collègue arbore le plus beau bronzage de ce côté-là de la Chambre et je l'en félicite. C'est peut-être ce qui explique que son discours est tantôt pas assez cuit tantôt trop cuit. Tenons-nous en donc au plus beau bronzage de ce côté-là de la Chambre.

Quand il tient ces discours de pure forme dont il a le secret, moi qui en suis à mon deuxième mandat de ce côté-ci de la Chambre, je me dis que l'on pourrait réduire ces discours de moitié et qu'il s'agirait là, de la part de notre pays, d'une importante contribution à la lutte contre le réchauffement de la planète.

J'ai une question à l'adresse du député. Il dit à la Chambre qu'il n'y a pas de pauvres au Danemark, en Norvège et en Suède. Je n'en suis pas si sûr. J'espère qu'il saura prouver à la Chambre qu'il en est bien ainsi.

Le député a parlé d'honnêteté intellectuelle et de cohérence, puis il a affirmé que nous devons consacrer plus d'argent aux soins de santé parce que les Américains investissent davantage que nous dans ce domaine. S'il compte citer ces pays comme autant de modèles à suivre, il devrait se lever et admettre publiquement que ces pays consacrent de 2 à 3 p. 100 de moins que nous à leur système de santé.

J'aimerais que le député fasse le lien entre ces deux arguments.

La présidente suppléante (Mme Thibeault): Je demanderais au député de Kamloops de donner une réponse très brève.

M. Nelson Riis: Madame la Présidente, il ne me semble pas très juste de devoir donner une réponse très brève.

Je serai bref et répondrai directement à la question du député. Une raison pour laquelle des pays comme le Danemark et la Norvège, les deux que je connais le plus, sont en mesure de se doter d'un régime de santé de premier ordre et de dépenser moins d'argent que nous, au Canada, en pourcentage du PIB, c'est qu'ils possèdent tout un ensemble d'autres programmes sociaux qui complètent ce régime. Ils ont un programme exhaustif de garderies qui acceptent des enfants à partir de la naissance si les parents en ont besoin. Ils disposent de toute une série de programmes que nous appelons assurance-médicaments ou soins aux aînés ou aide et soutien aux personnes âgées.

Nous ne pouvons pas faire abstraction des soins de santé alors qu'ils font partie d'un tout. Le député comprendra peut-être que, si le Canada possédait un régime social décent, il n'y aurait pas d'enfants pauvres au Canada. Ces autres pays ont montré par des politiques appropriées que des parents pauvres et, par conséquent, des enfants pauvres, ne sont pas un mal nécessaire.

Initiatives ministérielles

M. Lorne Nystrom (Qu'Appelle, NPD): Madame la Présidente, à en juger par l'atmosphère qui règne à la Chambre, je me demande si nous pourrions obtenir le consentement unanime pour prolonger cette période de questions et de réponses de 20 ou 30 minutes.

La présidente suppléante (Mme Thibeault): Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre?

Une voix: Non.

[Français]

M. Yvon Charbonneau (Anjou—Rivière-des-Prairies, Lib.): Madame la Présidente, l'esprit de réjouissance du temps des fêtes se propage un peu partout, y compris dans cette enceinte et autour de cette enceinte. Il n'en reste pas moins que nous avons à faire un débat important aujourd'hui. Nous essayons de le faire de manière sereine et sérieuse puisqu'il s'agit d'un sujet très sérieux.

Il s'agit, à travers ce débat, de la préparation du prochain budget du gouvernement fédéral, lequel établira les règles du jeu en matière budgétaire et en ce qui concerne le développement de notre pays pour la prochaine année. Parfois certaines orientations adoptées à l'occasion d'un budget ont un impact sur plusieurs années. Donc, il s'agit d'enjeux sérieux.

Je ne fais pas partie du Comité permanent des finances. Beaucoup de ceux et celles qui m'ont précédé durant ce débat sont membres de ce comité et ont donc participé aux consultations tenues à travers tout le pays.

• (1610)

Cependant, comme chaque député peut le faire, il est possible de lire le rapport qui a été produit et qui est intitulé *Maintenir l'équilibre, sécurité et possibilité pour les Canadiens*. Il s'agit du rapport du Comité permanent des finances.

Ce document fort substantiel reflète ce qui a été mentionné à l'occasion des nombreuses séances de consultation dans tout le pays.

Comme nous tous ici, même si nous ne sommes pas tous membres du Comité permanent des finances, je pense que nous avons tous quelque chose à dire en ce qui a trait aux priorités à privilégier pour la prochaine année ou les prochaines années.

Nous avons été témoin de l'action vigoureuse menée par le gouvernement fédéral libéral durant le dernier mandat, et nous avons également été témoin de l'action prise dans plusieurs législatures ou parlements provinciaux. J'ai été moi-même témoin des coups de barre qui ont été assénés à la population du Québec par le gouvernement péquiste ces dernières années à Québec.

Le résultat c'est qu'aujourd'hui, en ce qui a trait aux finances fédérales, nous sommes arrivés à une situation où l'équilibre des finances publiques est, comme on le dit couramment, rétabli ou sur le point de l'être.

On parlait de crise des finances publiques fédérales il y a quelques années, en 1992-1993. On parlait du Canada comme s'il s'agissait d'un pays qui était en train de s'en aller dans la catégorie des pays du tiers monde. On posait les pires hypothèses sur le développement de notre pays. Et, quatre ou cinq ans plus tard, alors que le Canada était à la queue du peloton des pays industrialisés

pour ce qui est de son état des finances publiques, aujourd'hui on dit couramment qu'il est plutôt à la tête du peloton.

Donc c'est un virage important qui a été effectué. Si nous avons frôlé le désastre, aujourd'hui je crois que nous avons quand même réuni des conditions pour essayer d'aller de l'avant et faire en sorte que notre pays reprenne un élan vers de nouveaux horizons.

La stratégie des dernières années a fait que le déficit est tombé à son plus bas niveau en 20 ans et qu'il continuera de diminuer. En fait, il va disparaître. Cette stratégie a fait que les taux d'intérêt sont descendus à leur plus faible niveau depuis des décennies au Canada, que l'économie canadienne a recommencé à progresser à un rythme de plus en plus rapide et intéressant, et que la création d'emplois demeure vigoureuse. Ce sont là des atouts avec lesquels on peut composer actuellement.

Cependant, le niveau de la dette par rapport au Produit intérieur brut demeure important et, comme l'ont dit d'autres collègues, et notamment le collègue qui m'a précédé dans ce débat, le député de Kamloops, il y a des gens qui ont payé, il y a des catégories de personnes, des organisations aussi qui ont porté le fardeau, le poids de ce redressement ou de ce revirement des finances publiques.

J'écoutais ce député, qui a une longue expérience parlementaire de près d'une vingtaine d'années, décrire avec beaucoup d'éloquence et beaucoup d'images, beaucoup d'exemples les coûts subis par différentes catégories de la population, et je pense que nous devons être extrêmement sensibles à la description qu'il a faite de la situation, parce que ce qu'il a dit, ce n'est pas que dans son comté que ça existe, c'est un peu partout au Canada. C'est dans mon comté Anjou—Rivière-des-Prairies, c'est dans beaucoup de comtés où il y a une forte partie de la population qui est à revenu moyen ou même à faible revenu.

Il ne l'a pas mentionné, mais on aurait pu le faire, beaucoup de propriétaires de petites entreprises ont aussi subi un choc important ces dernières années ont dû trouver de nouveaux moyens de s'organiser ou de repartir en affaires. Beaucoup d'emplois ont été rendus précaires à cause de tous ces changements. C'est une réalité. Certains secteurs ont payé et ont porté le fardeau de ce redressement.

Maintenant, ce n'est pas tout de faire preuve d'éloquence, comme on l'a entendu de l'autre côté de la Chambre sur ce qui s'est passé ces dernières années. C'est entendu qu'on peut toujours faire, pour ceux qui étaient ici, le procès des conservateurs de 1985 à 1989 et de 1989 à 1993. Ils en ont bien le droit.

• (1615)

Ils ont bien le droit de faire le procès des libéraux de 1993 à 1997. C'est légitime, nous sommes en débat parlementaire. Mais à part faire le procès du passé et la description de l'impact des changements intervenus ces dernières années, ce qui compte maintenant, c'est ce qu'on fait à partir de la situation dans laquelle nous sommes. Qu'est-ce qu'on fait et qu'est-ce qu'on propose? Quels sont les points auxquels nous allons nous rallier pour les prochaines années?

Je pense que la réduction du déficit n'est pas un but ultime à rechercher et j'étais bien intéressé de voir que dans le rapport du Comité permanent, c'est aussi ce qui est mentionné. Au sujet de la réduction du déficit, je cite: «Les budgets équilibrés et la compres-

Initiatives ministérielles

sion des dépenses ne sont pas les buts ultimes du gouvernement, pas plus que l'objectif de la stabilité des prix visé par la Banque du Canada. Ce ne sont là que des jalons intermédiaires qui rendent possibles et soutiennent la réalisation de nos buts véritables qui sont de favoriser la création d'emplois, la croissance économique, et obtenir des débouchés pour tous, sans oublier les qualités qui caractérisent la société canadienne, notamment un souci d'équité et de justice. Voilà l'équilibre recherché dans la stratégie du gouvernement qui reflète les valeurs de la société canadienne. Malgré des choix difficiles faits ces dernières années, on a cherché à ne pas perdre de vue la nécessité de cet équilibre. Les choix de l'avenir devront témoigner de la même volonté.»

Je pense que tous les députés de cette Chambre devraient prendre cela en note. Nous sommes ici, c'est le sens de ce débat, pour amener la Chambre à prendre note de ce qui semble intéressant pour les Canadiens et les Canadiennes dans ce rapport. Je pense que c'est une affirmation qui pose les jalons dans la bonne direction.

La consultation budgétaire qui a eu lieu depuis plusieurs semaines a amené la production de ce rapport. Ce que souhaitent les Canadiens et les Canadiennes et ce que souhaite le Comité permanent des finances, c'est d'inscrire le prochain budget sous le signe du maintien de l'équilibre à atteindre ces dernières années.

Je pense qu'il est important de qualifier le genre d'équilibre que l'on veut. L'équilibre dans l'inertie, l'équilibre dans l'immobilisme, je pense qu'on n'en veut pas. Ce que veut dire le Comité permanent des finances, c'est qu'on a atteint une situation d'équilibre pour pouvoir rebondir vers une direction intéressante pour notre pays. C'est d'ailleurs ce qu'on trouve en avant-propos du rapport du Comité permanent des finances. On dit que les Canadiens veulent l'équilibre entre la sécurité que confère la réduction de la dette publique et les avantages attendus de nouveaux investissements dans les ressources humaines, la technologie et la recherche et développement.

On pourrait continuer longtemps, mais je partage mon temps de parole avec le député de Niagara Falls. À titre de représentant du comté d'Anjou—Rivière-des-Prairies, je suis très intéressé aux lignes de force de ce rapport qui est devant nous, qui consiste à demander au gouvernement de réinvestir dans l'humain, dans l'éducation, dans la formation, dans la santé, dans nos jeunes, dans une stratégie d'emploi jeunesse et également dans le développement de nos entreprises.

J'ajouterai bien sûr qu'il est important aussi de réviser certaines mesures de notre régime fiscal dans le but d'assurer une meilleure équité, en pensant en particulier aux plus démunis et au secteur de la population qui a été le plus durement frappé ces dernières années. C'est un ensemble de propositions que l'on retrouve dans ce rapport. On peut en ajouter d'autres à partir des suggestions qui sont faites dans ce débat. Il y en a plusieurs autres que l'on pourrait considérer aussi. C'est aussi le sens de cette consultation qui se poursuit à travers ce débat parlementaire. On pourrait penser à certaines nouvelles propositions qui émanent du Comité permanent de l'environnement et du développement durable, qui demande de réorienter certains dispositifs fiscaux pour favoriser le développement durable.

Je crois que nous devons continuer à échanger sur ces questions très importantes avec beaucoup de sérieux dans les prochains mois.

[Traduction]

M. Gary Pillitteri (Niagara Falls, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir participer au débat et de parler du rapport sur les consultations prébudgétaires.

• (1620)

Je déclare mon appui aux recommandations formulées par le Comité permanent des finances, dont je fais partie.

Je tiens aussi à remercier les électeurs de Niagara Falls qui ont répondu avec beaucoup d'enthousiasme à l'invitation que je leur avait faite de débattre ces questions. Leur collaboration au processus de consultation s'est révélée précieuse.

Au cours de ce processus, nous avons entendu des Canadiens de tous les milieux sociaux et de toutes les régions. Bien qu'ils aient des vies occupées, les Canadiens ont pris le temps de venir nous dire comment l'économie canadienne devrait évoluer et quelle orientation elle devrait suivre.

Les Canadiens nous ont franchement et sincèrement fait part de leurs valeurs et de leurs priorités, et ils nous ont indiqué comment le prochain budget fédéral devrait en tenir compte.

J'approuve le rapport. Une de ses recommandations cependant m'inquiète, celle de hausser le plafond de 20 p. 100 sur les investissements en bien étrangers sur une période de cinq ans. Cette mesure serait censée aider les Canadiens à obtenir un meilleur rendement de leur épargne-retraite et réduire les risques qu'ils courent.

Je conteste cette recommandation. Je crois que l'économie canadienne fonctionne bien et qu'elle fonctionnera aussi bien sinon mieux que les économies étrangères. Je crois en outre qu'un dollar investi au Canada crée de l'emploi au Canada. Même avec la reprise économique, qui semble se manifester dans tous les secteurs, le Canada a encore besoin de créer davantage d'emplois.

De plus, l'économie canadienne s'en trouve gagnante si les fonds sont investis chez nous. À mon avis, l'épargne-retraite permet plus facilement aux entreprises canadiennes d'obtenir les capitaux dont elles ont besoin pour stimuler la croissance économique. La croissance est d'une importance fondamentale pour les futurs retraités aussi bien que pour les futurs travailleurs. Tout compte fait, c'est le produit intérieur brut de l'avenir qui devra inévitablement subvenir à leurs besoins.

Les gens qui épargnent en vue de la retraite renoncent à des rendements supérieurs des investissements à l'étranger et, ainsi, font un sacrifice pour le bien des futurs travailleurs.

Au cours des consultations budgétaires, en réponse à une question à propos de la possibilité de faciliter les investissements à l'étranger, le gouverneur de la Banque du Canada, Gordon Thiessen, a dit que l'économie canadienne était en train de connaître une importante restructuration. Le Canada a besoin de beaucoup de choses, notamment des investissements dans du nouveau matériel et des investissements dans des usines pour devenir vraiment compétitif.

Il est important que les investisseurs canadiens soient capables d'investir dans le reste du monde et même dans les économies en voie de développement. Cependant, M. Thiessen ne pensait pas que cela se produirait dans un avenir immédiat.

Je m'interroge sur l'investissement étranger. Il arrive souvent que nous importions, avec l'investissement, les problèmes du pays d'origine. La Corée est un bel exemple. Ce pays essaie maintenant de retirer ses investissements de partout dans le monde, sans se soucier du problème du chômage ni des perturbations que cela occasionne. On dit souvent que le capital n'a pas de conscience. Chose certaine, le capital étranger fait passer avant tout les intérêts du pays d'origine.

Notre époque se caractérise par une grande mobilité non seulement des biens, mais aussi des capitaux, et c'est la source d'une inquiétude à laquelle il faudra peut-être se résoudre. Je suis néanmoins profondément convaincu que nous devons exercer une étroite surveillance. Celui qui paie la musique choisit la mélodie, comme on dit.

Les 50 dernières années ont été marquées par d'importants changements. Certains ont même modifié la manière dont le gouvernement mène ses activités.

• (1625)

L'un de ces changements porte sur la façon de créer des emplois. De nos jours, les emplois sont créés non seulement par les entreprises, petites, moyennes et grandes, mais aussi par les idées de personnes qui décident d'exploiter un créneau du marché ou bien qui vendent leurs idées ou leurs plans. Autrement dit, le plus souvent, l'une de nos grandes exportations, aujourd'hui, c'est ce qu'on peut mettre sur une feuille de papier ou dans un ordinateur. Ce n'est plus comme il y a quelques années, où la technologie n'était pas aussi avancée qu'aujourd'hui.

Nous ne devons pas oublier que les grandes sources de revenus de l'avenir se trouvent dans nos idées, dans notre capacité d'innovation et de livrer concurrence avec succès dans l'économie mondiale. Il est donc très logique de consacrer nos ressources et notre attention à développer le potentiel intellectuel des Canadiens, à offrir une bonne éducation.

L'éducation doit commencer à un très jeune âge, au niveau préscolaire, et se poursuivre tout au long des études postsecondaires. Nous devons commencer à éduquer nos jeunes cerveaux. Nous devons commencer à donner à nos jeunes et à nos parents les outils et l'aide dont ils ont besoin pour développer leurs ressources univ-

Nous devons aussi examiner de très près notre système de santé, car un corps sain et un esprit sain vont inévitablement de pair. C'est l'un des plus anciens proverbes que l'homme connaisse. Aussi, la recommandation du rapport qui préconise une aide accrue pour l'éducation et les soins de santé doit être considérée très sérieusement. Je souscris tout à fait à l'idée qui est énoncée dans le rapport et selon laquelle, pour bâtir une société forte, il nous faut améliorer notre système de santé. J'appuie aussi la recommandation qui

Initiatives ministérielles

propose au gouvernement d'envisager d'établir, en coopération avec les provinces, les fournisseurs de soins et les localités, de nouvelles approches en matière de soins de santé.

Alors que les excédents budgétaires augmentent, j'appuie les recommandations qui visent à aider les enfants pauvres. Je vois d'un bon oeil la multiplication des possibilités pour les jeunes Canadiens. Il est indispensable que le gouvernement fédéral, en collaboration avec les provinces et les territoires, puisse proposer aux étudiants un calendrier de remboursement de leur dette fondé sur leur revenu.

Comme je l'ai déjà dit, le gouvernement a modifié considérablement ses façons de faire depuis 50 ans. Un autre changement important s'est produit au chapitre de la planification. Certains disent que notre société est allée trop loin et qu'elle s'est tournée trop rapidement vers le libre marché. Nous avons appris qu'il ne sert à rien d'engager des universitaires comme fonctionnaires et de leur demander de planifier notre économie. Ce qu'il faut faire, c'est consulter le public. Il est essentiel de consulter les Canadiens.

Si l'on se trompe, ce ne sera pas à cause d'un aréopage formé par le gouvernement et complètement coupé des réalités de tous les jours. Je crois que c'est le président Mao qui a dit qu'il fallait laisser mille fleurs s'épanouir. Cette pensée est l'essence même de la réflexion, comme nous l'avons découvert dernièrement dans notre économie de marché.

Des centaines de milliers de personnes qui réfléchissent et discutent de nouvelles idées devraient normalement accoucher de bonnes idées. Cela vaut bien mieux que demander à quelques savants experts de planifier et de trouver des solutions. Nous avons découvert cela au cours des consultations, et il en est d'ailleurs fait état dans notre rapport. La sagesse est là à l'état latent. Elle n'est pas dans la bureaucratie, ainsi que le montre le rapport.

N'oublions pas non plus que, pour avoir un cerveau fertile et dynamique, nous devons continuer de renforcer nos systèmes d'éducation et de santé. Ce sont les bases d'une société.

• (1630)

[Français]

La présidente suppléante (Mme Thibeault): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement, ce soir, à savoir: l'honorable député d'Hochelaga—Maisonnette, L'immigration; l'honorable député de Manicouagan, Le transport ferroviaire.

[Traduction]

Mme Angela Vautour (Beauséjour—Petitcodiac, NPD): Madame la Présidente, voici ce que j'aimerais demander au député d'en face: étant donné les coupes dont les provinces ont été les victimes et le peu de choses qui seront vraisemblablement réservées aux soins de santé dans le budget qui s'en vient, j'aimerais que le député m'explique combien—je vais lui donner des chiffres.

Initiatives ministérielles

Il y a un monsieur dans ma circonscription qui a subi un triple pontage il y a environ un an. Après son séjour à l'hôpital, il avait des médicaments à prendre à la maison, mais, puisque son épouse gagnait 6,25 \$ l'heure, il n'avait pas droit à la carte du bien-être. Ce monsieur n'avait pas les moyens de s'acheter ses médicaments et il y a environ deux ans, il s'est retrouvé à nouveau à l'hôpital où il a subi un autre triple pontage, et cette fois-là il est resté 45 jours à l'hôpital.

Le député d'en face pourrait-il expliquer comment le ministre des Finances calcule le coût d'un séjour de 45 jours à l'hôpital, lorsque le docteur a dit que si cette personne avait pu prendre ses médicaments, elle n'aurait jamais eu à subir un second triple pontage coronarien.

M. Gary Pillitteri: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question concernant le système de soins de santé. Au fait, nous avons augmenté les chiffres nets de 11 milliards de dollars à 12,5 milliards de dollars à compter de cette année, soit une année plus tôt que prévue. Je ne suis pas mathématicien, et je ne peux certainement pas répondre à la question quant à savoir pourquoi une personne doit subir un pontage, mais il y a une chose que je tiens à dire. Nous avons le meilleur système de soins de santé au monde. C'est un fait.

Et avec les nouveaux crédits qui y seront injectés, nous allons certainement continuer à avoir le meilleur système de soins de santé au monde. Nous avons beau sortir des données et des chiffres sur ce que cela va nous coûter, mais avec qui allons-nous les comparer? Allons-nous les comparer avec les services au sud de la frontière, où on dépense plus de 16 p. 100 pour les soins de santé sans obtenir les services dont nous disposons ici au Canada avec un système fondé sur la gratuité? Là-bas, il y a plus de 30 millions d'Américains qui ne peuvent compter sur les nouveaux services. Ici, au Canada, nous avons un service qui est accessible à tous les Canadiens, et, même si parfois le système peut être lent, il n'y a pas de laissés-pour-compte.

La députée a parlé aussi des coupes dont les provinces ont été victimes. Si l'on injecte un autre 1,5 milliard de dollars pour le transfert social, cela ne veut pas nécessairement dire que les provinces consacreront cet argent au système de soins de santé. La santé relève des provinces. Chose certaine, nous avons le meilleur. . .

La présidente suppléante (Mme Thibeault): Je tiens à rappeler aux députés qu'ils doivent communiquer leurs observations par l'intermédiaire de la présidence.

Mme Angela Vautour: Madame la Présidente, la dernière chose que je dirai et à laquelle le député pourra répondre est que nous sommes dans la période des Fêtes. La plupart d'entre nous vont passer une très belle fête de Noël. Mais n'oublions pas que notre pays compte aujourd'hui beaucoup de familles pauvres. Nous ne pouvons pas partir le coeur léger car il y a encore trop d'enfants qui n'auront pas de cadeau sous l'arbre de Noël. Le gouvernement a sa part de responsabilité dans cette situation.

M. Gary Pillitteri: Madame la Présidente, la députée a tout à fait raison.

• (1635)

Tant qu'il y aura un seul Canadien en chômage, il y aura un chômeur de trop. Tant qu'il y aura un enfant qui s'endormira ou s'éveillera le ventre vide, ce sera encore un de trop. Nous devons faire beaucoup plus et nous faisons beaucoup plus, car c'est le rôle du gouvernement et de ses députés de veiller sur les plus défavorisés.

M. Scott Brison (Kings—Hants, PC): Madame la Présidente, j'ai passé une semaine et demie en octobre à me déplacer un peu partout au Canada avec le comité des finances pour entendre les préoccupations des Canadiens ordinaires. Nous sommes allés à Regina, Montréal, Halifax et Charlottetown. Ce processus étant nouveau pour moi et peut-être parce que je suis un peu naïf sur le plan politique, j'ai eu au départ l'impression que les Canadiens avaient une certaine influence sur cet important processus législatif.

Pendant les audiences tenues par le comité, beaucoup de Canadiens sont venus exprimer devant les cinq ministériels et les quatre députés de l'opposition leur point de vue sur la politique budgétaire du Canada et les solutions qui s'offraient à notre pays. Je suis essentiellement déçu de constater que le rapport du comité n'a pas entièrement tenu compte de leurs préoccupations. Que ce gouvernement engage aussi ostensiblement des consultations auprès des Canadiens sans vraiment prendre leurs avis au sérieux, il y a de quoi rendre les Canadiens sceptiques et en fait cyniques.

En tant que représentant politique, ce processus qui a conduit à la publication de ce document vide et intéressé me laisse encore plus sceptique et me rend encore plus cynique.

Les libéraux ne ratent pas une occasion à la Chambre pour rejeter la faute de la dette et du déficit sur l'ancien gouvernement conservateur. Cependant, dans les prévisions pour 1998, parues récemment dans la revue *the Economist*, la partie consacrée au Canada concernant la politique budgétaire et la réduction du déficit a retenu mon attention. L'article dit:

La réduction du déficit est due en grande partie au temps et aux réformes opportunes et fructueuses qui ont eu lieu plus tôt cette décennie. Le freinage budgétaire a été compensé par la baisse des taux d'intérêt et par des exportations record, poussées par la sous-évaluation du dollar canadien, vers une Amérique toujours prospère.

The Economist fait nettement référence au libre-échange et à l'ALENA, ces mêmes ententes que les libéraux ont combattues quand ils étaient dans l'opposition, celles-là mêmes que les libéraux ont combattues durant une campagne électorale et qu'un ancien chef libéral, John Turner, dénonçait pas plus tard qu'hier soir au téléjournal de la CBC.

Ces libéraux ont fait en sorte que nous ayons des barrières commerciales plus importantes au sein du Canada que nous n'en avons sur les marchés internationaux. C'est ce qui a permis cette situation absurde qui fait qu'il y a plus de barrières commerciales entre l'Ontario et Terre-Neuve qu'entre le Canada et le Chili. Aujourd'hui, l'inaction du gouvernement au sujet des barrières commerciales interprovinciales coûte des centaines de milliers

Initiatives ministérielles

d'emplois aux Canadiens. Une augmentation de 10 p. 100 du commerce interprovincial créerait 200 000 emplois.

L'article de la revue *The Economist* se poursuit ainsi:

Il est maintenant largement admis que l'imposition d'une taxe de vente nationale, en 1991, et la déréglementation des services financiers, des transports et de l'énergie ont contribué à réduire le déficit.

Ce sont encore une fois des initiatives conservatrices dont je suis très fier.

Les libéraux n'y sont pour rien si le temps passe. Les libéraux n'y sont pour rien si les taux d'intérêt sont bas ou si les exportations ont augmenté. Nous savons tous que les libéraux ne sont pour rien dans le libre-échange, la déréglementation ou la TPS, même si on en a attribué le mérite au premier ministre, dernièrement, sur la scène internationale. Les libéraux n'ont pas de scrupules à s'attribuer le mérite de ce remarquable rétablissement de l'économie, qui s'est produit grâce aux réformes du précédent gouvernement conservateur.

Les libéraux aimeraient aussi que les Canadiens croient qu'ils répondent aux demandes de la population en haussant le transfert aux provinces en matière de santé et de programmes sociaux. Le rapport salue la décision du gouvernement de hausser le seuil minimum du TCSPS à 12,5 milliards de dollars. En fait, le gouvernement fédéral est tellement excité par cet exercice qu'il l'a annoncé deux fois. La première annonce, je m'en souviens distinctement, a eu lieu pendant le lancement de la campagne électorale dans ma province, la Nouvelle-Écosse. Malheureusement pour les libéraux, les électeurs de la Nouvelle-Écosse ne se sont pas laissés prendre par ce tour de passe-passe, ce jeu de gobelet fiscal.

Les Néo-Écossais avaient compris, et comprennent toujours, que, contrairement à ce qu'il aimerait nous faire croire, le ministre des Finances ne va pas augmenter les paiements de transfert. Il s'est simplement engagé à ne pas les diminuer davantage comme il l'a fait de façon si spectaculaire et si sauvage dans les budgets précédents.

Peut-être devrais-je remercier le ministre des Finances pour sa générosité, ou plutôt pour son manque de générosité. C'est ce qui a contribué à ce que moi et d'autres de mes collègues du Canada atlantique soyons élus à la Chambre des communes, par les Canadiens de cette région devenus très cyniques à l'égard de ce gouvernement.

• (1640)

Le ministre des Finances a fait la même annonce cette semaine avant la conférence des premiers ministres dans l'espoir d'amortir les coups portés par le fédéral aux provinces depuis quatre ans. Le ministre a oublié de mentionner les coupes sombres de son gouvernement, d'un montant de 7 milliards de dollars, qui ont forcé les gouvernements provinciaux, d'un bout à l'autre du Canada, à infliger des compressions draconiennes à leurs électeurs.

Dans la même partie du rapport du comité des finances, il est recommandé de mettre sur pied un système national de soins à domicile. Dans ma circonscription de Kings—Hants, la promesse

d'un tel système est très attrayante. À la suite de la réduction des paiements de transfert, les hôpitaux de ma circonscription ont été obligés de fermer ou de réduire le nombre de lits. Le nombre de lits est passé de 128 à 30 environ au Hants Community Hospital. Les hôpitaux Western Kings Memorial et Eastern Kings Memorial ont subi des compressions pénibles ou des fermetures. Dans certains cas, la tâche d'assurer les soins de santé a été confiée à des centres de services communautaires qui doivent lutter ferme, simplement pour maintenir des services médicaux dans la région.

Le gouvernement a maintenant le culot de réduire les transferts aux provinces, ce qui entraînera d'autres fermetures de lits partout au Canada, et de proposer en échange cette éclatante généralité qu'il appelle le programme national de soins à domicile.

Il a peut-être l'intention de consacrer à ce programme national de soins à domicile autant de ressources qu'il a consacrées au programme national de garde d'enfants ou au régime national d'assurance-médicaments dont il a déjà parlé dans le passé. Ce programme national de soins à domicile ne va-t-il pas plutôt se perdre dans les annales de la rhétorique politique que les Canadiens ont maintenant l'habitude d'entendre de la part du gouvernement?

Il règne une véritable frénésie au caucus libéral, une fébrilité comparable à celle des requins qui flairent le sang. Rien ne suscite autant de conflits au sein du caucus libéral que l'odeur de l'argent sous le nez des députés libéraux d'arrière-ban.

Je rappelle aux députés du caucus libéral que cette frénésie est tout à fait prématurée. Si le ministre des Finances n'utilisait pas les 12 ou 13 milliards de dollars de la caisse de l'assurance-emploi pour compenser une partie du déficit, l'excédent budgétaire serait reporté à une date bien ultérieure à celle qu'il prévoit maintenant.

Notre chef s'est prononcé très clairement là-dessus à maintes reprises. Le fait est que le ministre des Finances parvient à équilibrer le budget certes, mais c'est aux dépens des travailleurs et des chômeurs.

Je souscris à la recommandation du rapport voulant que le gouvernement fixe des objectifs clairs pour le maintien à long terme du ratio de la dette au PIB chez nous. Notre parti avait même inclus ce principe dans son programme. Dans notre document de politique, nous avions promis d'atteindre un ratio de la dette au PIB de 50 p. 100 d'ici 2005. La stratégie libérale actuelle consiste à attendre que l'économie croisse et de voir de combien le ratio va baisser. Cela va tout à fait à l'encontre d'une étude que l'OCDE a publiée le mois dernier et qui recommande d'abaisser le ratio selon un échéancier bien précis.

Les Canadiens savent pertinemment que le gouvernement a encore bien des choses à apprendre. Si on paie la dette, tous les contribuables se retrouveront avec des intérêts moindres à payer et, ce faisant, ils ne tarderont pas à pouvoir réinvestir dans des programmes. Si on paie la dette, on pourra réinvestir les recettes de l'État dans ces programmes.

Même des pays européens réputés jadis pour leur solidité financière ont dû afficher des ratios de la dette au PIB de 60 p. 100 rien que pour se conformer à l'accord de Maastricht.

Initiatives ministérielles

Notre pays traîne de la patte avec un ratio de la dette au PIB de 70 p. 100 environ, le plus élevé des pays du G7. Il y va de notre compétitivité. Un ratio de la dette au PIB peu élevé accroît la compétitivité du Canada dans le monde, renforce notre économie et crée de l'emploi pour les Canadiens.

De toute évidence, les libéraux jugent que le statu quo est acceptable. Pendant qu'au caucus on tergiverse, se demandant bien comment on va pouvoir dépenser l'excédent, les Canadiens plient sous le joug pesant que leur impose l'inaction gouvernementale. Malheureusement ce sont les Canadiens ordinaires qui souffrent de l'inaction du gouvernement.

Le Parti conservateur estime qu'il nous faut à la fois réduire la dette, accorder des allègements fiscaux et faire des investissements sociaux stratégiques. Les trois objectifs doivent aller de pair. Ils doivent se compléter mutuellement, afin de renforcer l'économie. De nouveaux investissements stratégiques sont nécessaires dans des domaines qui donneront des résultats tangibles aux Canadiens, c'est-à-dire des résultats mesurables en termes d'amélioration de la qualité de vie et de la compétitivité internationale.

À ce stade-ci, les investissements stratégiques dans l'enseignement sont extrêmement importants de même que la résolution de la question de l'endettement des étudiants universitaires. Je suis heureux de constater qu'il y a des députés ici qui sont d'accord avec moi et il y a d'ailleurs un rapport de comité à cet égard.

En octobre j'ai rencontré la *Canadian Academic Round Table*. Elle tenait son congrès annuel dans ma circonscription.

• (1645)

C'est là que j'ai appris que la dette étudiante avait augmenté de 280 p. 100 depuis 1989 et que les frais de scolarité avaient augmenté de 110 p. 100. Lorsque l'on considère les conséquences de cela sur la compétitivité future du Canada, on voit que l'on handicape sérieusement les jeunes Canadiens qui souhaiteraient poursuivre des études supérieures. Nous vivons dans une économie mondiale, et les industries basées sur le savoir ont tendance à laisser les autres en arrière.

Pour la première fois en tant que pays, le Canada a l'occasion d'investir dans notre avantage compétitif et d'assurer que les jeunes peuvent profiter de la croissance et de la prospérité en ayant accès à un enseignement supérieur. Le gouvernement a créé d'énormes obstacles à l'enseignement supérieur et a causé des torts irréparables à la compétitivité du Canada à l'avenir.

La troisième partie de notre plan pour la prospérité économique réside dans l'allègement du fardeau fiscal. Les niveaux d'imposition actuels au Canada vont à l'encontre de notre culture. Notre régime fiscal actuel mine l'esprit d'initiative. Wood Gundy a signalé ce mois-ci que dans aucun autre des pays du G7, l'impôt sur le revenu des particuliers n'est aussi élevé en proportion du PIB. De 1989 à 1993, le gouvernement conservateur a réduit de 14 à 13 p. 100 le ratio de l'impôt sur le revenu des particuliers au PIB.

Depuis 1993, les libéraux l'ont porté à plus de 14 p. 100. Disons clairement que le gouvernement conservateur l'avait réduit et que les libéraux l'ont augmenté.

Je voudrais penser à un allègement du fardeau fiscal en fonction d'une famille canadienne qui fait son budget chaque année. Les Canadiens et les familles canadiennes savent mieux que le gouvernement comment dépenser leur propre argent. Le ministre des Finances croit qu'une fois qu'on maîtrise la crise économique au détriment des Canadiens ordinaires, le gouvernement a le droit de dicter aux contribuables comment ils doivent dépenser leur argent. Le gouvernement a fondamentalement tort.

Des impôts plus élevés réduisent le revenu disponible de deux façons. Il y a tout d'abord, c'est évident, la réduction des chèques de paye des contribuables. Il y a ensuite la réduction à long terme de la croissance économique qui découle d'encouragements plus faibles à travailler et à investir et, bien entendu, la baisse de la compétitivité des Canadiens sur le plan international.

L'écart sur le plan fiscal entre le Canada et les États-Unis, ainsi que certains autres de nos partenaires commerciaux, continue de grandir. Le rapport de l'OCDE prévient que, à moins que des mesures importantes ne soient prises au Canada, nous risquons un grave exode des cerveaux. Cet exode a déjà commencé. D'après les chiffres présentés à la Chambre aujourd'hui, je soupçonne qu'il se produit très rapidement.

Les jeunes Canadiens sont notre plus belle promesse d'avenir. Nous ne pouvons pas nous permettre de les laisser partir ailleurs. Je ne vois aucune mention sérieuse d'allègement fiscal dans ce rapport. Ces impôts mettent les Canadiens en position d'infériorité concurrentielle par rapport à notre plus proche voisin et plus grand partenaire commercial, les États-Unis, ce qui entraîne des pertes d'opportunités et d'emplois.

Le fardeau fiscal se répercute sur tous les niveaux d'emploi. Les libéraux se vantent d'avoir créé des emplois depuis qu'ils ont accédé au pouvoir, mais le taux de chômage au Canada dépasse toujours 9 p. 100 depuis 86 mois d'affilée. Le fardeau fiscal s'alourdit désormais chez les plus bas salariés, à cause des charges sociales que le gouvernement libéral veut augmenter, et ce dernièrement avec les modifications apportées au RPC.

Le rapport prévoit des ressources supplémentaires pour aider les enfants pauvres lorsque l'excédent budgétaire augmentera. Personne à la Chambre n'ignore que la pauvreté chez les enfants constitue une question importante sur laquelle il faut se pencher, mais les libéraux n'ont aucune crédibilité lorsqu'ils pontifient sur des programmes pour les enfants pauvres au Canada.

Les enfants ne sont pas la cause du problème. Il y a des enfants pauvres parce qu'il y a des parents pauvres, des parents au chômage et des parents qui paient pour l'équilibre du budget depuis quatre ans. Les libéraux veulent simplement dépenser follement par opportunisme politique et par manque de prévoyance.

Initiatives ministérielles

Nous devons réformer le régime fiscal au Canada. Les charges sociales élevées constituent notamment le plus grand obstacle à la croissance de l'emploi auquel notre pays se heurte. En tant que petit entrepreneur, je reconnais que, lorsque les charges sociales augmentent, je ne peux pas embaucher le nombre d'employés que je voudrais. Grâce à de petits entrepreneurs au sein de notre caucus, nous avons obtenu un consensus et compris que les charges sociales élevées tuent réellement les emplois au Canada.

Nous croyons que l'exemption personnelle de base devrait être portée à 10 000 \$ comme nous l'avons fait valoir pendant la campagne électorale. Ainsi, deux millions de Canadiens à faible revenu ne paieraient plus d'impôt et auraient droit à un nouveau départ.

• (1650)

Nous pourrions citer d'autres exemples, quand nous traçons ainsi la voie à suivre pour que le Canada entre victorieusement dans le XXI^e siècle. Aux Pays-Bas, le taux de chômage était supérieur à 13 p. 100 en 1983. En réduisant les charges sociales et les impôts sur le revenu, et en assouplissant les règlements qui gênent la croissance des petites entreprises, les Pays-Bas ont pu abaisser le taux de chômage au-dessous de 7 p. 100. Voilà ce que le leadership peut réaliser.

Le rapport déposé par le Comité des finances des libéraux donne un compte rendu tendancieux et injuste des opinions qu'expriment des Canadiens. Il ridiculise le processus de négociation et insulte de nombreux Canadiens qui ont sacrifié de leur temps de travail pour rédiger des mémoires et pour témoigner devant le comité. À la fin du rapport, les députés trouveront l'opinion dissidente de mon parti.

Avec son rapport, le gouvernement continue de fermer les yeux sur ce que les Canadiens savent déjà. Le remboursement de la dette et la réduction des impôts se solderont par une économie canadienne plus solide, autonome et concurrentielle. Nous pouvons baisser le taux de chômage qui est à 9 p. 100, mais pas avant d'avoir la vision et le courage nécessaires pour mettre en oeuvre des politiques qui favorisent une croissance dont tous les Canadiens bénéficieraient.

L'hon. Andrew Mitchell (secrétaire d'État (Parcs), Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté avec grand intérêt l'intervention du député d'en face. Il a soutenu que la prospérité économique dont le Canada jouissait aujourd'hui était le fruit des politiques conservatrices du gouvernement précédent.

Évidemment, le député voudra peut-être commencer par se demander pourquoi, à l'issue des dernières élections, le Parti conservateur s'est retrouvé cinquième à la Chambre. Si les téléspectateurs pouvaient voir la Chambre entière, ils verraient la petite section que les conservateurs occupent.

Plus important, le député voudra peut-être se poser certaines questions bien précises. Il a exprimé une certaine exaspération que lui inspirait le processus de consultation. Il voudra peut-être se demander pourquoi l'ancien gouvernement conservateur n'a pas tenu de processus de consultation quand il s'agissait d'élaborer son

budget. Il n'est jamais allé consulter les Canadiens à ce sujet. Sous le régime conservateur, le Comité des finances n'a jamais tenu de consultations prébudgétaires. Tout le travail budgétaire se faisait à huis-clos sous la direction de Michael Wilson.

Comment cela a-t-il mis le Canada sur la voie de la prospérité économique? Lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir, ils ont trouvé un déficit d'environ 28 milliards de dollars, mais quand ils ont cédé le pouvoir, le déficit avait atteint 42 milliards. Il avait augmenté de façon énorme.

Les conservateurs laissent entendre que nous devrions voir chez eux l'origine de notre prospérité économique. Le gouvernement libéral est au pouvoir depuis quatre ans, et le déficit a disparu. Les conservateurs ont été au pouvoir durant neuf ans, et le déficit est passé de 28 à 42 milliards de dollars.

Le député a dit que le ratio de la dette au PIB était beaucoup trop élevé, et c'est vrai. Il s'est bien gardé de mentionner qu'il était de l'ordre de 50 p. 100 lorsque le Parti conservateur est arrivé au pouvoir et qu'il était passé à plus de 70 p. 100 quand il a quitté le pouvoir. Là encore, je dois demander au député si c'est là un exemple du genre de gestion conservatrice qui a mené à la grande prospérité que nous connaissons aujourd'hui.

Les conservateurs ont parlé des cotisations à l'assurance-emploi. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, les cotisations à l'assurance-chômage ont augmenté de plus d'un dollar. À notre arrivée au pouvoir, elles devaient passer à 3,30 \$. En réalité, elles ont maintenant diminué à 2,70 \$. Est-ce là un autre exemple de la façon dont les conservateurs nous ont amenés à la prospérité économique d'aujourd'hui?

Le député a également parlé du chômage, qui constitue un grave problème au Canada. Nous avons tous pour défi d'y remédier. Le taux de chômage avait atteint 11,3 p. 100 quand les conservateurs ont quitté le pouvoir, et il est maintenant tombé à 9 p. 100 sous un régime libéral. Faut-il y voir un autre exemple de la façon dont leurs politiques économiques nous ont conduits à la prospérité dont nous jouissons aujourd'hui?

M. Scott Brison: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question. De toute évidence, il connaît les questions économiques à fond.

Il est vrai que la politique économique met des années à avoir des effets significatifs. Je n'arrive pas à expliquer le phénomène international suivant. Ainsi, le Royaume-Uni connaît une croissance économique sans précédent qui découle directement de la politique conservatrice. Malheureusement, nous, conservateurs, tentons simplement d'être utiles en pratiquant des politiques économiques saines, mais parfois, c'est un gouvernement qui a lui-même été incapable d'adopter ces politiques qui profite des retombées. Il faut des années pour mettre en place les conditions de base qui favorisent la croissance économique.

• (1655)

Ce n'est pas là qu'une opinion personnelle. Je citais *The Economist*, qui est une publication plutôt bonne. L'abonnement annuel est d'environ 172 \$ CAN. Cela vaut la peine. Si j'avais l'impression

Initiatives ministérielles

que le Parti conservateur du Canada pouvait influencer l'opinion de *The Economist*, ce serait important pour le cinquième parti, qui pourrait se vanter de parvenir dans quatre ans du côté où siège le député.

The Economist dit que le crédit, pour une grande partie de la réduction du déficit, revient au simple passage du temps et aux réformes fructueuses qui ont été appliquées plus tôt dans la décennie. Pas la décennie de 1984. Au début des années 90.

Le fardeau financier a été allégé par la baisse des taux d'intérêt et par des exportations records, stimulées par une devise canadienne sous-évaluée, vers une Amérique constamment prospère. Je me demande quelle était la position du député, à une période charnière de l'histoire canadienne, sur des questions comme le libre-échange.

Le gouvernement parle aujourd'hui avec enthousiasme de la libéralisation des échanges. Il a signé une entente avec le Chili un jour, puis un accord avec Israël un autre jour, mais refuse encore d'abolir les obstacles au commerce interprovincial au Canada.

Les députés d'en face parlent de consultations, mais qui profite de ces consultations menées par un comité, qui dépense une fortune pour parcourir tout le pays et discuter avec les contribuables canadiens, et qui finit par adopter des politiques tout à fait contraires aux vœux exprimés par la population? Peut-être qu'on aurait pu se passer de ces consultations. Peut-être qu'on aurait pu consacrer directement l'argent au remboursement de la dette et à la réduction des impôts.

Don Blenkarn, à l'époque où il présidait le Comité des finances, a bel et bien consulté les Canadiens. Il a écouté ce qu'avaient à lui dire les Canadiens. Le gouvernement conservateur était assez ouvert pour mettre en oeuvre les idées des Canadiens et veiller à ce que leurs idées soient prises en considération dans les politiques, qui ont entraîné la croissance sans précédent qu'a connue l'économie canadienne ces derniers temps.

Le député a également mentionné les charges sociales. Il arrive parfois que les charges sociales doivent augmenter, en période de récession par exemple, lorsqu'il faut veiller à ce qu'il y ait suffisamment de fonds dans la caisse d'assurance-emploi. L'augmentation des cotisations s'impose dans de telles circonstances.

Les libéraux ne l'admettent pas, mais Keynes avait raison de dire que le gouvernement devait dépenser en période de récession afin d'aider le pays à sortir de la récession. Si les libéraux avaient écouté Keynes un peu plus—ils ne se sont probablement jamais rendus à ce chapitre—ils auraient constaté que Keynes recommandait de rembourser une partie de la dette lorsque l'économie était en plein essor. Le temps est donc venu de rembourser partiellement la dette.

J'ai peut-être signalé au député des faits qui ne lui avaient pas encore été présentés aujourd'hui quand je lui ai rappelé que le gouvernement conservateur a ramené de 14 p. 100 à 13 p. 100 l'impôt sur le revenu des particuliers en tant que pourcentage du PIB entre 1989 et 1993, mais que les libéraux l'ont augmenté depuis 1993.

Mettons les choses au clair. Nous avons créé le climat qui a permis aux Canadiens d'enregistrer un excédent budgétaire et nous en sommes très fiers. Nous espérons accroître encore davantage la compétitivité des Canadiens dans quatre ans, lorsque nous aurons repris le pouvoir.

M. Ted McWhinney (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Madame la Présidente, je félicite le député pour son éloquence et sa pondération.

J'ai écouté avec intérêt ses observations sur l'enseignement supérieur. Serait-il en faveur de ce qu'on appelle une interprétation fonctionnelle des pouvoirs constitutionnels, à savoir que le pouvoir devrait logiquement aller où le besoin existe? Autrement dit, le gouvernement fédéral fait preuve de plus en plus d'autorité dans l'établissement de normes nationales en matière d'éducation. Il s'agit d'une compétence constitutionnelle que la Loi constitutionnelle de 1867 accorde strictement aux provinces.

• (1700)

M. Scott Brison: Madame la Présidente, notre programme prévoit un test national visant à assurer que les enfants de tout le Canada reçoivent les mêmes possibilités de s'instruire. Les jeunes qui fréquentent l'école à Port-aux-Basques devraient recevoir la même éducation que les enfants qui grandissent à Toronto. Les parents devraient pouvoir savoir où se situent leurs enfants par rapport aux autres enfants canadiens. Il faut pour cela un leadership d'un genre que les Canadiens ne pourront obtenir que dans quatre ans.

L'hon. Andy Mitchell (secrétaire d'État (Parcs), Lib.): Madame la Présidente, je partagerai mon temps avec le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères.

Je dois tout d'abord dire au député de Kings—Hants que je suis fier, au nom de tous les Canadiens aux prises avec un problème de verticalité, de pouvoir prendre la parole à la Chambre pour participer au débat prébudgétaire.

Le gouvernement libéral a lancé cette initiative pendant son dernier mandat, celui de 1993. Elle vise à permettre aux parlementaires de se réunir à la Chambre pour discuter du budget au moment de son élaboration, contrairement à ce qui se faisait auparavant lorsqu'on discutait du budget seulement une fois qu'il était déposé. Je suis heureux que nous puissions le faire, grâce à l'initiative que les libéraux ont prise relativement à la tenue d'un débat prébudgétaire.

Je voudrais féliciter tous les membres du Comité des finances et, en particulier, son président. Ils ont fait de l'excellent travail. Ils se sont déplacés pour s'enquérir de l'opinion des Canadiens partout dans notre pays. Les membres du comité ont veillé à ce qu'il soit tenu compte des opinions exprimées par les Canadiens lors de l'élaboration du rapport.

Pendant son premier mandat, au cours des quatre dernières années, le gouvernement a accompli des progrès considérables. J'ai

Initiatives ministérielles

déjà mentionné certains d'entre eux tout à l'heure. Lorsque nous avons amorcé notre mandat, nous avons hérité d'un déficit annuel de 42 milliards de dollars. Je me suis réjoui, comme tous les Canadiens, lorsque le ministre des Finances a pu annoncer que le déficit serait éliminé pas plus tard que pendant le prochain exercice financier.

En fait, plusieurs centaines de millions de dollars ont déjà été remboursées sur la dette. Nous serons, sous peu, dans une situation d'excédent budgétaire. C'est une réalisation exceptionnelle, compte tenu du fait que notre pays se trouvait dans la même situation depuis une génération et demie.

J'ai parlé brièvement des conditions économiques solides qui ont été mises en place au Canada depuis quatre ans. Je voudrais examiner pendant quelques instants certaines de ces réalisations qui permettent de maintenir un taux d'inflation faible et constant propice aux investissements.

Prenons d'abord les taux d'intérêt. Au début de la décennie, les bons du Trésor à trois mois portait un taux d'intérêt de 11 p. 100. Aujourd'hui, leur taux est de 3 p. 100. En 1990, le taux préférentiel s'élevait à 14 p. 100, contre moins de 5 p. 100 aujourd'hui. Les Canadiens savent fort bien quel taux hypothécaire ils paient. En 1990, le taux d'une hypothèque de cinq ans était de 13,5 p. 100 environ, contre 7 p. 100 et des poussières aujourd'hui.

• (1705)

Nous avons donc fait des progrès. Grâce à ces progrès, grâce à la gestion économique prudente et efficace du gouvernement libéral, nous sommes maintenant à la croisée des chemins.

Pendant la campagne électorale, quantité de gens ont fait des propositions. Le gouvernement a retenu la proposition fort simple qu'une fois qu'il aura atteint l'équilibre budgétaire, il affectera la moitié de l'excédent à la réduction de la dette et des impôts. Au cours de notre mandat, nous nous servirons de l'autre moitié pour investir dans les programmes et les priorités des Canadiens.

Nous avons discuté de cela avec les Canadiens pour recueillir leur point de vue sur nos propositions. Ces derniers mois, j'ai tenu deux assemblées publiques dans ma circonscription, Parry Sound—Muskoka. L'une d'elle a eu lieu à Huntsville, et un grand nombre d'habitants de la région de Muskoka y ont assisté. L'autre s'est tenue la semaine dernière à Parry Sound, et un grand nombre d'habitants de la région de Parry Sound y ont assisté.

Nous avons parlé de ces options, de la réduction de la dette, des impôts et des dépenses. Je voudrais vous donner un résumé de ce qu'ils ont dit. Ces gens étaient catégoriques. Pour eux, il ne faut jamais que le gouvernement retombe dans l'ornière du financement des déficits. Il faut mettre fin à la pratique qui existe au Canada depuis quelques décennies. Le financement des déficits équivalait à utiliser pour nous-mêmes tous les actifs et à transférer le fardeau du passif à nos enfants et à nos petits-enfants. Les Canadiens de ma circonscription ont été très clairs. Pour eux, cela doit cesser.

Ils ont dit très bien comprendre que nous avons presque gagné notre combat contre le déficit, mais que la dette était trop élevée et qu'il nous fallait consacrer une partie de nos ressources à son remboursement. Ils ont parlé de réduction d'impôts. Oui, ils croient que nous avons besoin de réductions d'impôts. Ils ont clairement dit que ces réductions devaient être faites de la façon la plus avantageuse pour les Canadiens et pour notre économie.

Ils ne veulent pas de réductions générales d'impôts, car elles profitent en premier lieu aux contribuables qui gagnent les revenus les plus élevés. Ils veulent des réductions d'impôts ciblées, comme celles que le ministre des Finances a annoncées dans son dernier budget, c'est-à-dire environ 850 millions de dollars pour les familles à faible et à moyen revenu et plus de 160 millions pour les Canadiens handicapés, les jeunes aux études et les parents qui les soutiennent financièrement. Ce sont là le genre de réductions d'impôts que les Canadiens veulent. Des réductions bien ciblées qui aident les plus défavorisés de notre société.

Ils ne tiennent pas du tout à des réductions d'impôts générales. Ils ne s'intéressent pas aux propositions faites par les conservateurs lors de la dernière campagne électorale. On se souviendra qu'ils préconisaient la réduction des impôts des entreprises, ce qui aurait permis aux banques à charte de payer moins d'impôts. Ils réclament des réductions d'impôts pour les Canadiens qui en ont le plus besoin.

Ils ont parlé de la nécessité de nouveaux investissements. Ils ont parlé de la nécessité de protéger nos programmes sociaux, de soutenir des programmes comme l'assurance-maladie et l'enseignement postsecondaire. Ils ont dit qu'il fallait absolument essayer de stimuler l'activité économique pour créer des emplois.

À mon avis, le budget devra aborder les dossiers capitaux du Canada rural. Je représente une circonscription rurale. Les habitants des campagnes forment environ 30 p. 100 de la population du Canada. Je crois que, ces dernières années, nous avons très bien réussi à démontrer que le contexte dans lequel vivent les Canadiens des régions rurales est différent de celui des régions urbaines.

• (1710)

Les réalités et les conditions économiques sont uniques. Les distances, la géographie, la densité de la population, ce sont tous là des facteurs dont il faut tenir compte lorsque nous établissons un budget.

J'ai tenu ces propos à diverses occasions lors des débats antérieurs sur le budget. J'espère que les politiques que nous formulons, qu'elles aient trait au genre de réductions d'impôts que nous ferons ou au genre d'investissements que nous croyons que les Canadiens veulent et que nous devrions faire, tiendront compte des besoins et des préoccupations des Canadiens des régions rurales ainsi que du contexte économique dans lequel fonctionne le gouvernement actuel, et qu'en tant que parlementaires, nous répondions aux besoins et aux préoccupations des Canadiens des régions rurales.

Initiatives ministérielles

Je suis heureux d'avoir eu l'occasion de participer à ce débat sur les consultations prébudgétaires. Je suis heureux d'avoir pu partager certaines de ces idées et de ces préoccupations avec mes collègues à la Chambre. J'attends avec impatience ce jour de février où le ministre des Finances déposera son budget à la Chambre, jour qui marquera une autre étape importante dans la progression du Canada sur le plan économique.

[Français]

Mme Angela Vautour (Beauséjour—Petitcodiac, NPD): Monsieur le Président, le député d'en face semble être au courant de ce qui se passe avec les parcs. Il dit que les communautés rurales sont importantes et que le budget devrait refléter celles-ci. Je suis totalement d'accord. Je représente certainement une circonscription qui est très rurale.

Je suis quand même concernée et je me demande quelle serait l'opinion de mon collègue libéral. Est-ce qu'il est d'accord avec les décisions qui ont été prises jusqu'à maintenant pour privatiser nos parcs nationaux, qui nous amènent au ASD, qui diminuent les salaires et qui rendent la vie encore plus difficile? Souvent, les parcs nationaux sont dans des milieux très ruraux et les décisions sont prises au sein de ce ministère ne font qu'ajouter des problèmes économiques pour nos communautés. Alors, est-ce qu'il pourrait m'expliquer un peu quelles sont ses pensées envers la direction qu'a prise son gouvernement relativement aux parcs?

[Traduction]

L'hon. Andy Mitchell: Monsieur le Président, je vais répéter très brièvement ce que j'ai dit dans le discours que j'ai fait au sujet du projet de loi sur le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent. Nous n'avons jamais envisagé et nous n'envisageons pas de présenter à la Chambre une mesure visant à privatiser Parcs Canada.

Nous, libéraux, comprenons que la protection des sites spéciaux au Canada est un mandat public, qui est exécuté par l'entremise d'un ministre, sous la supervision du Parlement. C'est de cette façon que fonctionne Parcs Canada, et c'est de cette façon qu'il continuera de fonctionner.

Je serais prêt à discuter de cette question n'importe quand avec la députée pour lui montrer que c'est vraiment de cette façon que nous fonctionnons.

M. Murray Calder (Dufferin—Peel—Wellington—Grey, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les propos du député, surtout lorsqu'il parlait des régions rurales du Canada. Étant agriculteur, j'y suis particulièrement sensible.

Alors que nous sommes à l'aube du XXI^e siècle, nous entendons souvent le député de Victoria—Haliburton parler de son téléphone cellulaire à cadran. Je vous le dis bien franchement, dans les régions rurales du Canada, nous ne disposons pas des services qui nous sont indispensables si nous voulons survivre.

Dans le dernier budget, on a pu injecter de l'argent dans la Société du crédit agricole, dans la Banque de développement du

Canada. J'aimerais que le député nous fasse part de son opinion quant aux sommes qui devraient être réservées à ces belles institutions qui aident les régions rurales du Canada à répondre à ces défis.

L'hon. Andy Mitchell: Monsieur le Président, le point que soulève le député est très valable. Dans le dernier budget, des mesures qui s'adressaient directement aux Canadiens des régions rurales ont été prises.

Le Programme d'accès aux collectivités a bénéficié d'une injection de 30 millions de dollars pour permettre aux Canadiens des régions rurales de se brancher au Web. Voici l'une des difficultés. Alors que ce type de technologie est facilement accessible dans les grands centres urbains, on commence à peine à pouvoir aménager cette infrastructure dans les régions rurales du Canada. Ce sont des choses très importantes. J'aimerais que ce type d'initiative se poursuive pendant toute l'année qui vient.

• (1715)

Nous avons parlé des investissements visant la Banque de développement du Canada. C'était là un excellent exemple d'un programme ciblé visant précisément le secteur du tourisme dans les régions rurales. Voilà le type d'initiatives auxquelles je pense lorsque je dis qu'il faut monter nos programmes de manière à tenir compte des besoins des Canadiens des régions rurales.

La situation est la même que dans le cas de l'argent frais qui a été injecté dans la Société du crédit agricole, là aussi pour tenir compte des besoins des Canadiens des régions rurales, pour tenir compte de la nécessité d'élaborer des programmes qui sont dans l'intérêt des Canadiens des régions rurales.

Le vice-président: La députée d'Etobicoke—Lakeshore invoque le Règlement.

Mme Jean Augustine (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, je demande le consentement unanime pour une motion que tous les partis dans cette Chambre ont acceptée et qui est appuyée par les députés d'Ottawa-Centre, Ottawa-Ouest, Edmonton-Nord, Saint John, Winnipeg-Nord-Centre et Laval-Est. Je propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait prendre en considération la demande de la fondation Famous Five d'honorer la mémoire d'Emily Murphy, Nellie McClung, Irene Parlby, Louise McKinney, Henrietta Muir Edwards, les «Famous Five», en permettant de commémorer celles-ci par l'installation d'une statue sur la Colline parlementaire.

Le vice-président: La députée d'Etobicoke—Lakeshore a-t-elle le consentement unanime de la Chambre pour proposer la motion?

Des voix: D'accord.

Une voix: Non.

Le vice-président: Il n'y a pas consentement.

Reprise du débat, le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères.

Initiatives ministérielles

M. Ted McWhinney (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, j'ai eu le plaisir de participer aux audiences du Comité des finances à Vancouver. Je me rappelle cette déclaration de Flaccus, qui disait que la Providence veille sur les petits comme sur les grands. Le comité a entendu tout un éventail de personnes, des barons de l'industrie, des fonctionnaires syndicaux, des gens très puissants, de savants professeurs et d'autres parfois moins intéressants, comme des professeurs d'économie ou de journalisme, mais ce fut, en fin de compte, un exercice de participation publique.

Quand j'examine le rapport et que j'essaie de voir combien de témoins ont comparu et combien d'exposés ont été faits, je constate que les audiences du comité ont été une manifestation de démocratie de participation. J'y vois un héritage du rapatriement de la Constitution de 1982: nous avons commencé par des petits pas, qui nous ont conduits de plus en plus loin.

J'y pense notamment lorsque des gens m'écrivent pour me dire que le projet d'accord multilatéral sur le commerce, par exemple, est concocté en secret par une élite. L'accord multilatéral sur le commerce ne pourra avoir force de loi au Canada que lorsque nous aurons signé le traité, à condition que le texte de ce traité soit adopté. Nous devons ensuite ratifier le traité, adopter une loi de mise en oeuvre de l'accord, soit une loi fédérale et des lois provinciales en l'occurrence. C'est un long processus, qui n'est pas encore achevé au Canada dans le cas du droit de la mer. Cela fait 14 ans que c'est signé et le processus est encore inachevé dans bien des cas.

Lorsque le Comité permanent des affaires étrangères de la Chambre a tenu ses audiences sur le projet d'accord multilatéral sur le commerce, il a entendu 35 témoins provenant de tous les milieux de la société et représentant toute une gamme d'opinions éclairées sur des questions économiques et il a reçu 125 dépositions. Ce n'est pas là un processus secret. Lorsque les pays de l'OCDE auront conclu un accord sur le commerce multilatéral, nous nous engagerons dans le même processus de consultation publique et d'adoption d'une loi de mise en oeuvre.

À voir ce qu'accomplissent les comités de la Chambre, on constate que le processus dans lequel nous sommes engagés est une belle réussite et qu'il repose sur une collégialité poussée. J'ai siégé au Comité des affaires étrangères ce matin. L'examen de deux sujets qui auraient pu soulever la controverse a abouti à l'adoption de résolutions par consensus. La première a recueilli l'appui de tous les partis et la seconde celui de tous les partis sauf un. C'est une belle réussite.

Je félicite le Comité permanent des finances pour la rapidité avec laquelle il a procédé et pour le rapport et les recommandations étoffés qu'il a produits.

• (1720)

Permettez-moi, si vous le voulez-bien, de faire certaines remarques au sujet de l'idée générale et première, l'engagement à l'égard de l'intégrité financière sur laquelle repose le succès de la campa-

gne du gouvernement actuel en 1993: équilibrer le budget et réduire la dette extérieure.

Essentiellement, je suis d'accord sur la teneur de ce rapport, car j'ai entendu de nombreux témoins dire devant le comité que les Canadiens voulaient que nous poursuivions dans cette voie. Nous voulons l'intégrité budgétaire. Nous voulons un budget équilibré. Il le sera afin la fin de l'exercice 1998, sept ans avant la date prévue, en plus de quoi nous nous attaquons à la dette extérieure.

Toutefois, les Canadiens veulent aussi que l'on continue d'investir dans la santé et le bien-être social, dans les installations communautaires nécessaires pour maintenir la société en bonne santé et voir à ce qu'elle ait un niveau de vie décent, ce qui signifie un engagement à l'égard des pensions et du régime d'assurance-maladie, la contribution canadienne la plus reconnue, je crois, dans cet hémisphère. Seul Bismarck, en Allemagne, nous a précédés au XIX^e siècle, mais nous avons concrétisé l'idée de façon différente par rapport aux autres pays.

Je crois que je vais me concentrer sur un point de ce rapport qui mérite une attention spéciale. Le député de Kings—Hants y a fait référence avant moi. Je veux parler de l'investissement dans le savoir et de la reconnaissance du fait que le siècle prochain sera un siècle fondé sur la connaissance et une main-d'oeuvre informée, qualifiée, douée et imaginative. La clé de la création d'emplois, c'est l'investissement dans le savoir et la recherche.

On connaît généralement le syndrome japonais et allemand. Après la Seconde Guerre mondiale, les pays défaits ont investi dans la recherche pure. Il n'y a pas d'avantage immédiat à faire cette recherche, mais cinq ou dix ans plus tard, on sait qu'on est supérieur dans son domaine de recherche et que les industries de ce secteur peuvent battre tous leurs concurrents.

Cela se traduit par les 800 millions de dollars de la Fondation pour l'innovation, le développement et la reconstruction de l'infrastructure en médecine, en génie et en sciences, le réseau des centres d'excellence, les bourses d'études du millénaire, la hausse des prêts aux étudiants et l'allégement de la dette des étudiants de niveau postsecondaire.

Je précise que j'ai discuté avec des recteurs d'université, au cours des dernières semaines. Ces derniers me demandaient de faire valoir l'importance de maintenir le financement des organismes subventionnaires fédéraux comme le CNRC, le CRSH et le Conseil des arts. À une certaine époque, dans l'ouest du Canada, on se plaignait que ces organismes avaient une certaine mentalité propre à l'est du Canada et que leurs subventions semblaient pencher en faveur de ce que nous appelons le Canada central. Je suis heureux de dire que les recteurs d'université me disent que cette tendance est maintenant rectifiée dans une large mesure, et qu'ils aimeraient voir les bourses reprendre l'importance qu'elles avaient autrefois, c'est-à-dire l'équivalent, en dollars de 1997-1998, de ce qu'elles représentaient avant les compressions. J'approuve cette demande.

Le principal facteur d'un développement scientifique et technologique intelligent et utile en prévision du prochain siècle, c'est un choix intelligent des projets dans lesquels on investira. Je pense

Initiatives ministérielles

qu'il convient que la Chambre recommande au gouvernement d'en tenir compte dans l'élaboration du prochain budget.

Lorsque nous avons défendu le projet Triumph, et la subvention de 167,5 millions de dollars à l'Université de la Colombie-Britannique pour ses recherches de base en physique folique et en physique corpusculaire, nous avons dû expliquer de quoi il s'agissait, mais l'argument le plus convaincant a été les retombés économiques pour la province, sous forme d'industries grosses consommatrices de talents et d'intelligences. Nous avons souligné l'augmentation de 200 millions de dollars des contrats d'exportation en seulement un an et les emplois supplémentaires que cela implique.

Je pense que c'est la clé de notre propos. Si nous sommes en concurrence avec d'autres pays qui ont un bassin de population plus important et peut-être des ressources plus importantes dans d'autres domaines, ce qu'il faut faire, c'est investir davantage dans l'éducation, non pas en essayant de la hisser aux normes internationales, mais en prenant le rôle de chef de file.

Cela nous amène à un autre point que j'ai soulevé dans ma question au député de Kings—Hants. Je pense qu'il est nécessaire que le fédéral ait un rôle de leader dans le secteur de l'enseignement des sciences et de la recherche. Il ne s'agit pas seulement de créer une norme nationale ou de hisser les provinces économiquement moins favorisées au niveau des autres. Pensons à la Nouvelle-Écosse, une province qui n'est certainement pas riche, mais qui pendant des années a été considérée comme le berceau de l'enseignement au Canada. On peut dire que les habitants de la province qui étaient pauvres, mais honnêtes diront certains, attachaient une extrême importance à l'éducation.

• (1725)

Pourtant, si l'on regarde la position actuelle des universités et collèges de Nouvelle-Écosse, on voit que cette situation s'évanouit. Une intervention fédérale est donc nécessaire, car on pense maintenant à une forme de péréquation en matière d'enseignement. Je pense surtout qu'il doit y avoir une vision de ce qui est nécessaire en termes de concurrence industrielle au niveau international et de base de recherche en science, en technologie et en génie. Je pense donc qu'un rôle de leadership du gouvernement fédéral est absolument indispensable.

Ce que je voudrais voir dans le budget, comme le souhaite le comité permanent de l'éducation, c'est une reconnaissance du fait que le prochain siècle sera celui du savoir et qu'il faut faire des investissements dans les sciences, la technologie et la recherche pure.

M. Scott Brison (Kings—Hants, PC): Monsieur le Président, je voudrais féliciter le député pour son exposé qui donne à penser sur l'importance de l'éducation et son point de vue sur le rôle de premier plan que le gouvernement fédéral pourrait jouer dans certains domaines de l'enseignement.

Le député a tout à fait raison de dire que la Nouvelle-Écosse a été le berceau de l'éducation et, dans une certaine mesure, c'est peut-être ce qui explique l'intelligence des électeurs au cours des dernières élections. Cependant, je n'en suis pas certain.

En ce qui concerne les disparités dans le domaine de l'éducation, non seulement entre les provinces, mais entre les régions et les comtés au sein des provinces, il faut reconnaître que, dans une large mesure, l'investissement dans l'éducation est basé sur l'assiette fiscale locale. Les collectivités nanties peuvent investir beaucoup plus dans l'éducation que les collectivités pauvres.

J'ai grandi dans une région superbe et pittoresque de la Nouvelle-Écosse, qui souffre cependant beaucoup sur le plan économique. Dans cette région, il y a 30 étudiants qui sont sortis de la sixième année en même temps que moi et à peine dix ont terminé leurs études secondaires. Pour moi, il est extrêmement important de veiller à ce qu'on offre des possibilités en matière d'éducation dans toutes les collectivités du pays. Je crois que le gouvernement fédéral peut faire preuve de leadership pour s'assurer que c'est bien le cas.

M. Ted McWhinney: Monsieur le Président, je vais peut-être citer à mon collègue une observation que l'ancien premier ministre, M. Trudeau, a faite lorsqu'il était en poste, juste avant sa retraite, lorsqu'il a reçu un grade honorifique de l'université Dalhousie. Il a dit alors avec beaucoup d'esprit une grande vérité en se demandant tout haut, à la lumière du bilan des anciens de l'université Dalhousie et du rôle de premier plan qu'ils jouaient sur la scène politique nationale au Canada, comment il avait réussi à se rendre lui-même aussi loin sans être diplômé de l'université Dalhousie.

Cela reflète un fait. Les Maritimes ont investi beaucoup dans l'éducation. Cependant, il convient de reconnaître les disparités en ce qui concerne la richesse et le financement, car cela se traduit simplement par un grand désavantage de nos jours. Je crois que nous sommes dans un système où le gouvernement fédéral peut avoir à traiter directement avec les autorités scolaires municipales dans ce domaine. Cela fait appel à des approches dénotant plus d'imagination et de diplomatie à l'égard du fédéralisme coopératif qui était une idée des années 50 et 60 qu'on reprend maintenant. Cependant, je pense qu'elle a besoin d'être un peu plus structurée et raffinée.

Je crois que les députés de ce côté-ci également vont appuyer l'appel du député en faveur des Maritimes. Je le remercie de cette observation.

Mme Jean Augustine (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Je demande le consentement unanime en vue d'une motion, appuyée par le député d'Ottawa-Centre, la députée d'Ottawa-Ouest, le député d'Edmonton-Nord, la députée de Saint John, le député de Winnipeg-Nord-Centre, la députée de Laval-Est. Je propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait prendre en considération la demande de la fondation Famous Five d'honorer la mémoire d'Emily Murphy, Nellie Mooney McClung, Irene Marryat Parly, Louise Crummy McKinney et Henrietta Muir Edwards—les «Famous Five»—en permettant de commémorer celles-ci par l'installation d'une statue sur la Colline parlementaire.

• (1730)

Le vice-président: Est-ce que la députée a le consentement unanime de la Chambre pour que la motion soit mise aux voix?

Des voix: D'accord.

Le vice-président: La Chambre a entendu les termes de la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: Non.

Le vice-président: La motion n'est pas adoptée.

M. Monte Solberg (Medicine Hat, Réf.): Monsieur le Président, je demande l'unanimité pour présenter la motion suivante:

Que, nonobstant le paragraphe 24(2) du Règlement ou tout autre usage, la période des initiatives ministérielles soit prolongée de 15 minutes, se terminant ainsi à 17 h 45, pourvu que la Chambre n'accepte ni appel de quorum ni motion dilatoire après 17 h 30.

Le vice-président: Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour présenter la motion visant à prolonger les heures de séance?

Une voix: Non.

Le Président: Il y a pas consentement unanime.

[Français]

M. Denis Coderre: Monsieur le Président, j'en appelle à la Présidence. J'ai vu plus tôt un député dire qu'il n'était pas d'accord. On avait pourtant le consentement unanime sur la motion de mon honorable collègue, mais la personne qui n'avait pas donné son consentement n'était même pas à sa banquette. Donc, je ne vois pas pourquoi on reconnaîtrait son propos. Par conséquent, je crois qu'il y a consentement unanime et j'aimerais que vous reconsidériez cette motion.

Le vice-président: C'est toujours la position de la Présidence que s'il y a une voix dissidente, cela détermine la chose.

[Traduction]

La présidence n'a pas à savoir où un député est assis lorsqu'on demande le consentement unanime. La présidence a demandé si la Chambre donnait son consentement unanime. Un député a dit non, et je crains que cela ne règle la question.

La présidence n'a pas à savoir si un député est assis à son siège ou non pour déterminer ce genre de choses. En fait, les députés qui veulent dire non n'ont pas à se lever. La question est posée à la Chambre et les réponses sont données.

Je suis désolé que les circonstances ne me permettent pas d'accepter la motion.

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je pense qu'il y a eu un incident en l'espace d'une minute. Je me demande si vous accepteriez de revoir ce qui s'est passé au cours des cinq dernières minutes.

Selon ce que j'ai constaté—mais j'ai pu me tromper—, la députée d'Etobicoke—Lakeshore a demandé le consentement unanime. Personne n'a dit non.

Initiatives ministérielles

Je crois que vous avez ensuite déclaré que la motion était adoptée. À ce moment, quelqu'un qui n'était pas à la Chambre quand la motion a été proposée est entré et s'est opposé, mais sans être à sa place.

Je vous demande simplement, monsieur le Président, de revoir ce qui s'est dit au cours des cinq dernières minutes.

Le vice-président: La députée a parfaitement raison. Comme d'autres articles ont été proposés immédiatement après, la présidence a laissé tomber la tentative, puisque la Chambre semblait ne pas en tenir compte.

La députée d'Etobicoke—Lakeshore a demandé que la motion soit mise aux voix et la Chambre a accepté. J'ai mis la question aux voix et un député a dit non.

La motion peut faire l'objet d'un débat. Je peux de nouveau mettre la motion aux voix, si la Chambre le veut. La difficulté, c'est qu'il faudra le consentement unanime.

Il y a consentement unanime pour que la motion soit mise aux voix. La députée d'Etobicoke—Lakeshore, ayant obtenu le consentement unanime, pourrait remettre sa motion à la présidence pour que je la mette aux voix.

* * *

● (1735)

LES FAMOUS FIVE

Mme Jean Augustine (Etobicoke—Lakeshore, Lib.) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait prendre en considération la demande de la fondation Famous Five d'honorer la mémoire de Emily Murphy, Nellie Mooney McClung, Irene Marryat Parly, Louise Crummy McKinney et Henrietta Muir Edwards—les «Famous Five»—en permettant de commémorer celles-ci par l'installation d'une statue sur la Colline parlementaire.

Le vice-président: Le vote porte sur la motion. En vertu du Règlement, il n'y a pas de temps prévu pour débattre la motion à moins que la Chambre donne son consentement unanime. Je mets donc la question aux voix. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion.

M. Monte Solberg (Medicine Hat, Réf.): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je pense que vous trouverez le consentement pour la motion suivante. Je propose:

Initiatives ministérielles

Que, nonobstant le paragraphe 24(2) du Règlement ou les usages, la période réservée à l'étude des initiatives ministérielles soit prolongée de 15 minutes pour prendre fin à 17 h 50, pourvu qu'aucun appel de quorum ni aucune motion dilatoire ne soient acceptées par la Chambre après 17 h 35.

(La motion est adoptée.)

M. Monte Solberg (Medicine Hat, Réf.): Monsieur le Président, je ne pense pas avoir jamais dû me battre aussi fort pour intervenir à la Chambre des communes, mais c'est un plaisir de prendre part au débat sur le rapport que le Comité des finances vient de publier sur les consultations prébudgétaires.

Le Comité des finances a fort bien réussi à recueillir le point de vue de groupes comme le Conseil canadien des chefs d'entreprises et de nombreux militants sociaux, mais je crois qu'il a nettement moins bien réussi à tâter le pouls des 70 ou 80 p. 100 des Canadiens qui se situent entre ces deux extrêmes.

Je vais illustrer ce que je veux dire en lisant une lettre. Je ne pense pas que les opinions qui y sont exprimées trouvent un écho dans le rapport du comité. La lettre a été adressée au député de Cariboo—Chilcotin, qui en a immédiatement reconnu l'importance. La voici:

Je vous écris au sujet de l'augmentation des cotisations au RPC. Je suis une mère au foyer qui a deux enfants.

Mon mari travaille 12 heures par jour, six ou sept jours par semaine. Malgré cela, nous arrivons à peine à joindre les deux bouts. Nous ne pouvons nous permettre ces hausses de cotisation. Mon mari devra travailler encore plus fort. Nous le verrons encore moins. Est-ce bon pour mes enfants? Pour notre mariage?

Le gouvernement emprunte les fonds du RPC, ou je devrais plutôt dire qu'il les vole, puis il augmente les cotisations parce qu'il ne peut plus payer les retraites. Pourquoi devrions-nous écoper à cause de ce gouvernement malhonnête?

Il prétend qu'il veut épargner nos enfants. Il fait du prêchi-prêcha à propos des mariages brisés, mais il nous roule encore. Les couples sont stressés à cause du manque d'argent, et les enfants en souffrent. Le mariage s'en ressent. Comment pouvons-nous payer des leçons de natation ou de base-ball à nos enfants quand le gouvernement prend tout l'argent qui nous reste? Mon fils aîné, qui a cinq ans, m'a demandé ceci: «Pourquoi, maman? Parce que nous n'avons pas assez d'argent, n'est-ce pas?» Et il n'a que cinq ans. Tous ses copains d'école prennent un repas chaud le vendredi midi, mais pas lui. Comment trouver 100 \$ de plus à dépenser chaque mois? Je ne peux pas travailler parce que mon mari travaille de trop longues heures. Pourquoi devrais-je le faire? Je veux élever moi-même mes enfants plutôt que de les confier à une garderie.

Mon mari a 34 ans et je l'ai enfin convaincu de voter cette année. Nous sommes beaucoup disputés à ce sujet. Il ne voyait pas pourquoi il se donnerait la peine de voter alors que rien ne change jamais. Beaucoup de gens sont de cet avis. Je commence à croire qu'il a raison.

Je dois payer le loyer, l'assurance de la maison, l'assurance du camion, l'assurance-vie, l'électricité, le gaz, le téléphone, la nourriture, les paiements du camion. Ce sont les dépenses de base. Des loisirs? Nous ne savons pas ce que c'est. Est-ce que le RPC existera encore lorsque mon mari prendra sa retraite? J'en doute.

J'ai une amie qui, à 28 ans, doit déclarer faillite. Elle a trois enfants. Je sais que cela pourrait nous arriver à nous aussi. Les enfants ont aujourd'hui plus de problèmes que jamais parce que les parents sont absents. Comme ceux-ci travaillent plus dur et plus longtemps, les enfants se débrouillent tout seuls. L'avenir s'annonce encore plus sombre.

Il faut faire quelque chose à propos du RPC. À mon avis, le Canada s'en va à la ruine.

● (1740)

C'est signé Margaret Snell, de Quesnel, en Colombie-Britannique.

J'estime que les gens comme Margaret Snell n'étaient tout simplement pas représentés au comité des Finances. Les gens comme Margaret Snell n'ont pas vu leur opinion représentée dans le rapport gouvernemental sur les audiences prébudgétaires. Il n'y a pas que Margaret Snell. Je crois que des centaines de milliers, des millions, en fait, de Canadiens sont exactement du même avis que Margaret Snell.

Que devrait faire le gouvernement lorsqu'il prend connaissance de lettres comme celle de Margaret Snell, que je viens de lire, ou celle de Kim Hicks, de Sackville, au Nouveau-Brunswick, que le chef de mon parti a lue hier? Si le gouvernement avait le moindre bon sens, il s'empresserait d'assurer l'avenir de gens comme Margaret Snell, Kim Hicks et des autres personnes qui souffrent en prenant tout d'abord le problème de la dette très au sérieux.

L'autre jour, le président du Comité des finances est intervenu à la Chambre pour décrire les témoignages qu'a recueillis son comité. Mon collègue reconnaîtra que bien des témoins se sont présentés devant le Comité pour dire que la dette posait un grave problème auquel il fallait nous attaquer. En fait, dans son rapport, le gouvernement reconnaît même l'existence de ce problème.

Quelle est la recommandation qui nous a été faite? Il nous a été recommandé de tenir la promesse faite pendant la campagne électorale et de consacrer 50 p. 100 de l'excédent budgétaire à de nouvelles dépenses. C'est vraiment incroyable.

Selon les grands sondages menés au pays, les Canadiens sont d'avis que la dette représente un problème incroyable. Il faut nous attaquer à ce problème. Comme mon chef l'a souligné hier, que font les gens lorsqu'ils ont un petit répit fiscal? Ils remboursent leurs dettes personnelles. Bien sûr que c'est ce qu'ils font. C'est tout à fait sensé.

Que fait le gouvernement? Il a toutes sortes de projets pour recommencer à dépenser, mais a-t-il une idée de ce qu'il faut faire avec la dette?

Le gouvernement dit qu'il ramènera peut-être, dans l'avenir, la dette à 50 ou 60 p. 100 du PIB. Qu'est-ce que cela signifie au juste? Il ne s'est pas engagé expressément à rembourser un seul dollar de la dette. Le gouvernement pense que si l'économie connaît une croissance assez rapide, la dette, exprimée en pourcentage de notre activité économique, paraîtra moins importante.

Les sondages, les lettres et les appels téléphoniques que nous recevons sont très clairs sur ce que le gouvernement devrait faire en premier lieu. La première chose qu'il devrait faire, c'est d'assurer l'avenir des Canadiens comme Margaret Snell, Kim Hicks et des centaines de milliers d'autres, en commençant à rembourser la dette. Le gouvernement devrait élaborer un plan rigoureux pour le remboursement de la dette.

Je tiens aussi à dire qu'il devrait trouver une façon d'assurer la prospérité future des Canadiens. La solution pour y parvenir est bien évidente. Après avoir pris connaissance des lettres de Margaret Snell et de Kim Hicks, le gouvernement devrait aussi trouver la solution évidente. Il doit commencer à réduire les impôts.

Au Canada, nous avons un fardeau fiscal qui est absolument effarant. Depuis l'arrivée du gouvernement au pouvoir il y a quatre ans, les Canadiens ont vu le revenu dont il dispose chuter de manière vertigineuse. Nous savons que depuis l'arrivée du gouvernement actuel au pouvoir, le revenu dont dispose une famille canadienne moyenne a baissé de plus de 3 000 \$.

Pourquoi en est-il ainsi? C'est parce que les impôts continuent d'augmenter.

Tous les jours, les députés d'en face disent qu'ils ont réduit les impôts. Si les Canadiens sont assez naïfs pour croire que le gouvernement a réduit les impôts, j'ai un château en Espagne à leur vendre.

● (1745)

Les gens ne croient pas cela. Je ne le crois pas. Nous savons que les recettes du gouvernement ont augmenté de 25 milliards de dollars depuis quelques années. Nous savons aussi que le gouvernement a relevé les impôts à 37 reprises. Nous le savons parce que l'impôt sur le revenu n'est pas indexé sur l'inflation, parce que, effectivement, il existe un impôt inflationniste qui rapporte tout juste un peu moins d'un milliard de dollars par année de nouvelles recettes, les contribuables étant reclassés dans des fourchettes d'imposition plus élevées. Nous savons tout cela. Comment le gouvernement peut-il affirmer qu'il a réduit les impôts? Franchement, je pense que personne ne le croit.

Nous savons qu'au Canada, aujourd'hui, les impôts sur le revenu des particuliers sont 54 p. 100 plus élevés que ceux de nos partenaires commerciaux du G7. Je ne crois pas un seul instant que les députés ministériels puissent, en leur âme et conscience, penser être en mesure de convaincre qui que ce soit que le gouvernement a vraiment réduit les impôts. Personne ne croira une chose pareille.

Je voudrais revenir sur certains points qui ont été soulevés par notre chef hier, quand il a parlé des allègements fiscaux accordés à une famille au Nouveau-Brunswick. Si elle disposait d'un surplus, cette famille s'en servait pour rembourser ses dettes, en mettant le tiers de côté et en dépensait une autre partie pour des produits de première nécessité comme des médicaments et de la nourriture.

Les Canadiens savent mieux que le gouvernement quelles sont ses priorités. Ils devraient pouvoir dire à quoi leur argent servira et le garder pour commencer. C'est pourquoi le Parti réformiste est à l'avant-garde de la lutte pour faire diminuer les impôts de tous les Canadiens afin de leur redonner de vrais espoirs, espoirs dont ils sont privés depuis plus de 10 ans sous les gouvernements conservateurs et libéraux qui se sont succédé.

M. Chuck Strahl (Fraser Valley, Réf.): Madame la Présidente, je remercie le porte-parole du Parti réformiste pour les questions de finances pour son discours.

Initiatives ministérielles

Comme d'habitude, les exemples précis de cas de familles ou d'individus illustrent beaucoup mieux que les longues listes de statistiques les répercussions des impôts, de la dette et du déficit sur les contribuables. Le député nous a donné aujourd'hui un parfait exemple, ou un bien triste exemple, de ce qui se passe lorsque les gouvernements vont puiser dans les poches des contribuables. Selon la vieille plaisanterie, il faisait si froid l'hiver dernier que l'on a vu pour la première fois le ministre des Finances mettre les mains dans ses propres poches.

Les Canadiens savent que les impôts n'ont pas plafonné et que la lumière qu'ils voient au bout du tunnel est celle du train fiscal qui fonce sur eux.

J'aimerais demander au député de parler des frais d'utilisation et des taxes cachées que le gouvernement continue de nier avoir augmentées. Le député a fait allusion à plusieurs dont les non-ajustements au taux d'inflation. Quelle est la pire cas qu'il connaisse? Il y a la question des taxes cachées, qu'il s'agisse de droits de douanes ou autres, que nous ne voyons pas lorsque nous faisons notre épicerie.

Il y a aussi les frais d'utilisation. Je me demande si le porte-parole pour les questions financières peut nous parler de ces taxes cachées qui grugent le pouvoir d'achat des familles et qui ont contribué à la diminution de 3 000 \$ du pouvoir d'achat du Canadien moyen au cours des trois ou quatre dernières années.

M. Monte Solberg: Madame la Présidente, je serai bref parce qu'il ne me reste plus beaucoup de temps.

Au cours des dix dernières années, les frais d'utilisation ont augmenté d'environ 100 p. 100 au Canada. C'est là une taxe non seulement pour les sociétés, les entreprises et toutes sortes d'organisations qui utilisent des services gouvernementaux, mais, dans bien des cas, c'est aussi une taxe pour les particuliers, les gens qui fréquentent les terrains de camping et ainsi de suite. Il ne fait pas de doute que le gouvernement cherche à accroître ses recettes de cette façon et, comme ces mesures ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement, c'est une forme d'imposition sans représentation.

Je vais dire quelques mots au sujet du non-ajustement des taux d'imposition au taux d'inflation. Nous avons récemment reçu une lettre d'une dame d'Abbotsford, en Colombie-Britannique, qui a de la difficulté à joindre les deux bouts avec son revenu annuel de 16 000 \$. Elle paie beaucoup d'impôt sur le revenu même si elle ne fait que 16 000 \$ par année. En fait, elle a dû hypothéquer sa maison mobile pour payer les 800 \$ d'impôt qu'elle devait au gouvernement.

● (1750)

Je veux simplement faire comprendre à mes collègues à la Chambre que la réduction des impôts est une façon viable d'aider beaucoup de Canadiens, ceux qui sont au bas de l'échelle de revenu. Dans l'esprit de Noël, j'exhorte les députés à réfléchir à cela aujourd'hui et à penser qu'il y a peut-être d'autres façons d'aider les gens que de mettre sur pied un nouveau programme.

Initiatives parlementaires

Je veux remercier mes collègues à la Chambre de m'avoir donné la chance de parler aujourd'hui. Je veux aussi leur souhaiter un très joyeux Noël et une nouvelle année qui sera passée sous le signe de la sécurité et de la prospérité. Je sais que nous sommes souvent profondément en désaccord sur certaines choses. Je crois cependant que nous voulons tous aider les Canadiens. J'offre mes meilleurs voeux à tous mes amis à la Chambre aujourd'hui.

La présidente suppléante (Mme Thibeault): Comme il est 17 h 50, la Chambre passe maintenant à l'étude des initiatives parlementaires inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

[Traduction]

LE BATAILLON MACKENZIE-PAPINEAU

M. Nelson Riis (Kamloops, NPD) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait considérer l'opportunité d'accorder aux membres du bataillon MacKenzie-Papineau et aux autres Canadiens qui ont combattu aux côtés des forces républicaines pendant la guerre civile en Espagne, entre 1936 et 1939, la qualité d'anciens combattants en vertu de la loi fédérale, et de les rendre admissibles aux pensions et avantages des anciens combattants.

—Madame la Présidente, avant de commencer mes observations, j'aimerais signaler qu'il y a eu des discussions entre les différents partis. Il pourrait y avoir consentement unanime pour dire qu'une heure complète a été consacrée à ce débat une fois que les représentants de tous les partis politiques représentés ici ce soir auront eu l'occasion d'intervenir sur cette motion.

La présidente suppléante (Mme Thibeault): Le député a-t-il le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

La présidente suppléante (Mme Thibeault): Le député pourrait-il répéter ce qu'il vient de dire pour que les députés sachent bien à quoi ils consentent ou à quoi ils ne consentent pas.

M. Nelson Riis: Madame la Présidente, il y a eu des discussions entre tous les partis. Je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour dire qu'une heure complète a été consacrée à ce débat après qu'un représentant de chaque parti politique sera intervenu sur cette motion.

La présidente suppléante (Mme Thibeault): Le député a-t-il le consentement unanime de la Chambre?

Des voix: D'accord.

La présidente suppléante (Mme Thibeault): Adopté.

M. Nelson Riis: Madame la Présidente, je tiens à remercier mes collègues de consentir à ce que cette première heure de débat continue après l'intervention des partis politiques sur la motion n° 75.

La motion a été présentée et son objet général a été expliqué. En gros, le but est de trouver un moyen de reconnaître les hommes et les femmes qui ont fait partie du bataillon MacKenzie-Papineau.

Qui étaient ces gens? Les Mac-Paps, comme on les appelait souvent, étaient un groupe de 1 300 soldats volontaires de toutes les régions du Canada qui se sont réunis pour aller combattre outre-mer les ennemis de la démocratie, les pouvoirs fascistes d'Europe.

La guerre civile d'Espagne a éclaté en 1936, lorsque les forces de Franco ont renversé le gouvernement républicain démocratiquement élu. Avec l'aide de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, la guerre civile a commencé à faire rage en Espagne.

Au Canada, les gens ont pris connaissance de ce conflit. Ils sont devenus conscients de la menace du fascisme et de l'ascension de l'Allemagne nazie. Ils se sont dit qu'il s'agissait là du début de ce qui deviendrait à un moment donné un grand conflit dans le monde libre, un conflit entre les voix libres de la démocratie et le fascisme.

• (1755)

Un appel a été lancé et des volontaires de toutes les régions du Canada y ont répondu. Ils ont quitté le Canada, leur famille, leur travail, leur communauté, pour aller se battre dans un pays étranger contre ce qu'ils considéraient comme une menace à la liberté et à la démocratie.

On était en 1936. Le gouvernement de l'époque a adopté une loi appelée la Loi sur l'enrôlement à l'étranger de 1936. Aux termes de cette loi, les volontaires qui allaient se battre dans des guerres à l'étranger étaient des criminels. Il faut connaître l'histoire du Canada pour savoir qu'à l'époque, il y avait un grand nombre de personnes à l'intérieur du gouvernement du Canada qui sympathisaient, surtout à la montée au pouvoir de Hitler en Allemagne.

L'histoire nous apprendra que de nombreux dirigeants politiques au Canada étaient d'avis que l'ascension du fascisme était quelque chose de très à la mode, de très acceptable. Au fait, le fascisme était très populaire dans beaucoup de grandes villes au Canada. Il n'était pas rare de voir des organisations fascistes tenir des réunions fascistes, et il y avait beaucoup d'appui à cet égard parmi la population de tout le pays.

C'est en 1936 qu'a été adoptée la Loi sur l'enrôlement à l'étranger, qui interdisait aux volontaires de se battre pour la démocratie et la liberté dans la guerre civile en Espagne. Malgré cette loi, 1 300 personnes se sont quand même portées volontaires. Elles se sentaient obligées de défier leur gouvernement pour faire comprendre qu'il fallait défendre la justice et le bien dans ce monde.

Initiatives parlementaires

Avec le recul du temps, nous pouvons maintenant affirmer que la guerre civile espagnole fut à bien des égards une répétition en vue de la Seconde Guerre mondiale et qu'elle annonçait la détermination avec laquelle le monde libre entendait affronter les forces hostiles à la démocratie. Nous savons maintenant que ce fut effectivement le cas. Peu de temps après ce conflit, les forces fascistes se sont dressées partout en Europe et des Canadiens ont rapidement été appelés à les combattre de multiples façons et sur divers fronts.

Les livres d'histoire relatent le conflit espagnol, les actes d'héroïsme et les sacrifices incroyables des Canadiens qui ont affronté la Luftwaffe, souvent avec des armes démodées et parfois même sans aucune arme. La Luftwaffe nazie a déferlé sur l'Espagne franquiste et a bombardé les unités républicaines combattantes. Mussolini a notamment envoyé ses forces navales pour bombarder les villes et les tranchées où se trouvaient les défenseurs de la liberté.

Ce fut un conflit extrêmement sanglant. En 1936, les secours de la médecine moderne étaient inexistantes sur les fronts de la guerre.

Un des Canadiens qui se sont illustrés, et il y en eut beaucoup, fut le Dr Norman Bethune. Ce médecin a révolutionné les techniques de transfusion sanguine sur le champ de bataille, contribuant ainsi à sauver la vie d'innombrables combattants volontaires et, bien sûr, de générations futures de soldats. C'est à cette époque que Norman Bethune est presque devenu une légende vivante. Il voyageait d'un océan à l'autre pour recueillir des appuis aux forces républicaines, lever des fonds et encourager les gens à s'enrôler. Il est presque devenu un mythe parmi ceux qui combattaient pour la liberté et la démocratie.

Les pertes humaines étaient astronomiques et les souffrances incroyables. Nombre de députés connaissent bien la nature de ces batailles. Elles sont bien documentées. Je connais des députés qui s'y connaissent fort bien dans ce domaine, de sorte que je n'en dirai pas plus à cet égard. Je sais que d'autres députés traiteront des pertes durant la guerre civile d'Espagne et de la reconnaissance qu'un quart de tous les volontaires canadiens ont été tués ou présumés morts en 1939.

• (1800)

L'un des aspects les plus sombres de cette affaire, c'est qu'une foule de membres des Mac-Paps ayant survécu à la guerre civile d'Espagne qui ont voulu s'enrôler plus tard dans nos forces armées pour poursuivre la lutte contre le fascisme en Europe et ailleurs ont été rejetés pour le motif qu'ils étaient soupçonnés d'être non fiables sur le plan politique. Le gouvernement et la GRC nourrissaient des soupçons à leur égard. Leurs hauts faits durant la guerre ont été obscurcis par la discrimination ouverte dont ils ont été victimes à leur retour au Canada.

Les gens qui attachaient beaucoup de prix à la liberté et à la démocratie ont reconnu leur contribution et le fait que ces volontaires s'étaient battus pour les mêmes principes dont s'enorgueillit notre pays. Il n'empêche qu'ils ont été fort mal traités par les hommes politiques au pouvoir à ce moment-là. Ils ont été soumis à

la surveillance policière parce qu'on les soupçonnait de liens ou d'aspirations politiques.

Aujourd'hui, au Canada, il ne reste qu'une poignée de ces survivants. Rappelons-nous que c'était en 1936. Ils étaient jeunes à l'époque. Certains d'entre eux n'étaient pas si jeunes. Presque tous sont disparus avec le regret que leur contribution à la lutte contre le fascisme n'a jamais été reconnue ou appréciée officiellement par le gouvernement du Canada et les autres ordres de gouvernement.

Il n'y a pas longtemps, un monument commémoratif a été élevé sur les pelouses de Queen's Park, à Toronto, en leur honneur. En ce moment même, la ville de Vancouver recueille des fonds pour leur élever une statue en reconnaissance de leur lutte contre le fascisme et la montée de l'Allemagne nazie.

Du côté fédéral, il n'y a rien. Le Canada dans son ensemble doit souligner le fait que ces hommes et ces femmes ont apporté une contribution à une oeuvre à laquelle nous avons finalement participé directement lorsque nous sommes entrés dans la Seconde Guerre mondiale.

Ma motion est appuyée par des députés de différents partis politiques. Elle demande simplement que la question soit renvoyée au comité compétent de la Chambre pour qu'il l'étudie. Nous restons ouverts à toute mesure jugée appropriée, qu'il s'agisse d'accorder les pensions d'anciens combattants aux survivants, qui ne sont probablement pas plus de 40, ou de reconnaître par une autre forme ou mesure de soutien la contribution de ces personnes qui sont au crépuscule de leur vie.

Au lieu de rejeter cette question par un discours négatif aujourd'hui, nous devrions au moins garder le dossier ouvert et poursuivre un dialogue entre tous les partis politiques et entre les députés pour trouver un moyen acceptable de reconnaître la contribution et l'énorme sacrifice que ces personnes, qu'on appelait les Mac-Paps, ont fait en allant au combat pour mettre un frein à la montée du nazisme.

Nous le devons à ces personnes. Il n'y en a probablement pas plus de 40 qui sont encore en vie au Canada. Par conséquent, cela ne coûterait presque rien. Il conviendrait aussi, je crois, que nous recherchions le moyen de remercier ces gens qui sont de véritables modèles pour les Canadiens qui luttent contre le fascisme et qui se battent pour la liberté et la démocratie.

M. Robert Bertrand (Pontiac—Gatineau—Labelle, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir participer au débat sur cette motion. Je me trouve probablement dans la même position que bien d'autres députés de la Chambre, c'est-à-dire que j'ai des sentiments partagés à cet égard. C'est le genre d'initiative que beaucoup de députés, quelle que soit leur affiliation politique, peuvent avoir envie d'appuyer.

De prime abord, la motion M-75 semble avoir du mérite. Après tout, qui pourrait s'opposer à la notion d'offrir des soins et du réconfort à un petit groupe de Canadiens âgés qui, dans leur jeunesse, ont risqué leur vie pour combattre le fascisme en Europe? Ce

Initiatives parlementaires

serait sûrement un acte de générosité de notre part à l'endroit de ces Canadiens. Après tout, cela ne ferait pas de mal à personne!

• (1805)

Je voudrais bien que la vie soit aussi simple. Nous prenons la décision d'accorder à ces hommes la qualité d'anciens combattants, nous les rendons admissibles aux prestations, et cela se termine là. Évidemment, cela ne se terminerait pas là. Cela ne ferait que commencer.

La motion demande au gouvernement d'examiner l'opportunité d'accorder aux membres du bataillon MacKenzie-Papineau, le Mac-Paps, la qualité d'anciens combattants. Je suppose que le motionnaire souhaite que, à l'issue de cet examen, ces gens seraient considérés comme des anciens combattants. Malheureusement, la motion est vouée à l'échec dès le départ.

Le Comité permanent des anciens combattants a étudié cette question il y a une décennie et disait ceci dans son rapport final:

Le comité est d'avis que, même si on brosse un tableau en noir et blanc de cette situation, lorsqu'on examine tous les faits et qu'on les met en perspective, la situation n'est pas aussi claire que ceux qui ont témoigné devant nous auraient voulu nous le faire croire.

La situation n'est donc pas claire du tout. Mon premier problème est cette tendance à retourner en arrière et à se baser sur les sensibilités d'aujourd'hui pour déterminer, de façon rétroactive, qui était du bon côté et qui était du mauvais côté.

Même si le cours de l'histoire nous permet maintenant de dire que les membres du Mac-Paps étaient du bon côté, il n'en reste pas moins qu'ils ont pris les armes de leur propre gré. Le Canada n'était pas en guerre contre l'Espagne. Nous avions une loi qui interdisait à nos citoyens d'aller se battre dans des guerres à l'étranger.

Le fait est que d'autres Canadiens sont allés se battre là-bas, mais dans l'autre camp. Qu'en est-il de ces personnes? Il n'y avait pas et il n'y a toujours pas de prestations d'anciens combattants pour ceux qui se sont portés volontaires pour aller se battre dans des contrées étrangères sous un drapeau qui n'était pas le leur. Cette motion nous invite à envisager d'accorder à ce groupe particulier de soldats, parmi tous les autres Canadiens qui ont combattu dans des guerres sous des drapeaux étrangers, la même qualité d'anciens combattants que ceux qui se sont battus sous le drapeau du Canada.

Tout compte fait, nous devons nous dire qu'accepter cette motion reviendrait à obliger l'État de verser des prestations d'anciens combattants à toute personne qui participe à un conflit étranger parce qu'elle croit sincèrement que c'est ce qu'il faut faire. Je ne voudrais pas que les députés pensent que j'exagère quant à ce qui pourrait se produire, mais je dirais que si l'on accorde des prestations d'anciens combattants à un groupe d'hommes qui sont allés se battre pour défendre ce qui était selon eux une cause juste, on ouvrira la porte à de très nombreux groupes.

Si la motion du député était adoptée, y aurait-il d'autres conséquences imprévues? Quels seraient les coûts? Il n'y a sans doute pas plus d'une centaine de membres de ce bataillon qui sont encore

vivants. Peut-être moins. Donc on pourrait penser que les coûts seraient minimes.

Je n'ai pas les chiffres exacts, mais si on leur accorde les mêmes avantages que les autres anciens combattants canadiens, les montants que cela représente seraient considérables. Ils auraient droit aux prestations d'invalidité, aux allocations pour anciens combattants, aux soins complets et à des soins en établissement subventionnés de longue durée. Ces prestations seraient-elles rétroactives? Dans l'affirmative, jusqu'à quelle date? Quelles personnes à charge auraient droit à quelles prestations? Je ne puis vous dire exactement combien tout cela pourrait coûter, mais le montant pourrait être beaucoup plus élevé que nous pensons à première vue.

Et dans tout cela, il n'a même pas été question encore des aspects administratifs absolument effarants. Puisque les membres de ce bataillon ne faisaient pas partie des Forces canadiennes, nous ne possédons aucun dossier personnel ou médical sur ces personnes. Il serait donc impossible de confirmer qu'une invalidité pour laquelle des prestations sont demandées se rapporte à des services de guerre. En fait, il serait à peu près impossible de contrôler si quelqu'un a bien servi dans le bataillon Mackenzie-Papineau, puisque le gouvernement canadien n'a gardé aucun registre des volontaires. Qui plus est, il est peu vraisemblable que les dossiers officiels de cette unité aient été conservés après la défaite en Espagne.

• (1810)

Si, par conséquent, la motion était adoptée et que les combattants du bataillon Mackenzie-Papineau étaient reconnus comme d'anciens combattants, il faudrait assouplir considérablement la Loi pour que le ministère des Anciens combattants puisse accepter des demandes de reconnaissance du statut d'ancien combattant sur la base de preuves très ténues.

Le Canada reconnaît comme anciens combattants les personnes qui ont servi le Canada ou ses alliés dans un conflit où le Canada était engagé. Il en a toujours été ainsi et cette règle ne devrait pas changer. En reconnaissant comme anciens combattants des personnes qui ont combattu pour d'autres pays, dans d'autres uniformes, nous ne rendrions pas justice aux anciens combattants canadiens qui ont servi le Canada et aux militaires qui le servent aujourd'hui.

Le fait d'accorder le statut d'ancien combattant dans des cas spéciaux aurait des conséquences extrêmement sérieuses et nuisibles, non seulement chez nous, mais à l'étranger où le Canada fait figure de pays indépendant et neutre. Nous donnerions ainsi l'impression que nous ne sommes pas un pays neutre et que des Canadiens peuvent aller combattre pour n'importe quel pays et bénéficier des avantages qui se rattachent au statut d'ancien combattant canadien.

Les arguments présentés en faveur de cette motion ne tiennent pas. Comme le disait le comité il y a dix ans:

Il ne s'agit pas de savoir si les Canadiens qui ont combattu durant la guerre civile en Espagne ont bien agi ou pas. Ils ne peuvent pas être considérés de la même manière que les Canadiens qui ont servi dans les conflits auxquels le Canada a pris part officiellement. Par conséquent, il ne saurait être question de leur accorder la même reconnaissance en leur accordant les avantages découlant de la loi régissant les anciens combattants.

Initiatives parlementaires

Cette affirmation demeure aussi valable aujourd'hui que lorsque le comité a publié son rapport en 1987. C'est pourquoi la motion ne peut raisonnablement être adoptée et ne doit pas l'être.

M. Peter Goldring (Edmonton-Est, Réf.): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi d'intervenir, en tant que porte-parole de l'opposition pour les anciens combattants, sur la motion dont est saisie la Chambre. Pour commencer, je voudrais remercier le député de Kamloops d'avoir présenté la motion.

Il est essentiel que nous nous souvenions de notre histoire. Comme on le dit souvent, ceux qui ne se souviennent pas de leur histoire sont voués à répéter leurs erreurs. En tant que parlementaires, nous avons le devoir particulier de veiller à ce que le passé informe le présent et aide à façonner l'avenir.

Je profite de cette occasion pour rendre hommage à la mémoire des Canadiens qui ont combattu en Espagne dans les années 30. Ils ont pris part à une partie essentielle de notre histoire. Je crois qu'il convient que nous reconnaissions leur valeur et que nous fassions en sorte que leur souvenir passe à l'histoire, mais je ne peux pas appuyer la motion dont nous sommes saisis pour la simple raison qu'il ne conviendrait pas que les membres du bataillon Mackenzie-Papineau aient le statut d'anciens combattants canadiens.

Le Canada n'a pas participé à la guerre civile espagnole. Le gouvernement libéral de l'époque avait même adopté une loi établissant que la participation à cette guerre, dans l'un ou l'autre camp, constituait un délit. Avec un recul de près de 60 ans, nous voyons les choses dans une autre perspective qu'à l'époque et nous pouvons penser que cette mesure était injuste. Toutefois, cela ne change rien au fait que ces braves hommes n'étaient pas membres de nos forces canadiennes officielles.

Il n'est pas nécessaire de chercher loin pour nous rendre compte qu'une telle mesure constituerait un précédent et une situation délicate. Malheureusement, il y a toujours dans le monde des dizaines de guerres, officielles ou non. Plus que la plupart des autres peuples du monde, les Canadiens reconnaissent l'importance de ces incidents pour eux. En tant que pays multiculturel, la plupart d'entre nous avons des relations dans une quelconque partie du monde où un conflit fait rage.

Je ne veux en aucune manière encourager les Canadiens à penser qu'ils sont encouragés à participer à des combats dans des pays comme l'Afghanistan, l'Algérie ou l'Angola, ou à promouvoir la violence dans des pays comme l'Irlande.

● (1815)

Il suffit de se remémorer le conflit dans l'ex-Yougoslavie, il y a quelques années. Il y a, au Canada, des communautés dynamiques d'origine serbe et croate. Nous n'avons certes pas toléré une répétition chez nous de leurs tensions ethniques. Notre rôle de sanctuaire de paix et de démocratie nous tient à cœur. Nous avons généreusement donné aux organismes caritatifs qui cherchaient à secourir les victimes de la guerre. Comme toujours, le Canada a joué un rôle

central dans l'effort international des Nations Unies pour tenter de prévenir les conflits et protéger les civils en Croatie et en Bosnie.

J'espère que nous sommes plus éclairés aujourd'hui qu'en 1936. Le Canada est profondément engagé dans le travail des forces onusiennes de maintien de la paix qui ont joué un rôle important pour éviter les conflits, entre autres, au Moyen-Orient, à Chypre, en Croatie et en Bosnie. Même aujourd'hui, on insiste pour que les Canadiens qui veulent aider le fasse par les voies appropriées des Nations Unies. En matière de guerre on ne peut pas faire cavalier seul.

En tant que critique de l'opposition pour les anciens combattants, je suis fier de jouer un rôle dans la commémoration du souvenir des sacrifices des anciens des Forces armées canadiennes. En novembre dernier, j'étais membre de la délégation d'anciens combattants, de jeunes, de militaires et de représentants du gouvernement qui s'est rendue en France et en Belgique. Nous avons assisté à une cérémonie du souvenir au monument de Beaumont-Hamel qui commémore les morts du Royal Newfoundland Regiment. Nous avons également assisté à une cérémonie du souvenir au monument de Vimy.

Ces cérémonies étaient très émouvantes et je serais fier de participer à tout effort pour faire en sorte que l'on rende hommage à la mémoire du bataillon Mackenzie-Papineau qui fait partie de notre patrimoine. Notre connaissance des Première et Seconde Guerres mondiales est assez bonne. Les noms comme Vimy, la Flandre et Dieppe sont familiers aux oreilles des Canadiens. Cependant, les Canadiens ont joué un rôle dans d'autres conflits internationaux remontant aussi loin que la guerre des Boers, en Afrique du Sud. On n'accorde pas à ces efforts une place aussi importante dans nos livres d'histoire.

Le député de Kamloops nous donne l'occasion de réfléchir à l'un des moments clés du XX^e siècle et au rôle joué par les Canadiens dans ce dernier. La guerre civile en Espagne occupe une place spéciale dans l'art et la littérature du monde occidental, ainsi que dans son histoire. Tous ceux qui ont lu *Pour qui sonne le glas* d'Hemingway ou *Hommage à la Catalogne* d'Orwell ont une idée de la passion qui a motivé ces Canadiens à participer à la lutte contre le fascisme.

Pour de nombreuses personnes de gauche, comme le député de Kamloops, il y a un élément romantique dans le fait que des gens luttent pour leurs principes même si leurs chances sont pratiquement nulles. Ce même esprit a prévalu en 1936 lorsque 1 239 hommes se sont rendus en Espagne sachant fort bien qu'ils allaient à l'encontre du système et des souhaits du gouvernement de l'époque.

On ne se rappelle pas aussi bien par contre des luttes intestines dont on parle dans la seconde moitié du livre *Hommage à la Catalogne*, qui ont opposé les communistes, les anarchistes et les socialistes et ont détruit toute chance de vaincre les nationalistes de Franco. Le rêve d'un communisme international a été trahi par Staline et d'autres. Orwell et de nombreux autres anciens combattants des Brigades internationales se sont senti trahis et à peine quelques années plus tard, durant la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne d'Hitler et l'Italie de Mussolini ont utilisé les mêmes techniques qu'elles avaient mises au point en Espagne, comme les bombardements en piqué de la ville basque de Guernica.

Initiatives parlementaires

Je suis persuadé que tous les députés appuient le travail important de nos associations d'anciens combattants pour ce qui est de sensibiliser nos jeunes à leur passé et aux horreurs de la guerre et de leur faire connaître l'histoire de leurs parents, leurs grands-parents et leurs arrière-grands-parents. C'est le rôle joué par les anciens combattants du bataillon Mackenzie—Papineau.

[Français]

M. Maurice Godin (Châteauguay, BQ): Madame la Présidente, en tant que porte-parole du Bloc québécois pour les anciens combattants, je suis heureux aujourd'hui de prendre la parole afin d'appuyer mon collègue du comté de Kamloops pour que les membres du bataillon MacKenzie-Papineau soient reconnus comme anciens combattants.

• (1820)

Ce bataillon de MacKenzie-Papineau, nommé en l'honneur des chefs de rébellion de 1837 du Haut et du Bas-Canada, était constitué de quelque 1 300 volontaires canadiens qui ont servi dans des brigades internationales pour appuyer le gouvernement républicain contre l'autorité du dictateur et fasciste, le général Franco, pendant la guerre civile d'Espagne, de 1936 à 1939.

Malgré les sacrifices et l'héroïsme individuel, les vétérans canadiens des brigades internationales ne sont pas encore reconnus comme des combattants d'une guerre. Ils n'ont donc jamais eu droit à des prestations d'anciens combattants et, surtout, le mérite d'avoir défendu la liberté et la démocratie que nous connaissons et dont nous profitons nous-mêmes au Canada.

Cette motion a donc pour objet que soit reconnu officiellement le courage des femmes et des hommes qui n'ont pas attendu une approbation formelle du gouvernement pour défendre nos libertés fondamentales contre les horreurs du fascisme. Ces Canadiens se sont rendus en Espagne où ils ont risqué leur vie avec d'autres braves du monde entier pour lutter pour la liberté et la démocratie.

Malheureusement, les forces républicaines espagnoles et les brigades internationales, dont faisait partie le bataillon MacKenzie-Papineau, n'ont pas remporté cette bataille, mais l'histoire nous affirme que l'Espagne a été le prélude du début de régression de cette doctrine fasciste avec la Deuxième Guerre mondiale en Europe. Il semble très approprié que l'on reconnaisse ces combattants et leur volonté de se battre pour la justice et la démocratie.

On doit se poser des questions. Pourquoi le Canada refusait-il à ce moment-là d'aider l'Espagne? Pourquoi a-t-il adopté la Loi sur l'interdiction de l'enrôlement à l'étranger le 10 avril 1937, un an après le début de la guerre? Pourquoi Maurice Duplessis, le 24 mars 1937, adoptait la loi protégeant la province contre le communisme, loi mieux connue sous le nom de «loi du cadenas»? Pourquoi cette discrimination envers les combattants à leur retour? Pourquoi reconnaître les vétérans de la guerre du Vietnam et non ceux de l'Espagne?

Je vais essayer de répondre à ces questions en regard de l'histoire. C'est peut-être le fait qu'à ce moment-là le Canada était une

colonie britannique et l'Angleterre, comme la France, craignait une seconde guerre mondiale. C'est peut-être le fait que ce bataillon portait le nom de MacKenzie-Papineau en mémoire de ces rébellions du Haut et du Bas-Canada de 1837. On sait que ces patriotes avaient une soif de liberté et de démocratie et que cela ne plaisait peut-être pas à nos royalistes canadiens.

On se souvient que vers 1835, Louis-Joseph Papineau, député du Parti patriote, voulait un pays démocratique, bilingue, ouvert au libre-échange avec les États-Unis, un pays où il y aurait une autonomie de l'Église et de l'État. On sait qu'à ce moment chaque groupe avait son parlement et que ses députés, autant du Haut que du Bas-Canada, sont élus mais sans pouvoir exécutif. C'est le gouverneur nommé par Londres qui contrôle le pouvoir exécutif. C'est donc la raison principale de ces rébellions. Lors de ces rébellions on a frappé au Québec en premier. Les villages sont brûlés, il y a des centaines de morts, 1 000 personnes arrêtées, 108 jugées, 60 déportées et 12 pendues. On aurait pu frapper dans le Haut-Canada car les révoltes étaient les mêmes, mais pour les réprimandes, l'histoire confirme que c'est au Québec que ça se passe.

On sait que la Loi canadienne sur l'enrôlement à l'étranger et la loi du cadenas de Maurice Duplessis étaient beaucoup pour satisfaire les demandes de la droite et du clergé. C'est aussi pour satisfaire la droite canadienne qu'au retour de ces vétérans on a pratiqué la discrimination dans l'emploi, qu'on a fait surveiller ces vétérans par la GRC et refusé ces soldats au début de la Seconde Guerre mondiale.

Finalement, je ne comprends pas que le Canada reconnaisse les vétérans de la guerre du Vietnam et non ceux de la guerre d'Espagne. Pourtant, nous n'avions pas plus d'affaire au Vietnam qu'en Espagne.

J'ai porté un très grand intérêt au Comité permanent des affaires des anciens combattants qui a siégé, en 1986, concernant l'étude de la participation de Canadiens à la guerre civile espagnole, et les procès-verbaux témoignent que le seul intérêt de ces vétérans qui sont venus témoigner était de fermer la route au fascisme et de défendre les classes dominées. L'histoire leur donne raison. La guerre d'Espagne a été le prélude de la Seconde Guerre mondiale et la fin des dictateurs Hitler et Mussolini.

• (1825)

L'origine de ces guerres civiles entre les forces de droite et le gouvernement espagnol du Front populaire a commencé par des conflits de structure économique et sociale. La classe des propriétaires, souvent des nobles, dominait un pays essentiellement agricole, pauvre et sans programmes sociaux. Cette haute société s'appuyait sur un clergé très riche et dans l'ensemble très conservateur. Elle s'appuyait également sur une armée où les très nombreux officiers étaient issus de ces rangs.

Alors que le peuple était essentiellement des agriculteurs, un prolétariat agricole sous-payé, d'ouvriers de mines ou d'industries, ils menèrent plusieurs luttes violentes pour combattre le chômage et les bas salaires.

L'ajournement

À deux reprises, cette classe ouvrière avait réussi à prendre le pouvoir démocratique et mis en marche des réformes sociales, militaires, ecclésiastiques, soit une réforme agraire, une retraite anticipée pour l'armée, la séparation entre l'Église et l'État, l'autonomie relative à la Catalogne et l'instruction pour l'ensemble de la population. Aussi, ajoutons qu'à cette époque, de grandes luttes idéologiques internationales entre communistes, fascistes et libéralistes se déroulaient un peu partout, mais surtout en Europe. En 1934, les réformes sont abolies à la suite de la prise du pouvoir par la droite, mais au retour de la gauche, en 1936, et la reprise de ces programmes, la droite passe à l'action et alimente cette guerre civile.

Durant cette guerre, les statistiques démontrent que 52 pays pourtant participaient au recrutement de 40 000 personnes pour aider l'Espagne malgré cet accord de non-intervention.

En somme, l'histoire démontre que ces vétérans se sont battus pour la liberté et la démocratie. Cette guerre civile était une lutte des classes entre les propriétaires fonciers, l'armée, le clergé, d'une part, contre la population, et le prolétariat, d'autre part. C'était aussi une lutte idéologique internationale du communisme, le fascisme et le libéralisme. C'était le prélude de la Seconde Guerre mondiale et la régression du fascisme et de ses dictateurs. C'est cette soif de liberté et de démocratie que le bataillon MacKenzie—Papineau a voulu partager.

Je demande donc, pour ces raisons, que le gouvernement reconnaisse le témoignage sincère de ces vétérans qui se sont enrôlés pour défendre la liberté et la démocratie, et que ce gouvernement accorde aux anciens combattants canadiens encore vivants aujourd'hui, ou aux veuves, les avantages auxquels ils auraient droit s'ils avaient fait régulièrement partie des Forces armées canadiennes.

La présidente suppléante (Mme Thibeault): La période prévue pour l'étude des affaires émanant des députés est maintenant expirée et l'ordre est reporté au bas de l'ordre de priorité au *Feuilleton*.

MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 38 du Règlement.

L'IMMIGRATION

M. Réal Ménard (Hochelaga—Maisonnette, BQ): Madame la Présidente, le 17 novembre dernier, je demandais à la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration quelles étaient les mesures qu'elle entendait prendre pour lutter contre un problème extrêmement sérieux, qui est la venue au Canada d'un certain nombre de criminels de guerre, donc des gens qui se sont rendus coupables dans leur pays d'exaction, et qui déposent, en vertu de lois canadiennes, de notre système d'accueil, une demande comme requérant au statut de réfugié.

La question est troublante parce que, selon une étude interne qui a été faite par M. Randy Gordon au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, on apprend, et je cite: «Depuis mon premier rapport

en février 1997, le nombre total de cas, toutes catégories confondues, a augmenté. Le total est maintenant de plus de 300 cas et, compte tenu du nombre de nouveaux dossiers qui devraient être étudiés bientôt pour le statut de réfugié, il ne fait aucun doute que ce total augmentera de façon notable en 1997-1998. Si 1 p. 100 seulement des 38 000 nouvelles revendications en attente de traitement comportent des cas de crimes de guerre, le nombre total de nos dossiers à traiter pourrait presque doubler très rapidement.»

● (1830)

Vous devez savoir que, sur le territoire canadien, il y a présentement à peu près 300 personnes qui se sont rendues coupables ou qui pourraient être reconnues coupables par la Commission sur le statut de réfugié de crimes de guerre. Il y a quelque chose de très préoccupant, à savoir que, à l'échelle internationale, le Canada a la réputation d'être une terre d'accueil privilégiée pour les criminels de guerre. Quand je dis cela, je comprends bien que le gouvernement est tout aussi préoccupé que moi par cette situation.

Je sais bien que ce n'est certainement pas avec plaisir que la ministre de l'Immigration constate que nous sommes un lieu d'accueil de prédilection pour les criminels de guerre. Pourtant, ça fait plus de 20 ans que nous savons qu'il y a toutes sortes de mécanismes en vertu desquels il y a des criminels de guerre qui sont en territoire canadien. Malgré tout, il faut bien reconnaître que peu de choses ont été faites, que peu de mesures ont été prises.

Vous vous rappellerez qu'en 1985 il y a eu une commission d'enquête, la commission d'enquête Deschênes qui, elle, s'adressait plus particulièrement aux criminels de guerre nazis. Cette commission d'enquête avait suggéré un certain nombre de pistes d'action, dont celle d'amender le Code criminel, d'adopter des mesures un peu plus musclées au chapitre de l'extradition et, bien sûr, la principale mesure était de s'assurer que, dès lors où un requérant dépose une demande, on puisse identifier s'il est ou non un criminel de guerre, et dès lors où il est identifié comme criminel de guerre, que ça ne doive pas faire le cas d'une enquête exhaustive, comme c'est le cas présentement, mais que des mesures d'expulsion et de déportation soient entreprises.

Ce que je souhaite en soulevant cette question, c'est offrir au gouvernement et l'honorable ministre de l'Immigration tout mon intérêt, ma disponibilité et mon énergie pour que nous puissions travailler ensemble, quelque parti de la Chambre que ce soit, à quelque formation politique que nous appartenions, parce que nous savons bien qu'il ne peut pas y avoir de justice. Et la capacité que nous aurons d'envoyer un message clair à l'ensemble de la planète, que le Canada ne tolérera pas, que le Canada ne souffrira pas, ne souffre pas sur son territoire de criminels de guerre, bien, la clarté de ce message, vous le savez, aura un effet extrêmement dissuasif pour les régimes qui se rendent coupables de pareille exaction.

Je termine en vous disant qu'il y a présentement, en vertu de la Loi sur l'immigration, particulièrement à l'alinéa 19(1). . .

La présidente suppléante (Mme Thibeault): Je regrette, mais le temps de parole du député est épuisé.

M. Peter Adams (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, le Canada fait constamment des progrès quant à la

L'ajournement

manière de traiter les cas de ceux qui ont commis des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, mais il reste encore beaucoup à faire.

[Traduction]

L'approche adoptée par le gouvernement à l'égard de tels criminels a toujours été fondée sur notre engagement fondamental, à savoir faire en sorte que justice soit rendue et que le Canada ne devienne jamais un refuge sûr pour les criminels de guerre et ceux qui ont commis des crimes contre l'humanité.

Le Canada est considéré comme un leader mondial en matière de détection et d'expulsion des criminels de guerre contemporains et effectivement il a expulsé plus de criminels de guerre contemporains que tout autre pays occidental.

Ainsi, 72 personnes ont été expulsés du Canada ces dernières années. En outre, des centaines d'autres se sont vu refuser par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié l'accès au processus de détermination du statut de réfugié.

Nous avons empêché bon nombre d'obtenir des visas pour entrer au Canada. Nous sommes fiers de cette réalisation et nous travaillons fort pour que cette réussite se poursuive.

Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada, CIC, a pris des mesures pour accroître sa capacité de s'attaquer au problème que présentent les criminels de guerre. Par exemple, les bureaux régionaux du ministère ont chargé divers coordonnateurs de suivre les dossiers de criminels de guerre contemporains et de veiller à ce qu'ils soient traités rapidement.

Le ministère cherche constamment des moyens d'accroître sa capacité de régler les questions d'application de la loi. Il collabore étroitement avec ses partenaires comme le ministère de la Justice, la GRC et le SCRS pour assurer l'échange et le suivi de renseignements.

La protection de la sécurité des Canadiens sera toujours une grande priorité du ministère. C'est une chose sur laquelle nous ne ferons jamais de compromis.

[Français]

Je remercie le député d'Hochelaga—Maisonnette de son intérêt.

• (1835)

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

M. Ghislain Fournier (Manicouagan, BQ): Madame la Présidente, on me dit que je serai le dernier orateur à prendre la parole pour les travaux de cette Chambre en 1997. Si c'est le cas, je suis très fier et très honoré de clôturer les travaux de 1997. Comme disait ma mère, «le plus important n'est pas de toujours parler dans une assemblée, mais c'est d'avoir le dernier mot».

Le 4 décembre dernier, je posais en cette Chambre, au ministre responsable, une question claire concernant le transport de marchandises par chemin de fer dans les villes nordiques telles que Fermont et Schefferville. À mon grand étonnement, la réponse fut, excusez l'expression anglaise, à côté de la track. C'est le moins qu'on puisse dire.

Alors que je parle de chemin de fer, le ministre des Transports me parle de l'état des routes canadiennes. S'ensuivent une série d'inco-

hérences dans sa réponse. Il renvoie au gouvernement provincial la responsabilité de l'établissement des priorités pour répondre aux besoins collectifs des régions éloignées. Pourtant, je m'adressais bel et bien au bon palier de gouvernement, puisqu'il s'agit du transport ferroviaire.

Enfin, lorsque je l'interroge sur les gestes qu'il entend poser dans l'avenir, il m'informe que le gouvernement canadien aide les provinces depuis 1919 dans la construction de routes, information tout à fait inutile et non pertinente. Tout cela démontre qu'il ne s'est jamais intéressé aux revendications faites par la Chambre de commerce de Sept-Îles qui lui furent personnellement transmises il y a déjà plus d'un mois. C'est un manque flagrant d'intérêt d'aider les populations de Manicouagan pour que la situation revienne à la normale.

Le ministre des Transports, avouons-le, s'est rendu compte de son erreur. Dans une lettre datée du 9 décembre, il s'excuse de ne pas avoir répondu à ma question et d'avoir fourni une réponse inexacte. Il m'assure que les fonctionnaires de son ministère vérifieront mes allégations et feront rapport.

Je pourrais comprendre qu'il ait mal répondu à ma question, mais je ne peux cependant l'excuser au nom des Québécois et des Québécoises de la Côte-Nord que je représente, de ne pas avoir répondu avec diligence aux demandes des représentants de la Chambre de commerce de Sept-Îles. Je me dois donc de rétablir les faits afin de rendre service à la cause que nous défendons.

Le 5 novembre dernier, il y a donc plus d'un mois, la Chambre de commerce de Sept-Îles demandait assistance au ministre des Transports dans sa démarche pour assurer la survie des marchands de la région. Elle décriait la hausse des tarifs pour le service de transport par train.

À titre d'exemple, il est démontré clairement qu'il en coûte désormais 154 \$ pour acheminer 35 caisses de lait de Sept-Îles à Schefferville, au lieu de 52 \$.

Depuis que la compagnie Quebec North Shore & Labrador Railway a cédé à une entreprise privée le monopole du fret, les tarifs ont plus que doublé. Le gouvernement fédéral a l'obligation de veiller à ce que les compagnies qui reçoivent des subventions s'acquittent de leurs obligations. Comment le gouvernement peut-il tolérer cela et demeurer inactif lorsqu'il sait que IOC empêche de l'argent d'une main pour transporter les passagers, et laisse les tarifs pour la marchandise grimper indûment.

À titre de député de Manicouagan, j'exige que le gouvernement intervienne afin de rétablir des tarifs équitables pour le transport des marchandises sur la ligne ferroviaire Sept-Îles—Labrador City.

Je voudrais rassurer les gens, qu'ils soient de Fermont ou de Schefferville, et dire qu'ils pourront s'alimenter aux moindres coûts possible.

À la population de mon comté de Manicouagan, et à tous les Québécois et Québécoises, mes vœux les plus chers pour 1998. Nous monterons à bord du train nous menant à un pays pour l'an 2000. Un pays, c'est normal pour un peuple qui se tient debout.

Joyeux Noël et bonne année à tous et à toutes.

L'ajournement

[Traduction]

M. Peter Adams (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, la Loi sur les transports au Canada, ou LTC, est entrée en vigueur en 1996. Cette mesure avait notamment pour objet d'aider à revitaliser le secteur des chemins de fer, en éliminant les règlements superflus d'ordre financier et en comptant davantage sur les arrangements commerciaux entre les sociétés ferroviaires et leurs clients. La LTC prévoyait l'élimination des subventions versées pour des lignes secondaires non rentables et des services voyageurs non fournis par VIA-Rail. Parmi les subventions éliminées, il y avait celle de la Quebec North Shore & Labrador Railway.

Même si le gouvernement a éliminé les subventions législatives aux fins des services voyageurs non fournis par VIA Rail, il y a eu un engagement en vue de garantir que des services ferroviaires pour voyageurs seraient fournis à des collectivités éloignées, comme Schefferville. Le gouvernement a donc pris des arrangements contractuels avec trois sociétés de chemins de fer, dont la Quebec North Shore & Labrador Railway, afin de maintenir les services voyageurs pour les collectivités éloignées.

• (1840)

L'entente stipulait des normes minimales de service de transport des voyageurs, comme la fréquence des trains. Ces normes ne s'appliquent cependant pas à tous les détails des autres activités car il vaut mieux laisser cela aux sociétés ferroviaires qui assurent les services de transport des marchandises et des voyageurs.

Le député de Manicouagan a soulevé récemment une question à propos de la décision du Chemin de fer Quebec North Shore and Labrador de modifier son service d'entreposage des marchandises. En reconnaissant que le rôle fédéral est limité à son contrat avec le Chemin de fer QNS & L pour le service-voyageurs, le ministre des Transports a pris note des préoccupations exprimées par le député et a demandé aux fonctionnaires de son ministère d'examiner le problème.

Le ministre s'est engagé à répondre directement au député aussitôt que plus de détails seront connus. Je tiens à remercier personnellement le député de Manicouagan pour son intérêt. J'ai vécu un certain nombre d'années à Schefferville à l'époque où elle était une ville minière en plein essor. Une de mes filles y est née. J'ai voyagé sur cette ligne de chemin de fer des dizaines et des dizaines de fois avant que Schefferville ne ferme comme ville minière et par la suite. Je connais très bien Sept-îles, Manicouagan et la Côte-Nord.

Je félicite le député d'avoir fait la dernière intervention à la Chambre avant l'ajournement.

Je vous remercie.

[Français]

La présidente suppléante (Mme Thibeault): Comme il est 18 h 42, la Chambre s'ajourne jusqu'au lundi 2 février 1998, à 11 heures, conformément aux articles 28(2) et 24(1) du Règlement.

Merry Christmas. Joyeux Noël à tous.

(La séance est levée à 18 h 40.)

M. Finlay	3093
M. Elley	3095
M. Finlay	3095
Mme Picard	3095
M. Charbonneau	3097
M. Charbonneau	3097
Mme Lalonde	3097
M. Laurin	3097
M. Charbonneau	3097
Mme Picard	3097
M. Crête	3097
Mme Augustine	3099
Motion	3099
M. Breitzkreuz (Yorkton—Melville)	3099
M. Harvey	3099
Mme Picard	3100
M. Harvey	3100
M. Crête	3100
Mme Torsney	3100
M. Thompson (Wild Rose)	3102
Mme Torsney	3102
M. Thompson (Wild Rose)	3102
Mme Torsney	3102
Mme Lalonde	3102
Mme Torsney	3103
Mme Redman	3103

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Voeux du temps des Fêtes	
M. McCormick	3105
Westaim	
M. Epp	3105
Hommage à l'abbé Gérald Mauzeroll	
M. Assad	3105
Les patriotes de Saint-Eustache	
M. Perron	3105
Les crimes de guerre	
Mme Caplan	3105
Le transport ferroviaire	
M. St-Julien	3106
C'était la veille de Noël	
M. Thompson (Wild Rose)	3106
La Loi sur les jeunes contrevenants	
M. Provenzano	3106
La violence faite aux femmes autochtones	
Mme Girard-Bujold	3106
Hommage à Soeur Lorette Gallant	
Mme Bradshaw	3107
C'était la nuit après Kyoto	
M. Strahl	3107
Les programmes économiques et sociaux	
M. Charbonneau	3107
Cape Tormentine	
Mme Vautour	3107
«Dépensons»	
Mme Wayne	3108

Les événements culturels et sportifs en Mauricie	
M. Rocheleau	3108
L'atelier du Président	
Mme Catterall	3108

QUESTIONS ORALES

L'environnement	
M. Manning	3108
M. Gray	3109
M. Manning	3109
M. Gray	3109
M. Manning	3109
M. Gray	3109
Mme Grey	3109
M. Gray	3109
Mme Grey	3109
M. Gray	3109
Les surplus budgétaires	
M. Duceppe	3109
M. Martin (LaSalle—Émard)	3110
M. Duceppe	3110
M. Martin (LaSalle—Émard)	3110
M. Brien	3110
M. Martin (LaSalle—Émard)	3110
M. Brien	3110
M. Dion	3110
M. Dion	3110
L'éducation	
Mme McDonough	3110
M. Pettigrew	3110
Mme McDonough	3111
M. Pettigrew	3111
Les relations fédérales-provinciales	
M. Charest	3111
M. Gray	3111
M. Charest	3111
M. Martin (LaSalle—Émard)	3111
La recherche et le sauvetage	
M. Hanger	3111
M. Eggleton	3111
M. Hanger	3111
M. Eggleton	3111
Les surplus budgétaires	
M. Gauthier	3112
M. Martin (LaSalle—Émard)	3112
M. Gauthier	3112
M. Martin (LaSalle—Émard)	3112
La fiscalité	
M. Solberg	3112
M. Martin (LaSalle—Émard)	3112
M. Solberg	3112
M. Martin (LaSalle—Émard)	3112
Le pont Victoria	
M. Guimond	3112
M. Collenette	3113
M. Guimond	3113
M. Collenette	3113
La fiscalité	
M. Ritz	3113

M. Martin (LaSalle—Émard)	3113
M. Ritz	3113
M. Martin (LaSalle—Émard)	3113
La plate-forme Spirit of Columbus	
M. Dubé (Lévis)	3113
M. Marchi	3113
Le sommet de l'APEC	
M. McNally	3114
M. Scott (Fredericton)	3114
Les réfugiés	
M. Obhrai	3114
Mme Robillard	3114
Les anciens combattants	
Mme Redman	3114
M. Mifflin	3114
Le sommet de l'APEC	
M. Robinson	3114
M. Scott (Fredericton)	3114
La recherche et le sauvetage	
Mme Desjarlais	3114
M. Eggleton	3115
M. Bernier (Tobique—Mactaquac)	3115
M. Eggleton	3115
M. Bernier (Tobique—Mactaquac)	3115
M. Eggleton	3115
L'industrie laitière	
M. Shepherd	3115
M. Vanclief	3115
La monnaie	
M. Epp	3115
M. Gagliano	3115
Les retraités de la Singer	
M. Bachand (Saint-Jean)	3116
M. Pettigrew	3116
La pauvreté chez les enfants	
M. Riis	3116
M. Martin (LaSalle—Émard)	3116
Le contrôle des armes à feu	
M. MacKay	3116
Mme McLellan	3116
L'immigration	
Mme Folco	3116
Mme Robillard	3116
Voeux de joyeuses fêtes	
M. Manning	3117
M. Gray	3117
Le Président	3117
Hommage au regretté Antonio Yanakis	
M. Gray	3117
M. White (Langley—Abbotsford)	3117
M. Nystrom	3117
M. Harvey	3118
Le Président	3118
La question de privilège	
Le ministère du Revenu national	
M. MacKay	3118

M. Gray	3119
M. Adams	3119
M. Nunziata	3119
Mme Jennings	3120

AFFAIRES COURANTES

Les comités de la Chambre

Défense nationale et affaires des anciens combattants

M. Szabo	3120
Motion	3120
Adoption de la motion	3120
M. Szabo	3120
M. Nunziata	3120

Pêches et océans

M. Szabo	3120
Motion	3120
Adoption de la motion	3120
Mme Parrish	3120

Les délégations interparlementaires

Mme Parrish	3120
M. Coderre	3120
M. MacKay	3121

Pétitions

Les taxes

M. MacKay	3121
-----------------	------

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

Les finances

Motion	3121
M. Szabo	3121
Mme Redman	3121
M. Epp	3121
Mme Redman	3121
Mme Vautour	3121
Mme Redman	3122
M. Riis	3122
M. Riis	3123
M. Nunziata	3124
M. Riis	3124
M. Calder	3125
M. Riis	3125
M. Pankiw	3126
M. Riis	3126
M. Telegdi	3126
M. Riis	3126
M. Nystrom	3127
M. Charbonneau	3127
M. Pillitteri	3128
Mme Vautour	3129
M. Pillitteri	3130
Mme Vautour	3130
M. Pillitteri	3130
M. Brison	3130
M. Mitchell	3133
M. Brison	3133
M. McWhinney	3134
M. Brison	3134
M. Mitchell	3134
Mme Vautour	3136
M. Mitchell	3136
M. Calder	3136
M. Mitchell	3136

Mme Augustine	3136
Motion	3136
M. McWhinney	3137
M. Brison	3138
M. McWhinney	3138
Mme Augustine	3138
M. Solberg	3139
Motion	3139
M. Coderre	3139
Mme Catterall	3139
Les Famous Five	
Motion	3139
Mme Augustine	3139
Adoption de la motion	3139
Les finances	
Motion	3139
M. Solberg	3139
Motion	3139
Adoption de la motion	3140

M. Solberg	3140
M. Strahl	3141
M. Solberg	3141

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

Le bataillon MacKenzie-Papineau

M. Riis	3142
Motion	3142
M. Riis	3142
M. Bertrand	3143
M. Goldring	3144
M. Godin (Châteauguay)	3145

MOTION D'AJOURNEMENT

L'immigration	
M. Ménard	3147
M. Adams	3147
Le transport ferroviaire	
M. Fournier	3148
M. Adams	3148

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes/Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste – lettre

Lettermail

03159442

Ottawa

*En cas de non – livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*

Les Éditions du gouvernement du Canada,
45 boulevard Sacré – Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canadian Government Publishing,
45 Sacré – Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le réseau électronique «Parliamentary Internet Parlementaire» à l'adresse suivante :

Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

On peut obtenir la version anglaise de cette publication en écrivant à :

**Les Éditions du gouvernement du Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9**

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

**Additional copies may be obtained from Canadian Government Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9**



CANADA

House of Commons Debates

VOLUME 135 • NUMBER 049 • 1st SESSION • 36th PARLIAMENT

OFFICIAL REPORT
(HANSARD)

Thursday, December 11, 1997

Speaker: The Honourable Gilbert Parent

CONTENTS

(Table of Contents appears at back of this issue.)

All parliamentary publications are available on the
“Parliamentary Internet Parlementaire” at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

HOUSE OF COMMONS

Thursday, December 11, 1997

The House met at 10 a.m.

Prayers

ROUTINE PROCEEDINGS

• (1000)

[*English*]

BOARD OF INTERNAL ECONOMY

The Speaker: I have the honour to inform the House that the following member has been appointed member of the board of internal economy for the purposes and under the provisions of an act to amend the Parliament of Canada Act, Chapter 32, Statutes of Canada, 1997: the hon. member for Kingston and the Islands.

* * *

[*Translation*]

CANADIAN MILITARY EXPORTS

Hon. Lloyd Axworthy (Minister of Foreign Affairs, Lib.): Mr. Speaker, I have the honour to table, in both official languages, the annual report on Canadian military exports for the year 1996.

[*English*]

It is important to point out that in the interests of providing more meaningful information and greater transparency we have considerably expanded the amount of information about the nature of the goods exported.

I think members of Parliament will find now that it is a much more complete examination of the military exports of Canada.

* * *

CANADIAN TOURISM COMMISSION

Mr. Walt Lastewka (Parliamentary Secretary to Minister of Industry, Lib.): Mr. Speaker, in accordance with Standing Order 32(2), I have the honour to table, in both official languages, the

Canadian Tourism Commission's annual report for 1996-97 entitled "Industry Led, Market Driven".

* * *

GOVERNMENT RESPONSE TO PETITIONS

Mr. Peter Adams (Parliamentary Secretary to Leader of the Government in the House of Commons, Lib.): Mr. Speaker, pursuant to Standing Order 36(8), I have the honour to table, in both official languages, the government's response to seven petitions.

* * *

• (1005)

INTERPARLIAMENTARY DELEGATIONS

Ms. Carolyn Parrish (Mississauga Centre, Lib.): Mr. Speaker, pursuant to Standing Order 34(1), I have the honour to present to the House, in both official languages, the second report of the Canadian-NATO Parliamentary Association which represented Canada at the 43rd annual session of the North Atlantic Assembly of NATO Parliamentarians held in Bucharest, Romania October 9 to 13, 1997.

Mr. Bryon Wilfert (Oak Ridges, Lib.): Mr. Speaker, pursuant to Standing Order 34, I have the honour to present, in both official languages, the report of the eighth annual meeting between the Canada-Japan interparliamentary group and the Japan-Canada parliamentarians friendship league.

The meeting and visit took place between November 8 and 16, 1997. The Canadian delegation was honoured to receive the largest number of Diet members to have ever attended bilateral talks.

Japan is undergoing changes to its economy, institution and society which will be felt worldwide. We must not neglect the fact that Japan is our second largest trading partner next to the United States. Meetings and visits such as these allow parliamentarians from both countries to keep abreast of such developments.

I wish to thank my colleagues on the delegation for the exceptional bilateral talks and a very productive visit. I would also like to note the professionalism and dedication of our Canadian embassy officials.

Routine Proceedings

[Translation]

COMMITTEES OF THE HOUSE

PUBLIC ACCOUNTS

Mr. John Williams (St. Albert, Ref.): Mr. Speaker, I have the honour to present the third report of the Standing Committee on Public Accounts.

[English]

It deals with Human Resources Development Canada, "A Critical Transition Toward Result Based Management", including the committee's recommendations to improve the same.

[Translation]

Pursuant to Standing Order 109, the committee is asking the government to table a comprehensive response to the report.

Mr. Speaker, I also have the honour to present the fourth report of the Standing Committee on Public Accounts.

[English]

It deals with Transport Canada, the commercialization of the air navigation system and the problems that the committee investigated regarding the privatization of NavCan and its recommendations thereon.

[Translation]

Pursuant to Standing Order 109, the committee is asking the government to table a comprehensive response to the report.

[English]

HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT AND THE STATUS OF PERSONS WITH DISABILITIES

Mr. Reg Alcock (Winnipeg South, Lib.): Mr. Speaker, I have the honour to present, in both official languages, the first report of the Standing Committee on Human Resources Development and the Status of Persons with Disabilities, a report entitled "Ensuring Access—Assistance for Post-Secondary Students".

[Translation]

ABORIGINAL AFFAIRS

Mr. Guy St-Julien (Abitibi, Lib.): Mr. Speaker, I have the honour to table, in both official languages, the second report of the Standing Committee on Aboriginal Affairs and Northern Development.

The committee has considered Bill C-6, an Act to provide for an integrated system of land and water management in the Mackenzie Valley, to establish certain boards for that purpose and to make consequential amendments to other Acts, and has agreed to report it with amendments.

In closing, it is an honour for me to express my thanks to all those witnesses who came here to Ottawa, as well as all those who travelled to Yellowknife or Inuvik to take part in the videoconferences. I also wish to thank all the committee members for their work, as well as our excellent clerk, Ms. Fisher, our researchers and the support team.

[English]

SUBCOMMITTEE ON INTERNATIONAL TRADE, TRADE DISPUTES AND INVESTMENT

Mr. Bob Speller (Haldimand—Norfolk—Brant, Lib.): Mr. Speaker, I am pleased to present to the House today the report of the Subcommittee on International Trade, Trade Disputes and Investment entitled "A Study of the Multilateral Agreement on Investment".

The government, knowing how important this agreement is to Canadians, asked our committee to hold hearings and to bring Canadians from across the country to Ottawa to hear their points of view on the MAI.

• (1010)

Our committee endeavoured to do this. A number of experts and spokespersons of national organizations came before the committee and let the committee know their views on this very important international agreement.

Our committee was informed about the advantages and the disadvantages of an MAI. We were presented with a wide range of views, as members can imagine, on these.

I hope all Canadians will read this report and learn of the issues involved in the MAI. We have provided a number of recommendations for our government to take into consideration for when negotiations begin again in January. I have great confidence that they will listen to the views of the subcommittee on international trade.

* * *

EXPROPRIATION ACT

Mr. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.) moved for leave to introduce Bill C-303, an act to amend the Expropriation Act (disposal of expropriated lands).

He said: Mr. Speaker, this bill essentially is quite simple. It would have, for effect, that whenever the crown has acquired land through expropriation and it then proceeds to resell this land, this act, if enacted, would demand that the crown give to the original owner a right of first refusal to match the best offer received by the crown. This is common practice in many provinces.

(Motions deemed adopted, bill read the first time and printed)

*Routine Proceedings***AN ACT FOR THE RECOGNITION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS AND FUNDAMENTAL FREEDOMS**

• (1015)

Mr. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, Ref.) moved for leave to introduce Bill C-304, an act to amend an act for the recognition and protection of human rights and fundamental freedoms and to amend the Constitution Act, 1867.

He said: Mr. Speaker, I would like to thank the hon. member for Lethbridge for seconding my bill which would guarantee everyone's right to the enjoyment of property in all federal law.

I would like to thank my independent legislative counsel for her hard work, dedication and expert legal advice in drafting such an important piece of legislation for consideration in this House.

My property rights bill amends the Canadian bill of rights and adds two new sections to the Constitution Act of 1867, thereby strengthening property rights in federal law.

If passed, my bill would specifically guarantee that every person has, first, the right to the enjoyment of their property; second, the right not to be deprived of their property unless they are given a fair hearing, paid fair, timely and impartially fixed compensation; third, the right to appeal to the courts if their property rights have been infringed upon or denied, and every person's property rights would be guaranteed in every law in Canada, unless it is expressly declared that the act shall operate notwithstanding the Canadian bill of rights and adoption of a declaration of notwithstanding would require the votes of at least two-thirds of the members of the House of Commons.

(Motions deemed adopted, bill read the first time and printed)

* * *

VICTIMS BILL OF RIGHTS

Mr. Randy White (Langley—Abbotsford, Ref.): Mr. Speaker, I rise to seek unanimous consent to introduce the following motion:

That, in the opinion of this House, the government should renew its commitment to draft a victims bill of rights and initiate consultations with the provinces in areas of provincial concern aimed at arriving at a national standard for a victims bill of rights.

The Deputy Speaker: Is there unanimous consent to present this motion?

Some hon. members: No.

The Deputy Speaker: There is not unanimous consent.

FAMOUS FIVE

Ms. Jean Augustine (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Mr. Speaker, I am asking for unanimous consent for a motion. I move:

That, in the opinion of this House, the government should consider the request of the Famous Five Foundation to honour the memory of Emily Murphy, Nellie McClung, Irene Parlby, Louise McKinney, Henrietta Muir Edwards, known as the Famous Five, by allowing a statue commemorating them to be placed on Parliament Hill.

The Deputy Speaker: Does the hon. member have the unanimous consent of the House to propose the motion?

Some hon. members: No.

The Deputy Speaker: There is not unanimous consent.

Mr. John Nunziata (York South—Weston, Ind.): Mr. Speaker, on a point of order.

While the motion presented by the hon. member would appear to have considerable merit, it seems to me that the motion is deserving of some debate and discussion in the House.

The Deputy Speaker: That does not sound like a point of order to me. The motion may be one which is deserving of debate in the House and, if so, there are avenues where the hon. member could move the motion. However, there is not unanimous consent at this time to put the motion and accordingly there is no possibility at this stage for debate.

Ms. Marlene Catterall (Ottawa West—Nepean, Lib.): Mr. Speaker, my understanding is that the motion can only be debated if it is put. In fact, the member has declined to give consent for the motion to be put, so it cannot—

The Deputy Speaker: The member is stating what I think I just stated. There is no consent to put the motion, therefore, there can be no debate.

* * *

BRITISH PENSIONERS

Mr. Svend J. Robinson (Burnaby—Douglas, NDP): Mr. Speaker, following consultation on all sides of the House, I would seek the unanimous consent of the House to put the following motion with the support of members of the Liberal Party, the Reform Party, the Bloc Quebecois and the Conservative Party. I move:

That, in the opinion of this House, the government should renew its commitment to British pensioners living in Canada and vigorously pursue an agreement with the Government of the United Kingdom to provide them with pensions fully indexed to the cost of living.

Routine Proceedings

The Deputy Speaker: The hon. member has asked for the unanimous consent of the House to put this motion. Is there unanimous consent?

Some hon. members: No.

The Deputy Speaker: There is not unanimous consent.

Mr. John Nunziata (York South—Weston, Ind.): Mr. Speaker, on a point of order.

There is an established procedure in the House to deal with Private Members' Business. All private members have to adhere to a procedure which is established by the House. Now, this particular motion appears to have considerable merit and is deserving of discussion and debate in the House. I would like to know why this motion should take precedence over all other Private Members' Business?

The Deputy Speaker: The Chair is having trouble. There is no point of order here. This motion did not get precedence over any other. The member sought consent to move it and it was denied. That is the end of the matter.

I hope this is a different point from the hon. Parliamentary Secretary to the Government House Leader.

Mr. Peter Adams (Parliamentary Secretary to Leader of the Government in the House of Commons, Lib.): Mr. Speaker, we are following established procedure which is that even if one member objects, there is not unanimous consent.

In both of these cases, one member only did object.

The Deputy Speaker: The Chair does not pretend to hear how many yeas or nays may come out in the House. I do not think the hon. member is raising a legitimate point of order. The question that was asked by the Chair is the correct one, was there unanimous consent. There clearly was not consent and in the circumstances we are unable to proceed with the motions.

* * *

PETITIONS

THE FAMILY

Mr. Paul Szabo (Mississauga South, Lib.): Mr. Speaker, pursuant to Standing Order 36, I am pleased to present a petition to the House signed by a number of Canadians, including some from my riding of Mississauga South.

The petitioners would like to draw to the attention of the House that managing the family home and caring for preschool children is an honourable profession which has not been recognized for its value to our society.

The petitioners also agree with the National Forum on Health report which points out the importance of investing in children and

specifically to pursue tax initiatives to assist families who provide direct parental care in the home.

The petitioners, therefore, pray and call upon Parliament to pursue initiatives to change the Income Tax Act to assist families who provide direct parental care to preschool children.

• (1020)

RETIREMENT SYSTEM

Ms. Judy Wasylycia-Leis (Winnipeg North Centre, NDP): Mr. Speaker, pursuant to Standing Order 36, I am pleased and honoured to be able to present petitions on behalf of constituents in Winnipeg North Centre and other Manitobans who are deeply concerned about the future of Canada's retirement system. They express concern about the changes to the Canada pension plan that were forced through this Parliament. They are very concerned about the changes to the seniors benefit. They petition this House for a national review of the retirement income system in Canada to ensure the adequacy of Canada's retirement system today and tomorrow.

[Translation]

RAIL TRANSPORTATION

Mr. Michel Guimond (Beauport—Montmorency—Orléans, BQ): Mr. Speaker, I have the honour to present to this House a petition signed by 712 people.

It reads "We want VIA Rail to continue to use the intermodal terminal in Lévis and the Montmagny subdivision section between Harlaka and Saint-Romuald to allow the *Chaleur* and the *Ocean* trains to run".

This petition is presented in conjunction with the petition bearing 550 other signatures presented by my colleague the member for Lévis yesterday, December 10. Other similar petitions are being prepared in cities in Quebec, New Brunswick and Ontario. To date, we have 1,263 signatures in support of saving the Lévis and Charny stations in the Montmagny subdivision in the province of Quebec.

The Coalition pour le maintien et l'utilisation accrue du rail, région du Québec et de ses environs will conclude this petition early in 1998 and will send petitions to the clerk to be certified pursuant to Standing Order 36.

[English]

NATIONAL UNITY

Mr. David Chatters (Athabasca, Ref.): Mr. Speaker, I present two petitions today. The first petition is from citizens of Pointe-Claire and Dorval in Quebec and Oakville, Ontario. The petitioners ask Parliament to declare and confirm immediately that Canada is indivisible and that the boundaries of Canada and its provinces, territories and territorial waters may be modified only by a free

vote of all Canadian citizens as guaranteed by the Canadian Charter of Rights and Freedoms and through the amending formula as stipulated in Canada's constitution.

CRIMES OF VIOLENCE

Mr. David Chatters (Athabasca, Ref.): Mr. Speaker, the second petition is from citizens in the greater Ottawa area. They ask Parliament to recognize that crimes of violence against persons are serious and abhorrent to society and to amend the Criminal Code of Canada, the Bail Reform Act of 1972 and the Parole Act to better reflect societal attitudes.

PAY EQUITY

Mrs. Elsie Wayne (Saint John, PC): Mr. Speaker, I rise pursuant to Standing Order 36 to present a petition that was presented to me by the public service workers in my riding of Saint John, New Brunswick. They are eagerly awaiting a decision on the pay equity dispute. The petitioners call upon this Parliament to urge the President of the Treasury Board to authorize an interim payment to all employees affected based upon what is now agreed upon as being owed to these employees.

RURAL CANADA

Mr. Peter Adams (Peterborough, Lib.): Mr. Speaker, I have a petition from numerous citizens of the Peterborough riding. They point out that rural Canada contributes substantially to the national economy and that agriculture and agri-food are the third largest employers in Canada, that rural Canada is full of people with innovative ideas and plenty of energy to carry them out but they often have difficulty getting the financing to bring those ideas to fruition. These petitioners call upon Parliament to work toward ensuring that the needs and concerns of rural Canada are addressed, that the access of rural Canadians to federal programs and services be improved and that rural Canada be supplied with the tools to not only survive but to thrive in today's global marketplace.

CRIMINAL CODE

Mr. Chuck Strahl (Fraser Valley, Ref.): Mr. Speaker, it is a pleasure to present a petition today on behalf of another 486 people who have signed petitions that asking that Parliament amend the Criminal Code of Canada to raise the age of consent for sexual activity between a young person and an adult from 14 to 16 years of age. These people are echoing the concerns brought forward by the attorney general of our province, Ujjal Dosanjh, who at the last meeting of federal-provincial ministers attempted to raise this issue because of the concern not only in British Columbia but across the land that people as young as 14 years old are being taken advantage of by predatory adults. It is a pleasure to support this petition.

[Translation]

RAIL TRANSPORTATION

Mr. Antoine Dubé (Lévis, BQ): Mr. Speaker, I would like to present a petition signed by 564 persons from the Quebec City region, who want VIA Rail to continue to use the intermodal

Routine Proceedings

terminal in Lévis and the Montmagny subdivision section between Harlaka and Saint-Romuald to allow the *Chaleur* and the *Ocean* trains to run.

This is the third petition presented in the House. Up to now, 1,827 individuals have signed similar petitions.

• (1025)

[English]

RIGHTS OF THE CHILD

Mr. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, Ref.): Mr. Speaker, I have the pleasure to present three petitions, signed mainly by people from Ontario.

The petitioners are concerned that by ratifying and implementing the United Nations convention on the rights of the child that government bureaucrats and the courts will be legally entitled to determine what is in "the best interest of the child" rather than the parents. They fear that the Government of Canada is creating a bureaucracy to police parents and enforce the guidelines of a UN charter which has never been approved. They are concerned that it will create greater incentives for families to abdicate their parental responsibilities to the state. They are concerned that parental responsibilities will be undermined by the UN convention.

They want Parliament to support my private member's motion, M-33, which would add the protection of parental rights and responsibilities to the charter of rights and freedoms.

CRIMINAL CODE

Mr. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, Ref.): Mr. Speaker, the second group of petitions which I would like to present also comes from Ontario.

The petitioners support the retention of section 43 of the Criminal Code, which states:

Every schoolteacher, parent or person standing in the place of a parent is justified in using force by way of correction toward a pupil or child, who is under his care, if the force does not exceed what is reasonable under the circumstances.

The petitioners believe that the removal of section 43 would strengthen the role of bureaucrats, while weakening the role of parents in determining what is in the best interest of the child. They feel that this would be a major, unjustified intrusion of the state into the realm of parental rights and responsibilities.

The petitioners request Parliament to affirm the duty of parents to responsibly raise their children according to their own conscience. They request that section 43 be retained in the Criminal Code of Canada as it is currently worded.

Government Orders

[Translation]

QUESTIONS ON THE ORDER PAPER

Mr. Peter Adams (Parliamentary Secretary to Leader of the Government in the House of Commons, Lib.): Mr. Speaker, I move that all questions be allowed to stand.

The Deputy Speaker: Is that agreed?

Some hon. members: Agreed.

GOVERNMENT ORDERS

[Translation]

COMMITTEES OF THE HOUSE

FINANCE

The House resumed from December 10 consideration of the motion.

Ms. Alexa McDonough (Halifax, NDP): Mr. Speaker, I am pleased to take part in this very important debate today, prior to the presentation of the federal budget. The purpose is to see how we can promote and bring about the dreams, aspirations and objectives of Canadians.

[English]

That is really what a prebudget debate is. It is an opportunity to talk about how we should order our priorities as Canadians and how we should order our priorities for Canada's future.

In the final analysis a budget is about what the real priorities of the government are; not the soothing assurances, not the empty rhetoric and not the promises which have no substance. It is about where the government will put its money, where it will allocate its resources and, therefore, what its real priorities are.

Let me make it very clear at the outset, on behalf of my colleagues in the New Democratic Party, that it is our absolute belief that the top economic priority for the 1998 budget is to set targets to reduce unemployment by at least 1%. At an absolute minimum unemployment should be reduced by 1%. We must develop specific strategies to attain that objective.

It is hard to get your answers right when you keep focusing on the wrong problem. That is exactly what this government has done over the last four years. It has focused on the wrong problem.

• (1030)

It is focused exclusively on inflation, failing to set targets for jobs. In the process the government is simply writing off literally hundreds of thousands of jobs, writing off an additional 500,000 jobs that are desperately needed by Canadians. Over a five year period an additional 100,000 jobs a year could push our unemployment rate to 5%.

I know there will be some naysayers who will say "We couldn't possibly bring the unemployment level in Canada to 5%. Who has an unemployment level among industrial countries of 5%?" Let's remind ourselves, in the process of trying to stiffen our resolve to tackle this problem, that the United States of America has an unemployment level today below 5%. I think it is 4.7% at the current time. The United Kingdom has an unemployment level below 5%.

The government has to ask itself and all Canadians are asking themselves the following question. How is it less of a priority for the Government of Canada and for the people of Canada to reduce the unemployment level to 5% than it is for the people of the United States or the people of the United Kingdom?

It is the number one priority for Canadians and it remains the number one priority for Canadians. It is a priority that is absolutely attainable if the government would finally recognize it and take up the challenge. Unfortunately, instead of a commitment to generate jobs and reduce unemployment, the Liberal policy has been designed to ensure that jobless rates do not sink too far, a perversity, surely, when we look at the numbers of people who are suffering.

The biggest threat to the future is the likelihood the government will refuse to allow growth to continue and instead will choke off any real recovery in its infancy by jacking up interest rates yet again by strangling the process of economic growth that is finally beginning to glimmer on the horizon.

Canadians know that when the Minister of Finance really means business, when he makes up his mind about something, when he accepts that something is indeed a priority, he sets targets and timetables for achieving them. That is exactly what we have seen the Minister of Finance do with the deficit over the last four years. It is what he does with inflation. He makes it clear that he is serious and he sets timetables and targets. It is what he proposes now to do with the debt.

Canadians know that targets mean commitment and timetables mean results. Over the last four years the Liberal government has been absolutely single minded in its approach to deficit reduction: massive program cuts, the largest layoffs in Canadian history, the sell-off of some of the nation's most valuable assets, and the elimination of many of the programs that provide support to Canadians in need, in fact many of the programs that define our very sense of being Canadian.

The government's persistent lying throughout has been: "There is really no alternative". It has come to be understood as the TINA

Government Orders

syndrome: there is no alternative. The tragic irony is that there was and still is an alternative which would have allowed the government to reach its original target for deficit reduction without the painful disastrous cuts that were the supposed centrepiece of this strategy.

Testimony before the finance committee indicated that 60% of the improvement in government finances between 1995 and 1997 came from a growing economy stimulated by low interest rates. Dr. Jim Stanford's analysis presented before the finance committee showed that if the government had merely frozen spending at its 1995 levels, allowed economic growth and maintained lower interest rates, the Minister of Finance could have beaten his very own deficit reduction timetable. He could have met his targets and still have reduced Canada's deficit to the lowest level among G-7 countries.

• (1035)

The study also demonstrates that pursuing a sustained 4% growth strategy simply by maintaining interest rates at the early 1997 level would add an additional \$70 billion to federal balance sheets over the next five years to be spent on the important programs that Canadians depend upon, that our seniors deserve, that our children desperately need and that our young people require to enter the new millennium with some sense of hope and promise. In addition it would mean sufficient resources to allow for reasonable tax cuts targeted to where they would matter most and get on with debt repayment at the same time.

On the other hand, if real growth is stalled by the central bank's obsessively low inflation policy, the fiscal dividend may disappear altogether. That would be a tragedy.

Canadians need to consider this question. Are we willing to spend \$70 billion over the next five years to keep inflation at a zero level, to keep wringing jobs out of the economy, to keep eliminating important social programs, in order to battle an imaginary mythical phantom of high inflation? Or, do we have other priorities like fighting unemployment, rebuilding our health care system, and ensuring our young people access to education and decent jobs?

The Liberals have been positioning themselves as a party of balance on economic issues. The title of the finance committee's report "Keeping the Balance" is another attempt to embellish that image. The point is that it bears no relationship or resemblance to what the Liberal government has actually been doing. The reality is that Canada has eliminated its fiscal deficit by creating a massive social deficit for which Canadians will be paying for a very long time to come.

Canada's real wealth is declining as we supposedly grow richer. The stock market is soaring. The GDP is climbing. However somehow there is not enough money to pull our kids out of poverty, to give young people the education they need to get decent jobs, to pay working men and women a living wage, or to maintain one of

the best health care systems in the world in which Canadians have invested and which has become the envy of the world.

For the government it has been an official policy of forget about jobs, toss in the towel on jobs. We are told repeatedly that governments cannot create jobs and why should they really try. The essence of the Liberal solution is to make its problem someone else's problem by downloading debt and offloading responsibility to the provinces, municipalities, ordinary people, the charitable sector, the non-governmental sector and, most callously and most unforgivably, the backs of the poor. As a result the federal books may be in balance but the economy is very much out of kilter.

The headline in the local newspaper in my riding said it all the day that the finance minister appeared on the west coast before the finance committee. The headline read "Federal books doing well but the question is are Canadians doing well?" For far too many Canadians the answer to that question is no, they are not doing well at all.

• (1040)

Internationally we may be the first to balance the budget. This is something the federal finance minister constantly crows about, constantly congratulates himself about. While citizens in other industrialized nations saw their GDP per capita grow at an average rate of 9.1%, Canada alone saw its standard of living decline. That is not something about which the government should be congratulating itself.

As a result we now have the second highest incidence of child poverty among major industrialized countries, the second highest inequality index and the second highest incident of low pay for full time workers in the industrialized world. The finance minister may claim that Canada is leading the G-7 and is on the verge of a new economic era, but social and economic indicators reveal that Canada is marching backward into the millennium.

Since 1989 average family incomes have fallen by roughly 5%. In this country 538,000 more children are living in poverty. The number of food banks has tripled as the proportion of the population forced to rely on food banks has more than doubled. The number of Canadians filing for personal bankruptcy has gone through the roof. This does not point to a balanced economy or to a leading edge economy but to an economy that is running in reverse.

The real test of a balanced economy surely is not whether the government can balance its books at the expense of its citizens but rather whether it can provide the economic environment in which Canadians and families can balance their own books. We have been losing ground in that regard.

A stronger economy is key to the long term health of federal balance sheets. Our approach would be to build a high employment, growing economy which could generate a significant fiscal dividend and could provide an ongoing revenue stream to address the growing social deficit. Social investment that creates jobs and

Government Orders

addresses the needs of children, youth and families must surely come first.

Let me be very clear about what the NDP priorities are for the coming year. We will be pushing for those priorities to be expressed in the forthcoming federal budget.

The first is to make full employment the primary goal of government with targets to cut rates by a minimum of 1% per year. The Bank of Canada should be instructed that employment growth is the central priority.

The second is to set targets for the elimination of child poverty and a timetable for implementation of that commitment.

In 1989 the country set for itself a millennium project. The House of Commons resolved unanimously an all-party resolution to ensure that we eliminated child poverty by the year 2000. Before we go looking for a lot of new millennium projects, let us follow through on the commitment adopted by the House, by all members on all sides of the House in 1989, and make the real millennium project the elimination of poverty.

What could have a greater long lasting benefit? What could be more enduring? What could more captivate the people of a nation than pulling together and working together to eliminate poverty so that we make a real investment in the future of all Canadians and the future of the nation?

The third priority we will be insisting upon is to make strategic investments to rebuild our failing public infrastructure. Our health care system, education and training systems and networks, environmental and cultural industries, social housing, child care and elder care, highway and other important transportation links that make this a real nation.

• (1045)

Fourth is to maintain a balanced budget over the next five years aiming for continuing GDP growth of 4% per year and some easing of the inflation target band. When this country continues to be totally obsessed with inflation, it absolutely fails to recognize that countries, including the United States to our south and the U.K., have recognized that yes inflation is a problem and yes inflation has to be kept in check, but they have understood that we have to be prepared to make jobs and economic growth our real priorities. That requires easing up a little bit on the inflation target band.

They have allowed inflation to go up in the 3% range. As long as Canada continues to insist on wringing inflation absolutely out of the economy, reducing it to the 1% range, then we are going to continue to choke off those 500,000 jobs that we desperately need.

Fifth, our priority is going to be maintaining overall tax levels in the short term but rebalancing the system to achieve greater

fairness and to advance broader social policy goals such as the elimination of poverty, a fairer share of the tax burden and assistance for students and the disabled.

Wrapping up, my final priority that I want to advance as we head into this budgetary process is direct tax relief measures to the neediest through refundable tax credits such as the GST and exempting essentials from the federal sales tax rather than enriching subsidies for those earning over \$75,000 a year. If circumstances permit, we want to reduce the overall GST rate by two points to promote job creation and give hard pressed consumers a break.

These are the measures that NDP members will be advancing. Already to date in this fall parliamentary session, if the proposals the NDP had been putting forward, the concrete and specific proposals for job creation, had been implemented by this government, we would have created over 175,000 jobs. This would have reduced unemployment to 7.9%.

We look forward to participating in the continuing debate in the run up to the budget. Most importantly, we look forward to seeing this government finally get its priorities right and invest in a real future for Canada.

* * *

BUSINESS OF THE HOUSE

Hon. Don Boudria (Leader of the Government in the House of Commons, Lib.): Mr. Speaker, I rise on a point of order. I wish to seek unanimous consent to put the following motion without debate. I move:

That the House shall not sit on December 12, 1997, provided that, for the purposes of Standing Order 28, it shall be deemed to have sat and adjourned on that day.

The Deputy Speaker: Does the hon. government House leader have the unanimous consent of the House to propose the motion?

Some hon. members: Agreed.

The Deputy Speaker: Is it the pleasure of the House to adopt the motion?

Some hon. members: Agreed.

(Motion agreed to)

* * *

COMMITTEES OF THE HOUSE

FINANCE

The House resumed consideration of the motion.

Mr. Mac Harb (Ottawa Centre, Lib.): Mr. Speaker, I listened with great interest to my colleague from the NDP while she was speaking about having a full employment strategy. The first thing that came to my mind is that government in general does not really

create jobs. It in itself does not go out and hire everyone to work on the government payrolls. However the government creates a proper environment for job creation because the real engine of job creation is the private sector.

• (1050)

Frankly my head somehow was boiling and spinning at the same time. The member wants the government to stop fighting the mythical phantom of high inflation and to stop being obsessed with inflation. She thought that the government should have a full employment policy.

Suppose that inflation went above 3% or 4% and there was a downturn in the economy in two or three years and we begin to have the same problems we had in the 1980s of a high deficit, high debt loads, high inflation and high interest rates, is the member proposing that the government should hire all those people and put them on the public payroll?

I also want to say to my colleague that it is extremely important to put things into perspective. All of the economic indicators she is talking about are fair game. However, there are certain indicators that I as a member of Parliament totally disagree with.

For example, here in Canada we had a deficit. I want to congratulate the government for winning the war on the deficit. We used criteria that are very much different from the criteria being used by OECD members around the world.

When we talk about assets in Canada and somebody from the auditor general's office says that we have \$50 billion in assets, in my view, Canadian assets are really in excess of \$150 billion taking into consideration crown corporations and everything else the government owns in Canada.

We have to put things into perspective when we talk about shrinking wealth and economic indicators when comparing them with other countries around the world.

If the private sector does not really create the jobs she is asking for and the private sector is not meeting the target she is setting, is the member proposing that the government hire all those people who were not hired by the private sector?

Ms. Alexa McDonough: Mr. Speaker, I have to say in all honesty, and I intend no disrespect to the member opposite, but that is an absurd suggestion and a distortion of the position the New Democratic Party has put forward today in specific, concrete terms. It makes it impossible to even engage in a reasonable, sensible debate about fiscal policy, inflation, interest rates and setting targets and timetables for jobs.

I do not need a lecture from the member opposite on how important the private sector is in the creation of jobs. I will be going back to my office to meet with representatives from the chamber of commerce. They have come to Ottawa today because

Government Orders

they understand what an important partnership there must be between government and the private sector.

Those representatives from the chamber of commerce want to talk to me and my colleagues from Nova Scotia about the completely irresponsible withdrawal of the federal government from providing and ensuring that the kind of infrastructure is in place which would allow the private sector to do its job to generate jobs and grow the economy.

The private sector is understandably concerned about the fact that the Government of Canada has gone pell-mell into the privatization of our ports without understanding that there must be a commitment from the government in the investment of the ports and make sure the infrastructure is there.

It is very concerned that the government will not make a commitment to ensure that our Halifax regional airport which serves as an international airport and is a very important part of our infrastructure, is in good shape. The government has been pulling back from its investment with the result that the entire business community in Nova Scotia is very concerned that our Halifax international airport is not getting the kind of support from government that it needs, deserves and absolutely requires if the private sector is going to be able to do its part to contribute to the generation of jobs.

• (1055)

In response to the question, if it was the view of the government that the federal government cannot do anything about jobs, then why in the name of heaven did the Liberal Party of Canada not tell the Canadian people the truth? It told Canadians that it intended to make jobs the number one priority, but that is not what the government did.

It is such a ridiculous question. That is exactly what engenders disrespect for government, engenders disrespect for Parliament. It is just a completely absurd notion. The member knows that when he stands on his feet and says, "Would you let inflation go up 3% or 4%", he clearly was not listening when I said that allowing inflation to rise to 3% does not seem to be such a disastrous policy when that is what the United States has done and unemployment is below 5%. That is what the U.K. has done and their unemployment is 5%. Canadians deserve no less.

It is a very good illustration of why this government will not put its money where its mouth is and actually commit itself to making jobs the number one priority, and it went to the Canadian people instead in 1993 and again in 1997.

Mr. Paul Szabo (Mississauga South, Lib.): Mr. Speaker, briefly I want to commend the leader of the NDP for spending so much time on the subject of child poverty. It is certainly a subject matter on which all hon. members share her concern.

In my view child poverty is a political term which is intended to evoke sympathy. The real issue here is family poverty. The

Government Orders

member articulated her reasons why she felt there were economic factors which contributed to this serious problem.

I would ask the member whether or not she would concede or maybe recognize that 42% of all children living in poverty come from lone parent families and that the rising level of breakdown of the Canadian family is a very significant contributing factor. Would the member care to comment on her party's position with regard to issues of strengthening the family outside of economic considerations?

Ms. Alexa McDonough: Mr. Speaker, what the issue of poverty is all about is the failure of government to put in place policies that will strengthen the family.

Nothing weakens a family more, whether there is one child or five children, whether there is one parent or two parents, than having a parent who simply cannot put food on the table, who cannot ensure that their kids get the best possible start in life.

To repeat, I think that should be our millennium project. It is the project that would matter the most to the future of this nation, to make sure that our kids do get a start in life.

It requires a comprehensive, co-ordinated strategy, an all out assault on the problem of poverty which has many faces. I completely agree and I commend the member for making the point that the issue is poverty, period. It is not child poverty as if it is completely separate and apart.

Let us be clear about where this decision came from, the one to somehow segment off child poverty as if it is not part of the failed economic system. That essentially has been this government's decision, to not face up to the fact that at the root of poverty are the kind of economic policies that have been pursued for a decade and a half by right wing governments, both federal and provincial.

• (1100)

Mr. Jim Jones (Markham, PC): Mr. Speaker, it is an honour to speak on this very important topic. Over the next two or three months there will be much debate. The directions we take will likely be debated frequently over the next couple of years.

The results of the finance committee hearings show this Titanic government has decided to chart a course that steers every Canadian right into the iceberg. The short sighting of the tip of the iceberg that resembles the deficit completely misses the massive danger of the submerged problem of the debt that is just waiting to sink the economy. As history sometimes ends up repeating itself, everyone will go down with the sinking ship. What is worse is that shuffling the chairs on the deck will not buy Canadians any more time.

This government does not understand that high taxes kill jobs. This government does not understand that "high taxes equal high

revenue" is just recycled money that is borrowed and is not new. This government does not understand that everyone knows the bloated employment insurance premium is a tax on the backs of the working class.

This government does not understand that we are losing the battle with the U.S. regarding the brain drain. This government does not understand that Canada should not only end interprovincial trade barriers but that the Canada-U.S. economy is actually one big market made up of 330 million people. This government does not understand that Canada must be a global leader as we enter the next millennium.

This government does not understand that small business drives the economy and still faces unbearable payroll taxes and extreme bankruptcy statistics. This government does not understand the impact that part of the consultation process means actually listening to Canadians and rightfully respecting their interests and their recommendations. The captain of this government does not show any desire to scope the dangers of this massive debt, the ticking time bomb of the economy.

Rather, the finance minister is too involved scoping the Prime Minister's job. Let us face it, working families have been crippled with the burden of creating such a so-called fiscal dividend. They have been taxed, taxed and overtaxed. In the event of the upcoming surplus, this government should feel obligated to return what is rightfully theirs. This means cutting taxes. All Canadians have paid long enough for the misconduct of the EI fund.

Canadians are no longer prepared to sit back and let this government set strategies without seriously implementing the suggestions provided during consultation. Canadians shared their frustrations and proposed solutions. This government did not listen. Why did we travel across Canada and hear from over 400 witnesses if we are not going to put their ideas to work?

The suggestion is clear. This government is not serious about creating the environment to reduce employment. It is not serious about cutting taxes. It is not serious about facilitating growth. This government did not listen. The report from the finance committee does not represent Canada's interests. It is merely a supporting document of the Minister of Finance.

Canadians are being held hostage by Liberal Party politics. The deathwatch on the Prime Minister has begun and the captain is the Minister of Finance. He is not willing to give anything of substance to Canadians until he is running for or is Prime Minister. It is a sad but true fact. One only has to look at his own cabinet colleagues to know this is what is happening. In the meantime working Canadians get poorer, unemployment remains a national tragedy and Canadians become less competitive.

In Jeff Rubin's 1997 Monthly Indicator named the "The Federal Fiscal Dividend: Who gets to spend it?", Mr. Rubin discussed how

personal income taxes as a share of GDP rank Canada the highest among the G-7 countries. Not only is Canada's personal income tax rate not internationally competitive but it has now saddled households with the largest tax burden in Canadian history.

Even a \$13 billion personal income tax cut over the next four years would leave the income tax to GDP ratio well above its 1989 level. After some seven years of declining after tax real income per capita in Canada, a personal tax decrease could at least begin the process of restoring domestic purchasing power in the economy.

• (1105)

The Canadian Federation of Independent Business told us that "One very important priority which is the cornerstone to building a better life for Canadians is meaningful job creation". The CFIB said it and we have said it too.

Priorities should be placed on debt and tax reduction, not on new program spending. A recent survey revealed that 85% of small business favours restrained spending. The plan to allocate 50% of the so-called fiscal dividend to new spending and the other 50% to debt and tax reduction is wrong. It is the wrong blend. This mix will only create fiscal problems in the future.

Small business has called for the emphasis to be on strategies that lead to private sector job creation which will provide a solid foundation for the future of the Canadian economy, debt reduction, which will decrease the servicing costs of the debt, and reduced taxes.

We support these initiatives for the good of Canadian small business. No longer can we let the government make the wrong decisions for Canadians. Who suffers? Canadians.

We have a government collecting higher employment insurance premiums than necessary to fund the account for a rainy day. We know, of course, that the EI surplus is being used as a deficit reduction tax. Seventy-four per cent of small businesses polled said that the EI fund should be managed separately. The CP fund was privatized; why not the EI fund too?

Small business and the PC Party believe that a top priority is to substantially lower EI premiums for 1998. That will make a difference in the pockets of Canadians. Canadians have over-contributed in good faith to this fund.

It is time for this to stop. Working Canadians deserve to have their hard earned money back. The CFIB calls for a refund to Canadians and so do we. The increase set for 1998 of 66¢ per \$100 in CPP premiums must be offset by at least this amount, if not more, in EI premiums. This is an achievable objective. After all, the EI fund has a surplus of close to \$12 billion.

Government Orders

Canadians are rightfully upset about taxes, whether they are caused by too much government debt or spending. It is time Canadians had a say in their economic future. We are going to fight to give Canadians that freedom.

Clearly one of the greatest problems facing this country is the high level of unemployment. Is there really any doubt that high taxation in this country is the number one cause of this horrific problem? I think not.

For example, as we know, the province with the lowest tax rate, Alberta, has the lowest unemployment rate. Clearly the Alberta government has committed to a strategy and stuck to it. Why can the federal government not do this?

The U.S. unemployment rate is the lowest it has been for 50 years. This is not luck. It is the result of lower taxes, which means more money in the hands of the people.

We believe the debate on what to do with any surplus has focused too much on the traditional idea of "What should government do now?" This is an unacceptable starting point. Yet again we witness a responsive, knee-jerk reaction to a critical upcoming opportunity. What this government should be focusing on is the question of "What can Canadians do now?"

After all, it is income taken from working families which has led to the fiscal dividend. Canadians have caught on. No longer will we stand by and let unfairness happen. We demand that the government act responsibly with our money. Let us make the decisions on how to spend our money.

The projected fiscal dividend is an opportunity for government to redefine itself, its size and its role to the Canadian people. Canadians have earned the right to spend their own money. They have endured long enough. They have sacrificed to help eliminate the deficit. They have earned the right to spend their own money.

Any tax increase is wrong. Taxes must be cut. Again and again we hear the cry from working families and small businesses. Recent increases in CPP premiums were not offset by substantial reductions in other areas.

In Ontario, our provincial government has kept its promise. Personal income taxes have been cut and government revenues have grown substantially. In the last eight months Ontario has created 216,000 jobs in the private sector, which is roughly 70% of all the jobs which have been created in the country. Clearly there is a lesson to be learned here: high taxes cost jobs.

The federal government cut the CHST payments to the provinces by \$6.8 billion in the mid-nineties. The message we have heard from provincial finance ministers and the public is clear. Extra dollars must be transferred back to the provinces so they can restore health, education and social programs.

Government Orders

• (1110)

The suffering has gone on long enough. These transfer cuts meant hospital lineups in the emergency rooms, hospital closings, lack of resources in schools, inadequate home care for the elderly and the mentally ill face closed community homes.

We are losing our future to the United States. Every day Canadian talent is drained to our southern neighbours, all because of high taxation levels and a lack of employment prospects in Canada. We are not willing to sit idle on this. In Canada we face a chronic unemployment problem at 9% unemployment compared to 4.5% in the U.S. This is totally unacceptable.

We know that taxes are also lower in the U.S. Employment opportunities in the U.S. are attracting our people south because of the jobs that they are creating. That is what it is all about. Canadians want to work. Young people want to put their skills and education to use. If this government does not facilitate the setting for job creation now, our talents will continue to turn elsewhere.

Just how do we expect to be competitive with the U.S. when our tax rates are so much higher? Think about it. In the U.S. if you make over \$250,000, the tax rate is 36%. In Canada, if you only make \$55,000 to \$60,000 or over that, you are quickly at the top level of 54%. It does not take a rocket scientist to see where you would get the most money for your salary.

I have a real problem with this government overtaxing Canadians for the purpose of claiming a so-called fiscal dividend. I think it is important to note that the fiscal dividend is by no means a forgone conclusion. If we did not have the \$7 billion surplus in the employment insurance fund, the arrival of the dividend would be much later claimed by the Minister of Finance.

Let's get one thing straight. The Minister has factored the EI surplus into the fiscal dividend, a purpose for which EI contributions were never intended. In my opinion, this is totally unethical. We urgently need an amendment to the Employment Insurance Act to outlaw this kind of misuse of the EI surplus.

Just recently this government took \$2.5 billion from the employee pension fund to service the deficit. This practice must stop. We must stop the government from continuing to treat this fund as a cash cow. Recently we privatized the CPP fund. Why not consider creating a separate fund for employee pension fund moneys?

We know Canadians want to reduce the debt, yet this government is planning to spend without a clear agenda. A return to uncontrolled spending is another fundamental problem and counter to Canadian culture. The failure to deliver on fiscal reductions promised in the past is becoming a recurring theme of this government. The spending reductions that the government promised in 1995 for the current fiscal year missed the target by roughly

43%, or \$5 billion. The government's much vaunted program review exercise lost its effectiveness. It seems to have not followed through with this plan and lost sight of the long term gains this initiative holds.

There are risks that can derail this government from achieving a surplus. They include uncontrolled government spending, failure to deliver on fiscal reduction promises in the past and the dependence of recovering on low interest rates and a low dollar. These are the items that demand immediate attention. Ignorance of these issues will only set our economy back further.

With respect to this upcoming surplus, we have an immediate need for a balanced budget legislation. Committing to balanced budget legislation not only proves to Canadians that this government is serious about its role, but fosters growth in investment for the future. Clear and defined debt reduction targets and debt reduction legislation must be put in place. This would prove that this government is serious about its commitments to reduce the size of the debt.

The government's 50-50 formula is so loose it is almost meaningless, especially if it starts spending it and never has a dividend to split 50-50.

This government must stop acting paternalistically. Canadians have earned the right to choose. The Progressive Conservative Party comes at this debate differently. Our view is simple and effective. Lower taxes means lower government spending. Lower government spending means greater freedom for people to solve problems in the manner they see fit. This means working families are taking responsibility for their spending, their savings, their investments in the future. Informed, autonomous, independent Canadians foster a responsible society. We know what we would do.

This government has to create an environment so that jobs can be created for Canadians, lower their personal taxes and allow our talent to be competitive with the U.S. The government has refused to establish clear and measurable targets for debt reduction and debt-to-GDP ratio.

• (1115)

This is a weak kneed and short sighted response that ignores the calls the committee heard for urgent action on the debt. It also flies directly in the face of public opinion.

Recently the Angus Reid poll found that 84% of Canadians want the federal government to focus on reducing the accumulated debt and high taxes. We believe that one-third of the surplus should be devoted to debt reduction and that action to reduce the debt should start now. The government must reduce our debt to GDP ratio to 60% by the end of this mandate and to 50% by the year 2005.

Government Orders

Taxation levels in Canada remain too high. They penalize initiative. They depress investment that creates jobs. They force investment elsewhere. They encourage highly skilled entrepreneurial Canadians to seek their futures in more hospitable countries.

Despite the many calls for tax cuts heard by the committee, it is clear the government has no intention of responding to this need in the near future. We believe that tax cuts cannot wait until later in the government's current mandate. The next federal budget must send a clear signal that one-third of the fiscal dividend will be used to reduce the tax burden on Canadians.

The role of government must change. Before any decisions are made about the fiscal dividend, the federal government needs to answer some questions that are much more fundamental. What things should the federal government not be doing any longer? What things should the federal government be doing completely differently? What things should the federal government be doing that it is not doing now?

The severity of these issues will not go away. The government has not proven itself in its pre-budget document. We will continue to push for lower taxes, balanced budget legislation and debt reduction targets to be included in the February budget and see if we can get it right then.

Ms. Marlene Catterall (Ottawa West—Nepean, Lib.): Mr. Speaker, I am absolutely astounded to hear a Conservative accuse the government of failing to deliver on its promises.

I had the experience, which the member did not, of sitting through five Conservative budgets. They had to cut this and they had to cut that so they could reduce the deficit. I saw a Conservative government consistently increase the deficit and fail to deliver on a single one of the promises it made.

On the other hand I have sat through four Liberal budgets. I have seen them not only deliver but overdeliver on their promise to cut the deficit and in less than five years reach a balanced budget.

I heard the member talk about employment insurance premiums. He may not be aware of it, but he represents a party that increased employment insurance premiums consistently when it was in power because it failed to provide for a time when unemployment would rise, as it did to over 11% under a Conservative government. How dare he criticize a government that has consistently reduced employment insurance premiums and reduced the burden on both workers and employers.

Before the member comes into the House as a representative of the Conservative Party, perhaps he might want to check the history of his own party and of his own leader on the issues about which he talks. I suggest he might want to deal in his speech honestly with

how the government has delivered on its commitments to Canadians on deficit reduction, on reducing EI premiums and on reaching a balanced budget. It is well ahead of target and is putting the economy on a sound footing which it has not been on.

He talked about reducing taxes. Is the member aware that when the party he represents was in government it was responsible for increasing taxes over 33 times? One of them was the 3% surtax on income, which I note the finance committee is suggesting we should be reducing and getting rid of eventually.

Mr. Jim Jones: Mr. Speaker, I recall the Liberal government in the 1993 election campaign promised to rip up the free trade agreement and to eliminate the GST. Two of those items are probably the fundamental reasons the country is doing so well. Tax revenues increased substantially over the last four years. Most of that is because growth has come from free trade and not from growth within the economy.

• (1120)

Back in the late eighties there was a worldwide recession and high interest rates. It was not just applicable to Canada. It was applicable to a lot of the countries around the world. Many governments, organizations and corporations have now cleaned up their act. They realize they cannot spend more money than they have. That is why we are seeing the growth we are seeing now.

It has nothing to do necessarily with some of the cuts that have been made. I commend the government for being the first government in 27 years to balance the budget. That is a novel idea. Now we must focus our attention on the debt. We must also focus our attention on getting Canadians back to work.

We must recognize that the neighbour to the south of us is a great opportunity for us. We have to get our country more in line with the neighbour to the south of us if we want to create the jobs and be competitive. Some 80 per cent of all our trade is going to the neighbour to the south.

Mr. Jim Pankiw (Saskatoon—Humboldt, Ref.): Mr. Speaker, I listened with interest to the speech by the hon. member for Markham. I agreed with most of what he said, particularly when he used the analogy of the deficit being only the tip of the iceberg and the debt being the submerged portion that could very well sink the country in the event of an economic downturn. He also said that it was incumbent upon government to address the very important issue presented by the debt.

How could the member justify what he says when the Conservative government was in power for nine years and increased the national debt \$300 billion in that time period, which constitutes half the total national debt that we face?

Government Orders

Mr. Jim Jones: Mr. Speaker, I was not part of what happened then. There were certain circumstances going on, not only in the country but around the world at that point in time. The culture quite frankly was not there. We were not the only government in the world that was spending more than it took in. It was characteristic of a lot of the governments around the world.

Somehow some type of cultural shock happened in the late eighties or early nineties when people and governments started to wake up and say "We cannot continually spend more money than we have taken in".

Many of the things that happened in the 1984 to 1993 timeframe set the pins in place to get the fiscal dividends or rewards we are getting today. I remember the opposition at the time, which is now the government, was totally opposed to free trade, figuring that it would destroy Canada. It has been the greatest bonanza or dividend the country has ever received.

Our future will be in free trade. Whatever happened in the past will never happen again. We have to put in place balanced budget legislation and firm debt reduction legislation to make sure that governments manage the economy and the assets given to them by the people and not just dole out money and create programs.

Mr. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, Ref.): Mr. Speaker, I do not buy the argument that was the mentality or the culture of the time and they had to go along with it.

● (1125)

Do not we as leaders have a responsibility to be on top of the issues, to inform ourselves properly of the consequences of our decisions in this place and to therefore lead the country in that way?

If the people of the country had been properly informed by their leadership as to the consequences of running into debt and having to pay huge interest to support the debt, they would have gone along with any cost cutting measures the government would have wanted to put in place. I have a strong faith in the common sense of the common people. If they had been informed, they would have agreed with the government that we cannot overspend.

I have consulted with my constituents. They are opposed to many government programs that we continue to support even today: all the grants and tax concessions to special interest groups and corporations and all the money that is wasted on setting up a huge bureaucracy, for example in the Indian affairs department which does not benefit the aboriginal people on the reserves. When we tell Canadians about that they support any initiative to limit them.

I do not buy the whole argument that it was the mentality of the times. We have a responsibility and we should not abrogate that responsibility.

Mr. Jim Jones: Mr. Speaker, between 1974 and 1984 the debt was multiplied by 10 by the governments that were in power during that time. Between 1984 and 1993 the debt was multiplied by two. We inherited high interest rates and the debt. We also inherited budgets that were being constructed that were not even covering the programs.

Shortly into the programs the cuts were made. The governments covered their programs and started eating into the debt or the servicing cost of the deficit. They recognized this and put in other things to create growth in the economy such as the free trade agreement and the GST. They removed the manufacturers sales tax and brought in the GST, one tax that allowed us to be competitive from a free trade standpoint. Goods now leaving the country no longer have the 14% additional tax on them and because of the low dollar we are seeing benefits today.

Mr. John Bryden (Wentworth—Burlington, Lib.): Mr. Speaker, I will be sharing my time with the member for Ottawa West—Nepean.

I am very grateful to have the opportunity to make some suggestions with respect to the upcoming budget. Before I do so, I would like to make a couple of comments on the speech by the member for Calgary Southwest, the Leader of the Opposition. He made these remarks yesterday.

After he spoke another Reform member rose in the House on a point of order and complained that only two Liberal members on this side were listening to the speech of the member for Calgary Southwest. I was one of those members.

I have to spring to the defence of my colleagues. I listened throughout the 40 minute speech which dealt with a single point, the proposal to bring forward a child care tax credit in the next budget. I have to say that many of us on this side support that kind of initiative, most especially the member for Mississauga South who has championed the initiative for a very long time.

The problem was that the member for Calgary Southwest in developing this point read at great length letters from constituents. If we look in yesterday's *Hansard* we will see column after column, four letters actually, of closely packed type which was read by the Leader of the Opposition.

It is very difficult—and I was a captive audience—to watch someone read text. It is very difficult to maintain one's attention level when someone is constantly reading, is not making eye

contact and is only developing a single point with a single illustration. Perhaps the other members were justified in their attention wandering, but because I was part of the debate I paid rapt attention.

• (1130)

For something like a prebudget debate, our responsibility as MPs is to bring real suggestions to the table. While the Leader of the Opposition did bring one suggestion, I would like to bring several suggestions in the time that I have.

I have been very concerned over the years with charities and non-profit organizations. There is a tremendous oversight by government of this type of organization which accounts for approximately \$100 billion in revenues every year. I am afraid that a lot of the taxpayer money which goes into these organizations either from government or individual donors is not actually reaching people in need. I have commented at some length on this before.

Recently I submitted a second report to the Standing Committee on Finance. I suggested ways in which the government could bring in legislation that would address some of the problems of accountability and transparency in not for profit organizations and charities. I will run very quickly through these suggestions. If anyone wants to read them in depth, copies of the report are available in my office. I will make three points.

It is very important that government move as soon as possible to define what charities are in law. As the situation now exists, we rely on an Elizabethan statute of 1601 to define charities. It would be very helpful if we modernized the definition in law and consulted with Canadians.

Charities include this broad, sweeping collection of organizations that are constantly badgering the public for projects which sometimes have very little to do with human suffering, the problems of the poor and those in need. At the very least, legislation would be written which would narrow the definition of charities to those helping people in need, rather than organizations which may be engaged in the arts, preserving the environment, et cetera. Charities should have a real human component and should deal with human suffering. I would like to see that change.

Right now our concept of a non-profit organization, unlike a charity, is simply an organization which can issue tax receipts, but does not pay taxes. There are about 30,000 of these organizations and the tax deferral is in the many billions of dollars. These organizations encompass a broad range of purposes and are defined as whatever charity is not, as non-profit organizations. This is a tremendous problem because these organizations have no accountability to the community. Revenue Canada does not even keep track of their financial statistics.

The second thing I would propose is that government revisit the Canada Corporations Act and set rules and standards in legislation

Government Orders

for non-profit organizations. It is possible to be a federally incorporated non-profit organization and not have to produce a financial statement other than for its members. There could possibly be only two members of a non-profit organization.

Non-profit organizations do not have to send financial statements to Revenue Canada. There are absolutely no checks and balances. The government does not oversee non-profit organizations, which embrace organizations such as the Canadian Automobile Association, the Better Business Bureau and various industry and manufacturer associations. This is deplorable because when there is no oversight by government, there is no oversight by ordinary people. Unfortunately this can lead to all kinds of problems.

To point out one very briefly, in the past year since my first report on charities was released, many people have written to me. One point that has been drawn to my attention is the fact that charities and other types of non-profit organizations do not have to seek tenders to buy goods and services.

When the government buys goods and services from the community it always tries to do it by tender or by some form of open bidding process. When we download responsibilities to charitable or non-profit organizations and they do not have a similar responsibility to contract out or to seek tenders, we run a terrible risk that there will be abuse of the system. It is especially bad with non-profit organizations where there is actually no coherent or meaningful reporting to the public at large.

• (1135)

That is the second point. Revisit the Canada Corporations Act. Write legislation for non-profit organizations that makes them transparent and accountable at least in the same measure as for-profit organizations.

The last change in legislation I would like to see would save a lot of money and bring a lot of discipline to charities and non-profit organizations. That would be to change the Access to Information Act and the Income Tax Act so that when charities and non-profit organizations are audited by Revenue Canada, those audits are public.

Right now when Revenue Canada audits a charity, the audits remain secret. The difficulty is that an organization can be audited and all kinds of things that are very wrong can be found. That organization is slapped on the wrist and if there is no public disclosure, it can carry on doing exactly the same thing as it had been doing hitherto.

One of the greatest disciplines for any organization whether it is government, quasi-government or business, is the exposure to the public view of mismanagement. When an audit comes along, if the audit finds mismanagement and it is exposed, then all those other

Government Orders

organizations will step back and think very carefully about their management practices.

It is not a matter of auditing every organization. It is a matter that every organization ought to fear a public audit. If the organizations conduct themselves properly and manage their affairs well, they have nothing to fear.

It would be a major, positive step for the government to consider this as an option when the finance minister examines the budget.

Those are my three suggestions. They are very important because the non-profit and charitable sector accounts for about \$100 billion in revenue. It is an enormous sector. A lot of charities are doing very good work but the sad thing is that because there is such little government oversight and there are so few standards written in law, we cannot tell the good charities from the bad charities.

I think the majority are good charities and at this time of year we need to support them. So when we talk accountability and transparency, indeed what we are talking about is helping those charities help the people who are really in need.

Mr. John Nunziata (York South—Weston, Ind.): Mr. Speaker, the member raises some very interesting concerns with respect to the non-profit and charitable sector and how those organizations are treated in this country.

It seems to me that those concerns are of such a serious nature and I know the member has been an outspoken advocate on this issue. I wonder whether the member can indicate what progress the government has made in the four years it has held office with respect to these matters.

Could I also ask the hon. member to comment on the fact that hundreds of thousands, in fact millions, of dollars are going untaxed because of the tax system.

Would the member not be better served if, rather than going after charities and the concerns with respect to that sector, the government went after the major loopholes in the Income Tax Act that allow families to move billions of dollars offshore without paying their fair share of taxes?

Can the member comment on whether he believes the loopholes in the Income Tax Act that allow tens of thousands of profitable corporations to not pay any taxes at all is fair to the poor, working people in the riding of York South—Weston who every week have to write a cheque to Revenue Canada? These are people who can barely meet the mortgage or the rent payment. They can barely put food on the table.

Can he comment on the fairness and indicate why his government has not made it a priority to close those massive loopholes in the Income Tax Act?

Mr. John Bryden: Mr. Speaker, the government has moved on some of the concerns I have raised with respect to charities.

Revenue Canada revised the T-3010 financial reporting statement that charities are required to fill out every year. It is much more stringent, more elaborate and less ambiguous.

• (1140)

In the last budget the government closed a major loophole in the charity system. Corporations were giving money to charities and borrowing it back. This major abuse was covered in the last budget.

In the last budget about \$35 million more was allocated to the charity division of Revenue Canada and more people were hired to do audits and that kind of thing. Revenue Canada took very positive steps.

The problem with charities and non-profit organizations is so huge because of the lack of legislation. There is a limit to what can be done by regulation. The difficulty is in not having adequate laws and this exists particularly for non-profit organizations. There are guidelines set for them by Revenue Canada through the corporations directorate but it is unfortunate that without legislation those guidelines can be ignored. People cannot be sent to jail. They cannot be penalized because there is no law to that effect. I stress that the next major step must be legislation and I hope the government is listening.

To take up the member's second point with respect to closing tax loopholes, again that centres very much on non-profit organizations and charities. There is a lot of abuse with respect to the way money is put into charities and non-profit organizations as a method of tax avoidance and sometimes actual money laundering.

I hate to say it but the oversight is so loose and real problems have come to my attention. I will not bring them to the House now because I do not think it is suitable. I have raised these issues with Revenue Canada and it is investigating individual organizations. I do not think we should talk about that in an open session.

People have used some charities to produce their own perks. This is a major abuse and it is often done by the affluent. It deprives people in need and worthy of assistance and it deprives the very good charities of the type of support they need from the community.

The government would be on the right track to look into this area, in particular non-profit organizations. If you have not looked in a corner, you will find a lot of dust when you do.

Ms. Marlene Catterall (Ottawa West—Nepean, Lib.): Mr. Speaker, I am extremely pleased to have the opportunity to comment in this prebudget debate. It is an extension of one of the innovations of our government that I am most proud of, that of holding prebudget consultations. Hearings are held across the country to hear from ordinary Canadians, organizations, interest groups and business associations as to what Canadians feel should

Government Orders

be in the next federal budget. As the House knows, the finance committee tabled its report on those consultations very recently.

We recognize that Canadians from all walks of life at all levels have made a major contribution to the fiscal success of this government over the last four and a half years. They have endured some significant sacrifices in the quality of their health care, in access to post-secondary education, in social services.

In a number of areas Canadians have very much been partners with government in achieving what by next year's budget will be a balanced budget for the first time in nearly three decades. It is important that we listen to what Canadians are saying now about the future for this country and the path for this government.

Health care is a major concern of my constituents. They see the stress on the health care system. They are very much supportive of the idea of assisting people with their pharmaceutical needs because that is often a good substitute for hospital care or replacement for hospital care. As we have an increasingly aging population, but a population that is also able to stay in its own homes, in its communities, they are very much aware of the need for a home care program. I encourage the government to proceed with both those initiatives.

• (1145)

One of the prime concerns of my constituents is the needs of our children and our young people. I would like to talk about that for a few minutes.

I certainly want to encourage the government to proceed as well with its national child program. It is important that we set up ways of finding out how effective are the measures that we are taking. We have numerous programs in government. We do not often enough stop and ask and put in place the tools for finding out whether they are achieving the objectives we hope they are achieving.

More and more young children in Canada are living in poverty. It is not an acceptable situation for one of the wealthiest countries in the world. As we start down a program to work away at the number of young children who do not have enough to eat, who do not have adequate housing, who are therefore disadvantaged when it comes to becoming properly educated, children who live in abusive situations, I think it is very important that we ensure on an ongoing basis that what we are doing is achieving the results we want and that we are able to shift course and shift those resources to things that will work if what we have started is not working.

Let me talk a little about youth as well. Many children who start life in poverty become a risk at youth because they have not had the basic advantages that most of us take for granted. We certainly

have as an objective that every Canadian child enjoys the right to be well fed, well housed, well cared for and well educated wherever we live in this great country. These become the youth who have an extremely difficult time finding and keeping employment and ever being responsible for themselves in life. I think the continuation and the strengthening of the youth employment strategy is vital to this country.

My own experience in holding a youth employment info fair in my riding just a few weeks ago was that young people and their parents and their friends are telling me they do not know enough about the programs that are out there. But I am also seeing cracks in the system, cracks for those very young people at risk who most need the help of our society.

I encourage the government, as the finance committee has done in its report, to give more attention to those community based programs that can work with young people and their families to overcome some of the disadvantages many of them have had earlier in life and to set them on a path in life that is going to be productive for them and for our communities.

I talked about poor children. The fact is in the vast majority of cases, well over 90%, children are poor because their mothers are poor. I urge the Minister of Finance, as he prepares to finalize his budget and present it to this House early in the new year, to take into consideration the different implications for women than for men of different measures he might take in that budget.

There is no question that in Canada, as in every country around the world, women continue to be economically disadvantaged. As long as that is the case, women will continue to be socially and politically disadvantaged.

Yesterday the minister for the status of women was asked in the House how good a job she is doing and how much co-operation she is getting from the Minister of Finance to be coached on how to do gender equity analysis of the budget.

• (1150)

I urge the Minister of Finance to look very carefully at that issue and to consider when he tables his budget outlining for Parliament how it affects women and many millions of children in this country differently than it affects men.

For example, the finance committee has recommended that we increase the limits for RRSP contributions. One of our problems in terms of equity is the major disparity in retirement between men and women. Most of the people in Canada who benefit from RRSP contributions are men. I ask the Minister of Finance to consider whether by increasing the RRSP levels he is contributing to reducing economic disparity or contributing to increasing it.

Government Orders

I also urge him to look at tax bracket creep. Because tax brackets have not been indexed for some time now, more and more people at the low income end of the scale who did not have to pay income tax before are finding that they now have to pay it.

Again this is an issue of equity. The majority of Canadians at the low income end of the scale are women. That has a direct impact on the children those women are raising. It has a direct impact on how those women provide for their children.

How well the economy does and how well Canadians do will continue to depend on the strength of the economy in various areas.

I want to speak about the high technology sector. This sector is extremely important to the national capital region, of which I represent a portion. This sector is also extremely important to the economic growth of the entire country.

I urge the minister to look very carefully at the need for a national human resources strategy to ensure that we continue to be one of the top performing countries in the world in information and telecommunications technology, rather than losing our place and losing up to 600,000 potential jobs in the next 10 to 15 years. There should be continuing support for the transition of research to actual technology and products in that sector. I urge the government to put in place much better means of measuring data in the industry, its performance in the international market and its human resources needs. That will enable the sector to continue to thrive in the economy and continue to provide good paying jobs for many Canadians in the years to come.

Mr. Myron Thompson (Wild Rose, Ref.): Mr. Speaker, the hon. member spoke about young people and the difficulties they are having living on the poverty line.

There are three young families in my riding, two with two kids and the third with one. These individuals earn \$10 to \$12 an hour. The only jobs available to them pay that wage. These three families have reported to me that they have been evicted from their homes. One family was trying to buy the home and the other two were renting. They were evicted because they simply could not make the payments.

A couple of the families managed to move in with their parents, which they are very dismayed about. I am not too sure what the other family did.

I believe that if we checked with every MP we would find that this type of story is not unique to my riding. It is happening all across the land. These young people are struggling.

• (1155)

Please do not get into this rhetoric about the Reform says we cannot cut taxes until we balance the books. No, we cannot have overall tax reduction until we balance the books, there is no doubt

about that. But we can do things that will meet the needs of these people by saying they will not pay any more income tax because the \$2,000 or \$3,000 extra would have saved these homes for these young people.

In one case they cannot even afford a car. They are using bicycles. They cannot afford to buy gas, insurance, licence plates and all that. There is just too much they cannot do. That is at \$10 to \$12 an hour jobs. Mothers with young children choose to be home with the children because it becomes expensive to have them looked after if they wanted to take on a job.

Instead of spending \$25 million for a flag program, that \$25 million could do wonders for a lot of young families. Instead of spending \$116,000 for a committee on seniors and sexuality, \$116,000 would help a lot of young families. I am a senior and I should appreciate that, but I do not appreciate it at all. Why can this government not look at the dollars wasted in some areas? Maybe calling it a waste is not fair, but spending on things that we could do without when we could give these families an instant break on their taxes. Please stay away from that rhetoric that we cannot do it until we balance the books. That is not what I am talking about.

Ms. Marlene Catterall: Mr. Speaker, initially I was going to compliment the member because I think he knows that, having observed me in the House for sometime, I do not normally indulge in rhetoric unless it is in response to rhetoric. He was avoiding that very nicely until his last few comments. Now he has tempted me to indulge in rhetoric.

The member has touched on things which I touched on my speech. It is extremely important that we look at those income tax brackets which are now putting many people, both young and older, into taxable situations who had not previously been because of their low incomes. That is extremely important. Our child tax credit program is extremely important. I will also defend the flag program because if this country does not stay united we are all going to suffer economically in such a dramatic way. We can argue whether something like the flag program helps national unity. I believe it does.

There are a number of things which I referred to in my speech which our government has done, is doing, or which I encourage be done which will help those young people. We all know of families where young people are having to move back into their homes. Parents who thought they were grandparents are becoming parents all over again. I know it is placing a lot of burden not only on the young people who want to be independent but on the older parents.

I hope I addressed some of those issues in my speech. Many of the things our government is doing will help that. There is more to be done as well.

Mr. Jim Hart (Okanagan—Coquihalla, Ref.): Madam Speaker, I will be splitting my time with the member for Calgary Southeast.

I rise on behalf of the people from Okanagan—Coquihalla on this prebudget debate to express their concern over the tax and spend mentality of the Liberal government. When back in my riding I talk to my constituents, I communicate with my constituents and we do that through a variety of means. We hold town hall meetings. We publish weekly editorials in the newspapers. We ask for feedback. We get that feedback.

One of the messages that most often comes to me from my constituents, the message I try to relay in the House, is again and again people are saying the spending priorities of the government are out of whack with the rest of the country. That is evident in a recent public opinion poll that showed Canadians do not trust the government in the way it spends their tax dollars.

Canadians want a government that is going to look after the budget in a responsible and reasonable fashion.

• (1200)

They want balanced books. They want lower taxes so that we can create jobs in this country. With regard to the massive debt that has been built up, over \$600 billion by Liberals and Tories for years now, they want to make sure that we start paying off that mortgage and look after that debt problem.

The reason is if we can tackle that debt problem and get taxes down, we can lay the course and the groundwork for a strong future for the country, for our children and our grandchildren.

What I would like to do today with my time is talk a bit about the priorities that I mentioned earlier and a few of the programs. I am not going to say that this money should not be spent, but I am going to point out some areas where the government spends money and it seems to be out of sync with the rest of the country on how it would like to see that money spent.

For instance, I am going to talk now about the \$26.4 million spent on a parole system in this country, a system that has proven to fail time and time again. I will give a specific example to the House and Canadians.

In my riding on September 7 there was a double murder, the murder of Cecilia and Tammy Grono. They were murdered by a person by the name of Kevin Machell who was on day parole in Calgary. The rules of Corrections Canada state very clearly that a person who is tardy or does not show up at his halfway house should be reported within 10 minutes to one hour.

This is a shocking case because it took 24 hours for any authorities to notify anybody of the non-appearance of Kevin Machell. In that 24 hour period he travelled to Summerland, my home town, and murdered Cecilia and Tammy Grono while Tammy's two and four year old children sat and watched in horror. It is a terrible case. Kevin Machell three months later is still on the loose in this country. Maybe he is not in this country any longer.

Government Orders

We do not know but he is still on the loose. Those two preschool children will be spending their Christmas under police protection.

Where did the \$26.4 million go to protect the Grono family in this country and all the other families who have lived under this type of system? It is horrendous that this could happen. It has been traumatic for the family, it has been traumatic for the people in my riding of Okanagan-Coquihalla.

The problem is not the \$26.4 million. If we had a system that worked, I would say spend \$30 million or \$40 million. What is happening is that this is a system that is so bent on trying to rehabilitate the criminal, it does not look at the real fact of what a parole system is for. It is to protect law-abiding citizens in this country. The safety of Canadians is being ignored. That has to change.

I would also like to talk about another circumstance in my riding with the department of Indian affairs. We spend some \$4 billion on the department of Indian affairs. With that money the government is responsible for certain objectives and responsibilities. Yet one of the responsibilities this government does not have is to provide assistance for individuals who are renting property on an Indian reserve.

I was shocked to find that in my riding there is a mobile home park situated on an Indian reserve. Two months ago the people living there received their eviction notices. They were told to move out just before Christmas. They are low income families. The \$4 billion we spend on the department of Indian affairs does not protect them because there is no law in this land that says there is a level playing field for people who rent property on an Indian reserve.

If persons rent property let us say on an ordinary piece of land owned by a private citizen, they fall under the provincial rentals act but not if they rent property on an Indian reserve.

What has this government done to change that? It has done nothing, not a thing. The \$4 billion did not help those people who live at Driftwood Mobile Home Park nor the other three mobile home parks where people are going to be evicted in the dead of winter.

• (1205)

Why has the government not taken up the initiative to make sure that there is a rental act federally for people who rent land on Indian reserves? There is no excuse for this. I will make sure, as a private member, that in the new year I will introduce such legislation in this House.

My time is short and there are a number of things we could talk about today prior to Christmas about how the government spends its money and the misguided way it does it. I have come to know many of the Liberal members across the way, the NDP members

Government Orders

and Conservative members, all of the people in the House. They come here with good ideas and are good people in many respects.

However, what the federal Liberals are doing is inexcusable to the Canadian people. Time and time again public opinion polls show that Canadians do not trust this government and will not trust this government. I am not saying that the federal Liberals are stupid or bad people. They are just wrong in what they do with our hard earned tax money.

I will point out one more example which is the need for search and rescue helicopters. This is a debate that has been going on for close to six years when we take in the time that the Conservatives spent on it as well. However, here we have a federal Liberal government that is not concerned about the safety of Canadians when it comes to search and rescue from coast to coast. No, it is busy in the back rooms with its public relations folks sucking back cappuccinos and trying to figure out how it is going to explain the helicopter that it is going to buy.

Well, that is unacceptable. It was unacceptable last year in the pre-budget debate and it is unacceptable today. Our military needs the equipment when the government sends them out to do a job. I was in the military and they are good people. They do the best with what they have. However, a government is irresponsible when it does not give them the tools they need.

Just a couple of weeks ago we saw another example. A young man who went to Croatia in service of the country for peacekeeping was not given a helmet. It is outrageous that he was not given a helmet. His armoured patrol vehicle, which is not armoured at all, rolled down a hill and landed on top of him. He now has brain damage. We sent these people on peacekeeping missions without the proper equipment. That is inexcusable by this government.

I can see it is time now to wrap up very quickly and I will wrap up. However, I do want to say, for goodness sake, the Canadian public is sick and tired of the extreme uncaring positions that the government takes. It is time for a balanced and reasonable approach when it comes to the things that Canadians need and want. When it comes to social programs, criminal justice, the military or any department, make a choice, but let us start spending our money properly.

Canadians can laugh about it or cry about it, but for goodness sake let us not ignore the problem. Let us move into the 21st century on a reasonable footing for the future of Canadians.

Mr. Allan Kerpan (Blackstrap, Ref.): Madam Speaker, I sit here perplexed. This is the beginning of my second term in the House and in the last four years since I have been part of this House, I have often wondered why it is that members on this side of

the House come up with those heart-wrenching, gut-wrenching examples like the Machell case or, as the member for Wild Rose talked about earlier, three young families who could not pay the bills.

Why is it that we never hear anything like that from the other side? Everything we hear from the other side is that everything is fine, everything is great, don't worry, be happy. It is really confusing when we hear those kinds of things.

My colleague used some examples. I would like to give another example about spending priorities. This is something my colleague talked about, the parole system, and obviously an area that I am working in. I want to ask the member a simple question. Would it not be better if we took that \$100 million, \$200 million or \$300 million that it is going to cost taxpayers for gun registration and put it into real, meaningful programs such as expanding police forces? I worked for the city of Saskatoon police and they have had to shut down their community police station, cut back because they cannot pay the bills. Would we not be better to target those dollars to areas where they could do far more good?

• (1210)

Mr. Jim Hart: Madam Speaker, I appreciate the question. I think it is an important one about misguided funds. All of us in the House are concerned about the criminal justice system in this country. For goodness sake, we have had handgun control for many, many years and it has not prevented murders in this country.

When we are talking about rehabilitation and early detection programs, I think the Canadian public would honestly believe that instead of taxing duck hunters and law abiding citizens of the country, because that is who the government is going after with its gun registration, why not direct that money toward a criminal justice system that works. That is what we should do. That is what the Canadian public is clearly telling us as legislators to do.

My friend also raised the issue of the Machell case, the horrendous story of a person who was on day parole who committed a double homicide in my riding. I do not think I mentioned it in my remarks, but because of the lack of action by this government on the parole system in this country, I introduced a private member's motion dealing specifically with ensuring that there is a zero tolerance policy for those people who are tardy, who do not show up or report while on parole. Zero tolerance means that if they are not at their halfway house at the assigned time, there would be a Canada-wide warrant put out immediately for them.

I feel that there is a reluctance on the part of the government and the House to accept such a policy. When we put the facts together about the two Grono family members who were murdered in cold

Government Orders

blood by a person who was on parole, the government said: "No, we think our parole system should be geared toward the likes of Kevin Machell." It favours Kevin Machell over the Gronos. Now, that is wrong. It is just plain wrong.

If the government is to give the benefit of the doubt in any parole case, give it to the victims and the law-abiding citizens of Canada. Why does the government insist on giving the benefit of the doubt to the criminals, the Kevin Machells of Canada who murder and rape citizens of this country. It does not make sense.

For goodness sake, Liberal government, get your priorities straight.

Mr. Jason Kenney (Calgary Southeast, Ref.): Madam Speaker, I am pleased to debate the prebudget motion with respect to the report of the Standing Committee on Finance.

I have had experience with the committee since I sit on it as an associate member and I have attended many of its hearings. I appeared before it in my former capacity as a taxpayer advocate. I know the kinds of people who generally appear before the finance committee tend to be special interest pleaders, people with a particular focus or point to make to the government and legislators. These people are all well intentioned, as are all members of the legislature.

However, it strikes me that all too often the people who appear before the finance committee in its prebudget hearings do not speak about the kind of real economic pain that is being felt by so many Canadians in a very personal and tangible way. Nor is that pain reflected in any way in the actual report of the finance committee which speaks about big issues. It talks about debt, government spending priorities and so forth.

• (1215)

At the end of the day that document and, I would suggest the fiscal and budgetary policies of the government, do not really reflect a compassionate view of the priorities of Canadians.

I have stood many times in this place, even though I am in my first term, to talk about the economic record of this government and to talk about the unemployment rate, the growth and the debt, the record high tax levels and referred to all the statistics. I could do that again but rather than repeat myself I will talk about some absolutely devastating tragic cases of how the fiscal priorities of this government and previous governments have led to so much pain for so many real Canadian families.

For instance, I think of friends of mine, Bernice Lee and her husband Philip, who are relatively recent immigrants to Canada from Hong Kong. Bernice and Philip have four young children and

run a small mending and dry cleaning shop in downtown Edmonton in an apartment building where I used to live.

Bernice arrives at work before 6 a.m. North of Edmonton it is often dark until 9 a.m. in the winter days and it can get down to 40 below. She does not have a car. She gets there on public transport, arrives and opens up her shop. By 7 a.m. she is working away. One can walk by her store at 10 p.m. when the wind is howling outside in the winter and she is there alone, working away. Sometimes their children are there late at night, having come there from school because there is no one at home, because neither Bernice nor Philip can afford to stay at home.

Her husband Philip works on the side, I think about a \$10 an hour job at a computer plant in Edmonton. He has to work the graveyard shift to add a little more to the family budget just so they can get by.

I asked Bernice one day how their business was going. They bought it the year before. I just noticed that she was working so terribly hard and had nobody there to help her. I asked her how it was going and she looked at me with almost tears in her eyes. I don't think she had really thought about that before. She said they were barely hanging on and she was so disappointed because she said they were working so hard but were hardly able to keep the business going.

The tragedy is this business represents the hopes and dreams and aspirations of this family in coming to Canada. The Canadian dream for them was that by making sacrifices, by working hard, by playing by the rules, they might be able to get ahead and make a better life for their children, but she said to me that she could not understand why a family in their circumstances had the kind of tax burden they had.

She said to me that if it were not for the taxes she had to pay, not just the small business tax and the income taxes and the consumption taxes but also the local property taxes and the provincial taxes, if not for the several thousands of dollars her very small one person business had to pay, she would be able to hire somebody to come in and help her, do the hard manual work of her business. That would allow her, instead of working from 6 a.m. to 9 p.m. and beyond, six days a week, to maybe take a day off or to go home at a reasonable hour to spend the evening with her children and her husband. But she does not have that ability because her business does not have the disposable income.

There is a reason it does not have the disposable income. They are getting enough business to do that sort of thing, but they are not able to keep the money they are earning because of the fiscal priorities of the federal government. This is the human impact. People like Bernice are working well into the night. What were formally one income families have become two income families. Children who 30 years ago used to be able to go home to a parental

Government Orders

home after school are now going home to empty houses. Why? Both parents are out in the workforce trying to run their businesses, trying to do their jobs to pay for the tax bill, to furnish the funds this government thinks are so absolutely necessary for all the programs and bureaucracy it operates.

• (1220)

I ask the members opposite one basic philosophical question. I used to be a Liberal. Liberals love to pride themselves on their sense of compassion.

Their sense of compassion is to take money away from Bernice Lee, transfer it through some hugely expensive Ottawa bureaucracy and spit it out in other things such as over \$5 billion in handouts to major corporations like Bombardier, grants to special interest groups so they can plead here in Ottawa for more money to fuel their special interests, and huge programs that create disincentives to work, to save and to invest in parts of the country. That is what they take money away from Bernice Lee to do.

The question I ask in this debate is a very simple question but a profoundly important one. Do the members of the government really believe they know better how to spend a dollar that Bernice Lee earns than she does? Do they believe that what they would with an extra dollar out of her till will produce a greater social benefit for her and her family than that dollar left in her pocketbook?

Do they believe hiring another bureaucrat to administer another distant program in Ottawa is going to do more for Mrs. Lee than her ability to hire somebody to come in and help her take care of her business? Do they believe that another dollar in another grant program is going to do more for the economy and create jobs than Mrs. Lee can do in her own business? That is what this debate is about.

We can talk about the statistics and the numbers, the 9% unemployment, the 16% youth unemployment, the \$100 billion they have added to the debt and the 73% debt to GDP ratio. We can talk about all the statistics and numbers we want and the Liberals are wonderful at doing that. However, when it comes to people, real people and the lives they are living in this country, why can we not afford to change our priorities and to let people like Mrs. Lee keep more of what belongs to them? That is ultimately what this debate is about.

It is about who the money belongs to. Does it belong to the government? Does it belong to the Liberal Party of Canada? Does it belong to politicians and bureaucrats who think they know better how to spend that money than the Canadians who earn it? Does it belong to the people who make sacrifices to raise their families and to leave a better life to their children than they had themselves?

I just want to say, in this debate as we prepare for the budget next year, I hope the members of the government will start to listen to

people like Mrs. Lee and will start to put their priorities where they belong by letting people keep a little more of their own money. That really would provide the kind of hope that people like Mrs. Lee need to hang on a little longer to help their families get by.

Mr. Mac Harb (Ottawa Centre, Lib.): Madam Speaker, I do not know what planet my colleague is living on. In fact, he has forgotten that in a matter of three years this government has been able to win the war on the deficit and to balance its books. We came out of a devastating recession. We came out of a situation that was beyond control.

Before we decide to take every single penny of surplus and dump it in across the board tax relief for what he calls Canadians, I wonder whether he is advocating this tax cut relief be given, for example, to someone who makes \$500,000 or whether it should be given to somebody who makes \$30,000. Is he really advocating across the board tax relief without having a balanced approach to say if John Smith or ABC Canada Inc. or whoever is making enough money, they do not need the tax relief? These are the people who can make it on their own.

I do not understand how he can stand up without blushing and call for tax cuts across the board when what this government is doing is providing incentives, proper programs, proper dividends and proper assistance for people who need the assistance.

• (1225)

He cannot just say that the government has not done anything to help people like Mrs. Lee. As a result of this government policy Mrs. Lee and many others like her across the country have been able to save. For example, on a house with a \$100,000 mortgage they could save over \$3,000 a year. That dividend is a result of what the government has done. That came as a result of what this government has done in terms of proper fiscal management of the nation as a whole.

Sometimes I wonder about that kind of poison coated statement that comes from some of my colleagues on the other side of the House when they talk about special interest programs. I believe it is their objective to eradicate every single grant that is given to special interest groups. Mrs. Lee, her husband and her children fall under those special interest groups. These are the kinds of groups, organizations and individuals who benefit from what they define as special grants or special interest groups.

They want to eradicate every single grant for every single special interest group because they probably call women a special interest group. They call organizations for the disabled special interest groups. They call groups that are multicultural organizations special interest groups and they paint everybody with the same brush and they want to cut grants all across the board.

Government Orders

My colleague should stand up within the next 30 seconds or so and congratulate the government on the excellent job it has done in trying to strike a balance between controlling the deficit, reducing the debt and ensuring that Canadians get the net dividend out of its proper fiscal responsibility. Would he stand up and congratulate the government right now?

Mr. Jason Kenney: Madam Speaker, I will not congratulate the government for perpetuating 15 years of shrinking disposable after tax income for the average family. This member talks about lower interest rates. That has not been felt by people even when the member includes the reduction in interest rates. People are coming home with less today than they did 15 years ago, in real terms after tax, because of the tax burden.

Talk about tax fairness, this member is from a shameless party. I remember the prime minister held a confederation dinner with 2,300 people at \$500 a plate. He talked about the Reform Party fat cats to people who paid \$500 a plate. The same government that talks about fat cats also taxes 7.7 million Canadians who earn under \$30,000. It collects over \$11 billion from them and takes on average \$1,500 per taxpayer just within the income tax system.

People like Mrs. Lee are not feeling anything but the economic pain of 30 years of bigger government. I guess that member just counted himself on the side of those who think they know how to spend that money better than she does.

Mr. Alex Shepherd (Durham, Lib.): Madam Speaker, it gives me great pleasure to enter into the prebudget debate in the House. I was very happy to have a town hall meeting in my riding of Durham which many of my constituents attended.

Reform members talked about their desire to consult their constituents. It is interesting to look at the back of this report. It talks about the members who actually submitted reports from their constituents to the finance committee. The list includes many of my own colleagues, many of the opposition party colleagues but not a single name of a Reform Party member. That is unfortunate because this was a great opportunity for Reform Party members to do what they are always saying in the House that they do, that they represent their constituents, that they want the views of their constituents heard in Ottawa.

I am happy to say that the people of Durham had a direct voice here. We had a very good and open discussion. Almost 70 people attended. They gave me their ideas on what should be done if there is a fiscal dividend. I was very happy to participate.

• (1230)

I have one slight criticism of the finance committee report. One of the recommendations is to allow for an increase in the deductibility in the foreign component of registered retirement savings

plans. Within their RRSPs people can put up to 20% in so-called foreign investments, foreign assets. The finance committee has recommended that the limit be increased.

This is very important. This limit is used not only in RRSPs but in all aspects of the pension system. As I understand it, the newly formed Canada pension plan board would have a similar threshold. I object to this.

I believe we have to focus on what we are talking about when we are talking about RRSP deductions. RRSPs are used as a tax deduction. Essentially, the result of this would be to subsidize, and I underline the word subsidize, higher income earners to invest in foreign countries.

There are no laws in Canada against foreign investments. People are free to do that if that is their choice. However, they may have to do it with their tax paid money, in other words from their normal savings as opposed to actually getting a tax deduction, an incentive if you will, to invest in another country.

That is one small point on which I differ. I believe it would be improper and unwise to proceed in that direction.

A lot of the debate on budgetary items concerns expenditures. The Reform Party and others talk about government spending, spending, spending. What is missing when we talk about the expenditure of money is that sometimes, in fact a lot of the time, the expenditure is an investment.

We should all know the difference between investing and spending. When we invest in something, we expect a return. That is why it is important to recognize in the upcoming budget that we are not wasting money to spend money in areas of some things that will actually come back to us. In other words, that money did not disappear. It will come back to us in the form of a return on our investment.

One of those very important areas is science and technology. There is a general recognition that we must move forward and embrace the challenges which science and technology present to us.

Durham College is in my riding. It has a science and technology faculty. There is something like three jobs for every one of its graduates. We talk about youth unemployment on the one hand, but we also have on the other hand a disproportionate demand for people who are trained in certain areas.

Today I attended the industry committee and we heard from the granting councils. Representatives of the National Research Council, NSERC and MRC appeared before us. They pointed out that Canada's expenditures in research and development lag behind just about every other country in the western world. I think the only country that gives less money to research and development based

Government Orders

on its gross domestic product is Italy. We need to invest more in the science field.

Recently the Conference Board of Canada published a very excellent report about the Canadian economy. It found some very remarkable things. It found that Canada is one of the highest spenders in education.

• (1235)

I should interject, Madam Speaker, that I am sharing my time with the hon. member for Oxford.

The Conference Board of Canada made a number of observations. Some of the very important ones were that in post-secondary education, Canada is one of the highest spenders in the world. At the same time, some of the performance in the area of science and technology is in fact some of the most mediocre. We need to revamp some of our educational institutions to ensure that we are training our people properly.

Having said that, it is interesting that one of the initiatives which our government is involved in is called technology partnerships. It is a program I am very proud of. In fact the member across the way said to give away money to Bombardier. Bombardier was a recipient of the technology partnerships program. But that just shows the lack of knowledge that exists on the other side of the House.

Technology partnerships matches the expenditures by companies in the area of research and development. It provides a degree of risk capital but it is an investment that is based on a royalty system. For instance as Bombardier sells more Dash-7 aeroplanes, money comes back into the government.

This program has only been around for about three years and just recently we received our first cheque, a royalty payment coming back to the government. It is very clear that the object of the exercise is to allow this funding to assist. It is sort of risk capital. We are matching money. We have a partnership going with small and medium size businesses to do this.

There is a company close to my riding called Camateoid which is another recipient of a technology partnerships venture capital loan. This is a very interesting company. It makes the paint for the Challenger aircraft. It is very much related to aerospace.

These are some of the ways we can use the resources we have in government to lever other forms of capital, pools of capital that possibly would not have been spent in the area of research and development. That generates all kinds of multipliers in our economy.

It allows our graduating students from high tech institutions to have a place to work in this country. We often talk about the brain drain and how people are being forced to leave this country because

the opportunities are not there. This is a very specific way in which the government can invest in some of these sectors, not give the money away but invest it in such a way that the money is coming back to the people of Canada.

I hope that when we are putting our budget together we can find some room to move in these areas. As the granting councils and the Conference Board of Canada have said, Canada is lagging behind.

A lot of the growth in our economy has been based on the export sector, almost 40% now. If our Canadian dollar goes upward vis-à-vis the U.S. dollar which it probably should—and some people suggest the Canadian dollar is worth 85¢—if that happens, we are going to see a lot of unemployment because we have not kept up with the productivity challenges that are going to make this country great.

I reiterate it is important that this government puts more money into research councils and also the technological programs that will make this country strong.

[*Translation*]

Mr. René Laurin (Joliette, BQ): Madam Speaker, I have a question for my hon. colleague. He seems to be looking for funding for research and development. But the government has a great source of income that has not been tapped into, and intentionally so I think.

Members of the Bloc Québécois have often spoken in the House about family trusts and trusts in general. The fact is that trusts are exempt from provisional tax, while every other company as well as self-employed workers have to pay tax instalments four times a year.

• (1240)

By making advance payments on their income tax these people are actually making funds available to the government, and the government earns interest on these very large amounts. Why does the government persist in exempting trusts, in which hundreds and hundreds of millions of dollars are invested, without requiring that tax instalments be paid on these amounts, thereby benefiting the government much earlier than if it had to wait till the end of the year to receive the tax owed on these trusts?

At present, the government is paid a lump sum at the end of the year, when these trusts file their tax returns. Yet we are looking for funds, we need money that could be used, based on our priorities, to relieve child poverty and to invest more in education, health and research and development, as my hon. colleague just said.

I would like my colleague, who is a member of the party in power, to tell us what he thinks of this approach and why the government would not require trusts to pay tax instalments four times a year, as all self-employed workers are required to do.

Government Orders

[English]

Mr. Alex Shepherd: Madam Speaker, I cannot specifically answer but I suspect that part of the problem is the predictability of income. For people to pay on a quarterly basis there has to be a degree of predictability of what the income of the trust is going to be. I suspect there is some argument that some trusts are active in some years and not active in others. It is very difficult to predict what their quarterly payments would be. I suggest to the member that it is probably not that significant a loss of revenue in any case.

There are more interesting areas of the administration. I think the member was talking to some extent about the auditor general's report. It was interesting how the banks are actually holding back cheques in the GST system and excise system before they deliver them to the government. Something our government is very keen on looking into is how we can make the whole collection process a lot more efficient and effective and increase some of the revenues to the government.

Most of us think that tax reductions will come and tax relief should come to some of the people the hon. member is talking about.

Mr. Paul Szabo (Mississauga South, Lib.): Madam Speaker, I want to congratulate the member for Durham on his comments. He has been a very tireless advocate for job creation initiatives and R and D.

I would like to ask him, with regard to the technology partnerships such as the Pasteur Merriex one which was announced within the past year, whether he could comment on the potential impact on jobs and the economy of those kinds of initiatives.

Mr. Alex Shepherd: Madam Speaker, I am very happy to respond to the hon. member for Mississauga South who has also been very active in these areas. We share a lot of similarities in our vocation and also in our desire to create jobs in this country.

The whole concept of the expenditures in the technology partnerships program is about creating jobs. Sometimes we forget about taking it to the nth degree. It is about creating jobs. It is about creating opportunities for small and medium size businesses. It is also about helping our environment. Companies like Ballard Power are at the forefront of research and development in Canada and are creating exciting and good jobs for Canadians.

• (1245)

Mr. John Finlay (Oxford, Lib.): Madam Speaker, I thank the member for Durham for splitting his time with me.

It is with courage and a commitment to do what is right that the government has been successful on the economic front. The Prime

Minister and the Minister of Finance realized we could not continue to burden our children with constant deficits and an ever increasing mountain of debt.

The national debt of more than \$600 billion hangs like a millstone around our necks. It takes 35¢ of every tax dollar collected just to pay the interest.

When the Liberal government was first elected in October 1993 we inherited a deficit of \$42 billion. This past fiscal year the deficit came in at \$8.9 billion, almost \$20 billion lower than the deficit in 1995-96. It also represented the largest year over year reduction in the deficit in Canadian history. At 1.1% of GDP as compared to 6% per cent of GDP when the government took office it is the smallest federal government deficit in over two decades.

This represents economic success that we are well on the road to surpassing. There are indications that the federal government will be at or very near a balanced budget this year. With a balanced budget Canadian taxpayers can begin to look forward to annual surpluses rather than annual deficits.

This fiscal dividend will force the government and by extension the Canadian people to make choices about the kind of Canada we want to build for our children and grandchildren.

The Liberal Party pledged during the last federal election that any surplus would be invested in social spending, for example health care, youth employment initiatives and education, as well as debt reduction and tax relief. It was a platform that I endeavoured to ensure my constituents understood so that they knew what to expect from a Liberal government.

It is clear that we need to make certain strategic investments. Some quick examples of this type of investment are the increases in the Canadian health and social transfer allocation to \$12.5 billion a year and the prime minister's millennium scholarship fund which will help Canadian students compete in the global economy. These investments strengthen Canadian society for today and tomorrow.

We must remember, though, that the battle against the deficit is not finished. As we enter the era of surplus we must remember that we continue to have an immense debt hanging over our heads. We ignore it at our peril. I am convinced, and I believe the people of Oxford agree with me, that we should invest as much of the surplus as possible in debt reduction.

While it is tempting to prescribe a short term tax reduction fix, it will have been for naught if economic circumstances change and we have not reduced the national debt. The fiscal dividend cannot be used to benefit this generation alone. We must look forward and realize that Canadians decades from now will judge us for what we do about the debt now.

Government Orders

I do not want to tell my grandchildren that when I had the chance to influence government policy, as I do now, I did nothing to relieve them of the tremendous burden of paying interest year after year after year on a \$600 billion national debt.

We hear a lot in the House and in the provincial capitals of the country about tax cuts. For the past few years the leader of the Reform Party has stood and asked the Minister of Finance when Canadians could expect an across the board tax cut. As a member of Parliament from Ontario I have been able to see firsthand the effects of the Mike Harris inspired tax cut.

Since Mike Harris is some type of super hero to Reformers, we can assume a Reform administration would operate much like the Ontario Tories. Mike Harris and the Ontario Tories have made a crucial mistake in making a tax cut. By reducing taxes before the budget is balanced, Mike Harris has been forced to make draconian cuts to some essential services in Ontario.

Members of the official opposition may have a problem with my use of the word draconian. To me an additional \$700 million cut in education spending, following the \$700 million loss in provincial revenues due to the latest round of the tax cut, is draconian. Speaking personally, the small amount of money I save from the Harris tax cut is not worth the effect it is having on the education system in Ontario.

• (1250)

If the Reform Party were governing the country it would follow the lead of Mike Harris. Could the Reform Party tell us how much will have to be cut from education, health care and the environment to pay for the tax cuts? Furthermore, it would add \$600 million to our debt through its super RRSP to replace the CPP. How could we possibly trust a party that refuses to even acknowledge that the CPP has an unfunded liability of \$600 million that must be paid out whether or not people are paying into the plan?

We all want tax cuts, but those of us on this side of the House feel they should not come before they are sustainable. We cannot afford to cut taxes one year, only to raise them the next, or, worse, cut an essential program because we provided an across the board tax cut before it could be sustained.

In the short term tax cuts should be targeted at those who need it the most. These are students, persons with disabilities and children of working parents with low incomes. To be honest these tax cuts have already been made by the government in the last federal budget.

Now we need to broaden the group to include, possibly, environmental initiatives, agricultural and agri-food development, technological and biological research, and an end to the luxury tax on

jewellery. These selective tax cuts could provide a needed shot of adrenalin to the economy while assisting certain sectors to remain competitive.

In the aftermath of Kyoto it would be appropriate for a firm specializing in environmental technologies to receive some tax assistance for undertaking research and development in this area. This can assist Canada and the global community in reaching their goals. Canada is already a leader in environmental technologies. Let us take it one step further to underscore Canada's commitment to the environment and sustainable development.

As well, we need to reward research and development in new agricultural products. Tax measures taken by the Minister of Finance have already assisted in helping a growing domestic ethanol industry. Programs like the tobacco diversification program are successful in assisting farmers in developing new crops. Southwestern Ontario is playing a large role in the development of an industrial hemp crop for export as fibre to the United States. This industry will create jobs in rural Canada and government assistance will allow it to get off to a fast and successful start.

I would also like to discuss briefly the excise tax on jewellery. The finance committee report which we are debating now suggested that the Minister of Finance consider removing this luxury tax. This is a 10% excise tax which is unfair when other items of luxury, such as fur coats, speed boats and sports cars, are not similarly taxed. While there is some debate concerning the correlation between the luxury tax on jewellery and the underground economy, I ask the Minister of Finance to do what is just and remove this unfair tax.

Before I conclude I would like to refer to cost recovery in the agricultural sector. This is an issue that I dealt with extensively with corn producers in my riding in the debate over the creation of the Pest Management Review Agency, the PMRA.

While farmers are prepared to bear a portion of the costs for these programs and for the most part do not have a problem with cost recovery, we have to ensure the system is fair. We cannot ask farmers to pay for a system that is top heavy in bureaucracy and benefits other groups. For farmers to pay the entire cost of this program when consumers and industry also benefit from it is unfair.

I sincerely hope the government has learned a lesson from the PMRA debate which took place last winter and spring. I congratulate the committee for studying the issue during its deliberations.

Five years ago we would never have seen a debate like the one taking place in the House today. The standing committee and members of the House could not have offered their feelings about the budget in a debate like this one today. Consultations took place

in bank board rooms with the country's elite in attendance. The average citizen on the street did not have a choice.

I thank the Minister of Finance for giving Canadians a voice in this process. His previous budgets have shown that he listens to the debate in the House, to committees and to average Canadians.

• (1255)

I thank you, Mr. Speaker, and the Minister of Finance for giving me the opportunity to share my perspectives in this important debate.

Mr. Reed Elley (Nanaimo—Cowichan, Ref.): Mr. Speaker, I do not think Canadian people should be fooled on this point. Successive Liberal and Conservative governments over the past 25 years or so have got the country into the terrible debt situation it faces today. The Liberals ought to listen to constituents in their own ridings like we in the Reform Party listen to the ones in ours.

When I go back to my riding of Nanaimo—Cowichan people ask me why Canadian taxpayers should have to continue to pay increased taxes because of the gross mismanagement and mistakes of our governments.

It is all well and good for the hon. member to say that they removed taxes on jewellery. I have a son who could never afford to buy the kind of jewellery he is talking about.

What does the government have in real tax relief to offer Canadians so that they have money put back into their pockets and can simply live?

That same son of mine has a family. He is 23 years old. He has a wife, a small child and another one on the way. The average youth unemployment in that age group in Nanaimo is 16.5%, one of the highest in the nation. He recently had to leave British Columbia and move to Alberta where the economy is booming under the strong fiscal management of the Klein government. He now has a full time job and can finally feed his family.

What kind of hope does the government offer my son and his young family in the final analysis of giving them tax relief not only now but in the future? Could my hon. colleague give them some hope?

Mr. John Finlay: Mr. Speaker, I thank the hon. member for his comments and his question.

Successive governments, Liberal and Progressive Conservative, built up the debt. That is quite true. However we elected those governments. There is only one taxpayer and we will have to pay the debt sooner or later.

It is better to pay it under a balanced system which tries to take into account all the needs, beginning with those most serious like

Government Orders

health care, seniors benefits and the disabled, than to have a government that would hand it all out in some form of tax cut to everybody whether or not they need it.

I am very glad my colleague's son is working successfully in Alberta. Perhaps there is a lesson there. No one else will pay the debt and no one else will balance the budget. The people of Canada will do that, as we have been doing it.

We are still considered the best country in the world in which to live. People are still clamouring to come here. We must be doing something right. The government got it right this time and will keep on doing it until things are in balance.

[*Translation*]

Mrs. Pauline Picard (Drummond, BQ): Mr. Speaker, I am pleased to speak today to the prebudget consultations. These consultations are an opportunity for the public to provide input to the government as it gets ready to draw up next year's budget.

This year, the country-wide approach to the consultations gave the temporary impression that the government was open and ready to listen to what people had to say. But that was the extent of the surprise. The reality of the matter can be found in the committee report we are discussing today.

The much-heralded exercise was very simple: take the Liberals' red book II, remove the cover page and tack on a new one that reads Report of the Standing Committee on Finance.

• (1300)

That is exactly what it contains: the same reasoning, the same promises, the same spending and the same plans for interfering in provincial areas of jurisdiction. In short, the entire consultation exercise was a sham, because the report is nothing more than a rehash of the Liberals' last election platform.

To set the record straight, I would like to remind the government what the people of Quebec and of Canada want to see in the Minister of Finance's next budget. We in the Bloc Québécois have appended a dissenting report to the finance committee's report. I would like to give an idea of what we are calling for in the next budget.

We want the Minister of Finance to pass seven specific measures. These measures represent the consensus of Quebec's stakeholders during the prebudget consultations.

First, the government must quit interfering in provincial spheres of jurisdiction, such as health, education and social security. It must drop the idea of creating new programs in areas of jurisdiction that would only multiply bureaucratic structures, not to mention driving up costs for taxpayers.

Government Orders

The Minister of Finance must instead use some of the spare funds that he frees up over the coming years to pay back part of what he took from the provinces for postsecondary education, health and social assistance.

Second, the federal government must reform the present employment insurance system to put an end to the injustices created by this program and to provide better protection for the workers of Quebec and Canada, especially seasonal workers.

The Bloc also calls on the Minister of Finance to greatly reduce employment insurance premiums, based on a company's performance in job creation. This reduction in rates could represent 40 cents for every \$100 of the total insurable payroll.

The Minister of Finance must also create an employment insurance fund which is separate from the federal government consolidated fund, as proposed by the Auditor General of Canada, so that money from the workers and the employers is not used to artificially reduce the deficit.

Third, the federal government must stimulate job creation and commit to seriously fight against poverty. The Bloc Québécois, along with many stakeholders in Quebec, is calling for a major reform of personal and corporate income tax through which these objectives could be achieved, while implementing targeted tax reductions for individuals and small and medium size companies.

Mr. Speaker, I would like to mention now, as I forgot to do so at the beginning of my speech, that I will be sharing my speaking time with the member for Kamouraska—Rivière-du-Loup—Témiscouata—Les Basques.

Fourth, the federal government must restore indexing in the tax tables. No indexing is essentially a hidden increase in personal income tax.

Fifth, the Minister of Finance must pass a law to prohibit deficits, like the one passed by the Quebec National Assembly.

As far as the GST is concerned, the Minister of Finance must first accept the arbitration proposal made by the Bloc Québécois to settle this issue, and, depending on the outcome, he must pay to the government of Quebec the \$2 billion in compensation being demanded for harmonizing with the GST.

Seventh, the Minister of Finance must re-establish funding for international assistance. Since 1993, that is since the Liberals came to power, funding for international assistance has been drastically reduced, contrary to Canada's humanist tradition.

Recent consultations clearly indicate that there are now more than ever two completely opposite visions on the role that the federal government should play, with Quebec calling for more

powers for the provinces and greater autonomy. The nine other Canadian provinces are calling for stronger action in Ottawa in their areas of jurisdiction. This is what we see in health, education and policies to fight poverty. In Quebec, the federal government's intrusion in these jurisdictions belonging to the government of Quebec is strongly condemned.

• (1305)

Yet, these respective areas of jurisdiction are clearly specified in the Constitution. We said it throughout the last Parliament, and we are repeating it again. The government is once again putting its foot in the door to get into other areas of jurisdiction. We are asking the government to comply with the Constitution of 1867.

We are also asking it to repay the money taken by the Minister of Finance in this respect, while the rest of Canada is asking for Canada-wide programs and national standards from coast to coast. These two competing visions are irreconcilable and a sign of future jurisdictional battles and useless and costly frictions between Quebec and the rest of Canada.

As we know, the first ministers are gathering here in Ottawa this week. Let me tell you what Mr. Bouchard said yesterday at a press conference, when he condemned the federal government's activities in areas of provincial jurisdiction. Mr. Bouchard said that "instead of sprinkling money through new programs in areas of provincial jurisdiction, the Chrétien government would be better off reducing personal income taxes and easing off on the cuts it has been making for years in transfers to the provinces. The finance minister's surplus, said to be somewhere between \$4 billion and \$6 billion for 1998-99, should be used first and foremost to reduce taxes. Quebecers and Canadians are being taxed to death. Nothing would have a more positive impact on families and on the economy than quick federal tax relief".

According to him, the Canadian tax burden is a millstone around the neck of Canadian productivity. Seventy-five percent of the surplus should go to reduce taxes by approximately \$100 per taxpayer. One-quarter of the remaining surplus should go to social expenditures, as Ottawa wants to do but through transfer payments to the provinces, transferring tax points instead of creating a series of new programs whose common denominator is interference in areas of provincial jurisdiction.

In Ottawa the premiers want to sell the idea of creating a framework for federal spending powers, a mechanism through which new initiatives by Ottawa would have to be approved by a committee of provincial governments.

So they created a transition fund for science and health, a national pharmacare program, millennium scholarships, a Canadian foundation for innovation, sprinkling a little money here and there to create new programs, just after they cut health care and slashed transfers to the provinces.

Government Orders

They wanted to cut up to \$48 billion, and now they are handing us back a piddling \$6 billion. Instead of transferring that to the taxpayers who need it, they are trying to create new programs. And who do you think will end up holding the bag with these programs a few years down the road? The federal government's tactic is to pull out of these programs and leave it up to the provinces to administer them, although it created both the programs and the needs. Then it withdraws funding. That is unacceptable.

I wish this government would understand common sense and take away this tax burden it is imposing everywhere. What is of the most concern to me, as I tell people regularly, is that the government is not giving us anything. They are just returning our taxes to us. They should stop distributing their goodies to make us close our eyes to reality; they should stop sprinkling crumbs. The people are hungry, the people want to see a lessening of their tax burden.

Mr. Yvon Charbonneau (Anjou—Rivière-des-Prairies, Lib.): Mr. Speaker, I listened carefully to our Bloc Québécois colleague's speech. At one point in it she mentioned that her party had included a dissenting opinion in the report she was commenting on.

• (1310)

The Deputy Speaker: The hon. member knows he should not be using props in the House. I hope he will follow Standing Orders in this regard.

Mr. Yvon Charbonneau: Mr. Speaker, do you mean that it is indecent to show a government document, that it is not permitted?

Mrs. Francine Lalonde: That is right.

Mr. René Laurin: It is not indecent, but it is not permitted.

Mr. Yvon Charbonneau: Mr. Speaker, would you include that as part of my parliamentary apprenticeship. I had no idea that it was not appropriate to show a government document in quoting it. I could not have guessed.

In her remarks, the member mentioned that her party had presented a dissenting opinion. She quoted a number of sections of the dissenting report.

However, she neglected to quote an important passage of the opinion, which provides that, for the Bloc, the only solution for Quebec is either to let itself be steamrolled by the federal government or to get out of Canada following a referendum on sovereignty.

If this is the definitive analysis of the Bloc Québécois on this debate on public finances, the upcoming budget and the choices to be made, I would like to know how they can point to dissent based on the idea of having to separate from Canada while listening to the eminent spokespersons of the Quebec government, the minister of

finance and even the Quebec premier say that the federal government cannot be allowed to destroy Canada's Constitution.

Which face is the real one? Which is the real intent? Do these people want to help rebuild Canada on a healthier basis or do they want to separate from Canada as they indicate in their dissenting report?

Mrs. Pauline Picard: Mr. Speaker, I use a professional approach in my work, otherwise it would more difficult for the member for Anjou—Rivière-des-Prairies to comment on my remarks.

We want to withdraw from the federal system precisely because we have been witnessing intrusions in our areas of jurisdiction for 40 years. For 40 years we have been asking this government to abide by the Constitution, which makes Quebec a people distinct from the rest of Canada.

To say that we want out of Canada because we are fed up with these intrusions is nothing new. The hon. member should know that a number of premiers have complained about the federal government's intrusions. Remember Mr. Duplessis, who used to tell the federal government "give us back our loot". As for Jean Lesage, he coined the expression "Maîtres chez nous", masters in our own home.

So, we are not the first ones to condemn the centralizing attitude of the federal government, which wants to create a Canadian people, while we say we are a different people, a distinct people. We want to separate, we want to achieve sovereignty, but we want to do it in harmony with the rest of Canada.

The Deputy Speaker: Resuming debate. The hon. member for Kamouraska—Rivière-du-Loup—Témiscouata—Les Basques.

Mr. Paul Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup—Témiscouata—Les Basques, BQ): Mr. Speaker, I congratulate you for the way you said the name of my riding, which truly represents the four regional county municipalities that it covers.

We are discussing the prebudget consultations whereby the government is asking the House its opinion on the report submitted by the parliamentary committee. I would like first of all to mention the consultations that I carried out in my riding, which were submitted to the committee and which are included in the report.

Among other things, I will quote some of the people who participated in the debate. These are people who are experiencing these things in their daily lives and who are in contact with the population.

• (1315)

For example, Mrs. Bilocq, of the KRTB economic development corporation, said "The danger, after a period of economic restraint, is that the government will start spending again to please the

Government Orders

electorate". I think the federal government has clearly demonstrated that it cannot shed its old habits and that, as soon as it has money available, it cannot refrain from dishing it out in its programs in the hope of gaining votes.

True, the Canadian federal system is rather pitiful. The federal government might have less visibility than it wants if it limited itself to its responsibilities as defined in the Constitution, but that is what it should be doing. It should ensure that it does not invest in areas where the provinces already have jurisdiction and where they have developed programs. What the provinces really want is that the money be returned to them so that they can invest more in their own programs and in the strategies that they are currently developing.

They can say that it is the nasty separatists who are saying this, but this week, unanimously, the provincial finance ministers gave a warning to Mr. Martin, the minister. "Ottawa must resist the temptation to get involved piecemeal in programs with isolated initiatives in areas under provincial jurisdiction like home care services and pharmacare, for example".

So this message is not coming from sovereignists, it is coming from Canada's finance ministers, who remember. If they were not there themselves, they remember what happened during the seventies in the Trudeau era. The federal government started to spend left and right to give its members more visibility, to give itself more visibility as a government, and the result was the financial situation we had in 1993.

That situation has now been remedied, to a large extent on the backs of the people who are paying employment insurance, both employers and employees, and also on the backs of the provinces through cuts in transfer payments, but the government should not revert to its old habits. If, in 2000, 2001 or 2002, we have to say once again that the federal government should not have invested in this program, that we are in the red once again, we will have failed to learn the lessons from the past.

I will quote another person who spoke during the consultations, Benoît Aubut, who represents the unemployed. He said: "We ask that the EI benefit period and amount not longer depend on the financial needs of the government but rather on those of the workers, who pay to be covered if they lose their jobs".

This week, the Bloc Québécois made a very constructive proposal. We have introduced six private members' bills from six different members clearly showing what needs to be changed in the employment insurance legislation. We were even so lucky as to have the support of the NDP. Again, this is an issue on which the big, bad separatists could have made suggestions that might not have been good for Canada, but as it turns out, members of another party sitting next to us—and I am referring to the NDP—also found

the idea interesting because they have been elected to teach the government a lesson and tell the government: "The changes you made to the employment insurance plan one or two years ago are unacceptable. We in high unemployment areas cannot live with that because workers are not assured of a sufficient income between two jobs."

That is another very concrete quote on a very concrete problem that the government should address as soon as possible.

By lowering EI premiums by an amount equivalent to the increase in CPP contributions, the government acted on part of a recommendation made by the Bloc. I think this must be applauded. We made this recommendation in committee before any other party, and the government took our lead. There is, however, still room for improvement in the employment insurance plan.

About the EI reform, even though the chief actuary said that the system could be self-sufficient with premiums of \$2 per \$100 of insurable income, premiums will be set at \$2.70 as of January 1, 1998. So there is a 70-cent margin of manoeuvre. The Conservatives would like to see all of that used to decrease contributions.

We, on the other hand, would rather cut contributions by about 35 cents, or half of that margin of manoeuvre, and earmark the other half for improving the system so that unemployment insurance can resume its function of stabilizing the economies of high unemployment regions and become a true tool in the battle against poverty. That is all we hear about these days, the battle against poverty, against child poverty. The federal government absolutely wants to have a cheque with a nice Canada flag in the corner, whereas there is a proper way of doing things, with tools over which it has complete control, and over which it would have full jurisdiction. We could talk about that this afternoon and tomorrow morning if that is the hon. members' wish.

● (1320)

The employment insurance program could be modified and its human face restored, making it into something which could, for instance, eliminate the so-called spring gap. With the new reform, few seasonal workers can get employment insurance to tide them over for the entire period they are without work until they start up again the following year. We want to see that corrected.

We also want to see the intensity rule done away with, which reduces rates by 1% each time 20 weeks of employment insurance is used. That was part of the principle of the former Minister of Human Resources Development, but he got the message—very emphatically—on June 2, 1997, when the people of his riding told him that, no, they could not live with such a thing, that it offended their dignity, that they no longer wanted a minister who was capable of doing such a thing.

Government Orders

Should the government, which will be producing its legislative progress report within a few days, not have addressed the real problem? The first message it got in the June 2 federal election was that the high-unemployment regions are seriously dissatisfied with the employment insurance program imposed upon them. Budget choices will have to be made. We are debating pre-budget consultations and I trust the government will be capable of heeding what has been said.

The people we heard from in committee on November 12, 1997, also told us that it was important that those who have contributed the most to bringing down the deficit should be the ones to benefit from the fiscal dividend. Here again, the reference is to EI premiums, but also to provinces that have had to manage with cuts in transfer payments. It was not their idea to make these cuts, but they are the ones who have to live with them, who have to contend with the impact on hospitals, CLSCs, home-care services. Many of the decisions taken were the result of these cuts.

So, many social stakeholders did not make extravagant demands. They want the money to go towards existing programs. They told us, for instance, to use it to consolidate existing organizations and to resist the temptation to woo voters by creating new programs.

Yesterday again, this was brought home to us in caucus. We heard from Canadian women's groups, who told us that what they want is not money to duplicate provincial programs, but satisfactory funding for women's groups in Canada. The present government should listen carefully to this request because it is another way to fight poverty. If children are poor, then you can be sure that many women in Canada are poor as well. They must have the means to escape this poverty, and be represented and be able to conduct their lives with dignity.

People in my riding also tell me they do not want to see more federal interference in provincial areas of jurisdiction, because this leaves the public confused and always trying to get the best deal. People are not stupid. They have seen what has been going on for the last 25 or 30 years. I will conclude on this. People have been perfectly aware of the competition between the two levels of government over the years, and they want no more of it. They want each level of government to stick to its own area of jurisdiction until such time as there can be just one level of government. In addition, when they elect representatives, they want to be able to know exactly who is responsible and that they can re-elect the government they have chosen, or not re-elect it, in the knowledge that they are fully responsible for their choice.

This is one of the fundamental reasons we want to leave this madhouse. The Canadian federal system has resulted in such confusion in Canada that voters are unable to make logical choices.

In conclusion, we should listen to what the public is saying. Each of us should take his or her responsibilities and the federal government should mind its own business.

[English]

The Deputy Speaker: The hon. member for Etobicoke-Lakeshore on a point of order.

Ms. Jean Augustine (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Mr. Speaker, I am asking for unanimous consent for a motion. I move:

That, in the opinion of this House, the government should consider the request of the Famous Five Foundation to honour the memory of Emily Murphy, Nellie McClung, Irene Parlby, Louise McKinney and Henrietta Muir Edwards, the Famous Five, by allowing a statue commemorating them to be placed on Parliament Hill.

• (1325)

The Deputy Speaker: Does the member for Etobicoke—Lakeshore have the unanimous consent of the House to propose this motion?

Some hon. members: Yes.

Some hon. members: No.

The Deputy Speaker: There is no unanimous consent.

Mr. Garry Breitkreuz: Point of order.

The Deputy Speaker: I do not know how there can be a point of order rising out this, but I will hear the hon. member for Yorkton—Melville.

Mr. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, Ref.): Mr. Speaker, it seems to me that earlier in the day we had this very point raised. My question to you, is the member allowed to continue to raise this and bring it up when we know, as a fact, not everyone in this House supports it? If they will go to—

An hon. member: Shame, shame.

The Deputy Speaker: Order. Members rise from time to time in the House and seek unanimous consent to do various things. The fact that the same question may have been asked earlier is irrelevant. The question is whether there is consent now.

The member asked for that consent. There was no consent. There is no consent.

Questions and comments.

[Translation]

Mr. André Harvey (Chicoutimi, PC): Thank you Mr. Speaker. It is never too late to do the right thing.

Party politics aside, I would like to make a few comments and ask a question to the hon. member for Kamouraska—Rivière-du-Loup—Témiscouata—Les Basques.

Government Orders

In this debate on issues which may enable the government to come up with a more rational budget, one that will better meet the needs of our fellow Canadians, the hon. member said a number of times that people told him this or that.

In the latest surveys, given that our colleagues in the Bloc continue to constitutionalize things here in the House of Commons and given that 86% of the people of Quebec are saying they have had their fill of the endless constitutional debates, does not, in fact, what we call Quebec's ambivalence concern the fact that what we put forward in the latest election campaign, the so-called Canadian pact, with the objectives of meeting the real needs of Canadians, not require us, rather than saying we are going to scrap one government and improve another, do people not recognize in this approach, in its ambivalence, which may not really exist, the fact that, when they find the two governments unsatisfactory, they can still, through their representatives define their priorities with one of the two governments and call for a consensus with the two levels of government to act in areas they consider important, such as industry, tourism, highway infrastructures and other urgent matters?

Quebeckers' common sense dictates that a balance be struck between the two levels of government. When 86% of Quebeckers tell us they are sick and tired of hearing about the Constitution left and right day after day, I think this means that we, as elected representatives, must try to act rationally, decide together what our priorities should be for each level of government and, if at all possible, put all available resources behind achieving objectives that they hold dear.

One can fake it only so far. In 1993, the Bloc Quebecois said it would get elected to hold real power. That is quite interesting. What is real power? Let us see the facts in two columns.

Mrs. Pauline Picard: You should talk, with your five members in Quebec.

An hon. member: What about the Conservatives?

Mr. André Harvey (Chicoutimi, PC): Let us talk about the Conservatives. I am not ashamed of the PC's record from 1974 to 1984, before we came to power. It could not be so bad if I got elected in Chicoutimi. That is reality.

I would like to ask my hon. colleague what is more important: to try to bring down one government or another or to try to set our main priorities together in such a way that we can meet them?

Mr. Paul Crête: Mr. Speaker, it seems funny, but it is sad, because the speech I just heard is what my father used to say to me in the 1960s. The Conservative slant, the new joint management slant. It is the same bloody system with the federal government running the show.

• (1330)

It is exactly what we heard from the Minister of Human Resources Development on the Canadian social union. This proves once again that the federal Conservatives and Liberals are one and the same.

I am one of the 80% of Quebeckers they say are tired of constitutional debates. We are tired of constitutional debates, but we want the choice of Quebeckers to be made democratically. We reached 49.4% last time, and we are carrying on the democratic battle. More and more Quebeckers understand that the federal system does not work.

There is going to be another two day federal-provincial conference, where the federal government's centralizing power, as soon as money becomes available, will again want to put it somewhere, which is the very same formula as the Conservatives'. The Conservatives' joint management approach was not, in the last election program, chosen by the majority of Quebeckers as far as I know. They have 5 members in Quebec, while the Bloc Quebecois has 44. That is the quantifiable and official result.

Mr. Speaker, I agree I must conclude my response, but the comment took time. I can tell you that the greatest service Quebeckers and Canadians can offer each other is to decide to resolve the constitutional debate so that in the future we can debate social and economic choices and no longer need to deal with the issue of the country's architecture.

[English]

Ms. Paddy Torsney (Burlington, Lib.): Mr. Speaker, I am sharing my time this afternoon with the hon. member for Kitchener Centre.

I am grateful for the opportunity to address the House today on the finance committee's report, an initiative in which I have been actively involved.

First let me say that I am very proud to be the vice-chair of the finance committee, one which worked under the direction of the member for Vaughan—King—Aurora and with Canadians from coast to coast to coast to ensure that the Minister of Finance has a clear presentation of Canadians' priorities, values and expectations for the upcoming budget.

This prebudget consultation is evidence that once again the Liberal government has delivered on its promise to provide Canadians with good government, to provide Canadians with a government that listens and then acts, a government that involves Canadians in the process so that the very people who are affected by government policies are actually there and choosing these new priorities for the economic realities and providing the very recommendations on how to achieve those new realities. This involvement of all Canadians in the decision making process ensures that

we have the benefit of their knowledge, their experience and that we achieve the best possible outcomes.

Unlike previous years, this year's prebudget consultations centred around the fact that Canadians for the first time in decades will not be faced with a deficit. On October 15 the finance minister announced that no later than 1998-1999 fiscal year we would begin this new era which presents Canadians with new choices and challenges. The country cheered. This dialogue and this optimism carried throughout the provinces.

In each of our meetings in the provincial capitals and here in Ottawa I was encouraged to hear that Canadians are more optimistic about their own futures and the futures of their children and grandchildren.

As a result of our international performance we heard that Canadians have a positive outlook about our future as a nation and as a world leader. There is no doubt that this optimism is the product of the Liberal government's actions to set a new course for Canada, to eliminate the deficit and to restore Canada's fiscal health. This optimism arises from the fact that Canadians know that at long last they have a government that cares about their priorities and is working co-operatively to ensure that all Canadians have an improved quality of life.

As the committee heard time and time again, Canadians approve of the direction the government has taken and understand the decisions that have been made. Canadians have made sacrifices and they have supported the government's focus over the last four years on eliminating that deficit, on restoring fiscal health and at the same time making positive targeted measures to improve the quality of life for Canadians. They know that this renewed focus, this changed focus in fact will ensure that present and future generations have room to move and react to situations as they arise.

• (1335)

Canada was built on principles of sharing, caring, fairness and equity. These are the parameters within which we held our debate. In preparing the report the finance committee considered more than 500 witnesses and 450 written briefs. These appearances and submissions coupled with the town hall meetings held by many of my colleagues in this House make this the most extensive prebudget consultation session ever.

In my own riding of Burlington, Ontario more than 60 people joined with me for a good evening's discussion about the issues. I was overwhelmed by their enthusiasm and creativity with which they tackled this debate.

Perhaps most interesting to me is the reaffirmation of the sense of balance that Canadians have and want. Participants in Burlington and across Canada focused on the importance of decreasing the debt, ensuring that we have increased financial security and

Government Orders

stability, and at the same time Canadians wanted increased investment in Canada's greatest resource, its people. They want the government to invest in research in preparing Canadians for the future economy. They want investment in health care and children. Children deserve to have every and equal opportunity to succeed in Canada.

The finance committee heard from Canadians on how to find that balance, to protect Canadians of today and provide for Canadians of tomorrow. In making our recommendations members of the finance committee dealt with three main options available to them, to use the surplus to further reduce the debt, to introduce a major tax cut as was done with mixed reviews in Ontario, and to increase spending on social programs.

Members of the House I am sure are interested to know that the answers from Canadians were that they feel very strongly about maintaining the programs we have which they have come to count on, but more often than not and in a very large measure Canadians lent their support to reducing the debt first and foremost.

In my own riding 87% of the people at our meeting were in favour of reducing the debt, leaving a small percentage of people who supported an across the board tax cut. In further discussing these ideas however it appears that Canadians wanted this investment and support in social programs for health care, for education, support for those in our communities in need, for fairness for seniors and those who are disabled.

These are the things that make us uniquely Canadian. Canadians supported our job creation focus, our emphasis over the last few years on getting the environment right so that job creation will occur and focusing on youth employment opportunities and on the infrastructure program. They hope this job creation focus will continue because too many Canadians still are lacking that opportunity which they need to make sure they can provide for their families and to contribute to our economy.

Four years of responsible government have produced positive results. As we all know the numbers, more than 1,012,000 have been created. Our commitment continues in ensuring that every Canadian who wants a job will have that opportunity.

Generally the finance committee's recommendations reflect the need to maintain fiscal prudence and at the same time to invest in those initiatives that meet the social and economic needs of Canadians, including enhanced debt reduction, continued targeted tax relief, increased investment in science and technology and health care, as well as the urgent need to reduce child poverty and youth unemployment.

Far too many very low income people in Canada are paying taxes. While we have delivered targeted tax relief, while we have enhanced the working income supplement, we must continue in

Government Orders

this vein to take that pressure off. We have that recommendation on the surtax. While it was perhaps misunderstood by some of the people who reported on it, it was across the board that this surtax was being charged and we must begin to deliver that relief.

Many presenters talked about the brain drain and the lack of research opportunities that exist for Canadian young people at home.

• (1340)

They also talked about the precarious position we are putting ourselves in as an economy vis-à-vis other nations in that we must ensure we are making the investment for the future in those high tech industries and businesses that are making way for all Canadians. The innovation fund has done great things but we have to enhance that culture of investment and research.

All Canadians have made sacrifices to ensure Canada's fiscal health and independence are restored. I want to thank them for that. I thank all the people who were involved in this process of prebudget consultation: my colleagues in the House of Commons, those on the finance committee, the staff of the finance committee, in particular our clerk and researchers and, most important, our committee chair, the member for Vaughan—King—Aurora. His staff deserves the credit for ensuring the report was co-ordinated, for ensuring the *ts* were crossed and the *is* dotted.

I thank those Canadians who participated in the committee hearings in the cities where I had the pleasure of chairing the meetings, Regina, Winnipeg, Montreal, Fredericton and Charlottetown, and especially in Burlington. Presenters shared with us their very personal experiences and their incredible expertise.

To my colleagues from all parties who listened with great care in those meetings and who asked thoughtful questions, the pace was somewhat intense but the spirit of co-operation and of shared purpose was excellent. The results of the work of this committee speak for themselves. Canadians have a unique opportunity now. They appreciate that opportunity and they have told us very clearly what their priorities and values are. We encourage the minister to pay attention to the report and to implement those suggestions.

Mr. Myron Thompson (Wild Rose, Ref.): Mr. Speaker, I have a quick question for the hon. member. On behalf of some of the constituents I have talked to I would like a little help regarding math. I used to teach math and I am having a problem with this one.

In 1993 there were 1.5 million people unemployed. In 1997 approximately 1.3 million people are unemployed. It sounds like we have had a net increase of about 200,000. We hear this all the time, we have created over a million jobs, aren't we wonderful? Could the member explain why we still have approximately the same amount of people unemployed today that we had in 1993.

Ms. Paddy Torsney: Mr. Speaker, I am not sure I understood the member's question. Perhaps it was my interpretation of the math. I

think he suggested that 1.5 million were unemployed in 1993 and that 1.3 million are unemployed now. Then he suggested that was an increase. Could he clarify that point.

Mr. Myron Thompson: Mr. Speaker, there were 1.5 million unemployed in 1993 and there are 1.3 million unemployed in 1997. That means 200,000 jobs have been filled. Not over a million, but 200,000 jobs have been filled. Therefore it has come down from 1.5 million to 1.3 million.

Ms. Paddy Torsney: Mr. Speaker, I am glad the member clarified that point. Earlier he implied there was an increase in unemployment instead of a decrease. He needs to recognize that the economy has grown, that there are more Canadians in the workplace as we have more generations graduating from university and more citizens.

The numbers speak for themselves. Over one million jobs have been created in this country and there has been a decrease in the overall unemployment rate across the board for Canadians. In Burlington the unemployment rate is somewhere around 7% or better. There are opportunities at home and abroad. Burlington residents and many residents across Canada feel a willingness and optimism in going after new markets and new opportunities. This is demonstrated by the prime minister's terrific Team Canada missions and our focus on increased opportunity in the very competitive international market. These missions have demonstrated that Canadians can compete and will continue to do that.

I encourage the member to look at those numbers again and to keep that math straight.

[Translation]

Mrs. Francine Lalonde (Mercier, BQ): Mr. Speaker, I would like to say to my colleague that she must be living in a different country from the one the rest of us live in.

• (1345)

In the report that was obtained, and written up in Sunday's *Citizen* and yesterday's *Le Devoir*, it says that the government also knows that Canada is far from being the best country in the world as far as growth and development are concerned.

With research and higher education shown in this report to be extremely important for future development, how can the member explain that this government has made cuts to education and to research and innovation budgets? Their recommendation is for a gradual increase, when needs are acute.

What we learn from this study ordered from on high by the government is that, although Canada appears to have high growth, it is growth that does little to increase productivity. Even Canada is down in relative productivity, with the result that the standard of

living is dropping. If radical changes are not made, Canada is going to find itself in an extremely difficult situation—

The Deputy Speaker: The time allotted for questions and comments has almost expired. The member for Burlington—

[*English*]

Ms. Paddy Torsney: Mr. Speaker, I appreciate the hon. member's comments.

There was definitely a call for increased spending on research. Canada needs to do more to focus on that innovative economy. We heard it in Montreal, in Toronto and all across the country. I firmly believe in that. Many people in my riding are dependent on that research. They are fulfilling the research requirements of the nation. They are encouraging the country to do more.

We have had to make some tough decisions over the last few years, but we have still managed to have the best country for all Canadians to live in. We will—

The Deputy Speaker: I regret to interrupt both hon. members, but the time for questions and comments has expired.

Mrs. Karen Redman (Kitchener Centre, Lib.): Mr. Speaker, as the federal representative of the constituents of Kitchener Centre and as a member of the House of Commons Standing Committee on Finance, it is a pleasure to take part in the prebudget debate.

On November 13 I held a town hall meeting in Kitchener to gather input from my constituents. Throughout the months of October and November the finance committee held 42 meetings totalling 101 hours. It heard 514 witnesses and received 463 briefs on this subject.

In response to the chair's challenge to all 301 members of Parliament to hold public consultations, 35 town hall meetings were held as well as the one which I held in Kitchener Centre. In addition, we received personal comments over the website for the finance minister, as well as several phone calls and many letters.

I would like to acknowledge the hard work of my colleagues on both sides of the House, the fair hearing we heard from witnesses and the sincere and thoughtful participation by all members of the finance committee.

The message was heard loud and clear both at my town hall meeting and during the committee meetings we held across the country. We heard many things from Vancouver to St. John's. Some strong themes came through. We heard from a diverse range of individuals with different concerns. We heard from economists who told us that we needed to look at debt reduction. In Alberta we heard from a disabled woman who was forced to choose between food and medicine.

Government Orders

"Keeping the Balance" is a reflection of what we heard. This government is committed to maintaining a balance between the collective good and freedom while providing for those in need. This government has shown leadership in consulting with Canadians. There has been widespread support for the prudent estimates put forth by the Minister of Finance. Canadians would rather err on the side of prudence than find themselves in a situation similar to the one in which we found ourselves in 1993.

● (1350)

However we are now in a position, after having reduced our economic deficit, to address the outstanding human deficit.

As the Minister of Finance said during his presentation to the committee, this is not simply a question of budgets and their size. It is a question also of what government does and how it does it.

The debate should be about national priorities, about how best to build a strong economy and a strong society, one of both opportunity and security. Some see the discussion as a financial debate only, but it is not. It is also a debate about values.

Many recommendations were made to the committee which are reflected in "Keeping the Balance".

There was an intriguing correlation that emerged from the remarks the minister made in Vancouver and the comments and concerns that were echoed to our committee as we travelled across Canada and also ones very similar to those that I heard from my constituents in Kitchener Centre. I would like to review a few of these issues. Time and time again, some of these themes rose throughout our process.

Canada is known worldwide for our health system and the integrity we have placed in maintaining the five principles of the Canada Health Act. Our treasured health care system was created because there was a need. Canadians are telling us these needs have grown due to our aging population among other factors. To address this need, the government should establish in co-operation with the provinces, health care providers and local communities new approaches to health care such as a national home care system.

This government has done much to address the needs of the disabled in the community. However, much remains to be done. I believe we must continue working with groups representing persons with disabilities to ensure that measures recently announced are effective and to find further ways of helping Canadians with disabilities.

We have been hearing cries for action to curb child poverty, to ensure Canadian children are not going hungry. This government has put in place a number of safeguards. However, we still have hungry children.

In partnership with communities, parents, provincial governments, private corporations, the agri-food industry and volunteer

Government Orders

organizations such as the Canadian Living Foundation, we can create a national school nutrition program. This type of partnership approach could apply to other organizations and initiatives as well.

In communities across Canada, people are concerned about our youth. The ministerial task force on youth in 1996 made a number of recommendations which Canadians would like to see endorsed. The committee heard about them. We are pleased to recommend that additional funding be made available for the Youth Service Canada and student summer job creation programs, both of which provide opportunities for youth to enter the workforce and offer valuable work experience.

In keeping with improving the future of our youth, we have recommended a deferred credit formula for registered education savings plans which would offer student beneficiaries a federal grant calculated on a percentage of the total RESP contributions. This grant would be distributed in equal amounts in each year of the post-secondary program. This would create an incentive for parents to plan for their children's education.

The incredible debt burden weighing on the shoulders of many recent graduates from post-secondary institutions can take many years to pay, sometimes impeding their ability to enter the job market. That is why I support the recommendation that the federal and provincial governments offer students a debt repayment schedule that is based on income with features that would include interest relief, deferred grants and debt forgiveness. This would go a long way in reducing the burden on youth entering the workforce.

Very few individuals we heard from during our consultations called for income tax cuts at this time. Their priority lay in stabilizing our economy. However it was suggested that we increase the basic personal non-refundable tax credits amount, the spousal amount and the equivalent to spousal amount for the 1998 taxation year. I support this recommendation. In future when the fiscal situation improves and permits, I strongly support reintroducing indexation.

From coast to coast we heard Canadians asking for a reduction in employment insurance premiums to balance the upcoming increase in CPP payments to ease the load on small business owners. This is one recommendation on which the finance minister has already acted.

• (1355)

On October 21, in co-operation with the Minister of Human Resources Development, the Minister of Finance announced the second largest drop in EI payments in 20 years, to \$2.70 per \$100 of insurable earnings for 1998, 20¢ below the 1997 rate. This is a

savings of \$1.4 billion for employers and employees. With a promise of lower rates when the economic climate permits and to take measures to ensure EI premiums are not raised during an economic downturn, this will offer Canadians greater stability.

An additional request from small business owners is to review the small business deduction and the appropriateness of the \$200,000 threshold level. This is in keeping with the government's intention to offer targeted tax relief. It is important that we recognize this need to enable small businesses to grow and prosper in the future.

The last but certainly not the least of the recommendations I would like to cover today is the investment in the future of our research and development sector. In my mind this includes medical research, technological advancement, academic and cultural development. There are so many facets to our social make-up that require the support of continuing development.

Through the support and partnership of the federal government, I look forward to seeing our commitment to research and development grow. It is through these commitments that we will keep our knowledge based industries in Canada. The result will mean that our society will gain both economically and socially.

In conclusion, I have only grazed the surface of the results of the consultations. However, one thing is clear. Canadians are proud of the leadership of this government and the hard decisions that it has made. There is a widespread sense of relief that the deficit has been wrestled down. Canadians have told us that they are prepared to see strategic and responsible investments in areas where it will be demonstrated there is value for the dollars spent. This government aims to do that through our 50:50 plan of investment and debt reduction.

Many of the recommendations call for increased co-operation and partnership between levels of government and the private and voluntary sectors. I feel strongly about partnerships. This government has placed great value and energy in building and maintaining healthy partnerships which will enable these visions to become a reality.

The government is committed to working on restoring and keeping the balance. This document is one step forward in that process.

The Deputy Speaker: When debate resumes there will be five minutes of questions and comments following the hon. member's speech.

We will now proceed to Statements by Members.

STATEMENTS BY MEMBERS

[English]

HOLIDAY GREETINGS

Mr. Larry McCormick (Hastings—Frontenac—Lennox and Addington, Lib.): Thank you, Mr. Speaker, for this opportunity to wish holiday greetings to my colleagues on both sides of the floor.

My riding of Hastings—Frontenac—Lennox and Addington is a rural riding. Holidays are important to each of us because they bring people together in celebration. In the countryside where people live in greater isolation, holidays often become community events.

In my small village of Camden East, we constructed a crèche near the river. At this time of year farmers bring livestock and the scene of the first Christmas is re-enacted and carols are sung by neighbours, friends and visitors.

I want to acknowledge the countless volunteers in communities right across HFL and A and indeed across the country who provide inspiration, leadership and organizational skills to make these events happen.

* * *

WESTAIM

Mr. Ken Epp (Elk Island, Ref.): Mr. Speaker, Westaim is a successful corporation with a major plant in my riding. For 30 years it has been supplying Canada and many other countries around the world with high quality materials from which coins are stamped.

The company has had an exceptionally good working relationship with the Canadian Mint providing blanks for most of Canada's coins, including the \$1 and \$2 coins. But the Canadian Mint has now been authorized to spend \$30 million to build a plant in Winnipeg to compete with Westaim.

The government's claims of savings are greatly exaggerated. Furthermore, when we were told that this will create 100 to 130 jobs in Winnipeg, no mention was made of potential job losses in my riding.

It is a mystery. Why would the government risk \$30 million to get into a business which is in a worldwide state of oversupply and which could result in the loss of up to 100 jobs in my riding?

• (1400)

[Translation]

S. O. 31

TRIBUTE TO FATHER GÉRALD MAUZEROLL

Mr. Mark Assad (Gatineau, Lib.): Mr. Speaker, I would like to pay tribute to Father Gérald Mauzeroll, a resident of Masson-Angers in the riding of Gatineau, who has been serving as a missionary in Brazil for a number of years and who is to receive tomorrow the award of the human rights defence council from the government in Sao Paulo.

His devotion to the disenfranchised of Brazil and his pastoral duties among prisoners promote the cause of human dignity.

Father Mauzeroll has also done special work in the parish of Vila Fatima, where he helped create the human rights centre. His work in Brazil is supported by a team of priests in the dioceses of Ottawa, Mont-Laurier and Gatineau—Hull.

Our congratulations and best wishes to Gérald Mauzeroll.

* * *

PATRIOTS OF SAINT-EUSTACHE

Mr. Gilles-A. Perron (Saint-Eustache—Sainte-Thérèse, BQ): Mr. Speaker, carved out of the lands of the seigneurie des Mille Isles, the riding of Saint-Eustache—Sainte-Thérèse occupies an important place in our national history.

On December 14, 1837, 2,000 English soldiers commanded by Colborne waged battle with some one hundred of our young men. In response to Queen Victoria's troops, Dr. Jean-Olivier Chénier and his companions offered heroic resistance. With only the meanest of weapons, this clutch of men, barricaded in the church, fought a courageous battle over several hours with 70 of them losing their lives.

The people of Quebec remember you, Jean-Olivier Chénier, Jean-Baptiste Lauzé, François Dubé, Nazaire Fillion, Joseph Guittard, Séraphin Doré, Joseph Bouvret, Jean-Baptiste Toupin, Alexis Lachance, Pierre Dubeau, Joseph Paquet, and all the others.

* * *

[English]

WAR CRIMES

Ms. Elinor Caplan (Thornhill, Lib.): Mr. Speaker, I do not believe everything I read in the newspaper. However, I hope what was reported on Monday in the Toronto *Star* is correct. It was reported that tomorrow, December 12, the Minister of Justice will announce that Neal Sher will be hired as a special adviser to the war crimes unit in the Department of Justice.

S. O. 31

My constituents in the riding of Thornhill will be delighted if this report is true. Mr. Sher will be of great assistance to the Canadian government, bringing war criminals to trial in Canada. While acting as the head of the U.S. justice department's office of special investigations, he had a most impressive record of deporting war crime suspects from the United States.

Canada must not be, nor be seen as, a haven for war criminals and I am proud to say that the government of which I am a member is taking action to correct a problem that has gone on for too long. I would like to welcome Mr. Sher to Canada and I wish him success in his attempts to rid our country of people who have committed unspeakable crimes against humanity.

* * *

[Translation]

RAIL TRANSPORTATION

Mr. Guy St-Julien (Abitibi, Lib.): Mr. Speaker, once again, the Quebec premier, Lucien Bouchard, and the PQ members of the Saguenay—Lac Saint-Jean and Abitibi—Témiscamingue regions are imposing new changes on the load requirements for heavy vehicles, by allowing 25 meter long road trains, and a load increase of several thousands kilos.

It is estimated that, every day, 400 additional trucks may travel on the secondary roads of the Saguenay—Lac Saint-Jean region. People are afraid of trucks. The Quebec transport minister is the first one to admit that certain roads in the Saguenay—Lac Saint-Jean region are dangerous.

Through their silence, Lucien Bouchard, who is from Lac Saint-Jean, and the PQ members are signing the death warrant of the railway network in these rural areas, that is the short line railway for northern Quebec. A public debate must take place. Quebeckers are the only ones who should make this decision.

* * *

[English]

'Twas the Night Before Christmas

Mr. Myron Thompson (Wild Rose, Ref.): Mr. Speaker,

'Twas the night before Christmas and all of Sundre was sleeping,
Safe in the knowledge Reform's watch I was keeping.
Me and my Stetson and Art in the night,
Prepared our Sea King for a long winter's flight.

We tightened the rotors and filled it with gas,
Praying we will make it to see Preston at last.
The copter it shook and landed with a splatter,
On 24 Sussex, hey Art, grab the ladder.

We ran from the copter to the back of the house,
Past the guards and the sensors, quiet as a mouse.
The PM appeared, mad as a hatter,
Sculptures in hand, poised like a batter.

Myron and Art, he cried with delight,
Come in, come in, come in from the night.
Of course you know Herb and Sheila and Paul,
We're writing a new red book, it's due out next fall.

Our ideas are vague, disjointed and few,
Will you call Preston, he'll know what to do.
Do you think this is Christmas, Art said with a smile,
While off in the corner, I started to dial.

Preston, it's Myron, I'm with the PM,
He's turning Reform, Herb, lend me a pen.
Just as he signed Paul started to shout,
How much will this cost, our books are in doubt.

Our country's at stake, Reform is the answer
If you don't like our beef, try eating Prancer.

* * *

• (1405)

YOUNG OFFENDERS ACT

Mr. Carmen Provenzano (Sault Ste. Marie, Lib.): Mr. Speaker, what is this relatively new phenomenon of teenage group criminality that manifests itself in the commission of serious assaults and the swarming, looting and vandalism of shopping malls?

What is this deviant activity that only two weeks ago resulted in the brutal murder of a teenage girl? And what is the anti-social impulse that compelled dozens of young people to stand by idly while this innocent girl was beaten to death?

This type of behaviour is occurring with alarming frequency and violence and is no longer confined to the asphalt jungles of North America's mega cities. This type of behaviour defies comprehension and suggests an underlying desensitization and total disregard for the consequences of a criminal act.

This form of group criminality goes beyond the scope of the Young Offenders Act. It needs to be examined right now and addressed independently of the act to ensure the future well-being and safety of Canadians.

* * *

[Translation]

VIOLENCE AGAINST ABORIGINAL WOMEN

Ms. Jocelyne Girard-Bujold (Jonquière, BQ): Mr. Speaker, violence in Canada's aboriginal communities is omnipresent. It is a constant threat to the safety and the development of the full potential of aboriginal children and women.

During the hearings of the royal commission, First Nations, Inuit and Metis women said they would like to see better support services, and also alcohol and drug abuse programs that are more effective and better suited to their environment.

I urge the Liberal government to follow up on the commission's recommendation by implementing community projects and a health care system for aboriginals, in which women will have a decision making role.

These women are aware of the consequences of violence in their communities and they want to be part of the new reality, so that their physical and psychological well-being, and that of their children, will finally be protected. The federal government must take immediate action in this area.

* * *

TRIBUTE TO SOEUR LORETTE GALLANT

Ms. Claudette Bradshaw (Moncton, Lib.): Mr. Speaker, I am pleased to rise today to pay tribute to Soeur Lorette Gallant.

For the past 40 years, Soeur Lorette has been directing Les Jeunes Chanteurs de l'Acadie, a choir of young people from the Greater Moncton area. Soeur Lorette started this choir in 1957 at Beauséjour school.

Over the years, the choir became more community based. Les Jeunes Chanteurs de l'Acadie have won several provincial, national and international awards. The choir has provided many young people the opportunity to travel across Canada as well as abroad.

In 1996, Soeur Lorette was made a member of the Order of Canada in recognition of her dedication to young people and to her community.

[English]

Soeur Lorette is a remarkable person who dedicated herself to children in her community. She has helped many children over the years build a sense of respect and commitment. We are all very grateful to her for this. She is our idol.

* * *

'T WAS THE NIGHT AFTER KYOTO

Mr. Chuck Strahl (Fraser Valley, Ref.): Mr. Speaker,

'Twas the night after Kyoto, and all through the land
Not a person could tell where the Liberals stand
While the stockings are hung by the chimney with care
The Liberals claim that chimneys shouldn't be there

They say we should trust them, don't worry or fret
But Canadians feel they've been shafted, you bet
They think back to Pearson, the airport that's gone
Or the sad cancellation of the EH-101

The Somalia thing, and the Krever thing too
It's no wonder Canadians don't know what to do
The Quebec referendum, Mulroney's Airbus
And the pepper spray story they said was no fuss

S. O. 31

The fund-raising scandal where money brought grants
Was a Liberal plan till the cops said you can't
A victims first policy is replaced in the night
With a new Liberal promise—more animal rights

The postal strike problem, it was clear as a bell
It was proof, said the Libs, that the system works well
Then out in the land there arose such a clatter
The spin doctors asked themselves, what is the matter?

Our patronage system is working just fine
Every Liberal job we give is one of a kind
Could it be they detect that our Grit arrogance
Has now reached such proportion it causes offence?

The Liberals are famous for taking, not giving
They're year round examples that Scrooge is still living

* * *

[Translation]

ECONOMIC AND SOCIAL PROGRAMS

Mr. Yvon Charbonneau (Anjou—Rivière-des-Prairies, Lib.): Mr. Speaker, with the Canadian first ministers conference just hours away, the PQ government went all out by asking the federal government to freeze its spending in various economic and social programs.

• (1410)

The PQ's political goals are clear: to derail any plans for federal-provincial co-operation regarding the future of Canada.

The Parti Québécois is carrying on its irresponsible referendum battle, inviting the Canadian government to abandon its responsibilities to the people of Canada, something our government is obviously not prepared to do.

We made a vital commitment to the people of Canada in the last election campaign to improve their quality of life. Giving in to threats by a sovereignist provincial government, whose sole purpose is to break up the country, is out of the question.

If the Parti Québécois is serious about taking Quebec out of Canada and will not agree to full and frank discussion, it should call an election in Quebec and let the people know what their future will be after separation.

* * *

[English]

CAPE TORMENTINE

Ms. Angela Vautour (Beauséjour—Petitcodiac, NDP): Mr. Speaker, the federal government has abandoned the once prosperous community of Cape Tormentine.

Upon completion of the fixed link, the ferry service from the village of Cape Tormentine to Prince Edward Island ceased. The village lost not only the ferry but its prosperity as well.

Oral Questions

Hope was to be restored with the announcement of new money under the Cape Tormentine redevelopment program. The federal government pledged \$1.8 million to help offset the closure of Maritime Atlantic's terminal.

The program turned out to be nothing but a series of empty promises. Why is it? Perhaps because the provincial government had already exhausted half the funds allocated to the program.

This government is subsidizing the New Brunswick provincial Liberal's byelection campaign by pick-pocketing ACOA funds in order to finance projects for the department of agriculture and the department of economic development and tourism.

I demand that the minister ensure that the money supposed to go to the Cape Tormentine area gets to the people who need it. They have suffered long enough.

* * *

“LET US SPEND”

Mrs. Elsie Wayne (Saint John, PC): Mr. Speaker,

Unemployment rates are frightful
Inside the Grits feel delightful
They say stop the cuts and then

Some hon. members: Let us spend, let us spend, let us spend.

Mrs. Elsie Wayne:

The Grits say we need to buy some votes back
We must reward some old hacks
The jobless can wait till then

Some hon. members: Let us spend, let us spend, let us spend.

Mrs. Elsie Wayne:

The Grits say, when we finally balance the books
These same books we can cook
And if Canadians hold on tight
We'll give them a great big tax hike

The Tories made it easy
Free Trade is not so sleazy
So we'll take the credit and then

Some hon. members: Let us spend, let us spend, let us spend.

* * *

[Translation]

CULTURAL AND SPORTING EVENTS IN THE MAURICIE

Mr. Yves Rocheleau (Trois-Rivières, BQ): Mr. Speaker, once again the Mauricie region has to mobilize against this government.

Greater Trois-Rivières decries the inertia of the Liberals, who have forced the tobacco companies to withdraw their support for cultural and sporting events next fall, thus threatening the survival of the Trois-Rivières grand prix.

However, on the eve of the election, Mr. Dingwall, Minister of Health at the time, announced his intention to introduce amendments. In a letter to car race organizers, he wrote, and I quote “I want it to be clear that, before the end of 1997, we will have time to introduce amendments in Parliament”.

This government abused the trust of the people of Quebec and of the Mauricie region.

The Trois-Rivières grand prix means \$10 million in economic benefits, but more importantly it is an opportunity for pride that unites our people behind an activity that gives them international recognition. We want to develop this event, not just to have it survive. This is why we demand the government honour the commitment it made before the last election.

* * *

[English]

SPEAKER'S WORKSHOP

Ms. Marlene Catterall (Ottawa West—Nepean, Lib.): Mr. Speaker, on behalf of all members of Parliament I want to thank the little elves of parliament who sit at your feet ready to scurry to meet our every need.

I also want to thank the reindeer with their little green sleigh who drive us around Parliament Hill.

[Translation]

I also want to thank the angels posted at every door and in the corridors who look after our security and the beavers in the far corners of these buildings who help us to do our job.

[English]

And you, Mr. Speaker, Mr. Santa Claus pardon me, who sits benevolently in your big chair to make sure that we are all good little girls and boys.

Finally, to all Canadians who have given us the privilege of serving the history of this country, nos meilleurs vœux du temps des Fêtes.

Happy 1998 and thank you all.

ORAL QUESTION PERIOD

● (1415)

[English]

THE ENVIRONMENT

Mr. Preston Manning (Leader of the Opposition, Ref.): Mr. Speaker, yesterday the environment minister signed the Kyoto deal. That means that Canada is committed to drastic cuts in economic activity.

Canadians now want answers on how much this will cost in terms of lost jobs and higher taxes, but the government refuses to

Oral Questions

answer. It just keeps saying “We don’t know, so tell us your position” or the biggest whopper of all is “We don’t know but it is probably cheaper to sign than not to sign”.

Tonight when the Prime Minister meets the premiers and they ask how much does Kyoto cost, does the government really think the premiers will buy these whoppers?

Hon. Herb Gray (Deputy Prime Minister, Lib.): Mr. Speaker, the Reform Party still has not made up its mind whether climate change is a problem. Until it does, it has no credibility with Canadians. It should go back home over the holidays and figure out what it wants to do.

Mr. Preston Manning (Leader of the Opposition, Ref.): Mr. Speaker, Reform wants a balanced approach on this issue. It is the government that will not provide the economic side.

The premiers know that the cost of Kyoto could be thousands of lost jobs and even a 35¢ a litre jump at the pump. The Prime Minister lost the support of British Columbia, Alberta and Saskatchewan before the government went to Kyoto and now Ontario says it will not go along.

How can the government possibly expect to implement this agreement and force it on these premiers when it has alienated at least four of them?

Hon. Herb Gray (Deputy Prime Minister, Lib.): Mr. Speaker, we believe that we made a good deal for Canadians on both environmental and economic grounds and we believe that as we discuss this with the premiers, they will join in the plan to make sure that the economy not only is not hurt by the Kyoto deal but will benefit from it.

Unlike the Reform Party, we have confidence in the ability of Canadians to develop and apply technologies not only to deal with global warming but also to advance our economy and to advance the position of the world.

Mr. Preston Manning (Leader of the Opposition, Ref.): That is meaningless smog, Mr. Speaker.

A month ago Ottawa and the premiers agreed on a united position for Kyoto. Since then the Prime Minister unilaterally changed his position twice and the position that was signed at Kyoto is a different position again.

Why should other countries believe the Prime Minister will keep his promises at Kyoto when he does not keep his promises to the premiers of Canada?

Hon. Herb Gray (Deputy Prime Minister, Lib.): Mr. Speaker, the Prime Minister took into account the views of the provincial premiers. Provincial ministers were present as part of the negotiations.

I ask the Leader of the Reform Party, why should the people of Canada believe him when he cannot even say what his position is and what should be done about the issue of global warming?

Miss Deborah Grey (Edmonton North, Ref.): Mr. Speaker, Canadians woke up and asked themselves today, just what is this Kyoto deal all about. Now we know what it is about. It is a fancy photo op with some headlines.

In fact, the Kyoto deal is not even worth the recycled paper that it is printed on. The Prime Minister flip-flopped so many times about this that the provinces are refusing to implement the deal.

How can the government prove today that this Kyoto deal is not just a Rio repeat?

Hon. Herb Gray (Deputy Prime Minister, Lib.): Mr. Speaker, we cannot talk about people being in the House and so on, but I would say that from what I see of the Reform House leader there is a real improvement in his hairdo and perhaps the Leader of the Reform Party ought to go to the same barber.

Miss Deborah Grey (Edmonton North, Ref.): Mr. Speaker, we will not comment about hair, but we will comment about the Kyoto deal.

The premiers have said the deal is dead and it is going absolutely nowhere. They know that the deal could lead to thousands of job losses and a 35¢ jump at the pumps for gas.

At the end of the day the environment has not been helped and neither has the economy, so we are no further ahead on this.

Let me ask the government, someone who will answer a question finally about Kyoto.

• (1420)

Why did this government let itself get swept away by an environmental Meech Lake sequel?

Hon. Herb Gray (Deputy Prime Minister, Lib.): Mr. Speaker, we believe that Canada has worked out a good deal in negotiating with the other countries. It is a deal that is good for the world. Above all, it is good for Canada in terms of balancing our economic and environmental interests.

If the hon. member thinks this was only a photo opportunity, why should she worry about its effect on Canadians?

* * *

[Translation]

FISCAL DIVIDEND

Mr. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Mr. Speaker, the premiers are unanimous that the federal government should stop spending on new programs in provincial areas of jurisdiction.

Judging by the panic of the federal ministers of finance and intergovernmental affairs yesterday, Quebec and the provinces have hit a nerve.

Oral Questions

Will the Minister of Finance admit that, through its arrogant and narrow attitude, his government is cutting itself off, when it is his government, the federal government, that has the furthest to go to find common ground with the provinces?

Hon. Paul Martin (Minister of Finance, Lib.): Mr. Speaker, the leader of the Bloc Québécois has only to look at the areas in which we have invested. The first thing the government did was to put \$1.5 billion into the Canada social transfer, and it did so at the request of the provinces. We invested \$850 million, to be matched by a similar amount in a second stage, according to the Minister of Human Resources Development, at the request of the provinces. We invested in infrastructures at the request of the provinces.

A look at what the Canadian government has done—

The Speaker: The hon. member for Laurier—Sainte-Marie.

Mr. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Mr. Speaker, the Minister of Finance is again telling us that he invested \$6 billion in just a few years when, instead of cutting \$48 billion, he cut \$42 billion. His math is interesting.

My question is how can the federal government still claim to have the monopoly on being able to interpret what the public is thinking, and why, with the provinces unanimous, is it once again the federal government alone that is right about what to do with the fiscal dividend?

Hon. Paul Martin (Minister of Finance, Lib.): Mr. Speaker, the member talks about unanimity. When we look at the initiative of the Minister of Human Resources Development with respect to the national child benefit, the provinces were certainly all for that. When we look at the infrastructure program, that was at the request of the provinces.

So, if the member wants to talk about unanimity, he should have been with me at the meeting of finance ministers. He would have seen that the priorities of the Canadian government, the priorities of the provinces, and the priorities of Canadians are the same: child poverty, health, training, human resources, research and development. The priority is to build the future.

Mr. Pierre Brien (Témiscamingue, BQ): Mr. Speaker, my question is for the Minister of Finance. All the evidence points to the fact that the federal government cannot resist the temptation to sprinkle the anticipated fiscal dividend here and there, despite the consensus of the provinces.

If the federal government has that much difficulty resisting temptation, is it not because it is constantly seeking to justify its existence and sees going over the heads of the provinces and delivering services directly to the population as an easy way of doing so?

Hon. Paul Martin (Minister of Finance, Lib.): Mr. Speaker, the role of the Canadian government is to protect the national interest and it is our intention to do so.

Mr. Pierre Brien (Témiscamingue, BQ): Mr. Speaker, from the minister's replies it is obvious that the dice were stacked from the start, the decisions have already been made, and if the provinces do not bow to the federal government's point of view, the conference will be a failure.

In that case, what is the point of the provincial premiers coming to Ottawa?

Hon. Stéphane Dion (President of the Queen's Privy Council for Canada and Minister of Intergovernmental Affairs, Lib.): Mr. Speaker, Canada is one of the most decentralized federations in the world.

Some hon. members: Oh, oh!

Hon. Stéphane Dion: The Canadian government fulfils its responsibilities and it will do so in conjunction with the provinces in the social field, for this requires us to work together. We have one of the most generous social systems in the world, and if it is successful, it is because we are working together. That is why they have come today, to strengthen our concerted efforts.

* * *

[English]

EDUCATION

Ms. Alexa McDonough (Halifax, NDP): Mr. Speaker, the average university graduate in Canada today goes out into the world with high hopes and high debt.

Yesterday the Prime Minister said he is ready to reinvest in Canada's young people. Does that mean he is ready to abolish the death sentence being imposed on students? Will he reinvest the \$1.4 billion in education cuts and ensure that there is a student assistance program that provides grants based on students' economic needs?

• (1425)

Hon. Pierre S. Pettigrew (Minister of Human Resources Development, Lib.): Mr. Speaker, we on this side of the House are well aware of the difficult situation faced by a growing number of students in this country. We began to tackle this situation in the budget of last year. The Minister of Finance is helping parents to save money toward education. He has increased the interest relief period for student loans.

A few weeks ago I held in Ottawa the first ever conference of stakeholders on this very subject. Many very good propositions were made to us.

Oral Questions

Ms. Alexa McDonough (Halifax, NDP): Mr. Speaker, there are a lot of parents who do not have money to save. Government cuts have forced many university students to play tuition roulette. They are hoping the wheel stops on a number they can afford. Luck should never determine anyone's chance for an education.

Is the Prime Minister ready to stop the tuition roulette wheel? Will he work with the premiers to freeze tuitions until accessibility becomes a national standard in this country?

Hon. Pierre S. Pettigrew (Minister of Human Resources Development, Lib.): Mr. Speaker, we have direct grants to students in need and we will continue to build on the system we have. The leader of the NDP is asking us to set tuition fees, which is a provincial jurisdiction, and we respect provincial jurisdictions in this country.

* * *

FEDERAL-PROVINCIAL RELATIONS

Hon. Jean J. Charest (Sherbrooke, PC): Mr. Speaker, in the years leading up to this first ministers conference the provincial governments have been saying that rather than having unilateral decisions by Ottawa in areas of shared jurisdiction, there should be agreed upon national standards. Rather than having unilateral cuts from Ottawa there should be a shared funding agreement and rather than having unilateral sanctions from Ottawa, there should be shared mechanisms for some of the conflicts.

Will the minister or the government agree today that it is now time for a new agreement, a new approach, a national covenant between the provinces and the federal government?

Hon. Herb Gray (Deputy Prime Minister, Lib.): Mr. Speaker, we want to work in partnership with the provinces in the interests of all Canadians. For that purpose we not only need a partnership, we need national leadership.

Hon. Jean J. Charest (Sherbrooke, PC): Mr. Speaker, we hope that leadership would happen in all areas. Let us start with youth employment. I do not think national leadership would be qualified as setting a full half hour aside to discuss youth unemployment at a first ministers conference.

The government has since admitted that it has no new ideas, no new plans. Could we reiterate today the demand made by the unions, all the business groups in the country and now the provinces that the government decrease EI premiums to \$2 to allow young Canadians to get back to work? Exercise leadership.

Hon. Paul Martin (Minister of Finance, Lib.): Mr. Speaker, we already cut EI premiums this year by \$1.4 billion. Let me simply say to the hon. member that for the 10 years the Conservative government was in power the provinces asked if there could be shared co-operation in the administration of the tax system. Year after year the Conservatives said "we won't co-operate".

My colleague, the Minister of National Revenue, and I met with the provinces and we are putting in place a new era. The minister of finance from Alberta stood up in the Alberta House and said that he was delighted to see the way in which the federal government was working with the provinces.

* * *

SEARCH AND RESCUE

Mr. Art Hanger (Calgary Northeast, Ref.): Mr. Speaker, we can all learn lessons from the terrible plane crash that occurred in Manitoba. It is painfully obvious to the public and to this House that we need search and rescue helicopters now. Why do we not have them? Because of a squabble taking place between the Department of National Defence and the cabinet.

I ask the Prime Minister this. How long is the Prime Minister going to allow a cabinet squabble to interfere with the safety of Canadians?

Hon. Arthur C. Eggleton (Minister of National Defence, Lib.): Mr. Speaker, that is totally incorrect. We should first recognize the tragedy that occurred in Little Grand Rapids, Manitoba. We should indicate our sympathy with the families of the people who lost their lives. We should indicate our thanks to the people in the community who put out a great effort to try to help the victims. Finally, we should thank the search and rescue personnel who brought out 13 survivors from the crash.

• (1430)

This has nothing to do with the matter of purchasing new helicopters. Yes, we need new helicopters, but our search and rescue did its job.

Mr. Art Hanger (Calgary Northeast, Ref.): Mr. Speaker, it has everything to do with search and rescue helicopters, machines the military can use so that it can do its job.

We all know why the cabinet is in turmoil over this issue. It spent four years. It spent half a billion dollars and risked the lives of troops and of Canadians. Military experts long ago informed them which helicopter is the best. They are just trying to save political face.

Would the prime minister set aside his petty political concerns, do what is right for public safety and announce a helicopter deal today?

Hon. Arthur C. Eggleton (Minister of National Defence, Lib.): Mr. Speaker, that is absolute nonsense. The government is committed to getting a helicopter that will meet our operational needs and that will provide good value for the Canadian taxpayers and to doing it as soon as we possibly can.

It is a serious matter of getting the right helicopter for the purposes of search and rescue of Canadians. We want to make sure the right decision is made and will make it as soon as we can.

Oral Questions

[Translation]

BUDGET SURPLUS

Mr. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Mr. Speaker, we have heard the Minister of Finance state on a number of occasions this week that any fiscal dividend arising from a federal budget surplus does not belong to any government, it belongs to the people of Canada.

If indeed any budget surplus belongs to all Canadians and not to any government, why is he acting as if he alone had the power to decide what use to make of it?

Hon. Paul Martin (Minister of Finance, Lib.): Mr. Speaker, prebudget consultations were held in every province of the country. My colleague, the Minister of Intergovernmental Affairs, indicated that there had been an election in which the anticipated surplus was certainly discussed. It should be pointed out that, when I met with my finance counterparts this week, the use to be made of these surpluses was discussed.

We are working in perfect co-operation with the provinces.

Mr. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Mr. Speaker, one the reasons the federal deficit got so huge is precisely the federal government's excessive spending in areas under provincial jurisdiction.

With the Liberal government acting the way it is, can we not conclude that it did not get the message and that, now that a surplus is in sight, it is set to make the exact same mistake and fall back into the same old ways? Once a Liberal, always a Liberal.

Hon. Paul Martin (Minister of Finance, Lib.): Mr. Speaker, we have very clearly expressed our intention to use surpluses to reduce taxes and the national debt and to invest in areas where Canadians have the greatest needs.

* * *

[English]

TAXATION

Mr. Monte Solberg (Medicine Hat, Ref.): Mr. Speaker, yesterday, Quebec's separatist premier asked that 75% of the surplus be devoted to lowering federal income taxes.

[Translation]

Finally, we have found something that can unite Canadians from coast to coast.

[English]

We know reducing taxes is the fair and humane thing to do. We know it will help unite the country. Why is the finance minister opposed to helping Canadians by lowering taxes? Why not do it?

Hon. Paul Martin (Minister of Finance, Lib.): Mr. Speaker, yesterday the Premier of Quebec suggested that 100% of any

surplus be used to reduce taxes and that none of it be used to reduce debt. We know that the Reform Party has said that 35% of the surplus should be used to reduce debt. The position I took yesterday was that some of it should go to reducing debt.

The real issue is why the Reform Party engaged in petty partisan politics, threw its principles over and last night said that it no longer should be used to reduce debt. Why did the Reform Party give up on what it believes?

Mr. Monte Solberg (Medicine Hat, Ref.): Mr. Speaker, as usual the finance minister is awfully confused about where the Reform Party stands with Canadians and about putting debt as the first priority. We want to pay down more debt.

Canadians of both official languages, federalists and separatists, want to deal with the tax problem. That is the point the finance minister is missing. Canadians have mortgages to pay. They have to pay for groceries. They want more tax dollars left in their pockets.

• (1435)

Why does the finance minister think he can spend Canadians' money better than they can?

Hon. Paul Martin (Minister of Finance, Lib.): Mr. Speaker, the real issue is why the Reform Party's finance critic is saying one thing last night and another thing today. He sold out his principles for petty partisan reasons.

Let me make it very clear and tell where we draw the line with the Reform Party. The Liberal government stands for the national interest. We will speak for the national interest and for the interest of Canadians, which means we will invest where they require it. We will cut taxes and pay down the debt, but we will not sell our principles for a mess of pottage some night because some separatist premier said something.

* * *

[Translation]

VICTORIA BRIDGE

Mr. Michel Guimond (Beauport—Montmorency—Orléans, BQ): Mr. Speaker, because of a dispute between the federal government and Canadian National, the Victoria Bridge in Montreal could soon be closed.

The issue is the splitting of the renovation costs between the federal government and CN, and we learned that CN refuses to submit the dispute to commercial arbitration.

My question is for the Minister of Transport. Does the minister realize that tens of thousands of drivers in the Montreal region are being held to ransom because the federal government cannot reach an agreement with CN?

Oral Questions

Hon. David M. Collenette (Minister of Transport, Lib.): Mr. Speaker, Transport Canada first learned in 1994 that CN intended to repair the Victoria Bridge, instead of building a new facility.

CN had said that repairs to the road section would not begin until next year. The closing of the bridge was never discussed with CN in our negotiations to find a solution to the financing of the project before work begins.

Mr. Michel Guimond (Beauport—Montmorency—Orléans, BQ): Mr. Speaker, I remind the minister that the Victoria Bridge has been due for repairs for six years and that the longer we wait, the costlier it gets.

Does the minister intend to use his powers under the legislation so that the bridge will be repaired to make it perfectly safe for motor traffic?

[English]

Hon. David M. Collenette (Minister of Transport, Lib.): Mr. Speaker, it is unfortunate it was only three weeks ago that CN came to us and said that we should pay for the cost of the repairs. Otherwise the bridge would be closed to all traffic on March 1. That is why we replied by saying we would offer commercial arbitration.

We hope CN will accept that and then the money will be available for the repairs. In the meantime, not to inconvenience all those people who we are concerned about in Montreal, the repairs could go ahead. I asked CN to accept a commercial arbitrator.

* * *

TAXATION

Mr. Gerry Ritz (Battlefords—Lloydminster, Ref.): Mr. Speaker, if we could figure out some way to tax the finance minister's overblown rhetoric we would be out of debt by January 1, 1998.

Canadian families have seen their after tax incomes shrink by over \$3,000 since 1993. Frankly Canadians have had enough. Eighty-two per cent of them have made it abundantly clear that they could spend smarter than the government.

Why does the finance minister continue to think he can spend Canadians' money smarter than they can?

Hon. Paul Martin (Minister of Finance, Lib.): Mr. Speaker, does the hon. member think that talking for the national interest in the national parliament is overblown rhetoric? Does he think that talking about narrow sectoral interests or pitting one region of the country against another is what he was elected to do?

I will stand in the House and talk for those people who need the playing field levelled. I will talk for those Canadians who require

help. I will talk for the people who want to invest in the future because that is what we were elected to do.

Mr. Gerry Ritz (Battlefords—Lloydminster, Ref.): Mr. Speaker, the fact is that this finance minister takes his marching orders from his cabinet and special interest groups and not from Canadian taxpayers.

Canadians are paying more in taxes than they are for food, shelter and clothing combined. Average families are paying \$21,000 in taxes and only \$17,000 for food, shelter and clothing. That is a \$4,000 shortfall.

The minister and the government talk of balance. Where is the balance in forcing Canadians to pay more for taxes than for food, shelter and clothing?

Hon. Paul Martin (Minister of Finance, Lib.): Mr. Speaker, let us take a look at those special interest groups that we speak for.

They happen to be poor Canadians, young Canadian families, aboriginal Canadians, Canadians who want to invest in research and development to build a stronger economy, Canadians who live in Atlantic Canada, Canadians who do not want to see their equalization payments cut, senior Canadians who do not want to see their pensions cut, and Canadians who believe in medicare. If that hon. member thinks those Canadians are special interest groups then, yes, we will speak for them.

* * *

● (1440)

[Translation]

SPIRIT OF COLUMBUS PLATFORM

Mr. Antoine Dubé (Lévis, BQ): Mr. Speaker, my question is for the Minister of International Trade. For more than a year now, Davie Industries Inc. of Lévis has been awaiting a response from the Export Development Corporation guaranteeing funding for the Spirit of Columbus platform.

Given that retrofitting work on the Spirit of Columbus platform has been under way for four months now, when will the federal government respond to the application of Davie Industries? When?

Hon. Sergio Marchi (Minister for International Trade, Lib.): Mr. Speaker, I spoke with Mr. Landry some months ago. I directed the EDC to speak with the Quebec SDI. Meetings were held. I have spoken with the MIL-Davie union president.

The federal government feels this is a very important undertaking. I respect the recommendations made by the EDC and the SDI on behalf of the governments of Quebec and of Canada.

Oral Questions

[English]

APEC SUMMIT

Mr. Grant McNally (Dewdney—Alouette, Ref.): Mr. Speaker, at the APEC summit in Vancouver university student Craig Jones stood on his dormitory lawn and quietly held up a sign that read "Free Speech". For this he was wrestled to the ground by police and held for 14 hours.

We all know this is of no concern to Sergeant Pepper's crew over there, but I have a question for the government. What involvement did the prime minister's office have in directing the RCMP security operations at the APEC summit?

Hon. Andy Scott (Solicitor General of Canada, Lib.): Mr. Speaker, I am pleased to have the opportunity to advise the House that the public complaints commission is conducting an inquiry into this matter. We are awaiting the outcome of that inquiry in the interest of all Canadians.

* * *

REFUGEES

Mr. Deepak Ohrai (Calgary East, Ref.): Mr. Speaker, last week the auditor general stated that he "deplores the fact that it takes on average more than two and a half years to settle a refugee claim". Today 38,000 refugees have their lives on hold as they wait to have their claims heard.

The fact of the matter is that the auditor general has been calling for an overhaul of the minister's department for the last 10 years. Now another promise has been made.

Will the minister commit today to the urgent implementation of the auditor general's recommendation?

[Translation]

Hon. Lucienne Robillard (Minister of Citizenship and Immigration, Lib.): Mr. Speaker, I have said that I was favourable to the auditor general's conclusion that an in-depth review of the refugee determination process was necessary, and that is what we are going to do.

* * *

[English]

VETERANS AFFAIRS

Mrs. Karen Redman (Kitchener Centre, Lib.): Mr. Speaker, my question is for the Minister of Veterans Affairs.

I have been hearing from veterans in my riding who are eligible for pensions but are having to wait months and even years before receiving them.

Could the minister indicate to the House whether his department can cut the red tape, as promised in the 1995 pension reform bill?

Hon. Fred Mifflin (Minister of Veterans Affairs and Secretary of State (Atlantic Canada Opportunities Agency), Lib.): Mr. Speaker, in response to the hon. member's question, the government made a commitment two years ago to considerably reduce the turnaround time.

I am pleased to report to the House that as a result of the passage of the pension reform legislation and as a result of the tremendous efforts of veterans affairs staff, veterans groups and improved technology, we have improved it considerably in two years. In fact we have reduced it by half.

It is another concrete example of the work the government does on behalf of all Canada's veterans.

* * *

APEC SUMMIT

Mr. Svend J. Robinson (Burnaby—Douglas, NDP): Mr. Speaker, my question is for the Minister of Foreign Affairs and it concerns the recent APEC summit in Vancouver.

Today we learned that the Prime Minister's office muscled UBC and the RCMP into moving protesters out of sight and sound of the APEC leaders.

● (1445)

In view of the the PMO's police state tactics of silencing aboriginal rights speakers, pepper spraying protesters and overturning UBC-RCMP agreements, will the government now order a full independent inquiry, not an independent inquiry into the RCMP, but into the role of the PMO in these tactics which are more appropriate to a dictatorial third world thug?

The Speaker: The rhetoric is getting a little bit higher. I am going to permit the solicitor general to answer if he wishes.

Hon. Andy Scott (Solicitor General of Canada, Lib.): Mr. Speaker, as I already informed the House, the Public Complaints Commission announced yesterday that it is going to do a review of the incident. I think it is in the interest of all Canadians to get to the bottom of it. I look forward to its review.

* * *

SEARCH AND RESCUE

Ms. Bev Desjarlais (Churchill, NDP): Mr. Speaker, the Reform Party leader cynically manipulated a serious aircraft tragedy by linking it to the need for new helicopters.

In fact, the 24 hour wait endured by the victims was the result of botched decision making by search and rescue operations. A pilot

in a privately chartered helicopter claimed that he followed Transport Canada guidelines while landing at the crash site.

Can the minister of defence tell us why his department failed to enlist locally available helicopters in this rescue as was the case in the Red River flood?

Hon. Arthur C. Eggleton (Minister of National Defence, Lib.): Mr. Speaker, the Canadian forces aircraft went in as soon as it possibly could. The weather conditions were terrible. Yes, a helicopter did get in about an hour and a half before our Hercules got on the ground, but only by getting underneath the ceiling and doing it at considerable risk.

I did not say that anybody broke rules. That is a point for the Transportation Safety Board to determine in its investigation of the matter. Certainly it was done at considerable risk.

Our people got in there as quickly as they could and they did in fact perform the rescue.

Mr. Gilles Bernier (Tobique—Mactaquac, PC): Mr. Speaker, information has come to us that there was a meeting of the inner cabinet last Thursday at which the decision was taken to choose the EH-101. That information was subsequently leaked to the other bidders before it was announced to the full cabinet.

When the Prime Minister learned about this, we were told that he hit the roof. He even asked the officials to leave the cabinet room and put the entire process on hold until further notice. Can the defence minister confirm this?

Hon. Arthur C. Eggleton (Minister of National Defence, Lib.): Mr. Speaker, we are moving as quickly as we can on the purchase of necessary search and rescue helicopters.

Mr. Gilles Bernier (Tobique—Mactaquac, PC): Mr. Speaker, what is very clear is that this minister has tainted the entire process by his dithering. Well, time is up. In 25 days all four helicopter bids expire. If that happens, the defence minister will have to restart the process at a cost of millions of dollars.

What is the minister going to do? Is he going to try to sneak this announcement by Canadians on Christmas Eve, or will he have to start the process all over again from scratch?

Hon. Arthur C. Eggleton (Minister of National Defence, Lib.): Mr. Speaker, it is a hypothetical question. We are dealing with the matter as quickly as possible.

We recognize the need for proper search and rescue helicopters. We have good equipment now. We have people who operate it and do an excellent job. There is no doubt that we are going to need new helicopters and we need them soon.

Oral Questions

DAIRY INDUSTRY

Mr. Alex Shepherd (Durham, Lib.): Mr. Speaker, my question is for the Minister of Agriculture and Agri-Food.

The Canadian Dairy Commission is poised to set a price increase for industrial milk. Can the minister tell this House how this pricing regime operates? Second and most important, can he assure us that the Canadian dairy industry will continue to be competitive and a productive force in the Canadian economy?

Hon. Lyle Vanclief (Minister of Agriculture and Agri-Food, Lib.): Mr. Speaker, there is no question that the Canadian dairy industry is one of the most efficient, productive and innovative industries in the world.

Since 1990, as far as the pricing of industrial milk products are concerned, the Canadian Dairy Commission in consultation with the producers, the processors and the food industry have set the support price for skim milk powder and butter. This has given the producers of industrial milk a fair return for their production and has kept the cost to the consumer of dairy products lower than the consumer price index.

* * *

COINAGE

Mr. Ken Epp (Elk Island, Ref.): Mr. Speaker, I want to know why the government is using taxpayers' money to compete with private enterprise.

The government has authorized the building of a \$30 million coin plating plant in Winnipeg in direct competition to Westaim Corporation, a firm in my riding with a 30 year record of high quality products.

• (1450)

Why is the government risking \$30 million of taxpayers' money to build a plant that will compete directly with a successful private firm?

Hon. Alfonso Gagliano (Minister of Public Works and Government Services, Lib.): Mr. Speaker, first let me tell the hon. member that Canadian taxpayers will not pay a penny. This project will be totally financed by the mint. We will also receive benefits because we will be able to pay dividends.

Most important, what the member does not know is that this decision was made to ensure that the mint would continue to have the necessary supplies. In January 1997 the supplier said that four years from now it will get out of the coinage business and therefore the mint would not have any more supplies.

Oral Questions

[Translation]

SINGER RETIREES

Mr. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ): Mr. Speaker, the former Singer employees, whose average age is over 82, have just had their first victory.

The Federal Court has just dismissed the case of the Minister of Human Resources Development, requiring it to recognize the representativity of the group of retirees and their spokespersons.

Will the minister finally stop playing the arrogant technocrat and allow this dispute to be settled by mediation, out of respect for these former workers, who have already waited far too long?

Hon. Pierre S. Pettigrew (Minister of Human Resources Development, Lib.): Mr. Speaker, the hon. member ought to know that the Federal Court acknowledged a few weeks ago, as indeed it does each time, that this could be a class action. This is nothing new and the government has not had its case dismissed, not in the least. The court itself is the one that wanted to clarify the matter of representativity.

As for the rest of the matter, it is before the courts and we have to wait for this extremely important decision.

* * *

[English]

CHILD POVERTY

Mr. Nelson Riis (Kamloops, NDP): Mr. Speaker, my question is for the Minister of Finance.

As the holiday season approaches, we know that bankers in Canada, like Scrooge, have never been more joyful. Yet there are millions of Canadians for whom Charles Dickens' *A Christmas Carol* is more than a story from the 1800s. Today there are 1.4 million Canadian children living in poverty.

Will the Minister of Finance take the children of Canada out of the 1800s? Canada deserves a finance minister who gives like Santa, not behaves like Scrooge.

Hon. Paul Martin (Minister of Finance, Lib.): Mr. Speaker, we are very concerned about the plight of Canada's children, which is why my colleagues have done so much and will continue to do so much. It is why we are now talking to the provinces about investing in the future of Canada's children. The member has raised a very important point.

The member referred to Scrooge. I look at the Leader of the Opposition and his speech yesterday. I must say that when we look at what the Reform Party would do, it would certainly scare the dickens out of you. In fact Reform would destroy Canada's great

expectations. They would leave us with a tale of two unequal cities. In fact, if they were ever elected, this House would indeed be bleak.

* * *

GUN CONTROL

Mr. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC): Mr. Speaker, this week the standing committee on justice completed its report on the firearms regulations. Many witnesses testified that the regulations will not have the effect on crime prevention and safety that we were told, but would target law-abiding citizens and create a logistical nightmare.

The Conservative Party supports effective gun legislation like Bill C-17, but this cumbersome set of regulations is a sham.

Can the Minister of Justice confirm that the department estimates of \$85 million are low and that the true cost of implementation is closer to \$500 million? And unlike her predecessor, can she give us those numbers and stand by them today?

Hon. Anne McLellan (Minister of Justice and Attorney General of Canada, Lib.): Mr. Speaker, I would refer the hon. member to the opinions of the chiefs of police, the Canadian Police Association and victims groups from all across the country. They believe this law will be effective gun control and will lead to safer and more secure communities.

I would suggest that the hon. member look to those opinions.

* * *

[Translation]

IMMIGRATION

Ms. Raymonde Folco (Laval West, Lib.): Mr. Speaker, according to the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, major increases in the number of displaced persons have led rich and poor countries to no longer accept refugees.

My question is for the Minister of Immigration. Can the minister guarantee to the House that Canada will continue to accept bona fide refugees who may be persecuted in their own country?

• (1455)

Hon. Lucienne Robillard (Minister of Citizenship and Immigration, Lib.): Yes, Mr. Speaker, Canada will continue to accept bona fide refugees who fear persecution. Canada's reputation at the international level is well established in that area, and we are very proud that our contribution was acknowledged by the UNHCR. Also, improving protection for bona fide refugees will definitely be the objective of our review of the Canadian legislation.

Tributes

[English]

SEASON'S GREETINGS

Mr. Preston Manning (Calgary Southwest, Ref.): Mr. Speaker, I have one further question for the Deputy Prime Minister.

Notwithstanding that the government has bungled this Kyoto deal, notwithstanding that it has angered half the premiers in Canada, and notwithstanding that it continued to tax Canadians to death, will the Deputy Prime Minister convey to the Prime Minister, Madame Chrétien and his colleagues the best wishes of the official opposition for the Christmas season?

Hon. Herb Gray (Deputy Prime Minister, Lib.): Mr. Speaker, while I do not accept the preamble to the hon. leader's question, even though he does not know what he is talking about when it comes not only to climate change, lowering taxes, but to helping Canadians generally, I on behalf of the Prime Minister and all the members on this side of the House would like to convey to him and his colleagues and to all Canadians a Merry Christmas and a happy, healthy and prosperous New Year.

[Translation]

Happy holidays everyone and a happy New Year.

Some hon. members: Hear, hear.

[English]

The Speaker: I am not sure if I should quit while I am ahead here. I think I will.

My colleagues, there was a House order agreed on for today. We will be taking our leave from this place for the next little while. As is customary at this time of year, I usually have a reception for all members of Parliament. This time the reception will be in room 216N and I am inviting you there for two reasons.

The first is to sign a banner wishing our Canadian athletes good luck at the 1998 Winter Olympics in Nagano. The second is just so that we can come together to wish each other personally good wishes for this time of the year. I think we are all in the right kind of mood and I hope the country is in the same mood as we are in now.

I do thank you and I wish you good holidays.

• (1500)

Order. This part of our day is finished of course, but we have other business to conduct. We are going to have tributes now to one of our colleagues whom many of us served with in this House, Mr. Tony Yanakis, who passed away a little while ago. We are going to begin the tributes. The hon. Deputy Prime Minister will lead off.

[Translation]

TRIBUTE TO THE LATE ANTONIO YANAKIS

Hon. Herb Gray (Deputy Prime Minister, Lib.): Mr. Speaker, I rise today to pay tribute to one of our former colleagues, the late Antonio Yanakis.

A former Liberal member for the riding of Berthier—Maskinongé—Lanaudière, in Quebec, he very actively represented his constituents, who renewed their confidence in him over almost 20 years.

He was always very close to his family, who has joined us today. It is therefore with sadness that we say farewell today to Antonio Yanakis, a man devoted to his constituents, who represented them in this House, a man valued by his colleagues throughout his career in this House.

On behalf of the Government of Canada, I extend my deepest condolences to his children and family.

• (1505)

[English]

Mr. Randy White (Langley—Abbotsford, Ref.): Mr. Speaker, I too would like to add my condolences on the passing of Antonio Yanakis. Mr. Yanakis was born on July 6, 1922 in Montreal. He achieved a Bachelor of Commerce at McGill University. He was very active in politics for over 20 years. He was the mayor of Ville Saint-Gabriel from 1961 to 1963 and was elected to the House of Commons in 1965.

He presented himself very well in many of the committees of this House, including the agricultural committee, forestry and crown corporations. He was a Knight of Columbus and a member of numerous service clubs in his community.

We in this House regret the passing of Antonio Yanakis and pass along our sincere regrets to his family and friends.

[Translation]

Mr. Lorne Nystrom (Qu'Appelle, NDP): Mr. Speaker, on behalf of the New Democratic Party, I would like to extend our sympathies to the family of Antonio Yanakis, who passed away a few days ago.

Mr. Yanakis was first elected in 1965 and re-elected five times. I clearly recall that Mr. Yanakis was here when I was elected in 1968, because he had just been re-elected. He went on to be re-elected in 1972, 1974, 1979 and 1980. If I remember correctly, he was the Parliamentary Secretary to the Minister of Labour at the time. He was a fine politician, who represented his constituents very well for 15 years.

I would like, once again, to extend our condolences to his family.

Privilege

Mr. André Harvey (Chicoutimi, PC): Mr. Speaker, I did not know Mr. Yanakis personally. I arrived here in 1984. As mentioned earlier, Mr. Yanakis was a member of Parliament from 1965 to 1984. He was first elected at the age of 43.

I took time to read his first speech in the House of Commons. No one will be surprised to learn that he loved his riding of Berthier—Maskinongé—Lanauidière, which he described as a region of beautiful mountains and vast forests, with hundreds of lakes where summer visitors can relax in a beautiful setting.

He also said “as you probably know, I am the first Canadian of Greek origin to be elected to the Parliament of Canada, and in an almost exclusively French Canadian riding. This would indicate that Quebec is far from displaying the fanaticism it is sometimes accused of”.

Mr. Yanakis stressed Quebec’s dynamism. He said that “the new, dynamic Quebec wants to be a leader and help shape a new and proud Canada. It is in the full respect of the rights of both official groups, anglophones and francophones, that Canadians are asking us to speak on behalf of the new Canada”.

On behalf of the Progressive-Conservative Party of Canada, and on my own behalf, I wish to offer our most sincere condolences to all those who knew Mr. Yanakis, particularly his family and friends.

The Speaker: Dear colleagues, I too would like to say a few words, because I knew Antonio Yanakis. Incidentally, his family is here with us today.

Mr. Yanakis was first elected nine years before me, and we met for the first time in 1974. We worked together until 1984. I do not really remember whether he retired at the time, or whether he was defeated. In any case, we were troopers together in the House.

[*English*]

There was a time when I was the chairman of the Liberal caucus and Tony Yanakis was the treasurer. He was the one who had to raise the money so things could go on in the caucus. I found him to be a very warm person. I found him to be very reliable.

• (1510)

I do not know that I could call myself among his closest friends, but I revelled in the fact that I knew him well. We travelled together in Geneva where he represented Canada. At that time, I was brand new to the international scene, but he was not.

Tony Yanakis I found had a warmth about him that endeared him to all of us who served with him in this House. It can be said I think fairly that after having served this country, after having served his province, after having served his municipality so well for so many years, he should be saluted by us here in this House.

He was one of us. He was a parliamentarian of Canada and you, his family who are here today, have every right to feel the pride of your father, of your father-in-law, of your real friend that all of us felt for him as a parliamentarian.

Those of us who knew him well miss him very much and we give you our most heartfelt condolences. We wish you welcome, also, to this place where he served us, where he served you and where he served Canadians for two decades. I thank you in the name of Parliament.

Some hon. members: Hear, hear.

The Speaker: I think it might be a question of privilege. I will hear it.

* * *

PRIVILEGE

DEPARTMENT OF NATIONAL REVENUE

Mr. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC): Mr. Speaker, I will leave to your capable judgment whether it is. I do raise this as a question of privilege of which I have given you notice today.

On December 8, the Department of Revenue updated its website concerning payroll deductions and has published new tables reflecting those changes proposed in Bill C-2 as if those rates were now law.

These are found at website WWW.RC.GC.ca/menuemenuH-SA.HTML. The House has passed and sent to the Senate Bill C-2, as members are well aware, which amends the law respecting the Canada pension plan.

To date, no message has been received from the Senate concerning the passage of this bill. The Senate is capable of protecting its own privilege in this case, however the House is also seized with the issue since the content of Bill C-2 is not settled until both Houses have agreed on the final content and royal assent has been granted.

It is still open to the Senate to remit this bill to the House for consideration of amendments, including the alteration of those matters that the government is publishing as though they are now law.

By publishing these tables before the enactment of Bill C-2, the government seeks to preclude this House from any consideration of amendments that the Senate might remit as a result of its deliberations. I submit that this constitutes a contempt of the Parliament of Canada.

I draw the Speaker’s attention to page 226 of the second edition of Maingot’s *Parliamentary Privilege in Canada* which states:

Contempt cannot be codified: Contempt has no limits.

This is why it is said that the “privileges” of the House cannot be exhaustively codified; there are many acts or omissions that might occur where the House would feel compelled to find that a contempt has taken place, even though such acts or omissions do not amount to an attack on or disregard for any of the enumerated rights and immunities.

Further on the same page, it states as follows:

As a Speaker said, “—the dimension of contempt of Parliament is such that the House will not be constrained in finding a breach of privilege of Members, or of the House. This is precisely the reason that, while our privileges are defined, contempt of the House has no limits.

When new ways are found to interfere with our proceedings, so too will the House, in appropriate cases, be able to find that a contempt of the House has occurred.

Mr. Speaker, you will also want to refer to the ruling of Speaker Fraser on October 10, 1989. At that time, the Speaker warned the government that he would not treat similar situations lightly.

Mr. Speaker, you yourself have made a similar ruling at least twice in this session.

• (1515)

Mr. Speaker, it is my submission to you that the time has come for the Chair to adopt the doctrine set out at page 227 of Maingot:

In the final analysis, in areas of doubt, the Speaker asks simply: Does the act complained of appear at first sight to be a breach of privilege—or, to put it shortly, has the Member an arguable point? If the Speaker feels any doubt on the question, he should leave it to the House.

Mr. Speaker, I will not abuse the time of this House. The precedents are before you and are known to you and indeed in this Parliament you have dealt with this issue, I would suggest. Your ruling cautioned the officials of the Department of Finance in that instance. Now I would suggest the disease has spread to the department of revenue. Obviously your admonition has carried little weight with the government and those public officials concerned with the electronic publication of this table at the web site which I have placed before you.

This matter should be put to the House through Mr. Speaker and considered as an abuse of Parliament by this government.

Hon. Herb Gray (Deputy Prime Minister, Lib.): Mr. Speaker, the hon. House leader for the Conservative Party has raised an interesting point. However, I would suggest that you reserve judgment on this point until you are able to hear from the minister in question or his parliamentary secretary. They are not in the House at the present time.

Also, I might observe that Bill C-2 arises out of an agreement between the Government of Canada and at least eight of the provinces, published and made known before the legislation was brought forward in this House. I do not think anybody has ever suggested that under these circumstances information arising out of or from the agreement between the federal government and the provinces being made known to the public constitutes a breach of

Privilege

privilege because it comes forward before the implementing legislation has become law in totality.

Furthermore, I would like to suggest that if in its wisdom the other place decides to amend Bill C-2, frankly the hon. member has not made out a case as to why the web site in question would in any way prevent the other place from amending the bill and sending it back here for our consideration.

Finally, Mr. Speaker, I invite you to consider, whatever the weight of the hon. member’s argument, whether you can act on the matter because he did not, as far as I could hear, end his intervention by offering to move or in fact moving the appropriate motion.

The Speaker: I thank both the hon. member for Pictou—Antigonish—Guysborough and the Deputy Prime Minister for their views on this question of privilege.

The hon. member for Pictou—Antigonish—Guysborough brings up points that were raised earlier in the year. I have ruled on matters similar to this one. However, I want to take the advice of the Deputy Prime Minister in this regard. I would like to hear from the minister involved in this question of privilege. I am going to reserve judgment on this until I can get more information.

In any case, as far as I know, this is our last day of business here today, which I think is official now. I will have a look at all the information that I can gather between now and our return to Parliament. At that time, if it is necessary, I will come back to the House with a decision after I have gleaned enough information about it.

Mr. Peter Adams (Parliamentary Secretary to Leader of the Government in the House of Commons, Lib.): Mr. Speaker, I request unanimous consent to present two travel motions.

The Speaker: Does the hon. member have permission to put a question to unanimous consent?

Some hon. members: No.

The Speaker: The answer is no.

Mr. Peter Adams: Mr. Speaker, as this is the last day, I would like to request unanimous consent that the member for Notre-Dame-de-Grâce—Lachine present the motion.

• (1520)

Mr. John Nunziata (York South—Weston, Ind.): Mr. Speaker, there has been an attempt to put some motions before the House and members do not have a copy of the motions or any understanding of what they are all about. We can hardly give unanimous consent if we do not know what we are giving unanimous consent to.

The Speaker: The hon. member for York South—Weston is correct. With regard to the request made by the parliamentary secretary, it is not necessary. If the hon. member for Notre-Dame-

Routine Proceedings

de-Grâce—Lachine wishes to ask this House for unanimous consent for whatever it is, that is her right and I recognize the hon. member for Notre-Dame-de-Grâce—Lachine.

[*Translation*]

Ms. Marlene Jennings: Mr. Speaker, I move: That article 15 of the Canadian Charter of Rights—

[*English*]

The Speaker: First you have to get permission. You are asking permission to have unanimous consent?

Ms. Marlene Jennings: Mr. Speaker, I ask for the unanimous consent of the House to put a motion in the House today.

The Speaker: Does the hon. member have unanimous consent to put a motion?

Some hon. members: No.

The Speaker: The answer is no.

ROUTINE PROCEEDINGS

[*English*]

COMMITTEES OF THE HOUSE

NATIONAL DEFENCE AND VETERANS AFFAIRS

Mr. Paul Szabo (Mississauga South, Lib.) moved:

That in relation to its study of social and economic challenges facing members of the Canadian forces, the Standing Committee on National Defence and Veterans Affairs be authorized to travel to western Canada from January 25 to 31, 1998, and that the necessary staff do accompany the committee.

The Speaker: I take it the hon. member seeks unanimous consent to put the motion. Does the hon. member have unanimous consent to put a motion before this House?

Some hon. members: Agreed.

(Motion agreed to)

Mr. Paul Szabo (Mississauga South, Lib.): Mr. Speaker, in the spirit of the Christmas season, I ask for the consent of the House to present a very similar motion to the one just presented.

The Speaker: Does the hon. member have the unanimous consent of the House to put another motion?

An hon. member: No.

The Speaker: All we are asking for at this point is unanimous consent to put the motion. After that we will hear what the motion is.

Does the hon. member have the unanimous consent of the House to put the motion?

Some hon. members: Agreed.

Mr. John Nunziata (York South—Weston, Ind.): Mr. Speaker, I rise on a point of order. My understanding of the rules is that once the motion is put, a debate should ensue.

It seems to me the government has mismanaged the agenda to the point where it is trying to get unanimous consent to run through this House on the last day of sitting a number of measures for which it requires consent. At the very least, the government could grant us the courtesy of advising members of the opposition what these motions are all about.

I have no difficulty giving consent to having these motions carry. However, at the very least I would like to see what I am voting on in advance.

The Speaker: In order to facilitate matters in the House, perhaps what I will do is give permission for the hon. member simply to put the motion. Would the hon. member please read the motion which he wants us to consider. We will go from there.

• (1525)

FISHERIES AND OCEANS

Mr. Paul Szabo (Mississauga South, Lib.): Mr. Speaker, I believe that is wise counsel. I therefore rise to ask for the unanimous consent of the House to put the following motion. I move:

That 10 members of the Standing Committee on Fisheries and Oceans be authorized to travel to Prince Rupert, Vancouver, Sechelt, Saanich, Ucluelet, Sointula, Alert Bay, Port Hardy and Campbell River for the week of January 18 to 26, 1998 and that the necessary staff do accompany the members of the committee.

(Motion agreed to)

Ms. Carolyn Parrish: Mr. Speaker, I rise to ask permission of the House to present a report from an interparliamentary delegation that I inadvertently did not present this morning.

The Speaker: Is there unanimous consent?

Some hon. members: Agreed.

* * *

INTERPARLIAMENTARY DELEGATIONS

Ms. Carolyn Parrish (Mississauga Centre, Lib.): Mr. Speaker, pursuant to Standing Order 34(1), I have the honour to present to the House, in both official languages, the first report of Canadian-NATO Parliamentary Association which represented Canada at the 1997 spring session of the North Atlantic Assembly of NATO Parliamentarians held in Luxembourg, May 28 to June 1, 1997.

[*Translation*]

Mr. Denis Coderre (Bourassa, Lib.): Mr. Speaker, I would like to understand. A while ago, my colleague for Notre-Dame-de-Grâce—Lachine could not even read her motion. She could not be heard. I would like some consistency, if our colleagues have

presentations, if that is the ruling of the Chair, then hon. members—

[*English*]

The Speaker: The hon. member is right. I thought we would get through an impasse here. Yes, we do have rules in the House. I detected a will on the part of the House to hear this motion and so I put it to the House.

The hon. member for Notre-Dame-de-Grâce—Lachine asked permission to put it to the floor. I asked permission and it was turned down.

You are right. I did perhaps transgress the rules. I hope the House will give me a bit of latitude on that. I think the House is reasonably well pleased with what it did decide on collectively. I take the hon. member's words to heart.

Mr. Peter MacKay: Madam Speaker, I am seeking the unanimous consent of the House to table a very brief petition which I did not table this morning.

The Acting Speaker (Ms. Thibeault): Is there unanimous consent?

Some hon. members: Agreed.

* * *

PETITIONS

TAXATION

Mr. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC): Madam Speaker, pursuant to Standing Order 36, I wish to table a petition from my constituents and individuals from Nova Scotia pertaining to the removal of GST from books, magazines and newspapers.

• (1530)

The petition is intended to urge the federal government to follow that recommendation, and I table it forthwith.

GOVERNMENT ORDERS

[*English*]

COMMITTEES OF THE HOUSE

FINANCE

The House resumed consideration of the motion.

Mr. Paul Szabo (Mississauga South, Lib.): Madam Speaker, before question period the hon. member for Kitchener Centre addressed the House on the pre-budget debate. During the debate a couple of opposition members indicated that the report of the Standing Committee on Finance on the pre-budget consultation

Government Orders

was some sort of a trick and that it represented merely the government platform.

The member for Kitchener Centre is a member of that committee, travelled with the committee and participated fully in the process. It would be helpful for Canadians to understand the genesis of the report.

Mrs. Karen Redman: Madam Speaker, I thank my colleague for his question.

We listened to all sectors of society when we travelled from Vancouver to Edmonton, Toronto, Halifax and St. John's as well as to my own riding of Kitchener Centre. I heard from people who are street people. I heard from people who I know share the philosophy of some members opposite.

They appreciated that we had paid down the deficit. They were looking for leadership from the government, which I think we have provided in a resounding way by achieving a balance in the report of the finance standing committee in which all members participated,

Also we heard from them that there was very little desire for a cross the board tax cut. People were looking for strategic investments. The member will see those recommendations in the finance committee report.

Mr. Ken Epp (Elk Island, Ref.): Madam Speaker, I have a comment, and the member may want to respond to it.

She used the same phrase the Liberals use over and over and over. It is not a correct way of stating the situation. She talked of paying down the deficit. That is physically impossible because a deficit is an amount of money that was borrowed. It is true that the Liberal government is now borrowing less, so it has reduced the deficit. It is borrowing less but that has nothing to do with paying the deficit.

Would the member acknowledge and tell Canadians that the government has in fact increased the debt but at a slower rate by reducing the rate of borrowing?

Mrs. Karen Redman: Madam Speaker, I thank the member opposite for pointing out that there is a deficit and there is a debt.

Whether or not we want to argue semantics, the reality is the government has taken a huge burden off the backs of both our children and our grandchildren by maintaining a balance, a fiscal balance, so that we can move forward and we can strategically reinvest in this great country.

Ms. Angela Vautour (Beauséjour—Petitcodiac, NDP): Madam Speaker, I wish the Reform Party were as concerned about poverty as it is concerned about the definitions of the deficit and the debt. Then maybe we would have a bit less poverty.

The member across the way mentioned that Canadians were proud.

Government Orders

• (1535)

It depends on where one is living. In the Atlantic provinces Canadians are certainly not proud of the Liberal government. Atlantic Canadians are very poor. They have been slashed, cut, abused and reused.

What does the member opposite think about the way the government has been working? Does she really agree with the poverty that has been caused by her government in the last few years?

Mrs. Karen Redman: Madam Speaker, I thank the member opposite for her question. It was incredible to go across the country to listen to the people in Saint John talk about living on \$89 a month of welfare.

I agree with the member that poverty is too high. I agree with her that student debt is a huge issue. There has been a human cost which we heard about in spades when we travelled across the country. However, I would also underscore that if we had not made these difficult decisions and we had not achieved this balance we could not then redress these issues.

We are now in a position where we can make meaningful decisions about reinvesting.

Mr. Nelson Riis (Kamloops, NDP): Madam Speaker, I listened with interest to my hon. friend who detailed very accurately that the finance committee travelled extensively. It met with many Canadians.

After reading the report carefully I wonder whether or not the committee listened to the people with whom it met. Much of what I heard people from coast to coast to coast say is not reflected very accurately in the report. I would not say it is not reflected at all. That would be silly. I think it is called keeping the balance.

We heard that the country was not in balance, that it was out of kilter, and that the weights were a bit lopsided. For some Canadians things are going incredibly well. I know my hon. friend is very serious in her work and would agree that for many Canadians life has actually never been better.

For bankers and those holding bank stock today, man alive, this is as good as it gets. The stock market is skyrocketing. A lot of people are saying that exports are up and they have never done better. It is actually true that many Canadians will have a fantastic holiday. There will be champagne corks on Bay Street and on main streets of the country, wherever there are financial institutions.

The chartered banks are booming with historically high profits. Another set of banks are doing a booming business, the nearly 1,000 food banks across the country. We should be embarrassed this afternoon, speaking in the House of Commons and knowing that there are nearly 1,000 food banks. In fact they have serious problems because there is not enough food for hungry people.

There are 1.4 million children living in poverty. Only one industrialized nation has a worse record than Canada's and that is the United States. We are second from the bottom in terms of accepting the reality that there are poor children in this country.

An hon. member: We are behind Albania.

Mr. Nelson Riis: My friend says "We are behind Albania". I do not think we should compare ourselves with Albania. Of the western industrialized nations we are second from the bottom. We have been there for many years.

What is the government doing about it? Have things improved in the last year? Have things improved in the last two or three years? They have worsened over that time. Since 1989 more than half a million children have been added to the rolls of children living in poverty. This is bordering on immorality. This is simply unacceptable.

I suspect some of my friends will say that this is inevitable when we are trying to get the fundamentals in order. We hear that regularly. This is one fundamental that we do not have in order. When there are 1.4 million children living in poverty this afternoon, and the number will have grown by the time the weekend is over, that is not a country with its fundamentals in order.

• (1540)

I know the government will say that it has balanced the books. We will know the books have been balanced properly when all Canadians can balance their own books, and that is not the case today.

We should not rest easy because to accept this number of young people living in poverty is wrong. It is not to say that this is necessary. In some countries there are no poor children. In some western industrialized nations a poor child cannot be found. The reason a poor child cannot be found is that there are no poor parents.

An hon. member: Where is that?

Mr. Nelson Riis: Norway and Denmark. No poor children are living in the country of Denmark today, not a one.

An hon. member: You are wrong.

Mr. Nelson Riis: I challenge the Liberal member who is challenging me. Let the record show that my Liberal friend is saying that I am wrong, that there are poor children living in the country of Denmark. There are not.

My friends opposite do not even know the facts. They do not know the reality. They are saying that all countries have poor children. Not all countries have poor children.

I remember when we kicked off our hearings with my hon. friends. They are honourable friends; they take their work seriously. They worked hard and they met with all sorts of people. I wonder if they listened, however. The Minister of Finance kicked off the hearings by saying that we have now cut up our credit card.

Government Orders

It is easy to resolve the deficit crisis if it is simply passed on to everybody else, if it is passed on to students. The average student debt is more than \$25,000. It is easy to get rid of a deficit problem by asking everybody else to take out four or five extra credit cards.

The government passes it along to the provinces with major cuts in health care, major cuts in education, major cuts in social programs, and major cuts in the granting agencies for research facilities across the country. It puts the provinces in more debt to resolve its debt load.

There is something even more cynical. One reason we do not have a deficit today is that the government has been dipping into the EI fund. The government is letting all working people and employers contribute through payments to the EI fund. It will dip into that to pay down the deficit on the backs of working people. It is easy to do, but does it really solving the deficit and debt crisis?

An hon. member: Yes.

Mr. Nelson Riis: My friend says "Yes". They are simply fobbing it off on other people, hard pressed provincial governments and citizens.

We have heard that essentially the deficit war has been won. Let us acknowledge the real heroes of the deficit war. Is it the Minister of Finance?

An hon. member: No.

Mr. Nelson Riis: As a matter of fact I suspect he is a lot richer than he was five years ago. Is it members of the Liberal cabinet?

An hon. member: No.

Mr. Nelson Riis: Is it the members of the Liberal caucus?

An hon. member: No.

Mr. Nelson Riis: The real heroes, the real people who made this deficit war work for the Minister of Finance are—

An hon. member: The Tories.

Mr. Nelson Riis: Somebody had the audacity to say "The Tories". Absolutely not. I remember those heady days with interest rates of 20%, deficits going up by the second, debt skyrocketing and so on. No, that is not the answer.

Let us say who are the real heroes of the deficit war. They are the students, thousands of students who leave universities and colleges with massive debt loads. They are the real heroes. Another set of heroes are the men, women and children lined up on waiting lists to

get into hospitals for critical surgery. They cannot get in because of the cutbacks in health care. They are the real heroes.

The 1.4 million children living in poverty today, their moms and dads, are the real heroes of the deficit war. The many thousands of people who declare bankruptcy every single month of the year are the real heroes. It is not hundreds, not thousands, but many thousands who declare bankruptcy month after month. Personal bankruptcies have never been so high in Canadian history. Business bankruptcies have never been so high in Canadian history.

● (1545)

I am simply saying these are the people who have sacrificed in order for this government to say the deficit war has been won. If these are the real casualties of the war, if these are the people who fought and won the war, should they not be the people who should receive the benefits now that the war is over? No. Are they going to receive the benefits? No.

The government says across the board tax cuts are out. My friends in the Reform Party say they should be in. It is fair to say to my friends on the finance committee, it was clear that Canadians said that they are out, that across the board tax cuts are simply not what they require or even request at this time. Some selected tax cuts, yes.

The government decided that the people who need to have a tax break are the people who pay the maximum into RRSPs. We can lift the ceiling of an RRSP so that those people who have \$13,000 or \$14,000 in loose change at the end of the year will be able to put more money in. Is this a priority in our country?

Madam Speaker, how many tax filers actually use the maximum RRSP contribution? One per cent? If you said 2% you would be too high. Less than 2% of Canadians now use the maximum RRSP contribution. But the government said we have to raise that to assist that 1% of tax filers as a priority tax measure. This is maddening and it is sort insane. No wonder people look at this place and ask "Who are those folks? What on earth are they doing? What have they been smoking? Where have they been? Who have they listened to?"

May I suggest a tax break that would help everybody, that would help every single citizen of this country immediately. One that would put money into the hands of every single individual, particularly those who have been hardest hit during these tough economic times. It would help every business person, every consumer, every working person, people dependent on social services. That break would be to begin to phase down the GST immediately.

Why would the government not start to phase down the GST? After all, we all remember when it was said that we need the GST to pay down the deficit. The deficit has been paid down. Therefore it would make sense that we start phasing out the GST. Imagine the

Government Orders

kind of signal it would send from this place if the Minister of Finance rose on budget day and said "We have now essentially wrestled this deficit lion to the ground. We said we needed the GST to accomplish this. It has been accomplished and now we are going to repay the people. We are going to start phasing out the GST from 7% to 5% in the first year".

Mr. John Nunziata: Nelson for finance minister.

Mr. Nelson Riis: Thank you. This is a proposal. It is not a radical proposal. We have heard it from many people. A number of people during our intervention suggested we do that.

A number of my friends from the finance committee are here. How many people asked us to raise the ceiling on the RRSP maximum? Maybe three or four. How many people asked us for goodness sake to get rid of this GST as soon as possible? Most people. Which ones did we listen to? We met with them all, but which ones did we listen to?

We all acknowledge in this House that the GST is one of the most regressive taxes that has been introduced in many years. It is a regressive tax which the Tories introduced. They were mean spirited at the time. They said, "We are going to get those Canadians". And the Liberals opposed it. I remember the current Minister of Finance standing in this House pounding his desk and saying that it is regressive because it hits poor people the hardest. Now is the chance to change that.

We heard advice from Canadians and there were some themes that came through very clearly. One was to increase funding for health care. Health care is what distinguishes our country from most others. It distinguishes what Canadians feel strongly about from others. It is almost a Canadian icon. Canadians from coast to coast and at least 80% of the people who appeared before the finance committee said to strengthen our support for health care.

• (1550)

Some said to do it even if it required an increase in taxation. They said, "We feel so strongly about being able to access quality health care no matter where we live in this country and no matter what our incomes, a one tier system, we want you to take that as a priority in terms of your recommendations".

What they did not say is to keep funding at \$12.5 billion. That is what the Liberals on the finance committee said but that is not what people said. That is rock bottom. If there is one thing that is clear from any province and territory is that our health care system is in a crisis.

Like many others, I do not believe that providing more money is the answer. It is only part of the answer. Even if we provided a few billion dollars more we would still be far below the cost of health

care than we would find in the United States. It would seem to me that should be a priority we ought to follow.

Education is the second thing I want to talk about. When we are indebting our graduates as we are today with huge debt loads, does it indicate that we put a priority on education? Other countries that really value higher education go the ultimate mile and do not put up any hurdles to people and have removed tuition fees. Whether it is in grade 10, grade 12, grade 15 or grade 17, there is no cost to education.

Those countries make the assumption that if they invest in their citizens, it enables them to get the training and education they desire and can accomplish so that they will be contributing citizens then for the rest of their lives. They will repay the country many, many times in terms of the contribution they will make to the country's economy.

This is something we could do if we were bold. Or at least we could go beyond the minor little steps that we have taken and tell people that we must have better ways of easing the debt load and providing better grants to students who are in particular need. But we do not. We might think of something else when we talk about the tax system. We might take a lead from certain countries.

Ireland for example says that it wants to support its cultural industry, the creators, the composers, the writers. A composer or a writer, an artist of that nature in the country of Ireland will not pay any income tax at all. That country values its creators, it values those people in society who are writers and composers. Those individuals will not pay any income tax at all in Ireland. Has this made Ireland bankrupt? No it has not. Has this encouraged Ireland's cultural sector? Yes it has.

These are things that countries do that are bold. They send a clear signal to people that they are serious about encouraging particular investment.

Let us acknowledge a new trend in our country that our tax system does not reflect at all. The vast majority of jobs created in Canada in the last three years have been in the self-employed sector, individuals who are essentially creating their own enterprise. As a matter of fact, 87% of new jobs in the last three years have been created in the self-employed sector. The rest almost exclusively have been created in the small business sector. I am talking three, four or five people in a firm. Does our tax system reflect the needs of these new entrants into the economy? No it does not. Not at all.

I am just saying that in acknowledging the changes that are taking place our tax system needs a major overhaul in order that we reflect the reality of our economy and encourage, support and show our concern for those who are out there creating wealth, jobs and opportunities.

I do want to acknowledge a good point in the report. There are actually a number of good points in the report. It recognizes that

without research and development through to production primarily, Canada continues to fall behind in an ever competing economy.

We heard from the granting councils that we need to restore funding in these areas to send a signal to the most creative elements in our economy that yes, we appreciate research and development. We appreciate the scientific research that is being done both in terms of applied and pure research. We have taken a small step in that direction by suggesting to the Minister of Finance that funding in some of these crucial areas be increased. So this is a slight move in the right direction.

• (1555)

I want to emphasize that to say the fundamentals of our economy are in place is simply wrong. The average family income since 1989 has fallen by 5%. Every other industrialized nation has seen theirs increase and ours has actually fallen. There are 530,000 more children living in poverty today than there were in 1989. The number of food banks in Canada has tripled and the proportion of the population relying on them has doubled. The number of Canadians filing for personal bankruptcy is at an historic high. I could go on and on.

When we talk about the economy of Canada, it is appropriate that we talk about at least two economies, one which is working for an ever reduced number of people and the other which reflects a social deficit, an economy where people continue to struggle. More than one million people are out of work. Seventy per cent of the young people in this country are jobless. Many who are working have three or four part time jobs at minimum wage. They are barely surviving. They are entering the ranks of the working poor.

We have much work to do. It is time that the government stopped listening to the bankers of the country and started listening to the ordinary citizens of Canada, in the rural areas, in the small communities, in the suburbs of the cities and see what it is they require.

In closing, I want to wish you, Madam Speaker, and all of my colleagues in the House of Commons a merry Christmas.

Mr. Murray Calder (Dufferin—Peel—Wellington—Grey, Lib.): Madam Speaker, it is always a pleasure to listen to a seasoned politician speak on any article of business that we deal with in the House, although I have to admit that some of the ideas on which the hon. member was expounding are half-baked.

For the last 24 months our interest rates have been at historic lows. Quite frankly it took about 18 months for the economy to kick in because of the low interest rates.

The member talked about tax breaks. That is something which will cost the government immediately. When tax revenue is taken away, the government has lost revenue. It has to be replaced in some way. On top of that, he talked about extra spending. That is more expenditure.

Government Orders

How much of a deficit would the hon. member like to see the government incur to implement the half-baked ideas on which he has been expounding? How much more would he like to put the country into debt?

Mr. Nelson Riis: Madam Speaker, where do I begin?

First, I want to acknowledge that the province of Saskatchewan reduced its provincial sales tax in its last budget. It was the first provincial government to have a balanced budget. It runs the most efficient government in Canada. My friends laugh. I would ask my friend to suggest a province which is more efficient in terms of the number of provincial employees per capita.

While the federal government was cutting back drastically on social programs to fight the war on the deficit, and while other provincial governments were doing the same, one province was not. One province decided not to cut social programs and actually added to the amount of money expended for hospital programs and health care. That province was the first to balance its budget.

There is a very clear alternative to look at in this country compared to all of the other provincial governments combined.

My friend's question is legitimate. When we advocate a particular proposal, we ought to have a way to fund it. Let me answer by way of example.

• (1600)

We have suggested that the tobacco companies get out of the funding of cultural and sports programs. The cultural and sports program says that if they do that, they will then not get the appropriate funding and will be unable to continue.

By adding less than 1¢ to a package of cigarettes in tax, they will provide more money than is expended in all those areas right now. That is for one penny a cigarette pack.

I would say that if we cannot eliminate tobacco advertising from all sporting and cultural events and the cost will be to impose a 1¢ increase on the taxation on a package of cigarettes, that is where we would get the money. It is easy for my hon. friend to say where will they get the money. I should tell him one more thing. I do not think he is aware of it.

That is, during our hearings—I know some of my hon. friends on the finance committee will acknowledge this—when Dr. Jim Stanford came before the committee, he showed that if the government had merely frozen spending at the 1995 levels and waited for economic growth and lower interest rates, the finance minister would have beaten his own timetable and still have reduced Canada's deficit to the lowest level in the G-7.

Put simply, the cuts that took place were not necessary to achieve the deficit reduction targets of the Minister of Finance. I think this is very important to point out. I might just add to my friend's question that if they are putting on targets to reduce the debt now, which I think is appropriate, we should also be putting targets on to reduce the level of unemployment in the country.

Government Orders

Mr. Jim Pankiw (Saskatoon—Humboldt, Ref.): Madam Speaker, the hon. member for Dufferin—Peel—Wellington—Grey made a comment that I have to say was only half true. He said that the ideas of the hon. member for Kamloops were half baked. I think they are fully baked.

Unless I misunderstood him, he suggested that artists should be tax exempt, that they should not have to pay taxes. All I can say to that is if this is the kind of logic which has been advanced in the House of Commons, it is no wonder our country is \$600 billion in debt and the Canada pension plan has an unfunded liability of \$560 billion. This is why Canadians are taxed to death.

Is that the kind of logic that has been advanced in this House for the past 20 or 30 years? Is that how we got here? That is my question. I would like anyone who has been here for maybe a term or two to answer that. Is that what has been going on here? I am really curious.

Mr. Nelson Riis: Madam Speaker, I am not used to that category of question, the scintillating intellectual depth of such a question. However, I will do my best to respond to my hon. friend.

He has identified a rather crucial point. That is, over the last number of years governments on this side, regardless of whether they were Conservatives or Liberals, have seen fit to have a tax system that enabled year after year after year tens of thousands of profitable corporations to pay no income tax at all.

I have been listening now for almost five years to my friends in the Reform Party and I have never heard a single Reform member ever once suggest that we should change that part of the tax system.

Perhaps my friend is extraordinary. He is in many respects, I suggest, and maybe he holds this progressive view. I have yet to hear a single Reform member criticize the fact that our tax system presently allows, in the last analysis, 62,000 profitable corporations to not pay a single penny in income tax.

Mr. Andrew Telegdi (Kitchener—Waterloo, Lib.): Madam Speaker, let me say that I always enjoy my friend from Kamloops when he gets up in this House. Of course, he has decades of experience to tell us about the issues of the day and the issues of the past number of decades.

The fact of the matter is that when the New Democrats are in opposition as they were in British Columbia, and even when they were in government in British Columbia, they said that they balanced the budget.

Of course, after the election the balanced budget was not there. It was an aberration. There are some lawsuits that are going on regarding, I believe, some recalls.

• (1605)

When we had the New Democrats in the province of Ontario run in the election, they made all sorts of claims. They had a platform called "Agenda for People" that they tried to burn after the election in case anybody took them seriously. Of course, after one term they were relegated back to their traditional place.

My hon. friend has the best suntan on that side of the House, and I applaud him for it. That might explain why it may be half-baked, fully-baked. Let us just settle on the best suntan on that side of the House.

Further, let me suggest that when he uses some of his rhetoric, I sit on this side in my second term, thinking to myself that if we could get the time of their speeches cut in half, as a country that would make a significant contribution to global warming.

I have a question for the member. He tells the House that there are no poor people in Denmark, Norway and Sweden. I do not totally accept that. I certainly hope that he can somehow prove to the House that is the case.

The member talked about intellectual honesty and consistency. Then he said that we have to give more money for health care because the Americans spend more money on health care. If he is going to introduce those countries as a model, he should stand in the House and say that those countries spend 2% to 3% less on health care.

I would like the hon. member to reconcile those two points.

The Acting Speaker (Ms. Thibeault): The hon. member for Kamloops, a very quick reply, please.

Mr. Nelson Riis: Madam Speaker, a very quick reply does not seem very fair at all to me.

I will be brief and answer my friend's question directly. One reason that countries like Denmark and Norway, the two that I am most familiar with, are able to have a first class health care system and spend less money than we do in Canada on a GDP basis is because they have a whole set of other social programs that complement their system. They have a comprehensive child care which assists children from birth if the parents require it. They have a whole set of programs that we call pharmacare or elder care or assistance and support for seniors in that country.

You cannot take health care out of the equation when it is part of a comprehensive package. Perhaps the member will understand that by having a decent social system, you do not have to have poor children in Canada. Those other countries have demonstrated by appropriate policies there do not have to be any poor parents and, therefore, poor children.

Government Orders

Mr. Lorne Nystrom (Qu'Appelle, NDP): Madam Speaker, judging by the atmosphere in the House, I wonder if we could have unanimous consent to allow this question and answer period to go on for another 20 or 30 minutes?

The Acting Speaker (Ms. Thibeault): Does the hon. member have the unanimous consent of the House?

An hon. member: No.

[*Translation*]

Mr. Yvon Charbonneau (Anjou—Rivière-des-Prairies, Lib.): Madam Speaker, the festive spirit of the holiday season is upon us, even within and around this chamber. Nonetheless, we have an important issue to debate today. Let us try to do so calmly and seriously, as this is a very serious matter.

The purpose of this debate is to help prepare the next federal budget, which will define the rules of the game not only for the budget but also for the development of our country in the next year. Sometimes, policy choices made at budget time have long-lasting impact. So, this is a serious matter.

I do not sit on the Standing Committee on Finance. Many of those who spoke before me are members of this committee and, as such, have participated in the consultations held across the country.

• (1610)

However, anyone can read the committee's report, which is entitled *Keeping the Balance: Security and Opportunity for Canadians*. This is the report of the Standing Committee on Finance.

This is quite a substantial document, reflecting what was said at the many consultations sessions held across the country.

Like everyone here, while not all of us sit on the finance committee, I think that all have a say in determining what the main priorities should be for the coming year and next few years.

We have seen the vigorous action taken by the Liberal federal government in this last term as well as the action taken by the legislatures or parliaments of several provinces. I have witnessed some of the changes of direction the PQ government imposed on the people of Quebec these past few years.

As a result, today, we are at a point where balance has been restored or is about to be restored in federal public finances.

A few years ago, in 1992-93, we were saying that the public finances were in a crisis. Canada was regarded as a country on its way to becoming a third world country. The worst speculations were being made about the development of our country. At the time, Canada was trailing other industrialized countries as regards

the state of its public finances. Now, four or five years later, it is said to be at head of the pack.

There was a major turnaround. We were on the verge of a disaster, but we have now set in place the conditions that will give our country a new impetus to tackle what lies ahead.

Thanks to the strategy implemented in recent years, the deficit dropped to its lowest level in 20 years, and it will continue to diminish. In fact, it will disappear. This strategy also brought interest rates to their lowest level in decades, while helping our economy pick up again and promoting job creation. These are all positive factors.

However, the debt, as a percentage of the gross domestic product, remains huge and, as pointed out by others, including the hon. member for Kamloops, who spoke just before me, some individuals, groups and organizations have shouldered the burden of this effort to put our fiscal house in order.

I listened to the hon. member for Kamloops, who has been here for close to 20 years. He spoke in a very eloquent and colourful way, and he gave many examples of the price paid by various segments of the population. We have to be very sensitive to the description he made of the situation, because what he said does not exist only in his riding, but everywhere in Canada. It exists in my riding of Anjou—Rivière-des-Prairies and in many ridings with a large number of middle or low income earners.

The hon. member did not mention it, but many small businesses also suffered a major shock in recent years and had to find new ways to organize themselves or had to restructure. Many jobs became precarious because of all these changes. It is a fact. Some sectors paid the price and shouldered the burden of that turnaround.

It is not enough to be eloquent, as the members opposite have been about what has gone on in recent years. Of course, those who were present can always criticize what the Conservatives did from 1985 to 1989 and from 1989 to 1993; they are perfectly entitled to do so.

• (1615)

They are perfectly entitled to criticize the Liberals for what they did from 1993 to 1997. There is nothing wrong with that in a parliamentary debate. But, apart from criticizing past events and describing the impact of the changes of recent years, what matters now is what action we take in response to the present situation. What should we do and what do we suggest? What are the points on which we are going to agree for the years ahead?

I do not think that reducing the deficit is the ultimate goal and I was very interested to see that this was also mentioned in the standing committee's report. With respect to reducing the deficit, it

Government Orders

said, and I quote "Balanced budgets, and restrained spending are not the government's ultimate goals. The same is true of the price stability objective of the Bank of Canada. They are merely intermediate objectives, which enable and support the achievement of our ultimate ends: fostering job creation, economic growth and opportunity for all, while maintaining the qualities that characterize Canadian society, particularly a concern about equity and fairness. This is the balance that characterizes the government's approach and reflects the values of Canadian society. The difficult choices made in recent years tried to keep this balance in mind. The choices to be made in the future must do so as well".

I think that all members should take note. The purpose of this debate is to get the House to take note of what in this report seems of interest to Canadians. I think it is a step in the right direction.

The pre-budget consultations of the past few weeks have led to the production of this report. What Canadians want, and what the Standing Committee on Finance wants, is to have the next budget keep the balance that has been focused on in recent years, and must be attained.

I feel it is important to specify what type of balance we want. Balance in inertia is not what we want, in my opinion. What the finance committee means is that a balance has been attained so we can lead our country in the right direction. That is, moreover, what it says in the foreword to the report of the Standing Committee on Finance. It says that Canadians want a balance between the security offered by debt reduction and the benefits of investing in people, technology and research and development.

I could go on and on, but I am splitting my time with the hon. member for Niagara Falls. As the representative of the riding of Anjou—Rivière-des-Prairies, I am greatly interested in the main thrust of this report we have before us, which consists of asking the government to reinvest in human resources, in education, in training, in health, in our young people, in a youth employment strategy, and also in developing our businesses.

I will add, of course, that it is also important to revise certain measures in our tax system with a view to ensuring greater equity, with particular thought to the most disadvantaged and the sector of the population hardest hit in recent years. This report contains a collection of proposals. Others can be added drawing on suggestions made during this debate. Some others could be considered as well. That is the purpose of this consultation within a parliamentary debate. Some other proposals could be taken into consideration as well, such as those from the Standing Committee on the Environment and Sustainable Development, which is calling for certain tax mechanisms to be redirected for the benefit of sustainable development.

I believe we must continue in the months to come to take a very serious approach to an exchange of views on these very important matters.

[English]

Mr. Gary Pillitteri (Niagara Falls, Lib.): Madam Speaker, I am happy to be given the opportunity to participate in this debate and to speak on the prebudget consultation report.

• (1620)

I would like to express my support for the recommendations brought forward by the Standing Committee on Finance, of which I am a member.

I would also like to thank the constituents of Niagara Falls who responded so enthusiastically to my invitation to debate these issues. They provided valuable insight in the consultation process.

During the consultative process we heard from Canadians from all walks of life and all parts of the country. Canadians took the time from their busy lives to tell us how they thought the Canadian economy should progress and what direction it should take.

Canadians told us very openly and sincerely about their values and priorities and how the next federal budget should reflect them.

I support the report. However, one of the recommendations of the report about which I am concerned is increasing the 20% foreign investment rule, which will happen over the next five years. This is supposed to help Canadians achieve a higher return on their retirement savings and reduce exposure to risk.

I question this measure. I believe the Canadian economy is performing and will perform as well or better than foreign economies. In addition, I believe that a dollar invested in Canada creates employment in Canada. Even with the recovering economy, which seems to be booming in all sectors, Canada still needs to create more jobs.

In addition, the Canadian economy is the winner if funds are invested at home. In my opinion, those savings make it easier for domestic companies to raise the capital they need to stimulate economic growth. Growth is vitally important to future pensioners and workers. When all is said and done, it is the gross domestic product of the future which will inevitably have to support them.

People saving for their retirement forgo higher foreign investment returns and thus are making a sacrifice for the benefit of workers in the future.

During the budget consultations, in answer to a question on the subject of opening the door to investment outside Canada, the governor of the Bank of Canada, Gordon Thiessen, replied that at the moment the Canadian economy is undergoing a major restructuring. Canada needs many things, such as investment in new

equipment and investment in plants, to make itself really competitive.

It is important for Canadian investors to be able to invest in the rest of the world and, indeed, in growing economies. However, Mr. Thiessen did not think this would occur in the immediate future.

I question foreign investment. Often we import the problems of the host country with the investment. A classic example would be Korea. It is now trying to withdraw its investments around the world, regardless of the problem of unemployment and dislocation that causes. It is often said that capital has no conscience. Certainly foreign capital is going to look at its own country before worrying about others.

In this day and age when there is much movement not only of goods and trade but also investment, it is a concern which we may have to live with. However, I strongly believe that we should watch it carefully. There is an old saying that whoever pays the piper calls the tune.

In the last 50 years important changes have taken place. Some are even reflected in the way the government does business.

• (1625)

One of these changes has to do with the way jobs are created today. Nowadays jobs are created not only by small, medium and big business but by the ideas, thoughts or concepts of people who are going after a niche in the market or are selling their ideas, plans or concepts. In other words, more often than not one of our big exports today is what is set up on a piece of paper or on a computer. This is unlike a few years ago when technology had not yet reached the level it is at today.

We have to bear in mind that the big income earners of the future are found in the minds of Canadians. They are found in the ability to be innovative and thus able to compete successfully within the global economy. Therefore it makes great sense that our resources and a great amount of care funds be directed to the development of the minds of Canadians. This naturally means education.

Education will start at a very young age at the preschool level and progress through post-secondary education. We must start educating our young minds. We have to start providing our youth and our parents with the help and tools necessary in developing their unique resources.

We also have to look very closely at our health care system because you cannot have a good mind without a healthy body. This is one of the oldest proverbs known to man. Therefore the recommendation in the report that calls for increased help for education and health care is to be taken very seriously. I concur fully with the report when it states in order to build a strong society we have to improve our health care system. I also agree with the recommendation that the government consider establishing new

Government Orders

approaches to health care in full co-operation with the provinces and health care providers in local communities

As the fiscal dividends grow I am supporting the recommendations directed toward helping children who live in poverty. I support the creation of more opportunities for Canadian youth. It is vital that the federal government in co-operation with the provinces and territories be able to offer students a debt repayment schedule based on income.

As I said before, important changes have affected the way in which government has carried out its business in the last 50 years. Another important change has been in the field of planning. There are those in our society who say that we have gone too far and moved too fast toward an open market. We have learned one thing, that hiring a number of academics, sticking them into the civil service and telling them to plan our economy does not work. Therefore if we are to get any input or planning we must have hearings with the public. It is paramount that we consult with Canadians.

At least if a mistake is going to be made it will not be made by some ad hoc think tank dreamed up by the government and removed from the realities of everyday life. I think it was Chairman Mao who said let a thousand flowers bloom. This thought is the very essence of thinking and it is what we have discovered lately to be within our market economy.

Hundreds of thousands of people thinking and discussing new ideas are very likely to get as good idea to emerge. This is much better than having a few selected experts planning and finding solutions. We encountered all this during our consultations and indeed we find it in our report. The wisdom is out there. It is not in the bureaucracy as this report shows.

We have to remember that to have fertile and aggressive thinking minds we must also continue to support good health care and education systems. Those are the basics of a society.

• (1630)

[*Translation*]

The Acting Speaker (Ms. Thibeault): It is my duty, pursuant to Standing Order 38, to inform the House that the questions to be raised tonight at the time of adjournment are as follows: the hon. member for Hochelaga—Maisonneuve, Immigration; the hon. member for Manicouagan, Rail Transportation.

[*English*]

Ms. Angela Vautour (Beauséjour—Petitcodiac, NDP): Madam Speaker, I would like to ask the member across: With the cuts to the provinces and presumably the budget that will be coming up that is not going to have a whole lot in health care, I would like the member to explain to me how much—I am going to give him some calculations.

Government Orders

There is a gentleman in my riding who had a triple bypass about a year ago. He was sent home with medication and because his wife was making \$6.25 an hour, he could not get the welfare card. This gentleman could not afford his medication and about two months ago he ended up back in the hospital and had a triple bypass and spent 45 days in the hospital.

Can the member explain to me how the Minister of Finance calculates the cost of having a person in the hospital for 45 days when the doctor said if this person could have had his medication, he would never have had a second triple bypass.

Mr. Gary Pillitteri: Madam Speaker, I thank the hon. member for her question concerning the medicare system. As a matter of fact, we have increased the bottom line from \$11 billion to \$12.5 billion starting this year, a year earlier than planned. I am not a mathematician, certainly not in answering the question on how someone is going to get a bypass, but let me say one thing. We have the best health care system in the world. We have.

By the increases that will be put in there, we certainly will continue to have the best health care system in the world. If we try to throw around facts and figures on how much it is going to cost, who would we compare it with? Would we compare it with south of the border to us where they are spending over 16% on health care and not getting the services that we are getting here in Canada as universal services? They have over 30 million Americans without the new services. We in Canada have a service which is accessible to all Canadians, slow as it might be sometimes, but we have a system which is enjoyed by all Canadians.

The hon. member also talked about cuts to the provinces. It is not necessarily the case that because we put in that \$1.5 billion more in the social transfer, the provinces will be spending this money on the health care system. The health care system is a provincial jurisdiction. We do have the best—

The Acting Speaker (Ms. Thibeault): May I remind the members to address their comments through the Chair, please.

Ms. Angela Vautour: Madam Speaker, my last comment the hon. member could reply to is that we are in a festive season. Most of us are going to have a very nice Christmas. I think we have to consider that there are a lot of poor families in this country today. We cannot say we are leaving this House very pleased because there are still too many children who will not have that gift under the Christmas tree and we have to say that this government is responsible for some of that.

Mr. Gary Pillitteri: Madam Speaker, the hon. member is exactly correct.

• (1635)

As long as there is one Canadian without a job, there is one too many. As long as there is one child going to sleep at night with hunger or waking up in the morning with hunger, there is one too many. Yes, we have to do much more. Yes, we are doing much more. This is the role of this government and the role on this side, to make sure that we care for those who least can afford it.

Mr. Scott Brison (Kings—Hants, PC): Madam Speaker, I spent one and a half weeks with the finance committee in October, travelling across Canada and listening to the concerns of ordinary Canadians. We visited the cities of Regina, Montreal, Halifax and Charlottetown when I was with the committee. Being new to this process and perhaps somewhat naive politically, I was initially impressed that Canadians seemed to have an impact on this very important legislative process.

During my time with the committee, many Canadians sat before the five government members and four opposition MPs and expressed their views on Canada's fiscal policy and the alternatives we now face as a nation. I was fundamentally disappointed that their concerns were not reflected wholly in this committee's report. For this government to engage in an ostensibly consultative process with Canadians without really taking their opinions seriously makes Canadians skeptical and indeed cynical.

As a political representative, I am even skeptical and cynical of this process that led up to the publication of this vacuous government self-serving document.

The Liberals take every opportunity in this House to blame the debt and deficit on the former Conservative government. However, in the 1998 forecast of the *Economist* magazine which came out recently, the Canadian section caught my interest in reference to fiscal policy and deficit reduction. I quote:

Much of the credit for deficit reduction goes to the passage of time and successful reforms earlier this decade. The fiscal drag has been offset by falling interest rates and record exports boosted by the undervalued Canadian dollar to a consistently prosperous America.

The *Economist* refers directly to free trade and NAFTA, the same agreements that the Liberals fought while in opposition, the same agreements that the Liberals fought against during an election, the same agreements that the former Liberal leader John Turner argued against just last night on the CBC news.

These are the Liberals who have allowed greater trade restrictions within Canada than we have internationally, that have allowed the insane situation to exist where there is more trade barriers between Ontario and Newfoundland than there are between Canada and Chile. Today the government's inaction on interprovincial trade barriers is costing Canadians hundreds of thousands of jobs.

An increase in interprovincial trade by 10% would create 200,000 jobs.

The *Economist* article continued and said:

The imposition of a national sales tax in 1991 and the deregulation of financial services, transport and energy are now widely accepted as having contributed to deficit reduction.

Again, Conservative initiatives of which I am very proud.

The Liberals are not responsible for the passage of time. The Liberals are not responsible for interest rates or increased exports. We all know the Liberals are not responsible for free trade or deregulation or the GST, even though the Prime Minister recently took credit for introducing it internationally. The Liberals have no problem taking credit for the remarkable turn-around this economy has made due to the reforms by the previous Conservative government.

The Liberals would also like Canadians to believe that they are responding to the public by increasing the Canadian health and social transfer payments to the provinces. The report, in fact, applauds the government's decision to increase the CHST floor to \$12.5 billion. In fact, the Liberal government is so excited about this exercise that it has announced it twice. The first announcement, I remember it distinctly, was in the opening days of the election in my home province of Nova Scotia. Unfortunately for the Liberals, the voting public of Nova Scotia was not taken in by this smoke and mirrors announcement or fiscal shell game.

Nova Scotians understood, and they still understand today, that the finance minister is not actually increasing the transfer payments as he would like them to believe. He is simply pledging not to cut transfers further, as he has done so dramatically and drastically in previous budgets.

I should probably thank the Minister of Finance for his generosity or lack thereof. It helped me and other colleagues from Atlantic Canada become elected to this House by Atlantic Canadians who had become cynical with this government.

• (1640)

The Minister of Finance made the same announcement this week prior to the premiers' meeting in hopes of softening the blow that the Liberals had given to the provincial governments over the past four years. The minister forgot to mention the \$7 billion cut his government had made that had forced the provincial governments to inflict draconian cuts on their constituents across Canada.

In the same section of this finance committee report, the committee recommends a national home care system. Certainly in my riding of Kings—Hants the promise of a national home care system sounds very seductive. With the reduction in transfer payments, local hospitals in my riding have been forced to close or reduce the numbers of beds. The Hants Community Hospital has

Government Orders

been reduced from 128 beds to approximately 30 beds. Western Kings Memorial Hospital and Eastern Kings Memorial Hospital have suffered cutbacks or have been closed. In some cases the responsibility of providing health care has been shifted to community based boards that now struggle just to keep viable medical services in this area.

The federal government now has the gall to reduce funding to the provinces, forcing bed closures in communities across Canada and then recommends this glistening generality of a policy initiative called a national home care program to make up the difference.

Perhaps the government intends to put the same amount of resources into the home care program that it has committed to national day care or to the pharmacare program that it has spoken of in the past, or will this national home care program simply go into the annals of political rhetoric which Canadians have come to expect from this government.

There is a feeding frenzy going on right now in the Liberal caucus, a feeding frenzy which is akin to that of sharks when they smell blood. There is nothing that incites conflict more in the Liberal caucus than the smell of hard currency around the snouts of Liberal backbenchers.

I remind the members of the Liberal caucus that this feeding frenzy is highly premature. If the finance minister was not using the \$12 billion to \$13 billion surplus in the employment insurance fund to offset the deficit numbers, the arrival of this fiscal dividend would occur much later than the date that he is projecting.

Our leader has made this point clear on a number of occasions. The fact is that the Minister of Finance is balancing the budget on the backs of working and unemployed Canadians.

I agree with the report's recommendation that the government establish clear goals for long term sustainable debt to GDP ratio in Canada. Our party ran on a platform that included just that. In our policy document we promised to set a target of 50% debt-GDP ratio by 2005. The current Liberal strategy is to wait until the economy grows and see how the ratio falls. This is in direct opposition to a study released last month by the OECD which recommended the ratio be put in a clear downward trend with clear targets.

Canadians know the simple fact that this government has yet to learn. By paying off the debt all taxpayers will have less interest to pay and will benefit by reinvestment in programs in the future. By paying off the debt government funds can be reinvested in these programs.

Even European countries previously not known for fiscal fortitude required debt to GDP ratios of 60% simply to comply with the Maastricht agreement.

Government Orders

Our country is floundering now with debt to GDP ratio of approximately 70%, the highest of all G-7 nations. This is a competitiveness issue. A low debt to GDP ratio increases Canada's global competitiveness, strengthens our economy and creates jobs for Canadians.

Liberals obviously feel that the status quo is acceptable. While dilly-dallying and dithering in caucus over how to spend the dividend, Canadians wear the heavy yoke of government inaction. Unfortunately, it is those same ordinary Canadians who suffer by that Liberal government inaction.

The PC Party believes that we need to couple debt reduction with tax relief and strategic social investment. No one action should dominate another. Instead, the three should be used to complement each other and to strengthen the economy. New strategic investment is needed in areas that will create real returns for Canadians with measurable outcomes in terms of quality of life and international competitiveness.

At this time strategic investment in education in particular is extremely important and addressing the post-secondary student debt issue is extremely important. I was pleased to see that there are some members in this House who agree with me and there has been a committee report to that effect.

In October I met with the Canadian Academic Round Table. They had their annual meeting in my riding.

• (1645)

I learned there had been a 280% growth in student debt in Canada since 1989 and a 110% growth in tuition costs. We should consider the impact on the future competitiveness of Canada of creating a huge impediment for young Canadians to pursue higher education. We should consider that we are in a global economy and the knowledge based industry is leaving most other sectors.

For the first time as a country, Canada has an opportunity to invest in our competitive advantage and to ensure that young Canadians have an opportunity to participate in prosperous growth by having access to higher education. The government has created huge impediments to higher education and irrevocable damage to the future competitiveness of Canada.

The third part of our plan for economic prosperity is tax relief. Current tax levels in Canada run counter to our culture. Our current tax system penalizes initiative. Wood Gundy reported this month that Canada's personal income taxes as a share of GDP are the highest of all G-7 countries. From 1989 to 1993 the Conservative government reduced the percentage of personal income tax as a per cent of GDP from 14% to 13%.

Since 1993 the Liberals have hiked the ratio to over 14%. Let us make it clear that the PC government reduced the personal income tax to GDP ratio and the Liberals hiked it up.

I like to think of tax relief in terms of a Canadian family that budgets its money every year. Canadians and Canadian families have a better idea of how to spend their own money than the government. The finance minister feels that once the economic crisis which is being dealt with on the backs of ordinary Canadians is under control, the government has the right to dictate to taxpayers how their money should be spent. The government is fundamentally wrong in its judgment.

Higher taxes reduce disposable income in two ways. The obvious is the reduction in the paycheques of taxpayers. The second is the long term reduction in economic growth which results from weaker incentives to work and to invest and the reduction in the international competitiveness of Canadians.

The tax gap between Canada and the United States, as well as that with our other trading partners, continues to increase. The OECD report warned that unless significant measures were taken in Canada we were risking a serious brain drain. That has already begun. Based on the numbers in the House today I would expect that it is occurring quite rapidly.

Young Canadians are the brightest light in our country. We cannot afford to lose them to other countries. I see no serious mention of tax relief in this report. These taxes create a competitive disadvantage for Canadians relative to our closest neighbour and greatest trading partner, the United States, leading to lost opportunities and lost jobs.

Tax burdens are also related to all levels of employment. The Liberals boast of job creation since taking office, but Canada's unemployment rate has been consistently greater than 9% for 86 straight months. Canada's high tax burden has been shifted to the bottom of the wage scale through the payroll taxes the Liberal government continues to support, most recently with the CPP amendments.

The report gives additional resources to helping poor children once the fiscal dividend grows. Everybody in the House feels that child poverty is an important issue which needs to be addressed, but the Liberals have no credibility when they pontificate about programs for impoverished children in Canada.

The children are not the root of the problem. Poor children exist because of poor parents, unemployed parents and parents who have had the Canadian budget balanced on their backs over the past four years. The Liberals simply want to throw money at this problem because it is politically expedient and does not require a great deal of vision to do so.

Government Orders

We must address the tax system in Canada. High payroll taxes in particular create the single biggest impediment to job growth that we face as a nation. As a small business person I recognize that when payroll taxes increase I am not able to hire the number of people I would like to hire. A number of small business people in our caucus helped lead us to the consensus and the understanding that high payroll taxes are in fact killing jobs across Canada.

The basic personal exemption should be raised to \$10,000, as we promoted during the election. This would take two million low income Canadians off the tax roll and provide them with a fresh start.

• (1650)

We can draw on other examples when determining what to do in the future to guide Canada victoriously into the 21st century. We can look at the Netherlands. In 1983 it had an unemployment rate in excess of 13%. By reducing payroll, by reducing income taxes and by reducing regulations which hinder the development of small business, the Netherlands has been able to reduce its unemployment rate to sub 7% levels. That is what leadership can achieve.

The report tabled by the Liberal finance committee is a biased and unfair representation of what we have heard from Canadians. It is a direct slap in the face to the process of consultation and an offence to many Canadians who took time out of their schedules to create reports and to make meaningful interventions to the committee. At the end of the report is my party's dissenting opinion.

The government and its report continue to ignore what Canadians already know. Debt and tax reduction will lead to a stronger, more self-reliant and competitive Canadian economy. We can reduce Canada's 9% unemployment rate, but not until we have the vision and the intestinal fortitude to implement policies which create a growth environment to benefit all Canadians.

Hon. Andy Mitchell (Secretary of State (Parks), Lib.): Madam Speaker, I listened with great interest to the member opposite. He suggested that the economic prosperity Canada was enjoying today was the result of Tory policies of the previous government.

Obviously the first question he might want to ask himself is why after the last election the Tory party returned as the fifth party in the House. If the viewers could see the full Chamber they would see the small section the Tories occupy.

More important, the member should want to ask some very specific questions. He expressed frustration in his speech about the consultative process. Maybe he would want to ask why the former Tory government had no consultative process when it came to formulating its budget. It never went out to consult with Canadians. The finance committee, under the Tory regime, never has a

prebudget consultation. It was simply all done by Michael Wilson in some backroom when he came up with his budget.

How did it help Canada reach economic prosperity? When the Tory government took over there was about a \$28 billion deficit, but when it left it was at \$42 billion. It had increased by this massive amount.

The Tories are trying to say that we should look at them as being the genesis of our economic prosperity. The Liberal government has been in power for four years and the deficit disappeared. They were in power for nine years and it went from \$28 billion to \$42 billion.

The member talked about the fact that the debt to GDP was far too high, and it is. What he failed to point out was that when the Conservative Party took over it was in the 50% range and when it left it was over 70%. Again I have to ask the hon. member if that is an example of the type of Tory management which led to the great prosperity we see today.

They have talked about EI premiums. When the Tories were in power the UI premiums went up by over \$1. When we came to power they were scheduled to go to \$3.30. In reality today they are down to \$2.70. Is this another example of how the Tory policy has led to the economic prosperity of today?

The member also talked about unemployment, a significant problem in Canada. It is a challenge for all of us to try to address. Was the fact that the unemployment rate had increased to 11.3% when the Tories left office and is now down to 9% today under a Liberal regime an example of their economic policies that have led to the prosperity we enjoy today?

Mr. Scott Brison: Madam Speaker, I thank the hon. member for his question. His depth of knowledge on economic issues is obviously only exceeded by his height.

The fact is that economic policy takes years to have meaningful impacts. I cannot explain an international phenomenon. For instance, the U.K. is enjoying one of the most unprecedented levels of economic growth as a direct result of Conservative policy. Unfortunately Conservatives simply try to help by providing sound economic policy but sometimes the benefit falls to a government that has failed to catch on to implementing sound economic policy. It takes years of vision to put in place the fundamentals for an economy to grow.

• (1655)

I was not referring to my own opinion about this issue. I was quoting *The Economist*, a pretty good magazine, which costs about \$172 a year to subscribe. It is to be considered. If I felt the Conservative Party of Canada could influence the opinion of *The Economist*, that would be considerable for the fifth party, which

Government Orders

would also bode well for where we will be in four years, which I suggest will be the side the hon. member is currently sitting on.

The Economist magazine stated specifically that much of the credit for deficit reduction goes to the passage of time and to the successful reforms implemented earlier in the decade. It was not early in the decade in 1984. It was early in the decade of the 1990s.

The fiscal drag has been offset by falling interest rates and record exports boosted by an undervalued Canadian dollar to a consistently prosperous America. I would like to know where the hon. member stood at that pivotal time in Canadian history on such issues as free trade.

The government now talks glowingly about Liberalized trade. One day it signs an agreement with Chile. Another day it is one with Israel. However it still does not bring down interprovincial trade barriers within Canada.

When the members opposite speak about consultation, who benefits from consultation around the country, listening to Canadian taxpayers spending copious quantities of quid and then ultimately implementing policies completely opposite to those expressed by Canadians? Perhaps it would have been better not to have done that. Maybe we could have invested that money to pay off the debt or reduce taxes.

Don Blenkarn as finance committee chair actually consulted with and listened to Canadians. The Conservative government had enough vision to implement the views of Canadians and to ensure those views were reflected in policy which led to the more recent unprecedented growth of the Canadian economy.

Reference was made to payroll taxes. There are times when payroll taxes need to be increased, for instance during times of recession when the economy needed sufficient EI funds. There are times when it is required.

Liberals do not recognize it, but Keynes was actually right in terms of government spending during times of recession to bring a country out of a recession. If they listened to Keynes a little further—they probably did not get to that chapter—Keynes also advocated paying down the debt when the economy was growing. Now is the time to pay down the debt.

I may have introduced the member to some facts he was not previously introduced to when I told him the Conservative government reduced income taxes as a percentage of GDP from 14% to 13% between the years of 1989 to 1993, only to see them hiked under the Liberal government since 1993.

Let us be perfectly clear. We created the environment which led to a fiscal dividend. We are very proud of that contribution. We are looking forward in four years to adding further to Canadians competitiveness by being on the government side of the House.

Mr. Ted McWhinney (Parliamentary Secretary to Minister of Foreign Affairs, Lib.): Madam Speaker, I congratulate the hon. member on an eloquent, low key address.

I noticed with interest his remarks on higher education. Would he support what is called a functional interpretation of constitutional powers, where the need exists the power sensibly should flow? In other words, there is an increasing federal leadership role in setting national standards in education. That is a constitutional area that in the strict terms of the Constitution Act, 1867 was specified as being provincial.

● (1700)

Mr. Scott Brison: Madam Speaker, in our platform we actually called for national testing as one way of ensuring that Canadian children across this great country received the same educational opportunities. Young Canadians going to school in Port-aux-Basques should be provided with the same level of education as children growing up in Toronto. Parents should be able to know where their children rank across Canada. That requires leadership to implement and Canadians will have to wait for four years for that kind of leadership.

Hon. Andy Mitchell (Secretary of State (Parks), Lib.): Madam Speaker, I will be sharing my time with the Parliamentary Secretary to the Minister of Foreign Affairs.

To begin with I must say to the hon. member for Kings—Hants that I am proud on behalf of all vertically challenged Canadians to have an opportunity to stand in the House to speak in this prebudget debate.

This initiative was established by the Liberal government in the last mandate in 1993. It was to give parliamentarians an opportunity to gather in the House to debate the budget during its formulation process as opposed to the previous practice of having a budget debate after the tabling of the budget. I am pleased that we as members of Parliament have the opportunity to be here because of this Liberal initiative to have a prebudget debate.

I would like to congratulate all the members of the finance committee, particularly the chair. They did a fine job. They travelled across the country soliciting views from Canadians from coast to coast to coast. Members of the committee ensured that the perspectives of Canadians were brought forward and were part of the analysis in putting together the report.

During its first mandate over the last four years the Liberal government made significant progress. Some of the items I mentioned earlier in debate. When we began our mandate we inherited a \$42 billion annual deficit. I was pleased, as I know all Canadians were, when the finance minister was able to make his report to Canadians and indicate that the deficit would be eliminated no later than the next fiscal year.

In reality, several hundred million dollars have already been paid on the debt. We will actually be in a surplus position very shortly. That is a significant accomplishment when we consider it has been a generation and a half since we have been in that position as a country.

I talked a bit about setting strong economic conditions, which we have established in Canada over the last four years. I would like to take a look at some of those achievements in terms of maintaining a low, sustained, constant level of inflation to allow for an economic environment where investment can occur.

Let us take a look at interest rates. If we go back to the beginning of this decade, in 1900 three month treasury bills were at 11%. Today they are at 3%. We were looking at a prime rate in 1990 of 14%. Today it is under 5%. Canadians can very much relate to the rate of interest they pay on their mortgage for their new home. In 1990 a five year rate was around 13.5%. Today it is just a little over 7%.

• (1705)

We have made some good progress. Because of that progress, because this Liberal government has managed the economy of Canada prudently, effectively and efficiently, we now as a nation, as a Parliament, as a government have some important choices to make about where we go from here.

During the election campaign many suggestions were put forward by many parties and many individuals. This government put forward the very straightforward proposal that once we get into a balanced position and we have a surplus, we will take a 50% portion of that surplus and apply it to debt and tax reduction. Over the period of our mandate we will use the other half to invest in the types of programs and priorities wanted by Canadians.

We have been having that discussion with Canadians in order to hear their perspective, to hear what they think about our proposals. Over the past couple of months I had the opportunity to hold two forums in my riding of Parry Sound—Muskoka. One was in the town of Huntsville which was attended by a large number of individuals from the Muskoka side of my riding. The other session was held this past week in the town of Parry Sound which was attended by a large number of people from the Parry Sound side.

We talked about those options, about debt reduction, tax reduction and expenditures. I will summarize what some of those individuals were saying. There was not only a belief but an insistence that we do not ever return to deficit financing in government, that we should bring to an end what had been going on in this country for a number of decades, the deficit financing where we basically use the assets of today for our use and burden our children and grandchildren with the cost of that. Canadians in my riding were very clear to say that must come to an end.

Government Orders

They said very clearly that they understood we were nearing the end of our battle with the deficit, that indeed the debt was too high and that we needed to devote some of our resources to paying down that debt. They talked about tax decreases, and yes they do believe we need to have tax decreases. But they made the point clearly that tax decreases must be made in a way that is the most beneficial to Canadians and most beneficial to our economy.

They are not interested in across the board tax cuts that give the largest financial gain to those Canadians who earn the most. They want targeted tax cuts. Tax cuts like what the Minister of Finance announced in his last budget where he talked about \$850 million to low and middle income families with children, where he talked about the tax cuts of over \$160-odd million to Canadians with disabilities, tax cuts that would help young people with their education and help the parents who support them. Those are the types of tax cuts Canadians want, focused tax cuts that will help those who are least advantaged in society.

They are not interested in large across the board tax cuts. They are not interested in a suggestion made in the Tory campaign platform, to reduce corporate taxes which would have seen our chartered banks receive reduced taxation. They want tax cuts targeted to those in Canada who are most in need.

They talked about the need for new investment. They talked about the need to protect our social programs in Canada. They talked about the need to support programs like medicare. They talked about the need to support things like post-secondary education. They talked about the need to try to stimulate economic activity so it could lead to job creation.

One of the important initiatives that I believe needs to be addressed in this budget is the whole concept and need to deal with the issues that involve rural Canada. I represent a riding that is rural in nature. We are about 30% of the Canadian population. I think we have accomplished and made the point over the last few years that the circumstances under which our constituents live in rural Canada are different than those in urban Canada.

• (1710)

The realities and the economic conditions we face are unique. Things like distances, geography, population density are all factors that need to be taken into account when we develop a budget.

I made this speech on a number of occasions in past debates when we talked about the budget. I would hope that as we formulate those policies, whether they have to do with tax reductions and the type of tax reductions we undertake, or the types of investments that we believe Canadians want and we should undertake, that they reflect the needs and concerns of rural Canadians and that they reflect the economy under which we operate and that

Government Orders

we as a parliament make sure that the needs and concerns of rural Canadians are addressed.

I am pleased to have had the opportunity to have spoken on the prebudget issues. I am pleased to have had the opportunity to share some of these thoughts and concerns with my colleagues in the House. I look forward to next February when the finance minister tables his budget in the House and we see another important step on the way to the economic progress of Canada.

[*Translation*]

Ms. Angela Vautour (Beauséjour—Petitcodiac, NDP): Mr. Speaker, the member opposite seems to know what is happening with the parks. He says that rural communities are important and that the budget should take them into account. I agree totally. My riding is highly rural.

I am nevertheless concerned and wonder about my Liberal colleague's opinion. Does he agree with the decisions to date to privatize our national parks, which bring us to ASD, which cut salaries and which complicate life even further? Often national parks are in rural settings, and the decisions made by this government department simply compound the economic problems of our communities. Could he explain to me his thoughts on his government's approach to parks?

[*English*]

Hon. Andy Mitchell: Mr. Speaker, I will reiterate very briefly what I said in a speech when I introduced the Saguenay-St. Lawrence bill. We have not contemplated, are not contemplating now and will not be introducing into this House any measure that will privatize Parks Canada.

We as Liberals understand that the maintenance of our special places in this country is a public trust, a public trust that is exercised through a minister and overseen by this Parliament. That is the way Parks Canada operates and that is the way Parks Canada will continue to operate.

I would be pleased at any time to have a discussion with the member to clearly demonstrate that that is the way we operate.

Mr. Murray Calder (Dufferin—Peel—Wellington—Grey, Lib.): Mr. Speaker, I listened with a lot of interest to the hon. member, especially when he talked about rural Canada. As a farmer that is very close to my heart.

Right now we are moving into the next millennium and we have heard the hon. member for Victoria—Haliburton talk many times about his rotary dial cell phone. Quite frankly we just do not have the services in rural Canada that we should have in order to be viable.

In the last budget there was extra money put into the Farm Credit Corporation. There was extra money put into the Business Development Bank of Canada. I would like the hon. member to enlighten us on what he foresees should go into these good institutions that are helping rural Canada meet those challenges.

Hon. Andy Mitchell: Mr. Speaker, the hon. member makes a very good point. During the last budget there were measures which were directed at rural Canadians.

The community access program had an extra \$30 million put into it so that rural Canadians could be hooked into the worldwide web. One of the difficulties is this. Although that type of technology is easily obtained in a large urban centre, it is just now that we are having an opportunity to place that infrastructure into rural Canada. Those types of things are important. I would like to see that type of initiative continued through the next year.

• (1715)

We talked about the investments we made in the Business Development Bank of Canada. That was an excellent example where we saw a targeted program aimed specifically at tourism operators operating in rural areas. That is the kind of initiatives that I talk about when I say we need to design our programming in a way that reflects the needs of rural Canadians.

It was the same thing when we saw the extra investment made in the Farm Credit Corporation, again recognizing the needs of rural Canadians, recognizing the need to develop programs that are in the best interest of rural Canadians.

The Deputy Speaker: The hon. member for Etobicoke—Lakeshore, on a point of order.

Ms. Jean Augustine (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Mr. Speaker, I am asking for unanimous consent for a motion that has been agreed to by all parties in this House, seconded by the members for Ottawa Centre, Ottawa West, Edmonton North, Saint John, Winnipeg North Centre and Laval East. I move:

That, in the opinion of this House, the government should consider the request of the Famous Five Foundation to honour the memory of Emily Murphy, Nellie McClung, Irene Parlby, Louise McKinney, Henrietta Muir Edwards, the Famous Five, by allowing a statue commemorating them to be placed on Parliament Hill.

The Deputy Speaker: Does the hon. member for Etobicoke—Lakeshore have the unanimous consent of the House to propose the motion?

Some hon. members: Agreed.

An hon. member: No.

The Deputy Speaker: I hear no consent.

Resuming debate, the Parliament Secretary to Minister of Foreign Affairs.

Government Orders

Mr. Ted McWhinney (Parliamentary Secretary to Minister of Foreign Affairs, Lib.): Mr. Speaker, I had the pleasure of participating in the hearings of the Standing Committee on Finance in Vancouver. I was impressed by the line from Flaccus of fate casting lots for the high and the low. Everybody came along, the high barons of industry, the trade union bureaucrats, very powerful people, learned professors and not so interesting professors occasionally of economics and journalists, but it was an exercise in public participation.

When I look at the report and try to assess how many witnesses appeared, how many depositions, the answer is it was an exercise in participatory democracy. I think that is one of the legacies of the patriation constitutional process of 1982, the fact that one took little steps but they are now becoming further steps.

I am reminded of this when I get letters from people saying that the MAI project, for example, is being hatched in secret and by an elite. We look at the process with MAI and to become law in Canada, we would need a signature on a treaty if and when a text is adopted, we would need a ratification of the treaty, we would need implementing legislation, federal and provincial I think in that case. That is a lengthy process, which is still incomplete in Canada in relation to the Law of the Sea. We are 14 years away from the first signatures, and still incomplete in many other areas.

I also look at the witnesses who appeared before the standing committee of this House on foreign affairs on MAI. I find 35 witnesses again covering the whole spectrum of society and the whole range of informed opinion on economic matters and 125 separate depositions. That is not a secret process. When we consider it will be open in the future if and when an agreement comes back from the OECD on MAI, the same issue will come again, implementing legislation with public debate.

This is a process we are engaged in with great success and with a large degree of collegiality if we follow the achievements of the committees of this House. I sat on the foreign affairs committee this morning. I noticed on two potentially very controversial subjects a consensus resolution was met. In one case it encompassed all parties and in another case all but one. That is an achievement.

I congratulate the Standing Committee on Finance on an expeditious process with all deliberate speed, producing a report and producing some recommendations with considerable substance in them.

• (1720)

Allow me, if I may, to comment on the first and general ideas here, the commitment to fiscal integrity which was the key point in the present government's successful campaign in 1993: balance the budget and reduce the external debt.

I would essentially agree with the tenure of this report as I heard witnesses before the committee that Canadians want us to hold the line on that. We want fiscal integrity. We want a balanced budget. It will be achieved before the end of the budget year 1998, several years ahead of our original schedule, and we are attacking the external debt.

However, Canadians want continued investment in health and welfare in the community facilities necessary to maintain a healthy and decent society, which means commitments to pensions and to medicare, the most single Canadian contribution I think in this hemisphere. Only the German's Bismarck in the late 19th century I suppose preceded us, but we have concretized it in a way other countries have not.

I believe I will concentrate on a point that is in this report but is worth special attention. The hon. member for Kings—Hants referred to it previously. It is the investment in knowledge, the recognition that the next century is a knowledge based century and dependent on having an informed, trained, talented and imaginative workforce. The key to job creation is in investment in knowledge and research.

What is known popularly as the Japanese and German syndrome, the defeated countries after World War II invested in pure research. There are no immediate returns in pure research but five or ten years down the road, you know that you are leading in science and technology and that your industries that understand this are beating all competitors.

That shows up in the foundation for innovation, the \$800 million for that, developing the infrastructure and rebuilding it in medicine, engineering and the sciences, the centres for excellence networks, the millennium scholarships, the increased relief to student loans and the post-secondary education debt relief.

I will mention that I have had communications from the heads of universities in the last few weeks asking me to make the case for maintaining the grants to the federal granting agencies, the NRC, the SSHRC and the Canada Council. There was a time in western Canada when we complained that these bodies had a certain eastern Canadian mentality, that the grants seemed heavily weighted in favour of what we call central Canada. I am happy to say that the university presidents tell me that this is being corrected and has been corrected in large measure and they would like to see the grants returned to full vigour; that is to say, the equivalent in 1997-98 of what the grants were before the cuts. I would endorse that.

The intelligent choice of projects in which to invest is the key to an intelligent and reasoned approach to developing our science and technology for the next century. I think this is a recommendation that could come forward from the House to the government in the elaboration of the next budget.

Government Orders

When we were making the case for Triumph, the \$167.5 million grant to the University of British Columbia base research in folic physics and particle physics, one had to explain what this was about, but the most telling argument was the spin-off in high talent, high intelligence based industries in British Columbia. We were able to point to a \$200 million export contract enrichment in one year alone and the jobs that it brought.

I think that is the key to what we are talking about. If we are competing with other countries which have larger population bases and perhaps larger resources in other areas, we do it by increasing our investment in education, by making it not really up to world standards but making an issue of leadership.

This brings us to one other area which I raised in my question to the member for Kings—Hants. I think it is necessary to have a federal role of leadership in education, in science and research. It is not merely a matter of creating the national standard, it is not merely a matter of bringing economically less favoured provinces up to national standards. One remembers Nova Scotia, which is certainly not a wealthy province, but for many years it was considered the cradle of education in Canada and there was an extra degree of devotion among Nova Scotians who were poor but honest, some say, to education.

• (1725)

But, look, that is falling away when one looks at the position of the universities and colleges in Nova Scotia. So, a federal role is necessary and there is a certain sense of equalization in education, but much more I think the vision for what is needed in terms of international competitive industry and the research base in science, technology and engineering that will be the precondition for that. I think that requires a federal leadership.

My plea in the budget, as is recognized in the Standing Committee on Education, is to make sure that this is a recognition of the knowledge century and the investment we must make in funding the science, technology and pure research with the skilled people who bring that to a conclusion.

Mr. Scott Brison (Kings—Hants, PC): Mr. Speaker, I commend the hon. member on his provocative discussion about the importance of education and his position and opinion relative to the potential of the federal role in terms of leadership in some areas of education.

The member is quite right that Nova Scotia was a cradle of education and to a certain extent, perhaps, that led to the intelligence of the electorate in the recent election. However, I am not certain of that.

In terms of the disparity that exists in education, not just between provinces, but between areas and counties in provinces, we need to

recognize that to a considerable extent the investment in education is based on local tax bases. Wealthy communities can invest considerably more locally in education than poorer communities.

I grew up in a wonderful, picturesque part of Nova Scotia, but an area that is very economically depressed. In that area, there were 30 students who came out of grade six at the time I did and only ten ever graduated from high school. For me it is extraordinarily important that we ensure educational opportunities exist in very community Canada. I believe the federal government can play a role in providing leadership to ensure that is the case.

Mr. Ted McWhinney: Mr. Speaker, I would perhaps cite to the hon. member a remark that the former Prime Minister, Mr. Trudeau, made when he was still Prime Minister, just before his retirement when he received an honorary degree from Dalhousie University. He said with great wit and great truth when he looked at the record of the alumni of Dalhousie University and the roles of leadership they held in national politics in Canada, he wondered how he had got so far himself without having a degree from Dalhousie University.

In the wit is a large element of truth. The maritimes invested very heavily in education. But it is time to recognize the disparities in wealth and financing since it simply operates to a severe disadvantage today. I do believe that we are into a system where the federal government may need to deal directly with the municipal school authorities in this area. This looks for more imaginative and mannered approaches to co-operative federalism which was an idea of the 1950s and 1960s, now being revived. However, I think it needs a little more structure and sophistication.

I think his plea for the maritimes would be supported by this side of the House also. I thank the member for that observation.

Ms. Jean Augustine (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Mr. Speaker, on a point of order.

I am seeking unanimous consent for a motion, seconded by the member for Ottawa Centre, the member for Ottawa West, the member for Edmonton North, the member for Saint John, the member for Winnipeg North Centre, the member for Laval East:

That, in the opinion of this House, the government should consider the request of the Famous Five Foundation to honour the memory of Emily Murphy, Nellie Mooney McClung, Irene Marryat Parlyby, Louise Crummy McKinney and Henrietta Muir Edwards—the “Famous Five”—by allowing a statue commemorating them to be placed on Parliament Hill.

• (1730)

The Deputy Speaker: Does the hon. member have the unanimous consent of the House to put this motion?

Some hon. members: Agreed.

The Deputy Speaker: The House has heard the terms of the motion. Is it the pleasure of the House to adopt the motion?

An hon. member: No.

The Deputy Speaker: The motion is not adopted.

Mr. Monte Solberg (Medicine Hat, Ref.): Mr. Speaker, I rise on a point of order to seek consent for the following motion:

That, notwithstanding Standing Order 24(2) or any other usual practice, the time provided for Government Orders be extended by 15 minutes, therefore expiring at 5.45 p.m., provided that no quorum calls or dilatory motions shall be received by the House after the hour of 5.30 p.m.

The Deputy Speaker: Does the hon. member have the unanimous consent of the House to propose the motion to extend the hours of sitting?

Some hon. members: No.

The Deputy Speaker: There is no unanimous consent.

[*Translation*]

Mr. Denis Coderre: Mr. Speaker, I appeal to the Chair. Earlier I saw a member indicate he did not agree. There was, however, unanimous consent on the motion of my hon. colleague, but the person who did not give his consent was not even in his seat. So I do not understand why his remark would be recognized. I therefore believe that there is unanimous consent and I would ask you to reconsider the motion.

The Deputy Speaker: The Chair holds that one dissenting voice determines the matter.

[*English*]

The Chair does not inquire about where a member is sitting in the House when a question is put seeking unanimous consent. The Chair asked for unanimous consent. An hon. member said no, and I am afraid that determines the matter.

The Chair is not in a position to determine whether a member was in his seat or not for the purposes of that and, indeed, members do not have to rise to say no. The question is put to the House and the answers come back.

I regret the circumstances are that I cannot entertain the motion.

Ms. Marlene Catterall (Ottawa West—Nepean, Lib.): Mr. Speaker, I rise on a point of order. I realize in about a minute things moved rather quickly. I wonder if you might agree to review the tapes of the last five minutes.

What I observed, and I may be mistaken, was that the member from Etobicoke—Lakeshore asked for unanimous consent and nobody said no.

Government Orders

I believe you then asked if the motion is adopted. At that point somebody who was not in the House when the motion was moved came into the House and essentially voted no, but not from his seat.

I am just asking, Mr. Speaker, whether you might review what was said in the last five minutes.

The Deputy Speaker: The hon. member is quite correct. Because there were other items moved immediately following, the Chair abandoned because the House seemed to abandon the attempt.

The motion the hon. member for Etobicoke—Lakeshore sought to put before the House was agreed to be put to the House. I then put the motion and a member said no when I put the motion to the House.

The motion is a debatable motion. I can put the motion to the House again if the House is willing to do that. The difficulty we are facing is that it is going to take unanimous consent.

There is unanimous consent that the motion be put to the House. Perhaps the hon. member for Etobicoke—Lakeshore, having obtained that consent, could have her motion delivered to the Chair and I will put the question to the House.

* * *

● (1735)

FAMOUS FIVE

Ms. Jean Augustine (Etobicoke—Lakeshore, Lib.), seconded by the hon. members for Ottawa West, Ottawa Centre, Edmonton North, Saint John, Winnipeg North Centre, and Laval Est, moved:

That, in the opinion of this House, the government should consider the request of the Famous Five Foundation to honour the memory of Emily Murphy, Nellie Mooney McClung, Irene Marryat Parlyby, Louise Crummy McKinney and Henrietta Muir Edwards—the “Famous Five”—by allowing a statue commemorating them to be placed on Parliament Hill.

The Deputy Speaker: The question is on the motion. Under the rules there is no time to debate this motion unless the House gives its unanimous consent. I therefore put the question. Is it the pleasure of the House to adopt the motion?

Some hon. members: Agreed.

(Motion agreed to)

* * *

COMMITTEES OF THE HOUSE

FINANCE

The House resumed consideration of the motion.

Mr. Monte Solberg: Mr. Speaker, I rise on a point of order. I think you will find consent for the following motion. I move:

Government Orders

That notwithstanding Standing Order 24(2) or any other usual practice, the time provided for Government Orders be extended by 15 minutes, therefore expiring at 5.50 p.m., provided that no quorum calls or dilatory motions shall be received by the House after the hour of 5.35 p.m.

(Motion agreed to)

Mr. Monte Solberg (Medicine Hat, Ref.): Mr. Speaker, I do not think I have ever fought this hard before to speak in the House of Commons but it is a pleasure to rise to speak today during the debate on the prebudget report issued recently by the finance committee.

While the finance committee was very successful in hearing from groups like the Business Council on National Issues and in hearing from many social activists across the country, I really believe that where the finance committee failed was in hearing from the 70% or 80% of Canadians who are in the middle of those two groups.

I will make my point by reading from a letter. I do not think we will find the views expressed in that letter reflected anywhere in the finance committee report. This letter was originally sent to the hon. member for Cariboo—Chilcotin who recognized its importance immediately:

I am writing in regard to the increase in CPP. I am a housewife with two small children.

My husband works 12 hour days, six or seven days a week. Even with all the hours my husband works we are only making ends meet. We cannot afford an increase in CPP. This increase only means my husband has to work even harder. Which means we will see even less of him. How is this good for my two children? How is this good for our marriage?

The government borrows or should I say steals from the CPP fund and then increases it because they can't pay it back. Why do we have to pay for a dishonest government?

They preach about how they want to save our children. They preach about broken marriages. Then they turn around and screw us again. Couples stress about money and it does affect the children. It does affect the marriage. How can afford to put my children in swimming lessons or baseball when any extra money we have the government takes? My oldest son is five and has said to me "Why can't I Mommy? We can't afford it, right?" This is from a 5 year old. All his friends at school get hot lunches on Fridays but he doesn't. How are we supposed to dish out another \$100 a month? I can't work because of all the hours my husband works. Why should I have to? I want to raise my children not a daycare.

My husband is 34 and I convinced him to finally vote this year. We had many an argument about it. He said why should he bother voting when nothing ever changes. A lot of people feel this way. I am beginning to think he is right.

I have rent, house insurance, truck insurance, life insurance, hydro, gas, phone, food, truck payments. These are basic bills. As for fun, what's that? Will CPP even be there when my husband retires? I doubt it.

I have a friend who at 28 is having to declare bankruptcy. She has three children. I know that it could be us. Kids are in trouble today more than ever because parents aren't there. They have to work harder and longer so the kids are on their own. The future looks bleaker.

Something has to be done about this CPP. Canada is on its way to ruin the way I see it.

• (1740)

It is signed Margaret Snell of Quesnel, British Columbia.

I want to argue that people like Margaret Snell simply were not represented before the finance committee. People like Margaret Snell did not have their views represented in the government's report on the prebudget hearings. It is not only Margaret Snell. I believe that there are hundreds of thousands, in fact millions, of Canadians who feel exactly the same way as Margaret Snell feels.

What should the government do when it hears letters like the one I just read from Margaret Snell or the one which my leader read yesterday from Kim Hicks of Sackville, New Brunswick? If the government had the sense that God gave the goose, the first thing it would do is secure the future of people like Margaret Snell, Kim Hicks and other people who are suffering by first taking the debt situation seriously.

The other day the chairman of the finance committee rose in his place to speak about what the finance committee heard. I know that my hon. friend will acknowledge that we heard representative after representative come before the committee to say that the debt is a real problem and that we should do something about it. In fact, the government report even says that it is a problem.

What was the recommendation? The recommendation was to continue with the promise made during the election campaign, which is to allocate 50% of the surplus for more spending. It is absolutely incredible.

We know that when major polls are conducted across the country Canadians say that debt is an incredible problem. We have to deal with the debt. As my leader pointed out yesterday, when people have a little tax relief, what do they do with it? They pay down their personal debt. Of course they do. It is common sense.

What does the government do? It has a huge agenda to start spending again, but does it have any plan on what to do with the debt?

The government suggests that maybe it will reduce the debt to 50% or 60% of GDP by some point in the future. What exactly does that mean? It did not commit to putting a single dollar toward the debt in absolute terms. The government suggests that maybe if the economy grows fast enough the debt will look smaller as a percentage of our economy.

The very first thing the government should do is borne out by polls, letters and telephone calls which we received. The very first thing the government should do is secure the future of people like Margaret Snell, Kim Hicks and hundreds of thousands of other

Government Orders

people by starting to pay down the debt. The government should have a serious plan to pay down the debt.

The second point I want to make is that the government should find a way to secure the future prosperity of Canadians. The way to do that is very obvious. After having read Margaret Snell's letter and after having heard Kim Hicks' letter, it should be obvious to the government as well. It needs to start reducing taxes.

We have a tax burden in this country which is absolutely staggering. In the last four years, since the government came to power, Canadians have seen their disposable incomes drop like a stone. We know that since the government came to power disposable income for the average family in this country has fallen by over \$3,000.

Why is that? It is because taxes continue to mount.

My friends across the way stand every day and say they have cut taxes. If people across the country really believe that the government has cut taxes, I have a bridge that I would like to sell them.

• (1745)

People do not believe that. I do not believe that. We know that government revenues have gone up \$25 billion in the last few years. We also know that the government has introduced 37 tax increases. We know that because income tax is not indexed for inflation, effectively there is an inflation tax in place which brings in just under a billion dollars in new revenues every year because people are pushed up into a higher tax bracket. We know all of those things. So how in the world can the government find the courage to say that somehow it has reduced taxes? Frankly, I do not think anybody believes it.

We know that in Canada today we have personal income taxes that compared to our G-7 trading partners are 54% higher. I do not believe for a moment that the government members across the way in their heart of hearts feel and can even persuasively argue that the government really has reduced taxes. I do not think Canadians are buying that at all.

I want to go over a couple of things which were said by my leader yesterday when he said we provided some tax relief for a family in New Brunswick. When that family in New Brunswick had a chance to spend that money, what did they spend it on? They paid off some personal debt. They set aside about a third of the money. Then they spent some on essentials like medical needs and groceries.

Canadians know better than this government what their priorities are. They should have the chance to direct where that money goes, to keep it in their pockets in the first place. That is why the Reform Party has been at the forefront of advocating lower taxes for all Canadians so that we can start to give Canadians the real hope that they need, the real hope that they have been deprived of over the

last 10 years under successive Liberal and Conservative governments.

Mr. Chuck Strahl (Fraser Valley, Ref.): Madam Speaker, I would like to thank the Reform Party's finance critic for that speech.

As usual, using a very personalized example of how taxes, debt and deficits impact on a family and on an individual makes it much more meaningful than a long list of statistics. What the member has shown us today is a fine example, or maybe a very poor example, of what happens when governments dip into the pockets of Canadians. The old joke is that it was so cold last winter we actually saw the finance minister with his hands in his own pockets for a change.

Canadians understand. They do not buy this idea that taxes have plateaued, that the light at the end of the tunnel is anything other than an oncoming tax train.

I would like the member to talk specifically about user fees and the hidden taxes that the government keeps denying it has increased. He mentioned several of them, for instance bracket creep. Who is the biggest bracket creep in Canada. There is the issue of these hidden taxes whether they be tariffs or other things we do not see when we pick up the groceries.

In addition there are user fees. I wonder if the finance critic could talk to us about that problem. It is another hidden tax that is eating away at a family's ability to look after itself and has contributed to that \$3,000 drop in income the average Canadian has sustained in the last three or four years.

Mr. Monte Solberg: Madam Speaker, I will be brief because my time is running out.

In the last 10 years user fees have increased by about 100% in Canada. User fees effectively are a tax not only on corporations, businesses and all kinds of organizations that use government services, but it is a tax in many cases on individuals, people who use campgrounds and that kind of thing. There is no question the government has set about to raise extra revenues that way and because these things do not pass through Parliament, it does amount to taxation without representation.

I will say one word on the issue of bracket creep. Recently we got a letter from a lady in Abbotsford, British Columbia who was having trouble making it on \$16,000 a year. She pays quite a bit of income tax, even only making \$16,000 a year. In fact she had to mortgage her mobile home in order to pay the \$800 tax bill she owed the government.

• (1750)

I simply want to make the point to my friends around the House today that tax relief is a viable way to help a lot of Canadians, people at the low end of the income scale. In the spirit of Christmas, I urge people to consider this today and to think that

Private Members' Business

perhaps there are ways to help people other than initiating a new program.

I want to thank my colleagues around the House for agreeing to let me speak today. I also want to wish them a very Merry Christmas and a safe and prosperous New Year. I know we disagree in this place, very often quite vehemently on various things but I think we all agree that we all want to help Canadians. I want to express my best wishes to all my friends in the House today.

The Acting Speaker (Ms. Thibeault): It being 5.50 p.m., the House will now proceed to the consideration of Private Members' Business as listed on today's order paper.

PRIVATE MEMBERS' BUSINESS

[English]

MACKENZIE-PAPINEAU BATTALION

Mr. Nelson Riis (Kamloops, NDP) moved:

That, in the opinion of this House, the government should consider the advisability of giving to the members of the MacKenzie-Papineau Battalion and other Canadians who fought with Spanish Republican forces in the Spanish Civil War between 1936 and 1939, the status of veterans under the federal legislation and making them eligible for veterans' pensions and benefits.

He said: Madam Speaker, before I begin my remarks there have been discussions among the various parties. I would seek unanimous consent to call it one hour of completed debate after representatives from all the political parties represented here tonight who wish to speak to this motion have had a chance to speak.

The Acting Speaker (Ms. Thibeault): Does the member have unanimous consent?

Some hon. members: Agreed.

Some hon. members: No.

The Acting Speaker (Ms. Thibeault): Would the hon. member please repeat what he just said in order that the members are well informed about what they will be agreeing or disagreeing to.

Mr. Nelson Riis: Madam Speaker, there have been discussions among all the parties. I think you will find unanimous consent that after a representative from each of the political parties has spoken to this motion that we will call it a full hour of debate.

The Acting Speaker (Ms. Thibeault): Does the hon. member have the unanimous consent of the House?

Some hon. members: Agreed.

The Acting Speaker (Ms. Thibeault): Carried.

Mr. Nelson Riis: Madam Speaker, thank you to my colleagues for agreeing to seeing that this first hour of debate will continue after hearing from the various political parties on Motion No. 75.

The motion has been put and the general intent has been indicated. Basically, it is to find an avenue to recognize those men and women who were part of the MacKenzie-Papineau Battalion.

Who were these people? In response, the Mac-Paps as they were often referred to, were a unit of some 1,300 volunteer soldiers from all parts of Canada who banded together to go abroad to fight the enemies of democracy, the fascist powers of Europe.

It was 1936 when the Spanish Civil War began, when the forces of Franco overthrew Spain's democratically elected republican government. With the help of support from Nazi Germany and from fascist Italy, the Spanish Civil War was under way.

People from Canada became aware of this conflict. They became aware of the threat of fascism and the rise of Nazi Germany. They felt that this was the beginning of what was to be an eventual major conflict in the free world, a conflict of free democratic voices against those of fascism.

• (1755)

The call went out. Volunteers from coast to coast in Canada joined after information rallies and so on and left Canada. They left their families, left their jobs, left their communities to fight in a foreign country against what they felt was a threat to freedom and a threat to democracy.

It was 1936. At the time the government of the day passed legislation called the Foreign Enlistment Act, 1936. This act made volunteers who fought in foreign wars criminals. One would have to know Canadian history to acknowledge that at the time there were many people within the Government of Canada who were somewhat sympathetic in particular to the rise of Hitler in Germany.

The history books will reveal that many political leaders in Canada thought the rise of fascism was quite fashionable and quite acceptable. As a matter of fact, in many of the major cities of Canada fascism was very popular. It was not uncommon to find fascist organizations organizing fascist meetings with a great deal of popular support throughout the country.

The Foreign Enlistment Act was passed in 1936 which made it illegal for volunteers to fight on the side of democracy and freedom in the Spanish Civil War. In spite of that, 1,300 people volunteered to go. They felt they had to defy their government in an effort to stand up for justice and what was right in this world.

Private Members' Business

It is fair to say now with the benefit of hindsight that the Spanish Civil War in many ways was the dress rehearsal for the second world war. It was an early test of the resolve of the free world to make a stand against those forces wishing to crush democracy. We know now in retrospect that certainly was the case. The forces of fascism throughout Europe rose up shortly thereafter and it was just a matter of time before Canadians were involved in fighting fascism in a variety of ways and on a variety of fronts.

We read these days about the conflict, about the incredible heroism, the unbelievable personal sacrifices Canadians made when they went to fight in this war. They often fought with outmoded weapons and in some cases fought with no weapons at all. They were fighting against the Luftwaffe. The Nazi Luftwaffe would sweep over Franco's Spain and bomb the units that were fighting on behalf of the republic. Mussolini sent his naval forces and so on to bombard the cities and bombard the trenches where the freedom fighters were fighting.

It was an incredibly bloody conflict. It was in 1936 and it is fair to say it was before any sort of modern medical application was available on the fronts of war.

Interestingly enough, one of the Canadians who distinguished himself, and there were many Canadians, was Dr. Norman Bethune. He revolutionized battlefield blood transfusions which saved the lives of countless of his fellow volunteers and ever since, future generations of soldiers fighting in war. It was then that Norman Bethune almost became a legend in his own time. He travelled from coast to coast to raise support for the republican forces, to raise finances and to encourage people to enlist. He almost became a cult figure among those people who were fighting for freedom and democracy.

The casualty rate was staggering. The suffering was unbelievable. Many of my colleagues in the House of Commons are well aware of the nature of those battles. They are documented in a number of ways. A number of my colleagues are scholars in this area so I will not elaborate at this point. I know we will hear others talk about the casualties of the Spanish Civil War and the recognition that one-quarter of all of the Canadian volunteers were killed or presumed dead by 1939.

• (1800)

One of the darker sides of the issue was that when many of the Mac-Paps who survived the Spanish Civil War and later sought to enlist in our armed forces to continue the fight against fascism in Europe and elsewhere, they were turned away for being politically unreliable individuals. They were identified by government and by the RCMP as being suspect. Their heroic contributions were overwhelmed by the fact that they actually experienced outright discrimination when they returned home to Canada.

The people who prized freedom and democracy acknowledged their contribution and acknowledge that these folks were fighting for the things that have made our country great. Nevertheless they were treated terribly by those in power and influence at the time. They were subjected to police surveillance because of their suspected political connections and political aspirations.

Today in Canada there is only a handful of these survivors left. Remember that this was in 1936. They were young people at the time. Some were not necessarily that young. Almost all of them have passed away regretful that their contribution to the fight against fascism was never acknowledged, recognized or appreciated in a formal way by the Government of Canada and by other levels of government.

Not long ago a memorial was erected at Queen's Park in Toronto on the lawns of parliament in recognition of their contribution. As we speak, funds are being raised in the city of Vancouver to erect a statue to acknowledge the contribution these individuals made in the fight against fascism and the rise of Nazi Germany.

We have not done anything as a federal presence. As a country we have not acknowledged the fact that these folks made a contribution that we have later acknowledged and became involved directly, the conflict now known as the second world war.

My motion is seconded by a number of colleagues from various political parties. It simply asks that the matter be referred to the appropriate committee of the House for study. Whether it is to give full veterans benefits to the survivors, of which there are probably not more than 40; whether it is to recognize the contribution these individuals made or some other form of recognition and support at this twilight time in their lives, we are open to whatever initiative would be appropriate.

Rather than seal off this issue with a negative speech today, we should at least keep it open and keep a dialogue happening between ourselves as political parties and as elected representatives to find some acceptable way to recognize the tremendous sacrifices and the tremendous contribution made by the individuals called the Mac-Paps against the rise of Nazism.

We owe it to these individuals. There are probably no more than 40 left in all of Canada. Therefore the cost is infinitesimal. I think it would be appropriate to seek some method of saying thanks to the people who led the way in our Canadian fight against fascism and their fight for freedom and democracy.

Mr. Robert Bertrand (Pontiac—Gatineau—Labelle, Lib.): Madam Speaker, I am pleased to be able to debate this motion. I probably find myself in the position of many members of the House; that is to say I have mixed feelings about it. This is the type of initiative that many members, regardless of political persuasion, can have some sympathy with.

Private Members' Business

On the surface, Motion No. 75 would seem to have merit. After all, who cannot be sympathetic with the notion of offering some care and comfort to a small group of elderly Canadians who in their youth laid their lives on the line to fight fascism in Europe. It would surely be an act of generosity for caring Canadians. After all what harm could it do?

• (1805)

I wish life were as simple as that: make a decision to call these men veterans, put them on benefits, and that is the end of it. Of course that would not be the end of the issue. It would be the beginning.

The motion calls for the government to consider the advisability of giving these men, the Mac-Paps, veterans status. I assume it follows that the sponsoring member would wish this consideration to lead to such a designation. Unfortunately the motion and its implication is really a non-starter from the beginning.

The Standing Committee on Veterans Affairs studied the issue a decade ago and in its final report stated:

It is the committee's view that while the presentation may portray these issues in black and white, when all facts are looked at in perspective the situation is by no means as clear cut as those who appeared before us wished us to believe.

It is not a clear cut issue at all. My first difficulty is the tendency to revisit history and through today's sensibilities try to apply retroactive judgments about who fought on the right side and who fought on the wrong side.

Although the tide of history would not allow us to say that the Mac-Paps fought on the right side, the fact of the matter is that they took up arms on their own volition. Canada was not at war with Spain. We had laws on the books prohibiting our citizens from fighting in foreign wars.

The fact is that there were Canadians who fought on the other side. What about them? We had and continue to have no veterans benefits for those who volunteered to fight on foreign shores under a flag that was not their own. Yet the motion would have us consider that this group of fighting men, out of all other Canadians who have fought in wars under foreign flags, deserve the same status as veterans who fought under Canada's banner.

At the end of the day we are left to conclude that acceptance of the motion implies and would require Canada to pay veterans benefits to any person who participates in any foreign conflict because he or she sincerely believes he or she is doing the right thing. Lest members think that I exaggerate the possibilities, I suggest that granting of veterans benefits to one group of men who fought for what they believed to be a just cause would open the floodgates for many other groups.

If the hon. member's motion did come to pass, are there other unintended consequences? What would it cost? I am sure there are less than 100 Mac-Paps left. Perhaps less. One might think the cost would be minimal.

I do not know what the exact figures are, but to grant them the same veterans benefits as their Canadian counterparts would not be cheap. They could be eligible for disability benefits, war veterans allowances, comprehensive medical care and a subsidized long term residential care. Would we make these benefits retroactive? If so, retroactive to when? Which dependants would be eligible for what benefits? I do not know what the final price tag would be but it could be a lot steeper than we would guess at first glance.

This does not even begin to touch the horrendous administrative implications. Since the Mac-Paps did not serve in Canadian forces there are no personnel or medical files for them. It would, therefore, be impossible to verify whether any disability claims were war service related. In fact, it would be practically impossible to verify whether any particular individual even served with the Mac-Paps, given that the Canadian government kept no registry of the volunteers. Nor would any of the unit's official records likely have survived the defeat in Spain.

• (1810)

If therefore the proposed motion were adopted and led to veteran status for the Mac-Paps, extremely generous presumptive rules would have to be included in the legislation to allow the Department of Veterans Affairs to accept the flimsiest of evidence in any claim.

Canada recognizes as its veterans those who served Canada or its allies in a war in which Canada was a combatant. That is how it has always been and that is how it should remain. To widen eligibility to those who fought for other nations, in other uniforms, would not be fair to those Canadian veterans who served their country and to those who continue to do so.

To open the benefits to special cases has terribly serious and detrimental consequences, not only at home but abroad where we portray ourselves as an independent and neutral nation. It would suggest that we are not neutral and that Canadians can fight for any nation and return home to receive Canadian benefits.

The case for voting in the affirmative on the motion does not hold up. As the standing committee stated 10 years ago:

It is without regard to the rights or wrongs of the action of those Canadians who are veterans of the Spanish Civil War. They cannot be considered in the same light as Canadians who served in the wars in which Canada was involved as a nation. Consequently, there can be no thought of treating them in the same manner by making them eligible for benefits under veterans legislation.

Private Members' Business

The standing committee's recognition of this fact remains no less true today than it did when it issued its report in 1987. Therefore the motion cannot pass reasonable scrutiny. It should not be passed.

Mr. Peter Goldring (Edmonton East, Ref.): Madam Speaker, I rise today in my duty as the loyal opposition critic for veterans affairs. It is an honour for me to address the motion before the House. I begin by thanking the hon. member for Kamloops for moving the motion.

It is essential for us to remember our history. As we have heard so often, those who do not remember their history are doomed to repeat it. As parliamentarians we have a special duty to ensure that the past informs the present and helps to shape the future.

I take this opportunity to celebrate the memory of those Canadians who fought in Spain in the 1930s. They took part in a pivotal part of our history. I believe it is appropriate that we recognize their valour and ensure their memory as part of our history, but I cannot agree with the motion put forward for the simple reason that it would not be appropriate for the members of the Mackenzie-Papineau Battalion to have the status of Canadian war veterans.

Canada was not a combatant in the Spanish Civil War. Indeed the Liberal government of the day enacted legislation to make participation on either side an offence. With the 20:20 hindsight provided by almost 60 years, we may object to this and feel that it was unfair. However this does not change the fact that these brave men were not members of a Canadian official force.

We need not think too long or too hard to see what a difficult precedent could be set by such an action. At any time there are unfortunately dozens of declared and undeclared wars being fought around the world. More than almost any other people, Canadians recognize the importance of world events in their lives. As a multicultural country, most of us have connections to some part of the world where conflicts occur.

I would not in any way want to encourage Canadians to feel that they have some sanction to take part in the conflicts in places such as Afghanistan, Algeria or Angola, or to promote violence in places like Ireland.

• (1815)

We need only to think back a few years to the conflict in the former Yugoslavia. Canada has strong and vital communities of people of Serbian and Croatian heritage. We certainly did not sanction any reflection of ethnic tensions here. We value our role as a sanctuary of peace and democracy. We gave generously to charities that sought to help the victims of the war. As always, Canada played a central role in the international effort of the

United Nations in trying to prevent conflict and protect civilians in Croatia and Bosnia.

I hope we are more enlightened today than in 1936. Canada is deeply involved in the work of the United Nations peacekeeping forces that have played an important role in avoiding conflict in the Middle east, Cyprus, Croatia and Bosnia to name a few. Even today we insist that those Canadians who want to help should do so through the proper channels of the United Nations. In matters of war we do not freelance.

As the opposition critic for veterans affairs, I am proud to play a role in remembering the sacrifices of the veterans of the Canadian Armed Forces. This past November I participated as a member of the delegation of veterans, young people, military and government representatives that travelled to France and Belgium. We attended the ceremony and remembrance at the Newfoundland Beaumont-Hamel Memorial to commemorate the war dead of the Royal Newfoundland Regiment. We also attended the Ceremony of Remembrance at the Vimy Memorial.

The ceremonies were very moving and emotional and I would be proud to participate in efforts to ensure the memory of the Mac-Paps is part of this heritage. Our level of knowledge about the first and second world wars is fairly good. Places and names such as Vimy, Flanders and Dieppe resonate in the Canadian mind. But Canadians played a role in other international conflicts going back as far as the Boer War in South Africa. These efforts are not as prominent in our history books.

The hon. member for Kamloops has provided us with an opportunity to reflect on one of the pivotal points of the 20th century and the part played in it by Canadians. The Spanish Civil War has a special place in the art and literature of the western world as well as the history. Anyone who has read Hemingway's *For Whom the Bell Tolls* or Orwell's *Homage to the Catalonia* has an idea of the passion that motivated these Canadians to take part in fighting the forces of fascism.

For many people on the left of the political spectrum, such as the hon. member for Kamloops, there is a romantic element in the principled fight against overwhelming odds. This same spirit prevailed in 1936 when 1,239 men went to Spain with the full knowledge that they were bucking the system and going against the wishes of the government of the day.

What is not so well remembered is what is documented in the second half of *Homage to Catalonia* where the communists, anarchists and socialists turned on each other and destroyed any chance they had to effectively oppose Franco's nationalists. The dream of international communism was betrayed by Stalin and others. Orwell and many other veterans of the International Brigades felt betrayed and only a few short years later Hitler's Germany and Mussolini's Italy used the techniques they developed in Spain like the divebombing of the Basque town of Guernica in the second world war.

Private Members' Business

I am sure all members of this House support the important work of our veterans organizations in educating young Canadians about their past and about the horrors of war and about the stories of their parents, grandparents and great grandparents. This is a role that has been played by the veterans of the MacKenzie—Papineau Brigade.

[Translation]

Mr. Maurice Godin (Châteauguay, BQ): Madam Speaker, as the Bloc Québécois critic for veterans affairs, I am pleased to rise today to support my hon. colleague from Kamloops in asking that the members of the MacKenzie-Papineau Battalion be recognized as veterans.

• (1820)

The MacKenzie-Papineau Battalion, named after the leaders of the 1837 rebellion in Upper and Lower Canada, was made up of 1,300 Canadian volunteers who served in the international brigades to support the Republican government against the authority of fascist dictator General Franco during the Spanish Civil War, between 1936 and 1939.

In spite of their sacrifices and their individual heroism, Canadian veterans of the international brigades are still not recognized as war veterans. As a result, they have never been eligible for veterans' benefits and, more importantly, their merit in defending the freedom and democracy that we, in Canada, enjoy and benefit from today was never recognized.

The purpose of this motion is therefore to ask that official recognition be given to the courage of the men and women who did not wait for the government's formal approval to fight for our fundamental freedoms and against the horrors of fascism. These Canadians went to Spain, where they risked their lives alongside other brave people from around the world to fight for freedom and democracy.

Unfortunately, the Spanish Republican forces and the international brigades, including the MacKenzie-Papineau Battalion, did not win that fight, but history tells us that the Spanish war was the prelude to the downfall of fascism at the end of World War II in Europe. It seems appropriate that these fighters and their willingness to fight for justice and democracy be recognized.

Dare we ask? Why did Canada not accept to provide assistance to Spain at the time? Why did it pass the Foreign Enlistment Act on April 10, 1937, one year after the beginning of the Spanish Civil War? Why did Maurice Duplessis, on March 24, 1937, pass an act to protect the province against communistic propaganda, better known as the "Padlock Act"? Why this discrimination toward our soldiers when they came back? Why give the status of veterans to

those who fought in the Vietnam war, but not those who did so in Spain?

I will try to answer these questions from a historical perspective. It may be that, at the time, Canada was a British colony and England, like France, feared a second world war. It may be because the battalion's name was MacKenzie-Papineau, in memory of the 1837 rebellions in Upper and Lower Canada. As we know, these patriots yearned for freedom and democracy, something which may not have pleased Canadian royalists.

Around 1835, Louis-Joseph Papineau, member of the Patriote Party, wanted a democratic and bilingual country open to free trade with the United States, a country where Church and State would be independent. At the time, each group had its own parliament. Members of parliament in both Upper and Lower Canada were elected, but they did not have any executive power. This power was exercised by the governor, who was appointed by London. This is the main reason why these rebellions took place. Quebec was hit first. Villages were burned, hundreds of people killed, 1,000 arrested, 108 tried, 60 deported, and 12 hanged. The authorities could have hit Upper Canada first, because the rebellions were just the same but, when it comes to reprimanding, history tells us that it takes place in Quebec.

The federal Foreign Enlistment Act and Duplessis' Padlock Act were, to a large extent, adopted in response to requests from the clergy and the right wing. It was also to keep the Canadian right happy when these veterans returned home that they were subjected to job discrimination and RCMP surveillance, and turned down when they tried to enlist at the beginning of World War II.

Finally, I do not understand why Canada recognizes veterans of the war in Vietnam but not the war in Spain. We had no more business being in Vietnam than we did in Spain.

I followed with great interest the deliberations of the standing committee on veterans affairs in 1986 regarding the participation of Canadians in the Spanish Civil War, and the testimony shows that the sole interest of the veterans who appeared before the committee was to stop the progress of fascism and to defend the oppressed. History proved them right. The war in Spain was the prelude to World War II and the end of two dictators, Hitler and Mussolini.

• (1825)

These civil wars between the forces of the right and the Spanish Popular Front government began with clashes over economic and social structure. The landowning class, often noblemen, dominated a country that was essentially agricultural, poor and lacking in social programs. This upper class relied on a clergy that was very rich and, on the whole, very conservative. It also relied on an army whose many officers came from its ranks.

The people were primarily farmers, an underpaid agricultural proletariat, miners or factory workers, and engaged in several violent struggles to fight unemployment and low wages.

On two occasions, the working class had managed to assume democratic power and to implement social, military, ecclesiastical and agrarian reform, early release from the army, the separation of Church and State, some degree of autonomy for Catalonia, and universal education. I should point out as well that this was a time of heavy ideological struggles between communists, fascists and liberalists just about everywhere, but in Europe in particular. In 1934, those reforms were abolished after the right assumed power, but when the left returned in 1936 and these programs were resumed, the right went into action and the civil war ensued.

During that war, according to the statistics, 52 countries in the world were involved in recruiting 40,000 people for the Spanish cause despite the non-intervention agreement.

In short, history proves that these veterans fought for freedom and democracy. This civil war was a class struggle between the landowners, the army and the clergy on the one side, and the people, the proletariat, on the other. It was also an international ideological struggle between communism, fascism and liberalism. It was the prelude to the Second World War and to the downfall of fascism and its dictators. The Mackenzie—Papineau Battalion wanted to share that yearning for freedom and democracy.

For these reasons, I am calling on the government to recognize the sincere contribution of these veterans who enlisted in order to defend freedom and democracy, and to award to surviving Canadian veterans or their widows the benefits to which they would have been entitled if they had been regular members of the Canadian Armed Forces.

The Acting Speaker (Ms. Thibeault): The time provided for consideration of Private Members' Business has now expired, and the item is dropped to the bottom of the Order Paper.

ADJOURNMENT PROCEEDINGS

[*Translation*]

A motion to adjourn the House under Standing Order 38 deemed to have been moved.

IMMIGRATION

Mr. Réal Ménard (Hochelaga—Maisonneuve, BQ): Madam Speaker, on November 17, I asked the Minister of Citizenship and Immigration about the measures she intended to take to fight the extremely serious problem of the arrival in Canada of a number of

war criminals, people who are guilty of crimes in their country and who have applied under Canadian law for refugee status.

The issue is of concern, because according to an internal study by Randy Gordon in the Department of Citizenship and Immigration, we learned that, since his first report in February 1997, the total number of cases of all kinds had increased. He reported that the total was now over 300 cases, and including the new files to be considered soon for refugee status, the total would no doubt increase significantly in 1997-98. According to Mr. Gordon, if only 1% of the 38,000 new claims pending processing involved war crimes, the total number of files to process would almost double in very short order.

• (1830)

You must know that in Canada there are nearly 300 people who are guilty or could be considered guilty by the war crimes refugee status commission. There is one thing of considerable concern. Internationally, Canada has the reputation of giving a special welcome to war criminals. In saying that, I know the government is just as concerned as I am about this situation.

I know the Minister of Immigration and Citizenship is not pleased to discover that we are a preferred haven for war criminals. However, for more than 20 years we have known that all sorts of mechanisms have permitted war criminals to come to Canada. Despite all, we must acknowledge that little has been done.

You will recall that, in 1985, there was a commission of inquiry, the Deschênes commission, which looked particularly at Nazi war criminals. It suggested a number of courses of action, including amending the Criminal Code, passing tighter measures on extradition and, of course, the main measure of ensuring that, when someone applied, it would be possible to identify whether they were guilty of war crimes. The moment an individual was identified as a war criminal, without the need for an exhaustive investigation as is presently the case, expulsion and deportation measures were to be taken.

What I hope in raising this question is to offer the government and the Minister of Immigration and Immigration my full support, my participation and my energy so that we may work together, outside party lines, because we all know there can be no justice. We will be able to send a clear message around the world that Canada will not tolerate war criminals on its soil. A clear message will thoroughly discourage regimes guilty of such crimes.

I close by saying that currently under the Immigration Act, specifically subsection 19(1)—

The Acting Speaker (Ms. Thibeault): I am sorry, but the member's time is up.

Mr. Peter Adams (Parliamentary Secretary to Leader of the Government in the House of Commons, Lib.): Madam Speaker,

Adjournment Debate

Canada is constantly making progress in how it treats those who have committed war crimes or crimes against humanity, but a lot remains to be done.

[English]

The government's approach to such criminals has always been grounded in our commitment to ensure that justice is done and that Canada does not become a safe haven for war criminals and for those who have committed crimes against humanity now or in the future.

Canada is seen as a world leader in the detection and removal of modern war criminals and has removed more modern war criminals than any other western country.

For example, 72 persons have been removed from Canada during the past few years. In addition, hundreds have been excluded by the Immigration and Refugee Board from accessing the refugee determination system.

We have prevented many from obtaining visas to enter Canada. We are proud of this accomplishment and we are working hard to build on this success.

The Department of Citizenship and Immigration Canada, CIC, has taken measures to improve its ability to address the problem of war criminals. For example, CIC regions have identified various co-ordinators to track modern war criminal cases and ensure they are dealt with expeditiously.

CIC continually looks for ways to enhance its ability to deal with enforcement issues. CIC works closely with its partners such as the Department of Justice, the RCMP and CSIS to ensure that information is shared and acted upon.

Protecting the safety and security of the Canadian public will always be a top priority for the department. This is one thing we will never compromise on.

[Translation]

I thank the hon. member for Hochelaga—Maisonneuve for his interest in this issue.

• (1835)

RAIL TRANSPORTATION

Mr. Ghislain Fournier (Manicouagan, BQ): Madam Speaker, I am told I will be the last speaker in the House for 1997. If so, I am very proud and honoured to end the proceedings for 1997. As my mother used to say, "the important thing is not to always talk, but to have the last word".

On December 4, I asked the minister of Transport a clear question on the transportation by train of goods to northern cities such as Fermont and Schefferville. To my surprise, the reply was, to say the least, off track.

I asked about rail transportation and the Minister of Transport told me about the condition of Canada's highways. Of course, the

rest of his reply did not make sense. The minister said the provincial government was responsible for setting priorities to meet the collective needs of remote communities. Yet, I was addressing the proper level of government, since I was asking about rail transportation.

Finally, when I asked the minister about what measures he intended to take in the future, he told me that the federal government has been involved in assisting the provinces since 1919 in highway construction, which is utterly useless and irrelevant. All this shows that the minister never took an interest in the claims made by the chamber of commerce of Sept-Îles, which were communicated to him personally more than a month ago. This is a flagrant lack of interest in helping the people of Manicouagan and getting things back to normal.

Admittedly, the Minister of Transport realized his error. In a letter dated December 9, he apologized for not replying to my question and for having given an inaccurate answer. He assures me that officials from his department will look into my allegations and report back.

I could understand that he gave the wrong answer to my question, but I cannot forgive him, on behalf of the North Shore Quebeckers I represent, for not replying promptly to representatives of the Sept-Îles chamber of commerce. I will therefore reiterate the facts, in the interests of advancing our cause.

On November 5, in other words a little more than a month ago, the Sept-Îles chamber of commerce requested the assistance of the Minister of Transport in its efforts to ensure the survival of the merchants in the region. It condemned the increase in rail freight charges.

It was shown, for instance, that it will now cost \$154 to ship 35 cases of milk from Sept-Îles to Schefferville, rather than \$52.

Since the Quebec North Shore & Labrador Railway handed the freight monopoly over to the private sector, rates have more than doubled. The federal government has an obligation to ensure that companies receiving subsidies meet their obligations. How can the government tolerate this, and not act when it knows that IOC is pocketing money for passenger traffic while allowing freight charges to skyrocket.

As the member for Manicouagan, I demand that the government step in to re-establish fair freight rates on the Sept-Îles—Labrador City route.

I would like to reassure people, whether they are from Fermont or Schefferville, that they will be able to obtain food as economically as possible.

To the people in my riding of Manicouagan, and to all Quebeckers, my warmest wishes for 1998. We will be boarding a train headed for the year 2000. It is normal for a self-respecting people to have a country.

Merry Christmas and Happy New Year to all.

Adjournment Debate

[English]

Mr. Peter Adams (Parliamentary Secretary to Leader of the Government in the House of Commons, Lib.): Madam Speaker, in 1996 the Canada Transportation Act, CTA, entered into law. One of the main objectives of this bill was to help revitalize the rail sector by eliminating unnecessary economic regulation and to rely more on commercial arrangements between railways and their customers. Under the CTA, subsidies for uneconomic branch lines and non-VIA Rail passenger services were eliminated. This included the subsidy for the Quebec North Shore and Labrador Railway.

Although the government eliminated the statutory subsidies for non-VIA passenger services, a commitment was made to ensure reasonable passenger rail service to remote communities such as Schefferville. As a result the government entered into contractual arrangements with three railways, including the Quebec North Shore and Labrador Railway, to continue to provide passenger rail service to remote communities.

• (1840)

The agreement specified minimum levels of passenger service such as the frequency of trains. They do not, however, cover all details of other operations since these are best left to the individual railways that provide the freight and passenger services.

Recently the hon. member for Manicouagan raised an issue with respect to a decision by the Quebec North Shore and Labrador Railway to change its merchandise storage service. Recognizing that the federal role is restricted to its contract with the QNS&L for passenger rail services, the Minister of Transport noted the concerns raised by the member and has asked officials from his department to look into this matter.

The minister has made a commitment to respond directly to the member as soon as more details are known. I would personally like to thank the member for Manicouagan for his interest. I lived in Schefferville for a number of years when it was a thriving mining town. One of my daughters was born there. I have travelled this particular railroad scores, not tens, scores of times both before Schefferville closed as a mining town and since. I know Sept-Iles, Manicouagan and the North Shore very well.

I congratulate the member on giving the last speech in the House before the break.

Je vous remercie.

[Translation]

The Acting Speaker (Ms. Thibeault): It being 6.42 p.m., the House stands adjourned until Monday, February 2, 1998 at 11 o'clock, pursuant to Standing Orders 28(2) and 24(1).

Joyeux Noël à tous. Merry Christmas.

(The House adjourned at 6.40 p.m.)

CONTENTS

Thursday, December 11, 1997

ROUTINE PROCEEDINGS

Board of Internal Economy	
The Speaker	3069
Canadian Military Exports	
Mr. Axworthy (Winnipeg South Centre)	3069
Canadian Tourism Commission	
Mr. Lastewka	3069
Government Response to Petitions	
Mr. Adams	3069
Interparliamentary Delegations	
Ms. Parrish	3069
Mr. Wilfert	3069
Committees of the House	
Public Accounts	
Mr. Williams	3070
Human Resources Development and the Status of Persons with Disabilities	
Mr. Alcock	3070
Aboriginal Affairs	
Mr. St-Julien	3070
Subcommittee on International Trade, Trade Disputes and Investment	
Mr. Speller	3070
Expropriation Act	
Bill C-303. Introduction and first reading	3070
Mr. Bélanger	3070
(Motions deemed adopted, bill read the first time and printed)	3070
An Act for the Recognition and Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms	
Bill C-304. Introduction and first reading	3071
Mr. Breitzkreuz (Yorkton—Melville)	3071
(Motions deemed adopted, bill read the first time and printed)	3071
Victims Bill of Rights	
Mr. White (Langley—Abbotsford)	3071
Motion	3071
Famous Five	
Ms. Augustine	3071
Motion	3071
Mr. Nunziata	3071
Ms. Catterall	3071
British Pensioners	
Mr. Robinson	3071
Motion	3071
Mr. Nunziata	3072
Mr. Adams	3072
Petitions	
The Family	
Mr. Szabo	3072
Retirement System	
Ms. Wasylycia-Leis	3072

Rail Transportation	
Mr. Guimond	3072
National Unity	
Mr. Chatters	3072
Crimes of Violence	
Mr. Chatters	3073
Pay Equity	
Mrs. Wayne	3073
Rural Canada	
Mr. Adams	3073
Criminal Code	
Mr. Strahl	3073
Rail Transportation	
Mr. Dubé (Lévis)	3073
Rights of the Child	
Mr. Breitzkreuz (Yorkton—Melville)	3073
Criminal Code	
Mr. Breitzkreuz (Yorkton—Melville)	3073
Questions on The Order Paper	
Mr. Adams	3074

GOVERNMENT ORDERS

Finance	
Motion	3074
Ms. McDonough	3074
Mr. Boudria	3076
Motion	3076
(Motion agreed to)	3076
Mr. Harb	3076
Ms. McDonough	3077
Mr. Szabo	3077
Ms. McDonough	3078
Mr. Jones	3078
Ms. Catterall	3081
Mr. Jones	3081
Mr. Pankiw	3081
Mr. Jones	3082
Mr. Breitzkreuz (Yorkton—Melville)	3082
Mr. Jones	3082
Mr. Bryden	3082
Mr. Nunziata	3084
Mr. Bryden	3084
Ms. Catterall	3084
Mr. Thompson (Wild Rose)	3086
Ms. Catterall	3086
Mr. Hart	3086
Mr. Kerpan	3088
Mr. Hart	3088
Mr. Kenney	3089
Mr. Harb	3090
Mr. Kenney	3091
Mr. Shepherd	3091
Mr. Laurin	3092
Mr. Shepherd	3093
Mr. Szabo	3093
Mr. Shepherd	3093
Mr. Finlay	3093
Mr. Elley	3095

Mr. Finlay	3095
Mrs. Picard	3095
Mr. Charbonneau	3097
Mr. Charbonneau	3097
Mrs. Lalonde	3097
Mr. Laurin	3097
Mr. Charbonneau	3097
Mrs. Picard	3097
Mr. Crête	3097
Ms. Augustine	3099
Motion	3099
Mr. Breitreuz (Yorkton—Melville)	3099
Mr. Harvey	3099
Mrs. Picard	3100
Mr. Harvey	3100
Mr. Crête	3100
Ms. Torsney	3100
Mr. Thompson (Wild Rose)	3102
Ms. Torsney	3102
Mr. Thompson (Wild Rose)	3102
Ms. Torsney	3102
Mrs. Lalonde	3102
Ms. Torsney	3103
Mrs. Redman	3103

STATEMENTS BY MEMBERS

Holiday Greetings	
Mr. McCormick	3105
Westaim	
Mr. Epp	3105
Tribute to Father Gérald Mauzeroll	
Mr. Assad	3105
Patriots of Saint-Eustache	
Mr. Perron	3105
War Crimes	
Ms. Caplan	3105
Rail Transportation	
Mr. St-Julien	3106
'Twas the Night Before Christmas	
Mr. Thompson (Wild Rose)	3106
Young Offenders Act	
Mr. Provenzano	3106
Violence Against Aboriginal Women	
Ms. Girard-Bujold	3106
Tribute to Soeur Lorette Gallant	
Ms. Bradshaw	3107
'Twas the Night After Kyoto	
Mr. Strahl	3107
Economic and Social Programs	
Mr. Charbonneau	3107
Cape Tormentine	
Ms. Vautour	3107
“Let us Spend”	
Mrs. Wayne	3108
Cultural and Sporting Events in the Mauricie	
Mr. Rocheleau	3108

Speaker's Workshop	
Ms. Catterall	3108

ORAL QUESTION PERIOD

The Environment	
Mr. Manning	3108
Mr. Gray	3109
Mr. Manning	3109
Mr. Gray	3109
Mr. Manning	3109
Mr. Gray	3109
Miss Grey	3109
Mr. Gray	3109
Miss Grey	3109
Mr. Gray	3109
Fiscal Dividend	
Mr. Duceppe	3109
Mr. Martin (LaSalle—Émard)	3110
Mr. Duceppe	3110
Mr. Martin (LaSalle—Émard)	3110
Mr. Brien	3110
Mr. Martin (LaSalle—Émard)	3110
Mr. Brien	3110
Mr. Dion	3110
Mr. Dion	3110
Education	
Ms. McDonough	3110
Mr. Pettigrew	3110
Ms. McDonough	3111
Mr. Pettigrew	3111
Federal—Provincial Relations	
Mr. Charest	3111
Mr. Gray	3111
Mr. Charest	3111
Mr. Martin (LaSalle—Émard)	3111
Search and Rescue	
Mr. Hanger	3111
Mr. Eggleton	3111
Mr. Hanger	3111
Mr. Eggleton	3111
Budget Surplus	
Mr. Gauthier	3112
Mr. Martin (LaSalle—Émard)	3112
Mr. Gauthier	3112
Mr. Martin (LaSalle—Émard)	3112
Taxation	
Mr. Solberg	3112
Mr. Martin (LaSalle—Émard)	3112
Mr. Solberg	3112
Mr. Martin (LaSalle—Émard)	3112
Victoria Bridge	
Mr. Guimond	3112
Mr. Collenette	3113
Mr. Guimond	3113
Mr. Collenette	3113
Taxation	
Mr. Ritz	3113
Mr. Martin (LaSalle—Émard)	3113
Mr. Ritz	3113
Mr. Martin (LaSalle—Émard)	3113

Spirit of Columbus Platform	
Mr. Dubé (Lévis)	3113
Mr. Marchi	3113
APEC Summit	
Mr. McNally	3114
Mr. Scott (Fredericton)	3114
Refugees	
Mr. Obhrai	3114
Ms. Robillard	3114
Veterans Affairs	
Mrs. Redman	3114
Mr. Mifflin	3114
APEC Summit	
Mr. Robinson	3114
Mr. Scott (Fredericton)	3114
Search and Rescue	
Ms. Desjarlais	3114
Mr. Eggleton	3115
Mr. Bernier (Tobique—Mactaquac)	3115
Mr. Eggleton	3115
Mr. Bernier (Tobique—Mactaquac)	3115
Mr. Eggleton	3115
Dairy Industry	
Mr. Shepherd	3115
Mr. Vanclief	3115
Coinage	
Mr. Epp	3115
Mr. Gagliano	3115
Singer Retirees	
Mr. Bachand (Saint-Jean)	3116
Mr. Pettigrew	3116
Child Poverty	
Mr. Riis	3116
Mr. Martin (LaSalle—Émard)	3116
Gun Control	
Mr. MacKay	3116
Ms. McLellan	3116
Immigration	
Ms. Folco	3116
Ms. Robillard	3116
Season's Greetings	
Mr. Manning	3117
Mr. Gray	3117
The Speaker	3117
Tribute to the Late Antonio Yanakis	
Mr. Gray	3117
Mr. White (Langley—Abbotsford)	3117
Mr. Nystrom	3117
Mr. Harvey	3118
The Speaker	3118
Privilege	
Department of National Revenue	
Mr. MacKay	3118
Mr. Gray	3119
Mr. Adams	3119
Mr. Nunziata	3119
Ms. Jennings	3120

ROUTINE PROCEEDINGS

Committees of the House

National Defence and Veterans Affairs

Mr. Szabo	3120
Motion	3120
(Motion agreed to)	3120
Mr. Szabo	3120
Mr. Nunziata	3120

Fisheries and Oceans

Mr. Szabo	3120
Motion	3120
(Motion agreed to)	3120
Ms. Parrish	3120

Interparliamentary Delegations

Ms. Parrish	3120
Mr. Coderre	3120
Mr. MacKay	3121

Petitions

Taxation

Mr. MacKay	3121
------------------	------

GOVERNMENT ORDERS

Finance

Motion	3121
Mr. Szabo	3121
Mrs. Redman	3121
Mr. Epp	3121
Mrs. Redman	3121
Ms. Vautour	3121
Mrs. Redman	3122
Mr. Riis	3122
Mr. Riis	3123
Mr. Nunziata	3124
Mr. Riis	3124
Mr. Calder	3125
Mr. Riis	3125
Mr. Pankiw	3126
Mr. Riis	3126
Mr. Telegdi	3126
Mr. Riis	3126
Mr. Nystrom	3127
Mr. Charbonneau	3127
Mr. Pillitteri	3128
Ms. Vautour	3129
Mr. Pillitteri	3130
Ms. Vautour	3130
Mr. Pillitteri	3130
Mr. Brison	3130
Mr. Mitchell	3133
Mr. Brison	3133
Mr. McWhinney	3134
Mr. Brison	3134
Mr. Mitchell	3134
Ms. Vautour	3136
Mr. Mitchell	3136
Mr. Calder	3136
Mr. Mitchell	3136
Ms. Augustine	3136
Motion	3136
Mr. McWhinney	3137
Mr. Brison	3138
Mr. McWhinney	3138

Ms. Augustine	3138
Mr. Solberg	3139
Motion	3139
Mr. Coderre	3139
Ms. Catterall	3139
Famous Five	
Motion	3139
Ms. Augustine	3139
(Motion agreed to)	3139
Finance	
Motion	3139
Mr. Solberg	3139
Motion	3139
(Motion agreed to)	3140
Mr. Solberg	3140
Mr. Strahl	3141
Mr. Solberg	3141

PRIVATE MEMBERS' BUSINESS

MacKenzie-Papineau Battalion

Mr. Riis	3142
Motion	3142
Mr. Riis	3142
Mr. Bertrand	3143
Mr. Goldring	3145
Mr. Godin (Châteauguay)	3146

ADJOURNMENT PROCEEDINGS

Immigration

Mr. Ménard	3147
Mr. Adams	3147

Rail Transportation

Mr. Fournier	3148
Mr. Adams	3149

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

03159442

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canadian Government Publishing,

45 Sacré-Coeur Boulevard,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:

Les Éditions du gouvernement du Canada,

45 boulevard Sacré-Coeur,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

Aussi disponible sur le réseau électronique «Parliamentary Internet Parlementaire» à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

Additional copies may be obtained from Canadian Government Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

On peut obtenir la version française de cette publication en écrivant à :

Les Éditions du gouvernement du Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9